

NOUVEAUX MASSACRES EN OUGANDA

L'armée serait responsable de l'assassinat de deux cents civils

LIRE PAGE 34
L'ARTICLE DE J.-P. LANGELLIER

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 1,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42 87 - 23 PARIS
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les militaires turcs continuent leurs opérations contre les Kurdes en Irak

Chasse aux partis à Ankara

Le Conseil national de sécurité turc a pris, mardi 31 mai, une décision qui écarte d'un jour ses intentions. Le Parti de la Grande Turquie, constitué onze jours plus tôt en conformité avec les nouvelles « règles du jeu » fixées par le général Evren pour le retour progressif de son pays à une certaine démocratie, a en effet été dissous, et ses deux principaux dirigeants, MM. Cindoruk et Goltan, ont été assignés à résidence (nos dernières éditions datées du 1^{er} juin). La nouvelle formation est accusée d'avoir « tenté de brandir le drapeau de la haine et de la vengeance » et de chercher à semer la discorde entre les citoyens avec l'ambition de « prolonger l'existence et la philosophie d'un ancien parti dissous ».

Cette attitude du Conseil national de sécurité pourrait d'autant plus surprendre que la formation visée, bâtie sur les ruines de l'ex-Parti de la justice de M. Demirel, ne faisait pas mystère de sa filiation avec la droite. Mais s'en étonnerait-on, s'ils n'ont jamais nié la gauche et à plus forte raison l'extrême gauche ont en même temps éprouvé de longues dates une solide aversion, d'autant que le mal à se dissoudre, pour la droite démocratique, c'est contre des adversaires appartenant à cette même droite qu'ils sont intervenus à plusieurs reprises dans l'histoire récente de la Turquie. M. Demirel n'a pas plus d'amis au Conseil national de sécurité que M. Evren, et encore moins d'adversaires.

Le régime tenait sans doute aussi à montrer que la droite n'est pas plus à l'abri que la gauche des rigueurs de la « reconstruction » à laquelle le général Evren appelle ses compatriotes. Ayant récemment frappé les « révolutionnaires » - une fois militants d'extrême gauche récemment encore d'être condamnés à mort, il se devait, pour que ses exhortations à l'unité nationale soient mieux entendues de l'ensemble de l'opinion, de frapper aussi les « conservateurs » de l'entourage de M. Demirel. Cette conception de l'équité dans la répression relève peut-être plus de l'humour noir que de la logique politique, mais le gouvernement militaire turc n'est certes pas le premier des régimes autoritaires à y avoir recourus.

Enfin, le Conseil national de sécurité a certainement voulu signifier à la classe politique traditionnelle dans son ensemble que la semi-liberté accordée aux partis ne devait en aucun cas être confondue avec un retour au régime antérieur. En affichant sa filiation avec l'ex-Parti de la justice, la nouvelle formation de droite a certainement commis une erreur, alors qu'elle croyait se préserver ainsi des foudres d'un pouvoir obsédé par les « menées révolutionnaires » et « séparatistes ». MM. Cindoruk et Goltan voulaient marquer le retour de la droite libérale dans le cadre défini par le général Evren ; leur tentative n'a été ressentie par ce dernier que comme une reconstitution de ligne dissoute.

De droite comme de gauche, l'ancien personnel politique, à qui il est pratiquement interdit d'avoir une activité publique et de se présenter aux élections futures, reste décidément la bête noire des militaires. La liste des personnalités assignées à résidence s'est encore allongée mardi. Le régime veut voir surgir « des forces et des chefs politiques neufs ». Reste à savoir comment il parviendra à restaurer progressivement la démocratie, comme il l'a promis, sans s'en donner les moyens.

A la suite de la récente condamnation à mort de trente-cinq nationalistes kurdes par le tribunal militaire de Diyarbakir, le Conseil de l'Europe a lancé aux autorités turques un appel de clémence qui concerne aussi les neuf militants d'extrême gauche frappés de la même peine.

L'intervention militaire turque continue au Kurdistan, à l'intérieur du territoire irakien. Elle a suscité une vive protestation de M. Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan de ce pays, qui estime qu'il s'agit d'un complot contre le mouvement de libération kurde - ourdi par Ankara et Bagdad.

La « diaspora » kurde en Europe cherche actuellement à mobiliser les opinions publiques de différents pays en faveur de la cause de ses compatriotes. Cette communauté n'a jamais été très nombreuse en France, où les Kurdes occupent une place assez marginale parmi les immigrants, mais elle est très importante en Allemagne fédérale, qui accueille la plus forte proportion de monde de travailleurs venus de Turquie. Différentes actions avaient déjà été menées (occupations, pacifistes de journaux, grèves de la faim, etc.) pour attirer l'attention internationale sur la répression au Kurdistan, tout notamment. Les opérations militaires décidées par Ankara sur le territoire irakien avec l'accord de Bagdad donnent aux nationalistes kurdes une occasion plus facilement exploitable de sensibiliser à leur sort les partenaires de la Turquie au sein de l'OTAN, ou par le biais de l'association avec la Communauté européenne.

BERNARD BRIGOULEUX
(Lire la suite page 8.)

AIRBUS CONTRE BOEING

Grandes manœuvres autour du nouvel avion de cent cinquante places
(Lire page 31 l'article de JAMES SARAZIN.)

LE MONDE diplomatique

du mois de juin
EST PARU
AU SOMMAIRE :
● La piége du libre-échange
● Les insuffisances de l'enquête israélienne sur les massacres de Sabra et de Chatila

LES CONSÉQUENCES DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

« Nous avons tous une vision plus réaliste de l'U.R.S.S. » nous déclare le président Reagan

À l'issue du sommet de Williamsburg, M. Ronald Reagan a accordé à notre correspondant à Washington, ainsi qu'à nos journalistes allemands Frankfurter Allgemeine Zeitung et à cinq journaux américains, un entretien au cours duquel il a affirmé que la rencontre des Sept n'avait fait « ni vainqueurs ni vaincus », mais que le cours théorétique du dollar est avant tout « le résultat de notre lutte réussie contre l'inflation ». Le président américain s'attend aussi à une amélioration des relations du monde occidental avec l'U.R.S.S., car, dit-il, « nous en avons tous une vision plus réaliste ».

« Monsieur le président, vous souhaitez des discussions franches à ce sommet. Ont-elles modifié vos propres vues d'une façon ou d'une autre ? »

« Pas de façon importante, à vrai dire. Vous auriez été étonné de voir à quel point notre réflexion était semblable sur tant de sujets discutés. Dans les sommets précédents, chaque chef d'État faisait une déclaration, qu'il y ait accord ou non. Cette fois, quand on abordait un sujet, on en discutait longuement, jusqu'à la recherche d'un consensus. On n'a pas voté. Il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus. La récession est mondiale. Ce que fait chacun de nos pays a des conséquences sur les autres. Nous devons donc avoir davantage de surveillance et de communication constante, particulièrement au niveau ministériel, sur les progrès que nous sommes tous en train de faire. Et cela inclut les pays en développement, qui ne peuvent rester au dehors ; leur prospérité est vitale pour nous, comme la nôtre l'est pour eux. »

« Certains participants du sommet vous ont fait remarquer que, même selon les prévisions les plus optimistes, le chômage resterait élevé pendant un certain temps, que la récession pourrait même s'aggraver dans certains pays... Êtes-vous plus souple à propos des expédients souhaités ici ou là pour empê-

cher des crises sociales ou politiques ? »

« Non. En réalité, l'un des participants a qualifié les expédients de « remèdes de charlatan ». L'expérience prouve qu'ils ne font qu'aggraver la situation. Tous les participants réalisent qu'ils ont à affronter des changements sociaux pour contrôler des dépenses excessives. Nous avons travaillé à fond sur chaque sujet, sans l'abandonner quand on constatait des divergences. Il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus. »

« Chacun sait que votre gouvernement n'était pas enthousiasmé à l'idée d'une conférence monétaire internationale. Avez-vous modifié vos vues durant le sommet ? »

« Les conversations nous amenaient moins à modifier nos propres vues qu'à comprendre vraiment celles des autres. Depuis le sommet de Venezia, nous avons eu des relations au niveau ministériel qui ont permis de réaliser de grands progrès dans des questions comme le commerce et les rapports Est-Ouest. Ces mêmes ministères vont maintenant étudier de très près une telle conférence et voir si elle pourrait servir la tâche entreprise. Cela dépendra de ce qu'ils recommanderont. »

Propos recueillis par
ROBERT SOLÉ
(Lire la suite page 4.)

La déclaration sur la sécurité risque de « limiter la liberté d'action » de la France estime le P.C.F.

Le bureau politique du parti communiste a publié, mardi 31 mai, une déclaration dans laquelle il formule de graves critiques à l'encontre de la déclaration de Williamsburg sur la sécurité. Le P.C.F. estime notamment que ce texte « risque de limiter la liberté d'action » que la France s'était donnée en quittant le commandement intégré de l'OTAN. Le P.C.F. propose, d'autre part, que la négociation de Genève sur les armements nucléaires en Europe soit ouverte à tous les gouvernements européens.

Le bureau politique du P.C.F. exprime, à propos de la déclaration de Williamsburg sur la sécurité, des « interrogations » et des « réserves », qui équivalent à une condamnation. Se prévalant des « réserves exprimées par la délégation française », les communistes dénoncent le « risque » que comporterait cette déclaration pour la liberté d'action de la France. Ils relèvent qu'elle constitue un appui aux seules propositions américaines dans la négociation de Genève et, surtout, qu'elle fixe à cette négociation l'objectif de déterminer le nombre des nouveaux armements qui seront installés en Europe, et non plus celui de parvenir à éviter leur déploiement.

Cette condamnation d'une démarche résultant des « formidables pressions exercées par les dirigeants américains » est dans la droite ligne des positions adoptées par le P.C.F. depuis deux ans, sur la question des armements nucléaires en Europe. Les communistes ont toujours attribué aux États-Unis la responsabilité de la course aux armements et estimé que ce qui est considéré, à l'Ouest, comme des signes d'agressivité de la part de l'Union soviétique est, en fait, la conséquence de la menace qui s'exerce sur elle. Aussi apportent-ils leur appui à tout ce qui est de nature à dissuader cet état d'esprit, et à l'amélioration des relations soviéto-chinoises, des mouvements pacifistes européens ou du rôle que pourrait jouer la France, au sein de l'alliance atlantique, pour éviter que les rapports avec l'Est ne

se réduisent à une confrontation bloc contre bloc.

Au regard de cette dernière préoccupation, la déclaration de Williamsburg apparaît au P.C.F. comme aussi au R.P.R. (voir la déclaration de M. Philippe Séguin dans le Monde du 1^{er} juin) et à la plupart des commentateurs, comme un recul. La présenta-tina que M. François Mitterrand devait donner, mercredi matin, au conseil des ministres, était attendue par les ministres communistes, appelés, comme l'ensemble du gouvernement, à approuver la position française. M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., n'a pas, mardi, sur France-Inter, que l'essentiel, à ses yeux, est que la négociation de Genève « se poursuive activement ».

La déclaration du bureau politique tire, quant à cette négociation, la conséquence logique de la déclaration de Williamsburg. La France ayant signé celle-ci, ne conviendrait-il pas qu'elle eût sa place à Genève, de même que les autres gouvernements européens ? Cette proposition, conforme à l'idée que la sécurité européenne ne doit pas dépendre du seul rapport de forces entre les superpuissances, donne un point d'application à la campagne que mène le P.C.F. contre l'installation de nouveaux armements nucléaires.

PATRICK JARREAU
(Lire la suite page 3.)

LE CONTRE-PLAN DE M. CHEVÈNEMENT

Contraintes et volontarisme

Deux articles de M. Jean-Pierre Chevènement dans le Monde des 10 et 11 mai, appuyés par une intervention explosive à la convention nationale du parti socialiste le 29 mai dernier, plus un exposé de M. Jacques Mazier, professeur à l'université de Paris-XIII dans la revue Enjeu, organe du CERES, avec un titre significatif (« Redresser la barre sans barre ») : le décor est planté pour le psychodrame qui va se jouer d'ici à la fin de l'année et dont les épisodes risquent d'être de plus en plus violents au fur et à mesure que les effets restrictifs du deuxième plan de rigueur lancé sous la responsabilité de M. Jacques Delors se feront sentir.

Déjà perceptibles au lendemain des premières mesures d'austérité

par FRANÇOIS RENARD

prises en juin 1982, les réserves manifestées vis-à-vis de ces mesures se sont accrues au fil des mois pour se transformer en hostilité déclarée, les adversaires du plan Delors présentant même un contre-plan complet, en opposition totale avec la politique officielle.

Tout en concédant au dispositif actuel qu'il épargne les revenus les plus modestes, et qu'il n'aggrave pas les charges des entreprises, la thèse adverse, développée par M. Chevènement et M. Jacques Mazier, prédit l'échec du plan Delors : le déficit commercial se tiendra pas au-dessous de 60 à 65 milliards de francs en 1983 ; l'inflation ne sera

guère freinée, en dépit de la récession.

Surtout, le péché mortel de ce plan, aux yeux de ses détracteurs, c'est la remise en cause de la croissance industrielle, de la croissance tant court, avec, pour conséquence, la diminution des investissements, qui compromettent l'avenir ; le choix fait le 21 et le 25 mars dernier n'était pas inévitable et ne doit pas être définitif.

Dans un premier volet le contre plan prévoit la renégociation de la participation française au système monétaire européen (S.M.E.) avec des « ajustements mensuels et automatiques en fonction des différentiels d'inflation », afin de limiter les mouvements de spéculation.

(Lire la suite page 32.)

AU JOUR LE JOUR

Solidarité

Les coupures provoquées, mardi, par des agents d'E.D.F.-G.D.F. pour la défense de leurs tarifs préférentiels ont rencontré un large écho populaire. Il a pris des formes diverses.

On a vu des embouteillages se former spontanément aux carrefours, des « Roland-Garros miniatures » interrompre volontiers leur culte télévisuel, des usines cesser brusquement de tourner, des centaines d'usagers se bloquer à la satisfaction des personnes transportées et des pompiers requis.

Au tarif fort de la solidarité forcée, tous ont payé pour le maintien des privilèges de quelques-uns.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT DE JACK DEMPSEY

Le vainqueur de Carpentier

L'ancien baveur américain Jack Dempsey, qui fut champion du monde des poids lourds, de 1919 à 1926, est mort, mardi 31 mai à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Dans la légende de la boxe, Jack Dempsey laisse un nom universel. Dans le souvenir des Français, il reste le tonnerre de notre gentleman du ring - Georges Carpentier. Dans la mémoire des sportifs, il s'incarne à une force de la nature que seul pouvait mettre hors de combat le juge dernier qui nous condamnait tous.

Jack Dempsey est né le 24 juin 1895, à Manassa (Colorado). Son adolescence fut difficile et aventureuse. Il avait été un temps « videur » de boîtes de nuit au Nevada, puis sparring-partner dans un gymnase de Salt-Lake-City. C'est là que Jack Kearns, son futur manager, le découvrit un jour nu.

rendu furieux par une réflexion malsonnante, il avait mis en marmelade le « champion » local.

OLIVIER MERLIN
(Lire la suite page 14.)

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

NOAH LA HARGNE ET ROGER VASSELIN LE STRATÈGE
(Lire page 14 les articles d'ALAIN GRAUBO et d'OLIVIER MERLIN)

Patricia HIGHSMITH
Les gens qui frappent à la porte

« Un terrible roman sur l'intolérance religieuse. »
François Jost / Le Monde

« Une fois de plus un chef-d'œuvre. »
Jean-François Jost / Le Nouvel Observateur

« Une gigantesque étude de mœurs. »
Nathalie Lerat / L'Express

« Un climat d'horreur et d'effroi. »
Patrick Brabant / VSD

« Féroce et sardonique. »
Pierre Desmurs / Marie-Claire

CALMANN - LÉVY

La vocation de l'Orient chrétien

par OLIVIER CLÉMENT (*)

L'Église d'Antioche

Le patriarche Ignace IV d'Antioche est en ce moment l'hôte de la France. A cette occasion, Olivier Clément rappelle l'histoire de l'espace chrétien d'Orient, de ces orthodoxes qui ont l'arabe comme langue liturgique, et voit là se profiler un avenir « non idéologique » du christianisme. René Habachi estime que la noblesse de l'orthodoxie orientale s'exprime dans l'ouverture au présent et dans l'équilibre du mouvement et de la pondération. De son côté, l'abbé Youakim Moubarac, partant d'un ouvrage de Jean Corbon, *L'Église des Arabes*, met son espoir dans la renonciation des juifs, des chrétiens et des musulmans à leurs intégrismes respectifs pour fonder la citoyenneté de Jérusalem sur les seuls droits de l'homme.

L'ÉGLISE du patriarche Ignace IV d'Antioche se trouve au Liban, en Syrie, en Irak, au Koweït, dans les Émirats du Golfe, et aussi dans une importante diaspora que les événements de ces dernières années ont accrue. C'est d'abord pour rencontrer ces émigrés — souvent temporaires — que le patriarche vient en Europe occidentale. Mais sa visite revêt aussi une importance œcuménique et culturelle considérable : Ignace IV a été reçu par Jean-Paul II, par l'archevêque de Cantorbéry, par les responsables du Conseil œcuménique des Églises, dont il est co-président. En France, où il a fait des études de théologie, il donne deux conférences importantes, et le cardinal Lustiger l'accueille à Notre-Dame de Paris. Esprit de tous retours, de l'Occident et de l'Orient chrétien, de l'orthodoxie, du catholicisme et de la Réforme, dont notre pays semble aujourd'hui un des lieux privilégiés.

Disons-le tout net cependant : les Français, même cultivés, ne savent pas grand-chose des chrétiens arabes ou arabophones. Quand on parle du Liban, le mot chrétien est immédiatement identifié à celui du maronite. Or il y a au Liban près de 400 000 orthodoxes, soit 12 % de la population. Et les orthodoxes sont environ 800 000 en Syrie, notamment dans la région d'Alep. Le patriarche lui-même a son siège à Damas, Antioche ayant été détruite par les Mongols au treizième siècle. Seul parmi les grands quotidiens français le Monde a longuement parlé des millions de chrétiens coptes qui vivent en Égypte...

L'histoire de ce qu'il faudrait appeler l'espace chrétien d'Antioche est à la fois prestigieuse et tragique. L'Église d'Antioche est la fondation apostolique : elle a été établie, avant celle de Rome, par les apôtres Pierre et Paul, et c'est là, nous dit le livre des Actes, que les disciples de Jésus ont, pour la première fois, été nommés « chrétiens ». Dès le quatrième siècle, un vaste patriarchat d'Antioche et de tout l'Orient s'est développé sa mission dans une immense espace asiatique, du Caucase à l'Inde du Sud...

C'est devenu une banalité assez creuse que d'identifier le christianisme à la culture occidentale et de dénoncer l'hellénisation de la pensée biblique. Rien de tout cela n'est vrai pour l'espace antiochien où se sont développées une théologie, une spiritualité, une célébration à tonalité foncièrement sémitique. Un Jean

Chrysostome, un Jean de Damas, un Pierre de Damas ont mis l'accent sur le « Dieu pathétique », sur la transfiguration réelle du corps et de la matière par les énergies divines, sur la connaissance du mystère par le cœur à profond, sur l'unité fondamentale du genre humain, de sorte qu'on peut parler quasi-eucharistiquement du « sacrement du frère »...

Une histoire tragique a divisé puis immobilisé l'espace chrétien d'Antioche. Des schismes se sont produits, pour des raisons essentiellement culturelles, du cinquième au huitième siècle, à l'époque moderne par l'intervention maladroite et comme conquérante des confessions occidentales, avec notamment la création de communautés « unies » à Rome. L'islam a en quelque sorte « gelé » ces divisions en soumettant les chrétiens au régime de la dhimma, une « protection » marginalisante qui n'a disparu qu'en notre siècle. Pourtant, des cinq principales Églises que l'on trouve aujourd'hui dans l'espace antiochien, la plus importante est l'Église dite « grecque-orthodoxe », le mot grec désignant son appartenance à l'ensemble de l'orthodoxie, dont le primat d'honneur est le patriarche de Constantinople (dans la coordination des « autocéphales »), Antioche vient au troisième rang, après Constantinople et Alexandrie.

Cette Église, à cause de la dhimma, établie juste au moment où les grandes chrétiens se constituaient en Europe, n'a jamais connu la puissance, la gloire — et les illusions — de la première, de la deuxième ou de la troisième Rome. A travers d'incroyables changements culturels, sous les vagues des empires successifs, elle est restée fidèle à l'Évangile dans l'humilité, voire dans l'humiliation.

Les orthodoxes d'Antioche se considèrent comme des Arabes. L'arabe est devenu, après le syriaque, leur langue liturgique. Dès la fin du dix-neuvième siècle, leur rôle a été grand dans la renaissance de l'arabité. Ils ont souvent animé des mouvements arabes à tendance laïque ou socialiste, notamment le Baas.

Depuis les années 40 ou 50 de notre siècle, cette communauté est sortie d'une certaine sclérose sociologique grâce au M.A.O., le Mouvement de jeunesse orthodoxe du patriarchat d'Antioche, dont le patriarche actuel fut un des fondateurs. Une

grande partie de l'élite antiochienne est francophone, et ce renouveau fut aussi le résultat des élaborations de l'école orthodoxe de Paris, inspirées par les théologiens et philosophes de l'émigration russe.

Des militants laïcs d'une grande qualité se sont multipliés : ils ont fait revivre des paroisses abandonnées de la montagne, créé des écoles primaires et secondaires, avec une réflexion pédagogique originale, puis, quand la « guerre » s'est installée, indéfinie, multiplié les services médicaux et sociaux. Leur œuvre, c'est aussi la maison d'édition An Noûr (la Lumière), le plus grand centre du Proche-Orient pour la publication d'ouvrages chrétiens en langue arabe. Le « mouvement » n'est pas resté uniquement laïc, il a suscité des moines, des prêtres, des évêques, enfin le patriarche actuel. Une orthodoxie sociologique et une orthodoxie en plein renouveau coexistent ainsi, non sans tension, car les notables traditionnels sont plus timorés tandis que les jeunes militants du « mouvement » ont tendance à s'engager dans le destin difficile, meurtri et meurtrissant de l'arabité. Ignace IV favorise la collégialité et, peu à peu, la mise en place d'évêques aimés du peuple, souvent élus par lui, et qui introduisent un style nouveau de simplicité et de service.

La reconstitution de l'unité

Ce patriarche s'attache de plus en plus à la reconstitution de l'unité antiochienne : banc d'essai, peut-être, pour une reconstitution universelle de l'unité chrétienne. Dans le respect d'une diversité concenante des formulations, l'unité de foi a été rétablie avec les Églises issues des schismes christologiques du cinquième siècle. Les Églises unies à Rome, et surtout l'Église grecque-orthodoxe, retrouvent leurs racines orientales « à l'antiochienne » cette convergence. Un conseil des Églises du Proche-Orient s'est constitué, que préside Ignace IV. La position souvent réaffirmée ces dernières années par le patriarche, c'est qu'il faut avant tout rétablir entre les diverses communautés antiochiennes une pratique de collégialité, une communion vécue, faite aussi bien de confiance et de respect réciproques que d'approfondissement de la même foi.

(*) Théologien orthodoxe.

Aux avant-postes

par YOUAKIM MOUBARAC (*)

de la « nation arabe ». Quelle que soit leur tendance particulière, tous ceux-ci se reconnaissent dans la déclaration de Fayal, lequel, tout fils du chef de La Mecque qu'il fut, disait : « Nous sommes arabes avant d'être musulmans ».

3) C'était au lendemain de la première guerre mondiale. Dès avant la seconde, des chrétiens arabes ont voulu aller plus loin. On sait que Michel Aflaq, fondateur du Baas, estime que, comme vecteur principal de l'arabisme, l'islam fait partie intégrante, pour les chrétiens comme pour tous leurs concitoyens, de l'héritage culturel de la « patrie arabe ».

Une thèse que Georges Sassine vient de soutenir à Paris-I rappelle que, avant Aflaq, Antoun Saadé avait cru reconnaître dans le christianisme et le « muhammadisme » — deux versions, selon lui, du même « islam » originel — les composantes culturelles de base de la patrie syrienne.

Le discours sur lequel tous ces chrétiens d'Orient pourraient se retrouver avec le traducteur du *L'Église des Arabes* me paraît être

soo adresse solennelle à la Conférence des États islamiques réunie à Taïef. Ignace IV y confirme d'ailleurs ce que son prédécesseur Elias IV, lui aussi accompagné de Georges Khodre, avait proclamé devant la même conférence à Lahore. Trois thèmes pourraient leur faire écho :

1. L'arabité dont nous nous réclamons avec nos compatriotes musulmans, druzes, juifs ou athées ne fait pas de discrimination au sein de la cité temporelle.

2. L'indépendance du Liban islam-chrétien est le signe et le gage de cette cité conviviale et libre pour laquelle nous œuvrons à travers tout le monde arabe.

3. A défaut d'une Palestine unitaire et égalitaire tragiquement refusée aux siens, mais sans pouvoir transiger sur le droit des Palestiniens à leur patrie, l'arabité de Jérusalem, qui est le symbole de notre résistance aux faits accomplis, est aussi la promesse œcuménique de notre cohabitation fraternelle avec tous ceux qui reconnaissent sa sainteté.

(*) Prêtre maronite.

Quelle foi ? La grande « annonce » apostolique, répond-il, telle qu'elle a été interprétée par les conciles œcuméniques tenus aux confins de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique quand l'Occident et l'Orient chrétiens n'étaient pas encore divisés. Ensuite, à la lumière de cette « annonce » fondamentale et de la foi conciliaire, on examinerait ensemble les définitions prises séparément... Dans l'esprit que les approches diverses se complètent sans s'uniformiser, et que Rome, dépassant toute tentation de domination, retrouve pleinement cette « présidence à l'amour », cette primauté comme service de la communion des Églises-sœurs, dont parlait, au début du deuxième siècle déjà, le premier Ignace d'Antioche...

Ainsi se formerait véritablement l'Église des Arabes dont parle Youakim Moubarac. Or le grand effort de cette Église ne peut être que la rencontre avec l'islam. Dans la « guerre » du Liban, certains orthodoxes se sont engagés dans les mouvements révolutionnaires palestiniens, d'autres dans les rangs des Phalanges maronites. La grande majorité cependant, et la hiérarchie elle-même, ont refusé la violence, d'où qu'elle vienne, et tenté de réconcilier chrétiens et musulmans. Des théologiens comme le métropolite Georges Khodre commencent à exprimer le message chrétien dans des catégories totalement sémitiques. Voici peu d'années, une grande personnalité musulmane, le professeur Ali Merad, me disait qu'il faisait avec un sentiment de profond accord spirituel les chroniques publiées en arabe par le métropolite dans le presse libanaise. Le métropolite est d'ailleurs régulièrement invité à prendre la parole dans les manifestations religieuses organisées lors des grandes fêtes musulmanes. Aux conférences panislamiques de Lahore et de Taïef, le seul chrétien invité fut chaque fois le patriarche orthodoxe d'Antioche, Elie IV à Lahore,

Ignace IV à Taïef. C'est là, en 1981, que celui-ci a parlé de Jérusalem comme racine du monothéisme. Il a rappelé, ce qu'on oublie trop en Occident où l'on se borne à évoquer les Lieux saints, que la vieille ville de Jérusalem est une ville arabe, que ces Arabes sont musulmans et chrétiens, et que l'Église de Jérusalem n'est pas faite de pierres mais d'hommes. Exhortation à inventer une solution originale pour cette ville où coexistent les trois religions « abrahamiques » : « Jérusalem a un visage spirituel, religieux, humain. A Dieu ne plaise qu'on y mentionne le politique », exclamait-il. C'est la relation entre les hommes devraient y être d'abord « des relations de foi et de spiritualité ». Il n'y a point la négation d'Israël, mais appel aux Israéliens pour qu'ils reconnaissent l'existence et le droit d'autrui et dépassent toute ingérence.

Ainsi se profile un avenir non idéologique du christianisme, qui pourrait devenir un service de l'homme comme personne irréductible, appelée à la communion : parce qu'il est l'image — au-delà de toute saïe, serait-elle conceptuelle — d'un Dieu lui aussi toujours au-delà et qui pour nous rejoint jusque dans l'horreur et la mort pour faire de nous des vivants espérances de servir toute vie, désormais libérée du néant...

Reconstituer l'Église des Arabes, laisser transparaître, dans le service des plus démunis, le visage du Dieu crucifié, lutter patiemment pour la réconciliation et pour le paix, tel est, me semble-t-il, le dessein du patriarche Ignace IV. Dans le contexte actuel du Proche-Orient, c'est une voie difficile, peut-être crucifiante. Mais ces frères chrétiens de Liban, qui sont, bien autrement que nous, aux écoutes des tumultes du tiers-monde, nous disent qu'il ne faut pas avoir peur, et que toute situation historique, si nous osons témoigner de l'Esprit, peut devenir une situation d'enfancement...

La nostalgie de l'unité

par RENÉ HABACHI (*)

COMME une nouvelle expérience de paradis perdu, le schisme dans l'Église est la brisure de l'unité première. Elle porte un coup au Christ de l'histoire. Faudra-t-il attendre un nouveau « Recevez l'Esprit-Saint » pour que les Églises ne se séparent plus ce que Dieu a uni ?

Car avant Rome, avant Constantinople, avant Moscou, cette troisième Rome, il y a l'Église des apôtres, née à Jérusalem, au matin de la Pentecôte. L'Esprit y parla toutes les langues comme le langage bleu prend toutes les couleurs du visible. Il atteste ainsi que la vérité est ecclésiale, confiée à la communauté afin que, par sa diversité, elle ne témoigne que mieux de l'unité.

Il n'est donc pas étonnant que la séparation des Églises s'ait enrichi aucune d'elles. Celle d'Occident se fit plus philosophique, plus juridique, plus hiérarchisée. Celle d'Orient plus théologique, plus mystique, plus communautaire. Autant de richesses complémentaires, appauvries précisément de ce qu'elles ont gardé dialectiquement leurs différences. Aujourd'hui, l'Église d'Occident éprouve le besoin de revenir à son Orient : elle réapprend la collégialité, la mystique de la divine liturgie, un œcuménisme à physiognomies nationales, une participation des laïcs à la vitalité du mystère. Et qui donc prétendrait que l'Église d'Orient n'éprouve pas corrélativement le besoin de retrouver son Occident ?

N'est-ce cette distorsion prise par le catholicisme occidental, l'Église de la Réforme d'aujourd'hui, qui n'a pas trouvé de raison suffisante à son institution. Quant à la catholicité orientale — ce qu'on appelle les Églises uniates, demeurant attachées à Rome bien qu'orientales, — elle eut trop de combats à mener sous le flux montant de l'islam pour pouvoir déployer ses énergies et servir d'intermédiaire, comme elle en avait la responsabilité, entre Orient et Occident. Il était donc prévisible que c'est avec l'orthodoxie que le protestantisme prendrait l'initiative de l'œcuménisme dans le Conseil mondial des Églises.

Voilà l'épopée de sang et de service qu'apporte avec lui, dans les plus de son manteau, le patriarche Ignace IV d'Antioche, qui est l'un des primats de l'Église orthodoxe en même temps que l'un des présidents du Conseil œcuménique des Églises. A travers la bonté et la dignité qui émanent de son visage, qui déchiffrent l'épaisseur de l'histoire traversée par l'Église d'Orient et l'opulence théologique qu'il représente ?

Du fait que le christianisme s'incarne en une personne qui condense en elle l'histoire par son ouverture sans frontières à l'humain. Il s'est mouvé apte au développement. Le Verbe, qui s'est coulé définitivement dans le moule des mots ailleurs, a

tout entier passé, chez lui, dans une personne continuée en Église. C'est pourquoi il est vie et mouvement non seulement en ceux qu'il habite : en sa propre nature il est mouvement et vie. Malgré les entraves des schismes, le christianisme est progression ou il n'est pas. Comment l'absolu n'aimerait-il pas assez le temps pour le pousser comme en avant de lui-même ? C'est un message d'ouverture et de dépassement que nous apporte le patriarche Ignace.

Aussi bien, la théorie orientale s'abreuve-t-elle directement à l'Évangile. Elle ne se souvient pas la philosophie, mais son intimité avec la personne de Jésus a sécrété une anthropologie aux dimensions cosmiques — dont s'est inspirée la vision « énergétique » de Teilhard de Chardin — et une théologie mystique trinitaire, — dont l'actualité d'un Maurice Zundel me semble être un récent prolongement — qui s'écoulet toutes deux, plus directement qu'en Occident, l'homme éternel à l'homme spirituel. Le problème de l'Occident en ce siècle est d'utiliser toutes les énergies de la raison — la dialectique, la technique — pour renforcer la charpente de cette soudure et l'empêcher de fléchir sous le poids d'une modernité rationnelle dissolvante.

Le patriarche orthodoxe d'Antioche à Paris ramène ainsi avec lui l'Orient de la Méditerranée et de Byzance : ce que Fernand Braudel, en dénombrant les acteurs de la Méditerranée historique, nomme la « grécité », antérieure puis contemporaine à l'islam et à la latinité. L'universalité méditerranéenne ne résulte pas seulement de l'impact grec et d'Alexandre, mais aussi de l'hellénisme de Byzance marié à la lumière grecque à la pourpre orientale et évidence à un mystère.

Le siège de Sa Béatitude à Damas est le témoin que la Méditerranée orientale continue à émerger des eaux de l'islam environnant. Sa juridiction sur les grecs-orthodoxes de Syrie et du Liban en fait un bastion de la chrétienté.

On peut imaginer combien est délicate sa responsabilité partagée entre deux communautés relevant de deux États actuellement en rupture d'amitié, pour ne pas dire plus. Double souffrance d'un pasteur qui ne peut approuver la politique damascène sans trahir le Liban, et ne peut pacifier avec le Liban sans mettre en péril sa communauté en Syrie. Or, perdre le Liban reviendrait à démolir le mur de soutènement de toute la chrétienté proche-orientale. Il faut donc au patriarche un tact multiple, aussi bien politique que spirituel, pour conduire son Église d'Antioche dans la tempête dont le Proche-Orient n'est pas encore sorti.

(*) Professeur de philosophie.

Les Ateliers Flexibles

2 journées d'informations.
22-23 juin 1983

Ses avantages en souplesse et en productivité.
Les conditions techniques, économiques et humaines de son intégration dans l'entreprise

Ces journées concernent tous les secteurs de la production, grandes entreprises et P.M.E.

Visite d'un atelier flexible français fort d'un an d'exploitation.

Sirtès

Renault Ingénierie

Inscriptions :

608.91.56

608.90.88

Le Monde

étranger

LES RÉPERCUSSIONS DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

Les ministres de la défense des pays appartenant au commandement intégré de l'OTAN (tous les alliés sauf la France et l'Allemagne) se sont réunis, mardi 31 mai, à Bruxelles, avant le conseil des ministres des affaires étrangères qui se tiendra à Paris les 9 et 10 juin. M. Weinberger, ministre américain de la défense, a indiqué, à cette occasion, que les Soviétiques ont déployé à ce jour trois cent soixante missiles SS-20 et qu'il n'est pas question de revenir sur

la combinaison, prévue par le programme de l'OTAN, des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière. « Le calendrier de production de ces divers engins est respecté », a-t-il dit, démentant les rumeurs selon lesquelles un compromis pourrait intervenir avec Moscou sur l'abandon des Pershing-2. Au cours d'une conférence à l'Institut royal belge des relations internationales, M. Weinberger a

laissé entendre, d'autre part, qu'un déploiement d'armes nucléaires soviétiques en Amérique centrale se heurterait aux mêmes réactions que lors de la crise de Cuba en 1962 : « Ils ont essayé une fois, a-t-il dit. Je serais enclin à penser que notre réponse serait la même. » L'agence soviétique Tass continue, de son côté, de critiquer très vivement les résultats de la rencontre de Williamsburg, parlant d'« ultimatum gros-

sier » des Etats-Unis, de « camouflage par des paroles de paix d'une course aux armements effrénée », et de « lieux communs sans mesures concrètes pour sortir de la crise ». L'agence soviétique reproche notamment à la déclaration économique du sommet de manifester « le désir des pays capitalistes de profiter de l'énorme dette des jeunes Etats pour les endetter encore plus ».

Le P.C.F. propose que la négociation de Genève « soit ouverte à tous les gouvernements européens »

Le bureau politique du parti communiste a publié, mardi 31 mai, une déclaration à propos du communiqué sur la sécurité adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Williamsburg, « pour la première fois dans l'histoire de ces rencontres ». Le bureau politique du P.C.F. relève que « tous les observateurs ont souligné les formidables pressions exercées par les dirigeants américains pour obtenir cette position commune, et noté les réserves exprimées par la délégation française ».

Le P.C.F. exprime les « nombreuses interrogations » et les « sérieuses réserves » que lui inspire cette déclaration. Il estime, en premier lieu, que l'affirmation : « La sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale » élargit l'alliance atlantique au Japon, qui n'en est pas membre, et « comporte, surtout, le risque de limiter la liberté d'action que la France s'est donnée, en 1966, en se retirant du commandement militaire de l'OTAN ».

Le bureau politique souligne, en second lieu, « le caractère unilatéral de cette déclaration, qui apporte son soutien aux seules propositions américaines faites dans le cadre des négociations internationales en cours, mais passe totalement sous

silence celles avancées par l'Union soviétique, les pays socialistes, les pays neutres et non alignés, ou encore les pays nordiques ». Il estime, enfin, « regrettable que la déclaration fixe à la négociation de Genève l'objectif non plus de réduire d'une manière équilibrée les armements, mais de « déterminer le niveau auquel se situeraient les déploiements ». Selon le P.C.F., « on s'installe ainsi, délibérément, dans la perspective de l'installation de nouveaux missiles en Europe ».

« Aller dans cette voie, déclare le bureau politique, celle de l'accélération de la course aux armements, aurait de graves conséquences pour la paix, pour la sécurité de tous les Etats et de tous les peuples européens. Cela entraînerait de nouveaux gâchis matériels et humains et la dilapidation d'immenses ressources financières qui devraient être consacrées au progrès social, à la lutte contre la faim dans le monde et pour le développement. »

Le P.C.F. estime que, quand il s'agit d'une question aussi vitale pour l'existence des peuples d'Europe que celle de la paix, on ne peut se contenter de seules négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, aussi grandes puissent-elles être. « Car c'est le sort de

l'Europe qui est en jeu, ajoute-t-il. C'est sur son sol que s'accumule un terrifiant arsenal nucléaire. C'est encore et toujours sur son sol que passe la menace d'un nouveau conflit. Le désarmement, la sécurité, la paix en Europe, c'est l'affaire de tous les peuples, de tous les gouvernements européens. »

Aussi le parti communiste propose-t-il que la négociation de Genève « soit ouverte à tous les gouvernements européens ». Il souligne que cette proposition est conforme à l'accord P.S.-P.C.F. du 23 juin 1981, qui se prononçait pour « une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe ».

« La France peut jouer un rôle important dans ce sens, déclare le bureau politique. Son autorité dans le monde est incontestable. Elle dispose des moyens d'assurer son indépendance et sa sécurité, notamment grâce à sa force de dissuasion nucléaire, dont personne ne demande la réduction. Elle doit, dans le même temps, prendre une part active à l'action en faveur de la paix et du désarmement. C'est d'autant plus nécessaire que, en soutenant la déclaration de Williamsburg, la France se trouve concernée par le résultat des négociations de Genève. »

Le risque de « limiter la liberté d'action » de la France

(Suite de la première page.)

Cette campagne, actuellement dirigée vers l'organisation d'une grande fête pour la paix, au bois de Vincennes, le 19 juin, sous le patronage de l'appel des Cent, se heurte au fait que la France n'est pas directement concernée par ce problème, comme le sont, au contraire, la R.F.A., la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. En proposant, sur la base qu'elle offre pour cela la déclaration de Williamsburg, que la France participe à la négociation, les communistes donnent une raison d'être à la mobilisation de tous ceux qu'inquiète le climat actuel des rapports Est-Ouest. Ils rappellent, en outre, que le texte de la déclaration commune qu'ils avaient signée avec le P.S. le 23 juin 1981, lors de leur entrée au gouvernement, prévoyait bien une « négociation internationale » sur les armements en Europe.

C'est en fonction de cette mobilisation qu'il faut apprécier, aussi, les positions des communistes sur la situation de la France au regard de la négociation soviéto-américaine. M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, avait souligné que l'on ne pouvait empêcher les négociateurs de prendre en compte la force de dissuasion française (le Monde du 20 mai), et M. Georges Marchais l'avait confirmé, le 26 mai, à Marseille, en

indiquant qu'il avait exposé cette thèse, la veille, au président de la République. Le secrétaire général avait souligné qu'il était évidemment pas question que la France réduise sa défense, même si celle-ci, comme celle de la Grande-Bretagne, devait entrer dans le décompte des forces. Il s'agit de montrer, de toutes les façons, que la France et les Français ne peuvent se désintéresser de la négociation de Genève.

Le combat pour la paix constitue, pour tous les communistes et au-delà, un terrain sur lequel le P.C.F. peut espérer attirer les sympathies et affirmer son influence. A titre d'exemple, on peut observer que le comité de rédaction de *Rencontres communistes-hebdo*, que dirige M. Henri Fischlin, appelle à participer au rassemblement du 19 juin, tout en soulignant que, en force de dissuasion n'étant pas négociable, la France ne peut participer aux pourparlers de Genève.

La mobilisation que le P.C.F. cherche à susciter par les positions développées par la déclaration de son bureau politique est d'autre part le minimum qu'un P.C. occidental puisse faire pour remplir son devoir de solidarité vis-à-vis de l'Union soviétique. Il est paradoxal, en effet, de voir que des forces non communistes, dans les pays voisins, vont beaucoup plus loin dans le refus des positions occidentales que les partis

communistes français ou italiens. Pour le P.C.F., sa participation au gouvernement, son affaiblissement électoral et la nécessité qu'il éprouve de faire oublier ce qui avait pu apparaître, lors de l'invasion de l'Afghanistan, comme un alignement sur l'Union soviétique expliquent cette prudence.

Ajoutée à la critique du plan de rigueur mis en œuvre par le gouvernement, la condamnation de la déclaration de Williamsburg confirme, enfin, que le P.C.F. entend ne pas laisser à certains courants du P.S. le privilège de proposer des orientations politiques différentes de celles qu'appliquent actuellement le président de la République, le gouvernement et la majorité parlementaire.

PATRICK JARREAU.

« Je partirai de Williamsburg avec le sentiment que ce genre de réunion est finalement utile et qu'il suffit peut-être de peu de chose pour qu'il soit déterminant », a dit M. Mitterrand à la télévision française avant de revenir à Paris. Ce « peu de chose », a précisé le président de la République, est la conscience que les pays concernés ont « des devoirs vis-à-vis d'eux-mêmes, mais aussi vis-à-vis du reste du monde ». « C'est dans la grande difficulté qu'on peut éprouver le courage », a conclu M. Mitterrand.

La critique du P.C. vise personnellement M. Mitterrand

La critique du bureau politique du parti communiste contre la déclaration de Williamsburg sur la sécurité vise personnellement M. Mitterrand.

Le P.C. estime en effet « regrettable que la déclaration (de Williamsburg) fixe à la négociation (américano-soviétique) de Genève, non plus de réduire d'une manière équilibrée les armements, mais de déterminer le niveau auquel se situeraient les déploiements ». « On s'installe ainsi délibérément, ajoute le P.C., dans la perspective de l'installation de nouveaux missiles en Europe. » Or la phrase incriminée (et tout le paragraphe où elle figure dans la déclaration de Williamsburg) est une rédaction française, et M. Mitterrand en revendique hautement le patronage.

Dans sa conférence de presse de lundi 30 mai, le président de la République a indiqué qu'il avait voulu que la déclaration de Williamsburg « épouse très exactement » ce qu'il avait dit en janvier devant le Bundestag, à Bonn, et à savoir que s'il devait

intervenir un accord, ce serait la négociation qui déterminerait le niveau où se situeraient les déploiements, notion à laquelle il tient essentiellement. Le 20 janvier, devant le Bundestag, M. Mitterrand avait en effet déjà dit que de la négociation américano-soviétique de Genève « dépendra le niveau de déploiement des nouveaux missiles américains à partir de décembre 1983 ».

Sur le fond, on peut dire que trois positions se trouvent en présence dans cette négociation :

- 1) Les Soviétiques demandent la renonciation à tout euromissile américain, les euromissiles soviétiques étant maintenus, bien que leur nombre puisse être réduit ;
- 2) La position américaine maximale tend à la renonciation à tous les euromissiles, y compris ceux déjà installés par les Soviétiques (c'est l'« option zéro » que M. Reagan a essayé en vain de réintroduire dans la déclaration de Williamsburg) ;
- 3) La position intermédiaire des Européens, et notamment des Fran-

çais, est celle qui figure dans la déclaration de Williamsburg. Fin mars, M. Reagan avait déjà envisagé ce compromis — « eurolitan intermédiaire », disait-il — comme étape vers l'« option zéro ». Elle consistait à fixer comme objectif à la négociation un niveau mutuellement agréé d'euromissiles américains et soviétiques. C'est ce que rejette le P.C., en s'alignant sur la position soviétique de refus de tous « nouveaux missiles en Europe », c'est-à-dire de refus des seuls euromissiles américains.

Quant à la suggestion du P.C. d'ouvrir la négociation de Genève portant sur le désarmement en Europe (...) à tous les gouvernements européens, elle est ambiguë et superflue. Il existe déjà au sein des Nations unies des institutions sur le désarmement dont l'une siège à Genève, ouverte à tous les gouvernements européens (c'est M. Giacard d'Estain qui a réintroduit en 1978 la France dans ce circuit dont l'avait retiré le général de Gaulle). Il est vrai que ces institutions ne traitent pas seulement de l'Europe. Mais il existe aussi une Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) qui siège actuellement à Madrid et qui discute notamment du désarmement, sur proposition française. Il est vrai que, à la demande de la France, elle ne traite pas de la question du désarmement classique. Est-ce cette exclusion du nucléaire du fait de la France que critique le P.C. ?

Apparemment non. Ce que suggère le P.C., c'est que les Européens participent à la négociation américano-soviétique de Genève sur les seuls euromissiles. Mais si la France participait à cette négociation, la force de dissuasion française, bien que très réduite au regard de celles des super-grands, se trouverait ipso facto impliquée dans la marchandage, au risque d'être réduite à zéro. Aussi M. Mitterrand a-t-il toujours refusé toute prise en compte de l'armement nucléaire français dans la négociation.

En outre, par le force des choses, la France, membre de l'alliance atlantique, se trouverait nécessairement à Genève assimilée à ses alliés du système militaire intégré de l'OTAN. Est-ce le retour à l'intégration atlantique, abandonnée par la France en 1966, que souhaite le P.C. ?

MAURICE DELARUE.

SELON UN RESPONSABLE AMÉRICAIN

M. Mitterrand aurait été « ennuyeux »

M. Mitterrand a été « ennuyeux » au point de « faire dormir tout le monde en parlant du Proche-Orient » au cours du dîner final du sommet de Williamsburg. M. Mitterrand a été « ennuyeux », a déclaré un responsable américain, qui a qualifié un peu plus loin de « stratégie » de M. Reagan, n'est pas présentée comme une mauvaise nouvelle : au contraire, c'est avec « grande surprise » et « étonnement » que le même responsable a observé le comportement du président français : « elle attendait à la trouver « combattif », il s'est montré au contraire « amical et coopératif ».

C'est un peu ce que souhaitaient de leur côté MM. Richard Burt et Kenneth Dem, hauts fonctionnaires du département d'Etat américain. Dans une note adressée le 27 mai à M. Reagan pour le préparer à son entretien avec M. Mitterrand à qui reprochait le fait de ce 1^{er} juin, ces deux auteurs relèvent que M. Shultz, secrétaire d'Etat, est

sorti de son entretien du 10 mai à l'Élysée avec l'idée que les propositions du président français sur la monnaie et son « idéologie socialiste » créeraient des problèmes de procédure et de fond importants pour nous, mais qu'il n'est pas animé par une mauvaise volonté à l'égard du sommet ou des Etats-Unis ». Certes, ajoute le note, le président français vient à Williamsburg « politiquement et économiquement » et « librement » et les perspectives de succès du plan de rigueur sont « très incertaines ». Mais les Français « ont été très utiles au Liban », ils « ont mis d'une certaine manière une sourdine à leur soutien au Nicaragua et à Cuba », enfin, ils « se sont progressivement ralliés sur la question des relations économiques Est-Ouest ». Un seul problème : « Les Français, avec le soutien allemand, ne sont pas en faveur d'une déclaration du sommet sur les forces nucléaires intermédiaires ». Mais l'on sait que cette difficulté a été aussi aplinée.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

● **NORMALISATION DES RELATIONS AVEC L'U.R.S.S.** — M. Hayden, ministre australien des affaires étrangères, a annoncé mardi 31 mai la normalisation des relations avec l'U.R.S.S., la levée des restrictions aux contacts officiels et la reprise des échanges culturels, universitaires et sportifs. Ceux-ci avaient été suspendus par le gouvernement conservateur précédent à la suite de l'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan. M. Hayden a indiqué que ces sanctions avaient en les effets inverses à ceux souhaités, et que son gouvernement continuerait de réclamer le retrait inconditionnel du corps expéditionnaire soviétique d'Afghanistan. — (A.F.P.)

Haïti

● **UN AVOCAT ARRÊTÉ.** — Le bâtonnier de l'ordre des avocats, M. Jean-Baptiste Duplex, a été arrêté à Haïti, annonce l'Association internationale des juristes démocrates. Elle estime que cette arrestation est due au fait que M. Duplex est membre de la Ligue des droits de l'homme et qu'il a pris la défense de dirigeants syndicaux et politiques persécutés.

Mozambique

● **L'AVION ABATTU ÉTAIT SANS PILOTE.** — Les autorités ont présenté à la presse, mardi 31 mai, l'avion abattu la veille au-dessus de Maputo et repêché dans le port (le Monde du 1^{er} juin). Cet avion « espion sud-africain », selon les autorités, est un petit appareil sans pilote long de trois mètres et doté d'une caméra sur la partie inférieure du fuselage. Un porte-parole sud-africain avait d'abord nié toute implication des forces aériennes de Pretoria dans cet incident.

Philippines

● **ACCORD SUR LES BASES AMÉRICAINES.** — Un accord sur l'utilisation par les Etats-Unis jusqu'en 1989 des deux bases qu'ils détiennent aux Philippines devait être signé ce mercredi 1^{er} juin à Manille. En échange, les Philippines recevront une aide militaire et économique de 900 millions de dollars. « La perte de ces bases aurait eu un effet désastreux sur notre développement stratégique dans le Pacifique et l'Océan Indien », a déclaré un spécialiste du département d'Etat. — (A.F.P.)

Uruguay

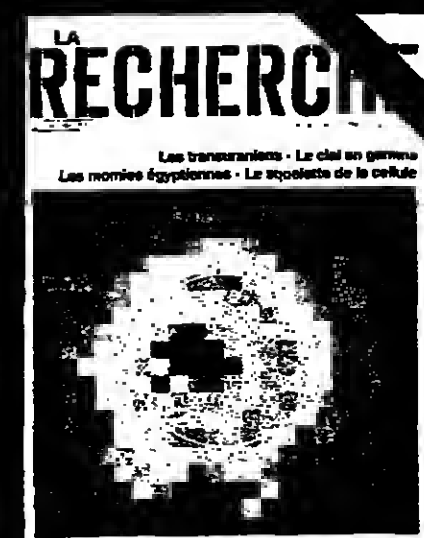
● **M. MITTERRAND** devait recevoir, ce mercredi 1^{er} juin, une dé-

léation lui apportant une pétition accompagnée de milliers de signatures en faveur du général Scirelli, candidat de la gauche à l'élection présidentielle uruguayenne de 1971, et en prison depuis dix ans à la suite de l'interdiction des militaires dans la vie politique du pays. La délégation est composée de MM. Guy Aurenche, président de l'Association des écrivains pour l'abolition de la torture, Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée nationale, Costa-Gavras, cinéaste, et de plusieurs autres personnalités.

Zimbabwe

● **PROCÈS D'OFFICIERS BLANCS.** — Le général blanc Hugh Slater, ancien numéro deux de l'aviation accusé d'avoir participé à une action de sabotage sud-africaine, est revenu, mardi 31 mai, devant la Haute Cour de Harare, sur ses accusés, affirmant qu'ils avaient été extorqués sous la torture. Le général est accusé, ainsi que cinq autres officiers supérieurs blancs de l'aviation, d'avoir aidé des agents sud-africains à saboter seize appareils sur la base aérienne de Thornhill l'an dernier (le Monde du 30 novembre 1982). Les six accusés, qui ont la double nationalité zimbabwéenne et britannique, enourent la peine de mort.

LA RECHERCHE



Le squelette de la cellule
par Marc De Brabander

Lavoisier, le « mal aimé »
par Maurice Crosland

COS-B : le ciel en gamma
par Catherine Cesarsky et Jacques Paul

Les momies égyptiennes
par Théodore A. Reyman

Les éléments transuraniens
par Marc Lefort

Dossier :
Les hépatites
par Anne Zotov

n° 145 21 F en vente partout

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Un an : 160 F au lieu de 231 F*

Étranger : un an : 190 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 160 F (TTC) au lieu de 231 F*


Je règle par :
Nom
Profession
Adresse
Code postal

☐ chèque bancaire
☐ chèque postal (3 volets)
☐ mandat
à l'ordre de la Recherche

A retourner accompagné de votre règlement à LA RECHERCHE, 57, rue de Seine, 75006 Paris.


Abonnement compris : Soufflet S.P.R.L., Avenue Massena 28 1190 Bruxelles

* Prix de vente au numéro.



Guy Sorman

LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE AMÉRICAINE



Fayard

L'auteur a fait, à la manière d'Alexis de Tocqueville, un voyage américain, il a observé, analysé, et nous donne sa passionnante feuille de route. A lire.

Un livre clair et intelligent.

L'excellent livre de Guy Sorman.

Guy Sorman a très bien montré comment, aux U.S.A., on est en train de passer de l'ère des masses à celle des individus.

Guy Sorman dépeint les États-Unis avec humour et talent et nous convainc qu'il faut prendre le reaganisme au sérieux.

FAYARD

250 pages
67F

DIPLOMATIE

LES RÉPERCUSSIONS DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

Les déclarations du président Reagan

(Suite de la première page.)

— Mais le dollar est en train d'atteindre des records par rapport à d'autres monnaies. Est-ce, selon vous, un facteur positif pour l'économie mondiale et pour la reprise américaine ?

— Il ne fait pas de doute que la valeur du dollar est le résultat de notre lutte réussie contre l'inflation. Et, bien sûr, nous voulons continuer à réduire celle-ci. Mais nous voulons que les autres y parviennent également, car un dollar fort n'est pas pour nous une bénédiction absolue. Notre déficit commercial sera probablement de 60 milliards de dollars cette année, simplement parce que la valeur de notre monnaie nous a fait perdre des marchés extérieurs. Nous voudrions voir un meilleur équilibre, mais nous croyons que celui-ci se réalisera à travers la convergence de nos différentes économies.

« La détente »

n'était qu'un paravent

— Quel est votre sentiment sur les relations futures avec l'Union soviétique ? Allons-nous vers davantage de tension et d'hostilité ?

— Si la tension s'accroît, ce sera à cause de l'Union soviétique (...). Ce sommet a réuni autour d'une table les dirigeants de nations qui étaient profondément engagés, il n'y a pas si longtemps, dans une guerre chargée de haine. Or une amitié personnelle, vraiment chaleureuse, s'est développée entre nous et existe entre nos peuples (...). Un pays qui a été un allié dans cette grande guerre est la cause de la tension dans le monde (...). Nous ne voulons pas une guerre commerciale avec l'Union soviétique, mais nous devons garder à l'esprit notre sécurité nationale... Pourquoi cette autre superpuissance n'a-t-elle pas quelque chose à nous offrir, capable de faire du chemin avec nous ?

— Prévoyez-vous des relations meilleures, ou plus mauvaises, avec l'U.R.S.S. ?

— Meilleures. Parce que nous en avons tous une vision plus réaliste. Cela pourrait ne pas se voir au niveau de la rhétorique dans le futur immédiat, car beaucoup de rhétorique est destinée à l'usage interne.

— On vous a accusé de démentir la détente...

— La détente n'était qu'un paravent, grâce auquel les Soviétiques construisaient la plus grande puissance militaire du monde. Je ne pense pas que nous ayons besoin de ce genre de détente. Mais nous sommes prêts, tous à les accueillir à n'importe quel moment, s'ils veulent démontrer par des actes, non par des mots, leur souci de se joindre à l'amélioration de la vie de nos peuples.

— Prévoyez-vous une solution intermédiaire aux négociations soviéto-américaines de Genève qui permettrait de différer le déploiement des missiles de l'OTAN en Europe ?

— Franchement, je ne pense pas que les négociations en viendront vraiment aux choses sérieuses avant que les Soviétiques nous voient appliquer le programme de déploiement.

— Voulez-vous dire que les négociations ne peuvent avancer qu'après le déploiement ?

— Oh non ! nous allons essayer... L'anticipation seulement l'attitude des Soviétiques. Toute leur campagne

de propagande, tout ce qu'ils font vise à empêcher le début du déploiement. Nous avons un programme de déploiement, requis par nos alliés de l'OTAN, et nous allons le suivre...

— La semaine dernière, vous indiquiez que les Soviétiques étaient en train d'augmenter leur aide au Nicaragua. Croyez-vous possible une confrontation des superpuissances en Amérique centrale ? Est-ce qu'une aide accrue de l'U.R.S.S. requiert une réponse accrue des États-Unis ?

— Pendant une session du sommet, j'ai expliqué, aussi bien que j'ai pu, l'ensemble de la situation en Amérique centrale. Et plusieurs participants ont admis qu'ils n'avaient pas été éclairés sur certains aspects de ce qui se passe. Il y a eu un accroissement des fournitures soviétiques. Nous croyons que notre aide économique comme notre assistance militaire — sous forme d'entraînement (de forces locales) essentiellement — devraient continuer. Mais j'attire de nouveau votre attention sur le fait que notre aide économique est, en valeur, trois fois supérieure à notre assistance militaire. Nous voulons effectivement une solution politique, si elle peut être obtenue.

Propos recueillis par
ROBERT SOLÉ.

LA VISITE DE M. WEINBERGER A BONN

Les préparatifs du déploiement des Pershing en R.F.A. se déroulent « selon le plan établi »

De notre correspondant

Bonn. — Le Bundestag débatera la semaine prochaine des résultats de Williamsburg. La discussion, qui durera un jour et demi, sera ouverte par une déclaration du chancelier Kohl, qui rentre de Virginie plein

« d'usage et de raison », consacré comme un interlocuteur privilégié du président américain. Les deux hommes d'État ont eu un entretien, après la conclusion du sommet, portant sur la visite que le chancelier doit rendre, le 4 juillet, à M. Andropov. Rien n'en a filtré, mais il est probable que M. Reagan aura mis en garde, une fois de plus, M. Kohl contre les sermons soviétiques.

Ce voyage américain du chancelier a donné un relief supplémentaire à la visite de M. Weinberger, ministre américain de la défense, à son homologue fédéral, M. Wörner. M. Weinberger a eu droit à d'importantes démonstrations de la Bundeswehr sur le terrain. Il a confirmé ce que plusieurs hebdomadaires allemands avaient révélé depuis un certain temps, à savoir que les travaux d'infrastructure pour les Pershing-2 et les missiles de croisière avancés « selon le plan établi » et que les fusées elles-mêmes pourraient arriver en décembre.

Le désir américain de pouvoir soustraire, éventuellement, quatre-vingt mille hommes de leurs forces en Allemagne pour répondre à un conflit en Proche-Orient ou ailleurs et de voir un nombre égal de réservistes allemands prendre leur relais, n'a encore fait l'objet que de discussions préliminaires. De même, le projet américain de rapprocher les garnisons de l'U.S. Army du rideau de fer se heurte à des questions de financement. Les Allemands verseraient, certes, d'un bon œil cette avancée, mais leur budget ne leur permet pas d'y participer. De toute façon, ce déploiement exigeait toute une logistique qui ne peut devenir réalité avant longtemps. On parle de dix ans, mais les Allemands seraient prêts d'y contribuer pour un montant de 8 milliards de marks, ce qui est exorbitant pour l'instant.

Malgré ces divergences, M. Wörner a dit qu'une « compréhension sans faille » avait marqué ses conversations avec M. Weinberger.

ALAIN CLÉMENT.

Mort du général Alfred Gruenther ancien commandant suprême en Europe

Le général américain Alfred Maximilien Gruenther, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe, est mort le 30 mai à l'hôpital militaire Walter-Reed. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Un pionnier de l'OTAN

Alfred Maximilien Gruenther fut, des premiers commandants suprêmes qui se succédèrent à la tête des forces de l'OTAN en Europe, le plus brillant, le plus informé des problèmes politiques et sociaux des pays dont il dirigeait la défense commune. Et aussi le moins conformiste.

Né le 3 mai 1899 à Platte Center (Nebraska), fils du directeur d'un journal local, il fit ses premières armes en s'attaquant dans un article aux dépenses militaires, en l'absence de son père. Trois ans plus tard il entra à l'académie militaire de West-Point. Il s'y distingua à la fois par son amateuisme et par sa réussite finale : quatrième sur deux cent soixante-dix-sept.

En 1940, il est commandant et professeur de mathématiques et d'électricité à West-Point.

En septembre 1941, il est promu lieutenant-colonel à titre temporaire et chef d'état-major adjoint de la III^e armée. Le chef d'état-major lui aussi sera bruyamment de l'ombre s'appela Dwight D. Eisenhower.

Ainsi commence une collaboration étroite. Gruenther est le « poisson-pilote » de son aîné. C'est lui qui dirige en août 1942 le premier quartier général des forces alliées à Londres, puis après le débarquement allié en Afrique du Nord, à Alger, qui commande en Italie les forces américaines, et les contingents français et... brésiliens reçoit comme un ce-

deux ce brillant second qui démonte aussi bien les imbroglios militaires et politiques.

En 1945, Alfred Gruenther, est le meilleur joueur de bridge de l'armée américaine, et aussi son plus jeune général de division à titre temporaire. En Europe, toujours aux côtés de Clark, il met sur pied le conseil interallié en Autriche. Puis il est rappelé aux États-Unis comme commandant adjoint du Collège de guerre. On le charge en octobre 1947 de préparer les plans logistiques et stratégiques américains, comme chef d'état-major adjoint de l'armée de terre.

Eisenhower, nommé commandant suprême des forces alliées en Europe, le prend comme chef d'état-major en 1950, l'expédie en avant-garde avant de s'installer à l'Hôtel Astoria à Paris. C'est lui qui, non sans diplomatie, met sur pied le SHAPE (Supreme Headquarters of Allied Powers in Europe). Il y supplée Ike, et occupe les généraux et les hommes politiques. Mais, lorsque Eisenhower quitte l'Europe pour briser la présidence des États-Unis, c'est, à l'étonnement général, un « guerrier », le général Matthew B. Ridgway, ancien commandant en chef en Corée, qui lui succède. Le chef d'état-major initie de son mieux aux finesses de la politique européenne le général parachutiste qui porte une grenade à la boutonnière.

En juillet 1953, Alfred Gruenther devient commandant suprême à son tour. Il assure aussitôt les pays de l'OTAN de ne pas « prendre leurs désirs pour des réalités ». Malgré les émeutes de Berlin-Est, l'Union soviétique n'est pas au bord de la « désagrégation ». Il s'appuie sur la France et ne cache pas sa sympathie, ce qui lui vaut de solides inimitiés aux États-Unis, où certains estiment qu'il est trop proche des Européens.

C'est sur sa demande qu'il quittera son poste le 20 novembre 1956. René Coty lui décerne la médaille militaire que lui remet Guy Mollet. Il devient alors président de la Croix-Rouge américaine. En 1984, il signera avec d'autres personnalités du Comité des citoyens républicains un rapport où il dénonce les signes de désintégration de l'OTAN et déclare notamment : « L'unité franco-américaine est trop précieuse pour être gâchée par des préjugés dogmatiques ou des accusations mutuelles sans fondement. »


JEAN PLANCHAIS.

Centre **ISTH** Centre TOLBIAC
AUTEUIL Institut privé des Sciences et Techniques humaines
Concours d'entrée à

ENA
Examen d'entrée à

SC.P.O.
PRÉPARATIONS ANNUELLES ET INTENSIVES (fin JUILLET - fin AOÛT)
• Entrée en AP
• Soutien en cours d'AP
• Procédure d'admission en 2^e année
AUX CONFIRMES DE REUSSITE DEPUIS 1952

AUTEUIL 8, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 385.59.35



HERMÈS
24 Faubourg Saint-Hippolyte

SOLDES CHAUSSURES
"Prêt à Porter" Hommes
JOHN LOBB

MERCREDI 1^{er} JUIN
JEUDI 2 JUIN
VENDREDI 3 JUIN
de 9 h 30 à 18 h 30

Handwritten note in Arabic script.

HERMÈS
SOLDES
CHAUSSURES
JOHN LOBB

PROCHE-ORIENT

« Une nouvelle guerre est imminente » estime l'ambassadeur de Syrie à Paris

« Une nouvelle guerre est imminente au Proche-Orient. Elle est voulue, préméditée par Israël, qui s'applique à présenter la Syrie comme la bête noire, un pion de l'U.R.S.S. et le principal obstacle à la paix », a déclaré M. Youssef Chakkour, ambassadeur de Syrie en France, au cours d'un déjeuner-débat organisé mardi 31 mai par l'association de solidarité franco-arabe.

M. Chakkour, qui avait été chef de l'état-major syrien pendant la guerre d'octobre 1973, a ensuite expliqué que, depuis 1948, la politique d'Israël consiste à faire la guerre « pour signer des paix séparées, dans le but de marginaliser les Palestiniens et de réduire leur cause à néant ». Il souligne que l'état hébreu a ainsi réussi à neutraliser l'Egypte avec les accords de Camp David et le Liban avec l'accord du 18 mai. En outre, « l'Irak, épuisé par la guerre avec l'Iran, se trouve exclu du conflit du Proche-Orient », et de conclure : « Maintenant, c'est au tour de la Syrie ».

Parmi les « effets désastreux » de l'accord israélo-libanais, l'ambassadeur cite l'établissement d'une zone de sécurité au Sud-Liban qui place les forces israéliennes à vingt-cinq kilomètres de Damas et étend la ligne de front à plus de deux cents kilomètres, alors que sur le Golan elle se limite à soixante-dix kilomètres.

Il a révélé à ce propos que pendant l'invasion israélienne du Liban, en juin 1982, « la Syrie a eu quatre mille cinq cents tués, dont quatre-vingts pilotes ».

En réponse à une question sur le degré d'engagement de Moseou, M. Chakkour a répondu : « L'U.R.S.S. s'est engagée à apporter la cause arabe le maximum de soutien possible... un soutien sans limite ». Il a également précisé que Damas n'accepterait une démarche de la C.E.E. que si l'accord israélo-libanais était modifié, car « la Syrie ne participera pas à une négociation à partir du fait accompli ».

M. Chakkour a déploré et critiqué le comportement de l'Irak. Comme on lui faisait observer que la Syrie n'avait guère aidé Bagdad, notamment en refusant d'ouvrir l'oléoduc qui passe sur son territoire pour se conformer ainsi à une des recommandations du sommet de Fès en septembre 1982, l'ambassadeur a dit : « Nous avons ouvert cet oléoduc au pétrole irakien mais les Irakiens ont eu aussi bombardé les puits de Mossoul. Les autorités irakiennes n'ont pas voulu reconnaître que leurs possibilités d'exportation avaient alors été réduites et elles ont préféré dire que c'était la Syrie qui avait maintenu le robinet fermé ».

PAUL BALTA.

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE LIBANAIS EN FRANCE

M. Wazzan a été reçu à l'Elysée avec les honneurs dus aux chefs d'Etat

Le premier ministre libanais, M. Chafie Wazzan, a eu droit mardi 31 mai à des égards particuliers à l'occasion de son entretien à l'Elysée avec le président Mitterrand. M. Wazzan, premier chef de gouvernement libanais, a effectué une visite officielle en France depuis une décennie, a été accueilli du côté de la grille du Coq, qui donne sur le petit parc de l'Elysée, privilège habituellement réservé aux chefs d'Etat.

L'entretien, en tête à tête, a duré quarante-cinq minutes et a eu lieu après le retour de M. Mitterrand du sommet de Williamsburg. A l'issue de l'entrevue, M. Wazzan a indiqué que « le président Mitterrand [lui avait] déclaré que la France ne ménagera aucun effort pour soutenir le pouvoir libanais dans sa détermination de restaurer la souveraineté de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

M. Wazzan a ensuite reçu au palais Marigny, où il réside, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, avec lequel il a évoqué la coopération civile franco-libanaise et les perspectives au Proche-Orient après la signature de

l'accord israélo-libanais pour le retrait des forces étrangères du Liban.

Lundi à midi, M. Wazzan avait été l'hôte à déjeuner de M. Pierre Mauroy. Il avait, dans la soirée, reçu les ambassadeurs arabes à Paris au cours d'un dîner organisé à l'ambassade du Liban. Fait significatif : à l'exception de l'ambassadeur de Libye, qui n'avait pas été invité à la suite de la suspension des relations entre Tripoli et Beyrouth, et le représentant de l'O.L.P., qui s'est abstenu (l'ambassadeur du Maroc était également absent, mais cela n'avait pas d'implication politique), tous les chefs de mission diplomatique arabe, y compris l'ambassadeur de Syrie, étaient présents. Ils ont écouté un long exposé de M. Wazzan, qui n'a pas caché ses mots pour leur dire que le Liban s'est constamment trouvé seul face à Israël et pour défendre sans concessions ni faux-fuyants la politique ayant abouti à la conclusion de l'accord libano-israélien.

Le premier ministre libanais s'est rendu mardi matin en Normandie pour fleurir la tombe de Louis Delamare, ambassadeur de France assassiné en 1981 à Beyrouth.

Israël

ALORS QUE LA CRISE ÉCONOMIQUE S'AGGRAVE

Le directeur de la Banque d'Israël critique sévèrement la politique gouvernementale

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que l'inflation atteint un niveau record et que le déficit de la balance commerciale s'accroît rapidement, le cabinet de M. Begin vient d'annoncer dans la soirée du 31 mai une série de mesures économiques immédiatement contestées, d'autant qu'au même moment la Banque d'Israël critique sévèrement la politique gouvernementale.

Plutôt que de mettre fin au ralentissement actuel de la dévaluation de la monnaie israélienne (mesure qui contribue à pénaliser les exportations et qui démontre vivement les industriels), le ministre des finances, M. Yoram Aridor, a décidé d'imposer davantage par un système assez complexe un certain nombre de produits d'importation tels que les automobiles, les principaux équipements ménagers ou les téléviseurs, dont les prix devraient augmenter d'environ 6 à 9 %. D'autre part, pour aider notamment à financer le coût de la guerre au Liban, il propose

d'instaurer une taxe de 0,3 % sur toutes les transactions bancaires.

Dans son rapport annuel publié le 31 mai, le directeur de la Banque d'Israël fait un tableau très sombre de la situation économique, soulignant particulièrement l'augmentation annuelle de 15 % de la dette extérieure — déjà l'une des plus élevées au monde — et l'accroissement considérable du déficit des exportations par rapport aux importations, qui, depuis le début de l'année, n'a cessé de s'aggraver (ce déficit était de 850 millions de dollars en 1980, et de 2,1 milliards de dollars en 1982).

Dénouant l'augmentation des dépenses de l'Etat, le directeur de la Banque d'Israël critique tout particulièrement l'attitude du gouvernement en 1981, au moment des élections, en précisant que les « largesses » faites à ce moment par M. Aridor ne cessent depuis d'être payées par l'ensemble du pays. — F.C.

ASIE

LA SESSION DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE

Le poste de président de la République paraît devoir revenir à M. Li Xiannian

De notre correspondant

Pékin. — Après une interruption de quinze ans, la Chine populaire va se doter, de nouveau, dans les prochains jours d'un président de la République. La désignation du futur chef de l'Etat interviendra, conformément à la Constitution adoptée par l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.), en décembre 1982, lors de la première session de la VI^e A.N.P., convoquée pour le 6 juin. Près de trois mille députés — 2 978 — doivent y participer. L'Assemblée désignera en outre un vice-président de la République, un nouveau président du comité permanent de l'A.N.P., en remplacement de M. Ye Jianying, qui s'est retiré en mars pour raisons d'âge, ainsi que le président de la Commission militaire centrale, organisme créé par la Constitution de décembre. Elle devrait confirmer M. Zhao Ziyang dans ses fonctions de premier ministre.

Cette session sera précédée, à partir du 3 juin, par une réunion de la Conférence politique consultative du peuple chinois (2 036 membres), forum au rôle essentiellement consultatif, qui rassemble des représentants des différents milieux de la société, ainsi qu'un certain nombre de « compatriotes » de Hongkong et de Macao (49) ou originaires de Taiwan (33). Parmi les personnalités de Hongkong figurent, cette fois, plusieurs riches industriels chinois de la colonie, tels que MM. Gordon Wu, Henry Fok ou K.S. Lo.

Les députés à l'Assemblée populaire ont été désignés entre la mi-mars et la fin du mois d'avril par les congrès des assemblées provinciales sur la base d'un député représentant, dans les zones rurales, 1 040 000 personnes et, dans les villes, 130 000 habitants. L'Armée populaire de libération a procédé séparément à la désignation de ses députés. Le nombre de ces derniers a été réduit de près de moitié, passant de 508 à 267, soit près de 9 % du total des députés contre 14,5 % auparavant. Malgré cette représentation affaiblie, l'A.P.L., avec ses 4,2 millions d'hommes, bénéficie encore d'un traitement particulier, puisqu'elle a plus de députés que la province la plus peuplée de Chine, le Sichuan, qui, avec ses 100 millions d'habitants, n'en compte que 202.

La seconde caractéristique de la nouvelle Assemblée est le renouvellement en grande partie de ses membres. Sur 700 députés de l'Assemblée sortante sur un total

d'environ 3 500, soit le cinquième, ont retrouvé leur place dans la VI^e A.N.P. Dans l'armée, le bouleversement est encore plus radical : une trentaine seulement de ses représentants ont été reconduits. Parmi les délégués, on ne trouve pas de 2 commandants de régions militaires sur 11 et, pour le même niveau, de 3 commissaires politiques.

Dans la nouvelle Assemblée, les représentants des minorités nationales forment 13,5 % du total, les femmes 21 %, les intellectuels 23,5 %. Pour la première fois, 11 citoyens chinois d'origine étrangère (allemande, autrichienne, américaine ou russe) ayant rendu des services à la révolution ont été désignés.

Souci d'équilibre

Le trait le plus saillant de cette VI^e A.N.P. sera toutefois, sans aucun doute, l'absence de quelques-unes des personnalités les plus marquantes du régime, à commencer par MM. Deng Xiaoping et Chen Yun, tous deux membres du comité permanent du bureau politique. En dépit de certaines spéculations, il semble bien que l'âge — les deux hommes ont respectivement soixante-dix-neuf et soixante-dix-huit ans — et le désir de se retirer progressivement de la vie politique soient à l'origine de cette décision. Ces raisons paraissent aussi valables pour plusieurs des vice-présidents du comité permanent de l'Assemblée, non reconduits dans leur mandat.

Le poste de président de ce comité permanent devrait revenir à M. Peng Zhen, qui a été, ces dernières années, le premier adjoint du maréchal Ye Jianying. L'ancien maire de Pékin, victime d'une purge pendant la révolution culturelle, attendait bon espoir depuis longtemps, et il est acquis qu'il lui échouera en dépit de son âge avancé (quatre-vingts ans).

Les dés semblent également jetés en ce qui concerne la fonction de président de la République. Selon des confidences faites par des dirigeants chinois à des interlocuteurs étrangers, le nouveau chef de l'Etat succéderait à quinze ans de distance, à Liu Shaoqi, destitué en 1968, devrait être M. Li Xiannian, ancien

proche collaborateur de Zhou Enlai. M. Li, qui a longtemps fait figure d'expert en matière économique et financière, passe pour être le principal porte-parole de la bureaucratie d'Etat. Malgré certaines critiques pendant la révolution culturelle, il n'a pas l'épreuve sans trop d'encombre. Lors de la chute de la « bande des quatre », il avait soutenu très vite M. Hua Guofeng, qu'il paraît avoir défendu même après que les réformistes eurent lancé leurs premières attaques contre ce dernier. C'est donc un homme au profil assez différent de celui de M. Deng Xiaoping qui pourrait accéder à la fonction suprême. Cela traduit un souci d'équilibre entre les différentes composantes qui se partagent le pouvoir.

Le rôle du président de la République risque d'être plutôt honorifique. C'est, toutefois, à celui-ci qu'il reviendra en droit de proposer à l'Assemblée la nomination du chef du gouvernement, privilège qui revenait jusqu'alors au comité central du parti. Le changement sera-t-il vraiment perceptible dans les faits ?

L'incertitude est un peu plus grande pour le poste de vice-président. Le nom le plus fréquemment cité est celui de M. Liao Chengzhi. Fils d'un célèbre dirigeant du Koomintang, lié à Sun Yat-Sen, M. Liao s'est depuis longtemps spécialisé dans les affaires de Taiwan et de Hongkong. Il est entré au bureau politique au douzième congrès du parti en septembre 1982. Sa désignation marquerait l'intérêt croissant que porte Pékin au destin futur de la colonie britannique et au problème de la réunification.

M. Deng Xiaoping abandonnera la présidence de la Conférence politique consultative probablement à M. Deng Yingchao, la veuve de Zhou Enlai. Il devrait, en revanche, obtenir celle de la commission militaire centrale, malgré le fait qu'il ne soit pas membre de l'Assemblée. Mais sa présence à la tête de la commission correspondante du comité central paraît le désigner de facto pour cette charge.

MANUEL LUCBERT.

AMÉRIQUES

El Salvador

LA GUÉRILLA S'EMPARÉ D'UN CENTRE DE COMMUNICATIONS DE L'ARMÉE

Radio-Venceremos, la station de la guérilla salvadorienne, a annoncé que le Front Farabundo-Martí de libération nationale avait pris, le mardi 31 mai, un important centre de communications de l'armée, situé sur le volcan Cacahuatiqué, à 190 kilomètres au nord-est de la capitale. Le centre est tombé « après près de vingt heures de combats », qui ont fait de nombreuses victimes. Son importance est due au fait qu'il assure toutes les liaisons de l'armée avec la région orientale du pays.

Les autorités militaires ont confirmé l'attaque du centre, mais pas sa prise.

D'autre part, le porte-parole du département d'Etat à Washington, M. Alan Romberg, a affirmé que la guérilla salvadorienne était « apparemment » entrée dans « une phase d'assassinats et d'exécutions ». Le 24 mai, a-t-il ajouté, des soldats salvadoriens ont été tués d'une balle dans la tête et mutilés. M. Romberg a attribué ces procédés à « un changement dans la tactique de la guérilla ».

Les critiques

de M. Gonzalez

Poursuivant en Colombie une tournée qui le mène dans plusieurs pays voisins de l'Amérique centrale, le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, a critiqué, en termes mesurés, la politique américaine en Amérique centrale. En portant un toast à son hôte, M. Belisario Betancour, chef de l'Etat colombien, il a déclaré : « Je veux dire cordialement aux Etats-Unis qu'ils sont objectivement à la tête du monde occidental, mais qu'ils doivent comprendre que cette supériorité, qui est négative, doit se transformer en supériorité positive ».

AFRIQUE

Haute-Volta

LE CAPITAINE SANKARA EST LIBÉRÉ

Ouagadougou (Reuters). — Le capitaine Sankara, ancien premier ministre arrêté début mai, a été remis en liberté lundi 30 mai, a-t-on appris de source autorisée. D'autres civils et militaires connus, comme le capitaine Sankara, pour leur « progressisme », ont également été libérés, conformément à la décision prise par le président Ouédraogo d'élargir les détours politiques (le Monde des 29-30 mai).

(S'inscrivant de la « politisation » de l'armée, le commandant Ouédraogo avait, samedi, dit que le Conseil de salut du peuple (C.S.P.), assemblée militaire au pouvoir depuis le coup d'Etat de novembre 1982, il avait également ordonné aux militaires de « regagner leurs cases » et promis un retour des civils au pouvoir dans un délai de six mois. Le chef de l'Etat avait, enfin, fait savoir qu'il ne serait « absolument pas » candidat à une élection présidentielle. La décision de libérer le capitaine Sankara, qui avait ouvertement fait campagne contre certains de ses collègues au pouvoir, s'inscrit donc dans la logique des choses. Il reste à savoir si le commandant Ouédraogo lui avait notamment reproché de faire insulser la Haute-Volta, pays traditionnellement tourné vers l'Occident, dans la mouvance libyenne.)

Namibie

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU DEMANDE L'APPLICATION SANS DÉLAI DE SON PLAN DE PAIX PAR PRETORIA

Nations unies (A.F.P., A.P.). — Le Conseil de sécurité, à l'unanimité, a demandé mardi 31 mai à l'Afrique du Sud de s'engager formellement à appliquer sans délai le plan de l'ONU pour l'accession de la Namibie à l'indépendance, à savoir la résolution 435. Le Conseil a également chargé le secrétaire général de l'ONU d'entreprendre des consultations avec les parties à un éventuel cessez-le-feu (l'Afrique du Sud et la SWAPO — organisation du peuple du Sud-Ouest africain) afin d'obtenir la mise en œuvre rapide de la résolution 435 du Conseil.

Le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, est prié de faire un rapport au Conseil sur le résultat de ces consultations le 31 août au plus tard. Le porte-parole du secrétaire général a déclaré à cet égard que M. Perez de Cuellar était disposé à se rendre à Pretoria si une telle visite se révélait utile pour accélérer l'indépendance de la Namibie. Les Etats-Unis, qui avaient pourtant été accusés à plusieurs reprises au cours du débat de soutenir l'« intransigence » sud-africaine, ont voté en faveur de la résolution.

ALGÉRIE

PIÈCES DE RECHANGE CONTRE REMBOURSEMENT

Plus de pièces introuvables, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.

Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.

MAFEX • 607-42-28

68, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris

PERCUTANT ET DÉNONCIATEUR...

Télérama



La radioscopie d'une classe... l'histoire d'un gâchis.

J.C., Le Provençal

Un professeur ose écrire ce que beaucoup de ses congénères pensent.

Femmes d'aujourd'hui

Il faudrait pouvoir citer quelques-uns de ces témoignages écrasants.

Y.F., Le Monde diplomatique

Un livre vertigineux.

François Nourissier, Le Figaro-Magazine

Diagnostic passionnant.

Lire

Un livre démythificateur.

Laurence Aron, Témoignage chrétien

L'histoire subjective d'un gâchis.

Libération

Maurice Maschino a raison de dénoncer cet abandon à quoi l'Instruction publique condamne la jeunesse.

J.C., Le Cinéma Enchaîné

69F

HACHETTE

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :

- pellicules, départs grasseurs, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (48-06-34) - Brest - Grenoble (48-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-78) - Marseille (48-29-87) - Montpellier - Mulhouse (48-80-88) - Nancy (332-91-84) - Nantes (48-74-57) - Paris (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulouse (83-66-30) - Toulouse (23-23-84)

Pour les salons avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-mère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84

ALGÉRIE

PIÈCES DE RECHANGE CONTRE REMBOURSEMENT

Plus de pièces introuvables, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.

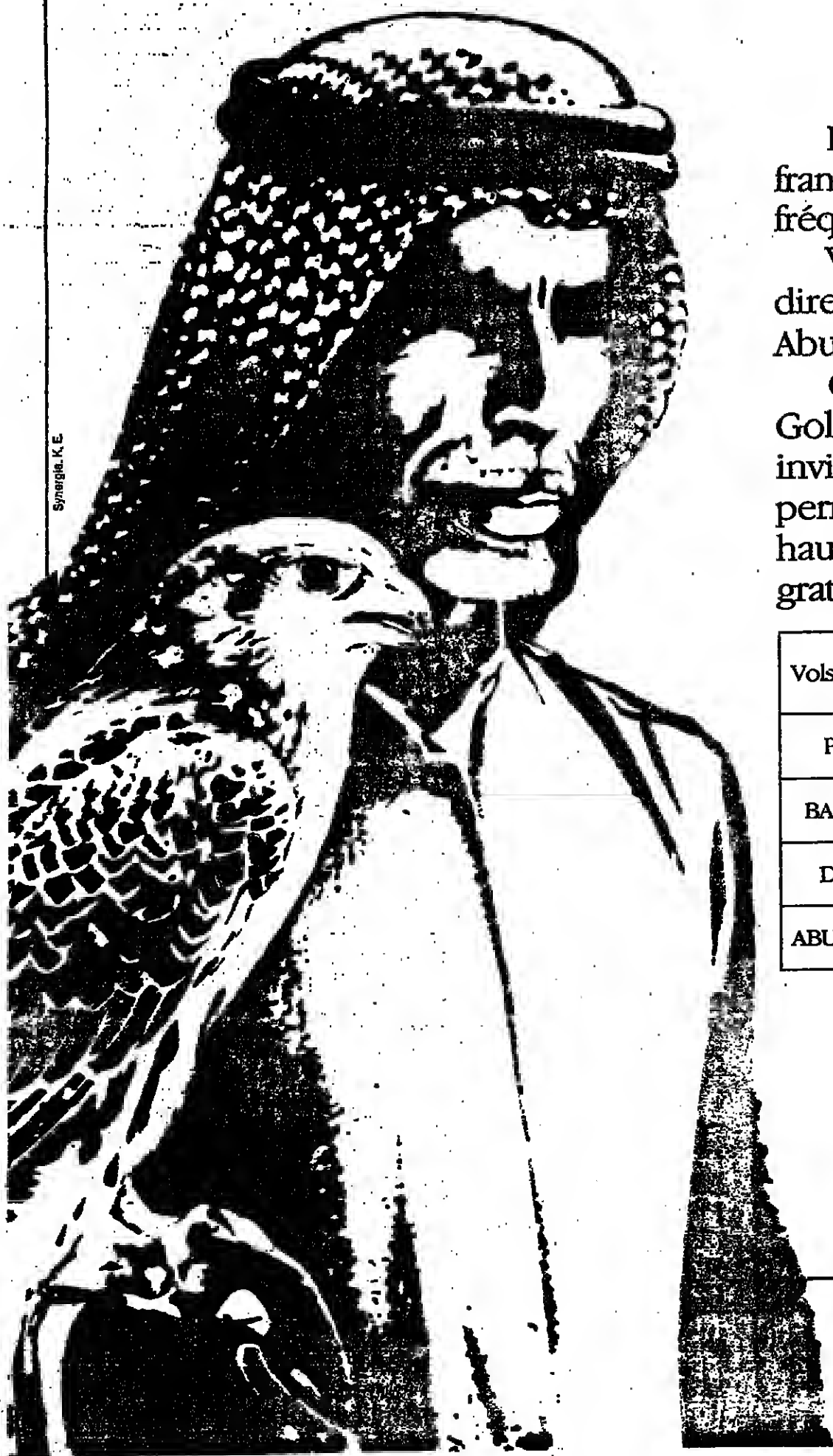
Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.

MAFEX • 607-42-28

68, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris

٥٤١ من الاصل

A partir du 1^{er} juin 5 départs par semaine à destination d'Abu Dhabi.



Pour faire face à l'accroissement du trafic français vers Abu Dhabi, Gulf Air augmente ses fréquences sur cette destination.

Vous pouvez emprunter l'un des 4 vols directs ou mieux encore le vol non-stop Paris-Abu Dhabi du lundi.

Que vous voyagiez en 1^{re} classe ou en Golden Economy, vous êtes traité comme un invité d'honneur: les sièges espacés vous permettent de vous détendre, les repas sont de haute qualité, de nombreuses prestations gratuites.

Vols Tristars	Lundi GF 024	Mardi GF 026	Jeudi GF 022	Vendredi GF 026	Dimanche GF 022
PARIS	22.00	22.00	22.00	22.00	22.00
BAHRAIN		05.00	—	05.00	—
DOHA		—	05.00	—	05.10
ABU DHABI	06.35	08.05	08.00	08.05	08.00

Gulf Air - 9, boulevard de la Madeleine, 75008 Paris (1) 261.61.20
ou votre agent de voyage.

طيران الخليج
GULF AIR
Spread your wings



AMÉRIQUE
El Salvador
LA GUÉRILLA S'EMPAR
D'UN CENTRE
DE COMMUNICATION
DE L'ARMÉE
Les critiques
de M. Gonzales
ANT ET
ATEUR
HACHET

EUROPE

Pologne

Le douzième plénum du comité central a renvoyé à une session ultérieure les décisions importantes

Varsovie (A.F.P., Reuter). - Le douzième plénum du comité central du parti ouvrier unifié (POUP), qui s'est tenu mardi 31 mai, a renvoyé à un plénum ultérieur les grandes décisions qu'aurait impliquées une réunion consacrée aux problèmes idéologiques. Il s'est séparé après avoir approuvé le rapport du bureau politique sur les « principaux problèmes de la situation socio-politique et les lignes d'activité du parti », présenté par l'un des membres du B.P., M. Josef Czerwinski.

Après les récentes critiques soviétiques, ce rapport a été une véritable défense et illustration de la ligne du général Jaruzelski, qu'il a définie comme celle de la « lutte » contre les adversaires du socialisme « et de l'entente » avec toutes les forces sociales qui respectent les bases constitutionnelles du régime. Il a précisé qu'en raison de persistance des activités d'éléments « antisocialistes », aucun calendrier ne pouvait être fixé pour une « normalisation complète », c'est-à-dire la levée de l'état de guerre. Il a justifié l'instauration de celui-ci, le 13 décembre 1981, par la nécessité de « parer au démantèlement de l'Etat socialiste » et a exprimé la « haute appréciation du parti pour le rôle multiforme de l'armée », désignant ainsi comme des sectaires ceux qui, au sein de l'appareil, acceptent mal la militarisation du régime.

S'en prenant d'autre part aux « révisionnistes », M. Czerwinski a rejeté toute conception de la vie politique fondée sur le pluralisme qui reviendrait, a-t-il estimé, à s'abandonner au « libre jeu des

forces politiques ». Les bases du régime résident dans une « large alliance entre la classe ouvrière, les paysans, l'intelligentsia, et les autres couches intermédiaires, sous la direction du parti », a-t-il dit.

Il s'est encore félicité des « rapports constructifs entre l'Eglise et l'Etat », tout en dénonçant les « cas d'exploitation politique de cérémonies religieuses et de lieux de culte ». La prochaine visite du pape Jean-Paul II sera, a-t-il dit, « un test des bons rapports entre l'Eglise et l'Etat pour aujourd'hui et pour demain ».

M. Czerwinski a annoncé que le treizième plénum consacré à l'idéologie sera placé sous le signe de la lutte contre les tendances « opportunistes et révisionnistes », d'une part, « dogmatiques et sectaires », de l'autre.

Affirmant que les « adversaires du socialisme, quoique affaiblis, accusés à la défensive et de plus en plus isolés », étaient encore loin « d'avoir cédé », M. Czerwinski a reconnu, utilisant un euphémisme, que la situation, tant au sein du monde ouvrier que dans les campagnes, était « diversifiée ». Les orateurs qui sont intervenus après lui dans le débat ont été souvent plus précis pour évoquer le malaise qui persiste au sein de la classe ouvrière.

« Une partie des membres du POUP, a dit un contremaître des chemins de fer de Wrocław, a toujours des doutes moraux, idéologiques et politiques. Ils sont méfiantes et critiques ».

Varsovie menace de se retirer du B.I.T.

De notre correspondante

Genève. - La sixième-vingtième session de la Conférence internationale du travail, organisée par le Bureau international du travail (B.I.T.), qui réunit au Palais des Nations des représentants tripartites (gouvernements, employeurs et travailleurs) de cent cinquante pays jusqu'au 22 juin, s'est ouverte le 1^{er} juin en l'absence de toute représentation de la Pologne. Le soir du 31 mai, le directeur général du B.I.T., M. Francis Blanchard, avait reçu la visite du nouvel ambassadeur de ce pays auprès de l'ONU et de ses institutions spécialisées, M. Stanislas Turbanski.

Dans un texte remis à M. Blanchard, le gouvernement polonais s'oppose vivement à l'éventualité d'une enquête menée par une commission d'experts indépendants sur la situation syndicale en Pologne, telle qu'elle avait été décidée par le conseil d'administration du B.I.T. (le Monde daté 29-30 mai) ; il précise que le B.I.T. « a été prévenu à plusieurs reprises qu'une escalade de la campagne anti-polonaise aurait de graves répercussions sur les relations de la Pologne ».

« A titre de protestation », la Pologne ne participera pas à la sixième-vingtième session de la Conférence internationale du travail.

Si la commission d'enquête devait être constituée, la Pologne « suspendrait sa coopération » avec cet organisme et elle « se réserve le droit de prendre des mesures appropriées concernant sa qualité de membre de

l'organisation », à moins que le conseil d'administration du B.I.T. ne revienne sur sa décision. Ce qui signifie en clair que la Pologne menace de quitter le B.I.T. s'il s'agit de trop près à la situation des travailleurs de ce pays.

Le comité des libertés syndicales et le conseil d'administration du B.I.T. avaient examiné les plaintes dont ils avaient été saisis à cet égard. Le gouvernement polonais n'accepte donc aucune critique de la part des gouvernements ou des centrales syndicales. Il estime qu'il ne s'agit que de prises de position « émotionnelles et ouvertement inamicales », ainsi que d'« accusations exagérées et tendancieuses ». Il reproche à l'« une des organisations syndicales ouest-européennes », M. Andrzej Papandréou, l'opposition conservatrice, les deux partis communistes (prosoviétique et eurocommuniste) et les syndicats qui leur sont proches ont vivement réagi contre l'article 4 de ce texte. Cet article réglemente le droit de grève et prévoit notamment que celui-ci ne peut être déclenché que par la majorité absolue des salariés en assemblée générale, alors que, auparavant, soit la direction du syndicat, soit la majorité simple des travailleurs réunis en assemblée générale, déclenchent ce droit.

Qualifiant ce projet de loi d'« anticonstitutionnel », le président de la Confédération générale des travailleurs grecs (C.G.T.G.), à majorité socialiste, M. Hatzivassiliou, a démissionné, suivi, dimanche, de six autres membres de la direction de la C.G.T.G. Lundi soir, au Parlement, devant lequel quelque cinquante mille personnes manifestaient leur opposition au texte gouvernemental, le ministre de l'économie, M. Arsenis, artisan de la loi, et le ministre de l'intérieur, M. Gennimatas, ont souligné l'importance du projet pour la future « transformation sociale de la société ».

ISABELLE VICHNIAC.

Norvège

JUSQU'À PRÉSENT MINORITAIRE

Le gouvernement conservateur compte former une coalition avec les centristes et les chrétiens populaires

Le gouvernement conservateur norvégien et les dirigeants des partis centriste et chrétien populaire qui le soutiennent habituellement au Parlement ont engagé, ce mercredi 1^{er} juin, des discussions qui devraient aboutir rapidement à la formation d'une coalition tripartite. L'ambition du premier ministre, M. Kaare Willoch, est de définir avec ses alliés un programme commun qui lui permettrait d'arriver sans encombre aux élections législatives de 1985, voire d'en passer le cap favorablement. La Constitution ne prévoit pas d'élections anticipées.

De notre envoyé spécial

Oslu. - Au lendemain de la défaite des travaillistes aux élections de l'automne 1981, le parti conservateur norvégien avait constitué un gouvernement minoritaire homogène : l'entente avec les deux autres formations bourgeoises n'était pas parfaite. Les chrétiens populaires voulaient, pour participer à une coalition, que la loi sur la liberté de l'avortement soit abrogée. Les centristes, de leur côté, soulaient à l'époque que le pétrole et le gaz de la mer du Nord soient exploités à un rythme plus lent que prévu pour éviter un déséquilibre entre les régions défavorisées (qui vivent de l'industrie pétrolière) et celles qui dépendent encore largement de l'agriculture et de la pêche.

Grèce

UN PROJET DE LOI RESTREIGNANT LE RECOURS À LA GRÈVE PROVOQUE UNE VIVE TENSION SOCIALE

Athènes (A.F.P.). - La situation sociale s'est tendue en Grèce depuis plusieurs jours et des grèves dans divers secteurs se poursuivent à travers le pays pour protester contre le projet de loi sur la socialisation des entreprises publiques en cours de discussion au Parlement. Mardi 31 mai, les médecins des hôpitaux, au nombre d'environ sept mille, ont cessé le travail pour trois jours, tandis que les stewards et hôtesses d'Airways se mettaient en grève pour vingt quatre heures, provoquant l'annulation d'une vingtaine de vols. Ce mouvement touche aussi les techniciens et les standardistes des télécommunications, ainsi que certains employés de l'administration locale (chauffeurs, éboueurs et fossyeurs). Les employés de banque, qui avaient suspendu leur grève mardi, l'ont reprise ce mercredi.

Le projet de loi qui est au cœur de cette controverse a été présenté il y a dix jours par le premier ministre, M. Andreas Papandréou. L'opposition conservatrice, les deux partis communistes (prosoviétique et eurocommuniste) et les syndicats qui leur sont proches ont vivement réagi contre l'article 4 de ce texte. Cet article réglemente le droit de grève et prévoit notamment que celui-ci ne peut être déclenché que par la majorité absolue des salariés en assemblée générale, alors que, auparavant, soit la direction du syndicat, soit la majorité simple des travailleurs réunis en assemblée générale, déclenchent ce droit.

Qualifiant ce projet de loi d'« anticonstitutionnel », le président de la Confédération générale des travailleurs grecs (C.G.T.G.), à majorité socialiste, M. Hatzivassiliou, a démissionné, suivi, dimanche, de six autres membres de la direction de la C.G.T.G. Lundi soir, au Parlement, devant lequel quelque cinquante mille personnes manifestaient leur opposition au texte gouvernemental, le ministre de l'économie, M. Arsenis, artisan de la loi, et le ministre de l'intérieur, M. Gennimatas, ont souligné l'importance du projet pour la future « transformation sociale de la société ».

ALAIN DEBOVE.

Grande-Bretagne

A UNE SEMAINE DES ÉLECTIONS DU 9 JUIN

Travillistes et centristes redoutent qu'un raz de marée conservateur n'encourage M^{re} Thatcher à réaliser un programme économique ultra-libéral

De notre correspondant

Londres. - A une semaine des élections législatives du 9 juin, l'Alliance centriste (libéraux et sociaux-démocrates), actuellement en troisième place dans les sondages, semble regagner du terrain sur ses adversaires travaillistes et conservateurs. La position de ces derniers reste cependant très confortable puisque les études d'opinion créditent les Tories d'une avance d'environ 15 % sur le Labour.

Selon certaines estimations, cet avantage se traduirait par une majorité de cent cinquante sièges à la Chambre des communes. La perspective d'un tel raz de marée conservateur a poussé les partis d'opposition à redoubler d'ardeur dans leurs attaques contre le gouvernement, même si leur objectif semble être moins d'empêcher la victoire des Tories, le 9 juin, que d'en limiter l'ampleur. Les derniers assauts de l'opposition, qui ont contraint le parti au pouvoir à adopter une attitude défensive après une semaine de « promenade électorale », portaient sur deux thèmes : le rôle de M^{re} Thatcher au sommet de Williamsburg, et la « face cachée » du programme électoral conservateur.

M. Michael Foot, leader du parti travailliste, a accusé le premier ministre d'avoir contribué à faire du sommet de Williamsburg une « catastrophe pour le monde occidental ». « M^{re} Thatcher ne cesse de répéter que le chômage massif qui connaît la Grande-Bretagne est dû non à l'action du gouvernement, mais à la récession mondiale. Puis elle se rend à Williamsburg et ne fait rien pour changer les choses », a dit M. Foot, visiblement ravi d'avoir, enfin, l'occasion de parler d'autre chose que de défense, après avoir passé une semaine à replâtrer la position de son parti en la matière.

Dans le même temps, le Labour et l'Alliance centriste ont entrepris de regagner une partie de l'électorat modéré en évoquant, grâce à un déluge de « fuites », ce que, à leur avis, le gouvernement projette réellement de faire après le 9 juin s'il dispose d'une forte majorité parlementaire. Les deux principaux mouvements d'opposition paraissent convaincus que le manifeste électoral officiel du parti conservateur ca-

che un programme « secret » de propositions plus radicales les unes que les autres. Selon eux, M^{re} Thatcher espère qu'un raz de marée électoral lui laissera les mains libres, tant par rapport au Parlement que vis-à-vis de son propre parti, pour appliquer des mesures aussi explosives que le démantèlement des services publics de santé, la fin de l'état-providence, de nouvelles restrictions au pouvoir des syndicats, la privatisation de l'enseignement, la fermeture de puits de mines et de chantiers navals. Les conservateurs répondent que ces accusations ne sont que des calomnies destinées à affoler les éléments socialement les plus modestes.

La semaine dernière, une « fuite » avait révélé que le cabinet de M^{re} Thatcher avait étudié, dans le passé, des propositions telles que la création d'un fonds patronal antigrève, le recours à l'armée pour pallier les arrêts de travail et le remplacement des indemnités de chômage par un système d'assurance privée. Le gouvernement fit immédiatement savoir qu'il avait rejeté ces idées. Mais ses adversaires se demandent si un second gouvernement Thatcher, disposant d'une majorité de cent cinquante sièges aux Communes, ferait preuve d'autant de retenue. La perspective d'un « glissement de terrain » thatcherien, comme disent les Anglo-saxons, inquiète aussi bon nombre de conservateurs modérés (parmi lesquels plusieurs ministres) qui craignent que M^{re} Thatcher ne donne libre cours à ses penchants politiques les plus marqués, en l'absence d'une opposition parlementaire digne de ce nom.

Assuré d'une majorité massive aux Communes, le premier ministre ne serait-il pas tenté de pousser jusqu'à l'extrême sa croisade en faveur de la « régénération morale » de la Grande-Bretagne ? Plus les électeurs partageront cette crainte, plus l'Alliance aura de chances d'obtenir un bon résultat : la formation libérale et social-démocrate s'est toujours proposée d'accueillir les conservateurs modérés en désaccord avec M^{re} Thatcher.

(Inédit.)

Les opérations de l'armée turque contre les Kurdes

(Suite de la première page.)

Cette nécessité apparaît d'autant plus impérieuse aux Kurdes que, selon eux, et contrairement à ce que l'on dit du côté turc, les opérations de « ratissage » du Kurdistan de part et d'autre de la frontière avec l'Irak sont loin d'être terminées, et de se déroulent « sans effusion de sang ». L'arrivée massive de quatre mille à sept mille « gendarmes » spécialisés dans ce genre d'opérations a certes provoqué un repli rapide et massif des Perchmergas engagés dans la région. Mais des combats de retardement auraient fait des victimes dans les deux camps, sans qu'il soit possible d'en évaluer le nombre. Pas plus que ne sont vérifiables, en l'état actuel des affrontements, les informations selon lesquelles une petite unité turque aurait été encerclée par les maquisards kurdes.

L'ampleur du dispositif militaire mis en place par Ankara indique en tout cas que le gouvernement turc tenait à frapper un grand coup, et à écarter toute menace pesant sur son commerce avec l'Irak, qui transite pour une bonne partie par une route où les coups de main des nationalistes kurdes étaient fréquents. De même que sur son approvisionnement en pétrole, assuré notamment par l'oléoduc de Mossoul et de Kirkouk au golfe d'Iskenderun, qui traverse le Kurdistan avant de longer à

quelque distance la frontière turco-syrienne.

Mais cette offensive, dont les Irakiens assurent qu'elle a été très efficace puisqu'elle aurait permis de faire plus de mille cinq cents prisonniers et de causer par effet de rapprocher les différentes fractions du mouvement nationaliste kurde, traditionnellement très divisé (le Monde du 28 mai). Les pourparlers clandestins qui avaient commencé entre le P.S.K.T. (parti socialiste kurde de Turquie) et les deux branches du P.K.K. (parti ouvrier du Kurdistan, divisé en Apoculaire, plus « terroriste », et en Démocratique, plus « idéologique ») vont probablement être activés. Le ralliement des petits groupes nationalistes kurdes indépendants comme le K.U.K. (Libérateurs nationaux du Kurdistan), Ala Rîzgarî (Le drapeau de la libération), Tekosîn (La lutte) ou Rizgari (Libération) semble plus difficile à obtenir. Quant à la jonction avec les Kurdes d'autres pays, comme ceux du P.D.K. irakien ou de l'Y.N.K. irakien, elle reste à faire. Du moins les nationalistes « unitaires » voudraient-ils saisir cette occasion pour convaincre les autres que les circonstances exigent une plus grande cohésion du mouvement kurde.

BERNARD BRIGOLEUX.

l'essentiel de l'informatique
rédigé pour les gestionnaires
DATAFRANCE
LA REVUE DES GRANDS CHOIX INFORMATIQUES
Spécimen sur demande à DATAFRANCE - tél : 548.52.06 poste 445

VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

JEANE KIRKPATRICK
Ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies

EUROPE 1

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

JEUDI
2 JUIN
à 19h30

CLUB DE LA PRESSE
EXCEPTIONNEL

الجمهورية الجزائرية

1550

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S. A BOURG-EN-BRESSE

Les rocardiens veulent rester dans la majorité du parti

Soutien appuyé à la politique du gouvernement : c'est le sens des deux contributions déposées par les rocardiens dans la perspective du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse. L'une, signée par deux anciens ministres, MM. Jean-Pierre Cot et Louis Le Pensec, ainsi que par M. de La Fourrière, membre du secrétariat national - et les représentants du courant C au bureau exécutif (à une exception près) se situe dans la perspective de la recherche d'une alliance avec les mitterrandiens et le courant de M. Pierre Mauroy.

L'autre, animée par M. Alain Richard, député de Val-d'Oise, se place sur une ligne politique autonome. La première de ces deux stratégies internes contradictoires recueille l'assentiment de M. Michel Rocard et de la majorité du courant.

On comprend, dans ces conditions, que malgré leurs convergences d'analyses sur le fond, ces deux contributions divergent sur la forme. Lorsque M. Richard dénonce la « stratégie de l'échec », adoptée, selon lui, aujourd'hui en silence, par

M. Pierre Joxe, M. de La Fourrière ne dit mot. M. Richard et ses amis considèrent d'autre part que la politique de rigueur engagée par le gouvernement n'est en rien une « parenthèse » et qu'il s'agit plutôt d'un « virage » profondément marqué, dont il se félicite. M. de La Fourrière et ses amis pensent de même, mais ne le disent pas dans leur texte, afin d'éviter toute provocation à l'égard des mitterrandiens.

Le « profil bas » adopté par M. de La Fourrière ne conduit tout de même pas ce dernier à édicter

ses analyses sur les droits de l'homme, qui avaient provoqué, au mois de février, un conflit avec M. Pierre Joxe. Il remarque également que le P.S. ne s'est pas encore adapté à son rôle de parti de gouvernement. Il conteste enfin l'analyse de M. Jean Poperen (le Monde du 28 avril) qui, compte tenu des désaccords exprimés depuis le congrès de Valence, indiquait implicitement que les mitterrandiens et les rocardiens se pourraient pas « diriger ensemble » le parti socialiste.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Alain Richard : parier sur l'échec, c'est le provoquer

Le texte signé notamment par M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, MM. Alain Richard, député du Val-d'Oise, et Jean-Pierre Worms, député de Seine-et-Marne, estime que « la nécessaire rigueur financière et les efforts d'assainissement de l'économie ne doivent pas être conçus comme une « pilule amère » à avaler, comme une « parenthèse » (elle risque d'être longue !), comme une « pause » dans notre politique de transformation sociale. Elle peut, elle doit être utilisée comme un levier de changement ».

Les signataires décrivent les trois attitudes qui, selon eux, se dégagent dans le P.S. à l'égard de la politique

du gouvernement. Celle des animateurs du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, « qui déclarent ouvertement leur opposition à la politique du gouvernement et en proposent une autre radicalement différente (...) Cette politique, nous la croyons économiquement suicidaire, socialement dangereuse et portant en germe de graves atteintes à la liberté (...) Elle a au moins le mérite de la franchise ».

Celle de M. Pierre Joxe et de ses amis, qui « déclarent aujourd'hui soutenir fermement la politique du gouvernement ». « Hier encore, pourtant, remarquent les signataires, ils ne ménageaient guère leurs critiques. On soutient le gouvernement par discipline, mais on n'en pense pas moins et on a pris bien soin de le faire savoir. On se fait par « solidarité » en attendant l'échec de la politique actuelle du gouvernement pour en proposer une autre. (...) Comme toute stratégie fondée sur l'échec, elle nous paraît dangereuse. (...) D'urgence pour le gouvernement, car elle le déstabilise. Si le parti socialiste, premier parti de France, qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ne soutient le gouvernement qu'avec d'utiles précautions et réticences surannées, que lui restera-t-il comme soutien ? Miser sur l'échec du gouvernement, c'est contribuer à le provoquer. Or nous savons tous que son échec sera notre échec commun. »

La troisième attitude rassemble tous ceux qui soutiennent la politique du gouvernement « non parce qu'ils ne peuvent faire autrement, mais parce qu'ils la croient sincèrement nécessaire ». Le « virage », selon les signataires, a été pris en deux fois (juin 1982 et mars 1983) : « Il est indispensable de dire que c'est un virage. Nous ne pouvons pas espérer l'engagement populaire à nos côtés si nous hésitons sans cesse à dire notre politique. » Les auteurs estiment que l'industrialisation de la France n'est pas

incompatible avec un marché ralenti par la politique de rigueur : « Les gains de compétitivité sont gagnés des parts de marché, intérieur et extérieur. » Ils considèrent la lutte pour l'emploi comme le « complément obligé » de la politique de redressement économique.

A propos du P.S., ils affirment que depuis deux ans « le parti s'est montré incapable, même pour soutenir le gouvernement, de mobiliser sa base sociale ». Quant au groupe parlementaire, « il doit être mis en mesure de participer à une réflexion programmée sur l'application du changement et ne doit pas être condamné à être une salle de ping-pong entre le bureau exécutif [du P.S.] et le gouvernement ».

M. François Mitterrand DONNERA UNE INTERVIEW A ANTENNE 2 LE 8 JUIN

Le président de la République, à l'invitation d'Antenne 2, accordera une interview dans le cadre du journal de 20 h, mercredi 8 juin. Le chef de l'Etat répondra aux questions d'Albert du Roy, rédacteur en chef, chef du service politique d'Antenne 2.

● M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit, maire de Lyon, a été réélu, mardi 31 mai, président de la communauté urbaine de Lyon. Il a obtenu 87 voix contre 47 à M. Jean-Jack Queyranne, député socialiste et premier adjoint au maire de Villeurbanne. Les deux vice-présidents et les vingt secrétaires appartiennent tous à l'opposition. Une commission a été créée pour étudier les nouvelles règles de fonctionnement du conseil communautaire, qui compte désormais cent quarante délégués au lieu de quatre-vingt-dix. (Corresp.)

M. Michel de La Fourrière : il n'y a pas d'autre issue que le plan de rigueur

MM. Jean-Pierre Cot, Louis Le Pensec, anciens ministres, Michel de La Fourrière, membre du secrétariat national du P.S., les représentants du courant C au bureau exécutif (à l'exception de M^{me} Marie-Noëlle Lienemann) et M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, dressent dans le texte de leur contribution un « bilan positif » de l'action de la gauche. « Ce sont cependant la moralité, voire l'iniquité qui aujourd'hui s'expriment », remarquent-ils.

A propos de la politique actuelle du gouvernement, ils écrivent : « A partir du moment où l'on sait que la croissance ne peut se limiter à un seul pays sans mettre en danger son équilibre commercial, puis monétaire, puis industriel, à partir du moment où l'on constate que l'on ne peut revenir au type de croissance des années 60 (ainsi, il n'y a plus de « grand programme » capable d'entraîner l'économie, comme l'espace ou l'électronique), il n'y a pas d'autre issue que le plan gouvernemental. »

Encore faut-il réunir un certain nombre de conditions pour réussir à ces ses chances de réussite : d'abord,

il faut pour le moins ne pas parler à l'avance sur son échec ! Ensuite, son application doit être mise en œuvre par des procédures de concertation : cela implique la négociation de véritables contrats entre toutes les parties concernées : contrats de plan, contrats salariaux, contrats de marché (reconquête du marché intérieur et dynamisme sur les marchés extérieurs). Enfin, il convient de ne pas limiter cette politique à ses seuls aspects financiers et d'y intégrer trois dimensions principales : la lutte pour l'emploi, la rigueur dans le fonctionnement du système de protection sociale, la définition des grands axes de la politique industrielle. »

A propos de la réduction de la durée du travail, ils estiment que « toute réduction qui ferait baisser la production au même la compétitivité des entreprises françaises n'est pas acceptable. Cela exclut des mesures trop brutales. (...) Face à des revendications de pouvoir d'achat qui, pour une majorité de salariés restent légitimes, une réduction de la durée du travail doit s'accompagner de mesures importantes de réorganisation visant à une meilleure utilisation des équi-

peux. (...) Une réduction du travail avec embauche peut poser le problème de la non-compensation salariale pour certains (épargnant les plus bas salaires) et à coup sûr celui d'un rythme ralenti de l'évolution à venir du pouvoir d'achat. »

Abordant la question de la cohabitation, au P.S., de diverses sensibilités, ils concluent : « Le problème n'est pas de « vivre ensemble », comme on vit avec son voisin de palier : le problème est bien de « diriger ensemble » un parti riche et fort de sa diversité. S'il arrivait qu'un désaccord profond apparaisse sur la politique gouvernementale, ou sur le fonctionnement du parti, alors cette unité de direction ne serait plus possible. Il appartiendrait aux instances régulières du parti de le constater et d'en tirer les conséquences. Pour nous qui approuvons les orientations du gouvernement telles qu'elles ont été définies par le président de la République, lors de son discours de Lille, nous croyons que tous ceux qui pensent ainsi doivent faire bloc pour donner aux réformes en cours et au parti qui les soutient toutes les chances. »

DISPONIBLE
FIN MAI



Documentation contre
enveloppe timbrée à
votre nom, adressée à :
La Gazette du Parlement
5, rue des Jorins
92600 Pantin
557 60 18 733.64.41

ETE 83 Sénégal, vacances de rêve sans limitation de devises.

Au Sénégal, à 5 heures de la France, tous les éléments qui feront la réussite de vos prochaines vacances vous attendent : 365 jours de soleil, une mer tiède, la voile, la pêche dans l'une des zones les plus poissonneuses de l'Afrique, un équipement hôtelier de grand confort, le tennis, la découverte de l'Afrique, son folklore, son hospitalité...

Et pour couronner le tout, le Sénégal est en zone Franc, pas de problème de devises. Séjours de 2 semaines, 3 semaines... vos vacances ne connaissent d'autres limites que celles dont vous décidez.

Eté 1983, le bon moment pour découvrir le Sénégal.

Bureau du Tourisme Sénégalais
30, av. George V 75008 PARIS.
Tél. : (1) 723.78.08.



AIRBUS
ET AUTO
TRANSPORT ET 2 SEMAINES DE
LOCATION AUTO.
kilométrage illimité, assurance comprise
(sur la base de 4 personnes pour une Renault 5).
Avec **jumbo**

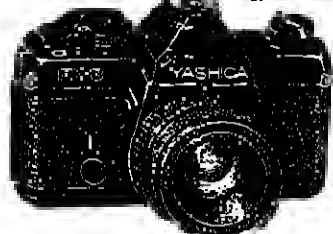


KIT YASHICA boîtier FXD Quartz,
automatique débrayable pilotage au
quartz livré avec :
3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 17/50 ML
• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135.
UN SAC FOURRETOUT. Prix de l'ensemble :



2.850 F TTC

LA DOUBLE AFFAIRE YASHICA!



KIT YASHICA boîtier FX3,
semi-automatique, livré avec :
3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 2/50
• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135
UN SAC FOURRETOUT. Prix de l'ensemble :



2.350 F TTC

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.
YASHICA Distribué par TRADING DISTRIBUTION TRADISSA
Avenue du Parana - ZA de Courtabouf
91942 LES ULIS - Tél. (1) 446.17.28
EN VENTE CHEZ LES NEGOCIANTS
SPECIALISTES CONTAX YASHICA Sur simple demande vous recevrez une documentation complète.
UNE FANTASTIQUE OUVERTURE SUR LE SYSTEME YASHICA-CONTAX CARL ZEISS

TWA vers et à travers les USA

New York : 2 vols quotidiens - 3.400 F*

Liaisons sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

Vous plaire nous plaît

*Tarif loisir aller/retour. Supplément week-end.



POLITIQUE

Les débats à l'Assemblée nationale

Le gouvernement, réuni mercredi matin 1^{er} juin en conseil des ministres, devait évoquer l'hypothèse d'un engagement de responsabilité sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur, dont la discussion se heurte, à l'Assemblée nationale, à une volonté systématique de retardement de la part de l'opposition.

M. Alain Savary lui-même n'était guère favorable à cette solution. L'autorisation d'user de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, peut toutefois être accordée au premier ministre sans que celui-ci ne soit tenu d'y recourir.

D'autres moyens avaient été envisagés. Ainsi, il existe bien dans le règlement de l'Assemblée nationale un article 55 autorisant - dans les débats

« pour lesquels le temps de parole est limité » - le président de séance à interdire la défense des amendements déposés par un député dont le groupe a épuisé son temps de parole. Mais cet article n'est qu'une survivance sans portée réelle. La modification du règlement en 1969, n'autorisant plus que l'organisation des « discussions générales », aurait dû conduire à sa suppression.

Lors de la réunion hebdomadaire de la conférence des présidents (instance qui fixe l'ordre du jour sur proposition du gouvernement), M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, a pourtant fait, mardi 31 mai, une proposition allant dans ce sens : que le débat restant soit organisé sur deux ou

même quatre jours (soit vingt ou quarante heures de débat), l'opposition pouvant bénéficier d'un temps de parole supérieur à celui auquel le nombre de ses députés lui donnerait droit. Cette « organisation » a été refusée par M. Claude Labbé pour le R.P.R. et par M. Jean-Claude Gaudin pour l'U.D.F. ; ils ont expliqué qu'il fallait s'en tenir à l'application du règlement, mais ils ont ajouté qu'ils feraient « tout pour éviter quelque chose qui ressemblerait à de la terreur », le président du groupe R.P.R. précisant : « Il est possible que le débat soit plus court qu'on ne le pense. » Il a donc été décidé de réserver encore toute cette semaine, samedi compris et dimanche si nécessaire, à la discussion de la réforme Savary.

La séance qui a suivi la conférence des présidents n'a pas manifesté cette volonté de l'opposition d'accélérer les débats. Il est vrai que l'ossature du texte présenté par M. Savary se prête à une telle bataille d'amendements. Il est bien connu, une pyramide dont les éléments essentiels - les arrêtés - se retrouvent à tous les étages ; il permet d'intervenir sur un même sujet à chaque niveau de la discussion. Après cinquante-neuf heures de débats, seuls dix-neuf articles sur soixante-huit ont pu être adoptés. Ces difficultés n'ont toutefois pas fait obstacle à l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » et à l'examen du projet de loi modifiant la garantie de ressources pour les chômeurs.

THÉRIER BREHER.

Les universités détermineront elles-mêmes leurs unités de formation

L'Assemblée nationale continue, le mardi 31 mai, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur commencée le mardi 24 mai.

Discutant de l'article 18, les députés ont entamé le débat sur le titre III de ce texte, qui détaille les règles de fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, c'est-à-dire les universités, les instituts nationaux polytechniques, les écoles et instituts supérieurs extérieurs aux universités mais relevant du ministère de l'éducation nationale, les écoles normales supérieures, les écoles françaises à l'étranger.

● LA DÉMOCRATIE. - Le projet prévoyant que ces établissements étaient « démocratiques », une longue discussion s'engage sur cette notion jugée « essentielle » par M. Cassaing (P.S., Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, alors que M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) affirme : « Votre conception de la démocratie est caricaturale. » Finalement, M. Savary, ministre de l'éducation nationale, déclarant : « Si ce qui est clair pour moi ne l'est pas pour tout le monde, précisons-le », accepte un amendement de M. Gantier (U.D.F., Paris) qui précise : « Les établissements sont gérés de façon démocratique avec le concours des personnels enseignants, administratifs, techniques, ouvriers et de service et des étudiants », en faisant simplement ajouter à cette liste « et des personnalités extérieures ». L'Assemblée adopte ce texte ainsi modifié.

● LA PLURIDISCIPLINARITÉ. Prévue par le projet comme la loi de M. Edgar Faure, est aussi débattue. M. Toubon (R.P.R., Paris) demande, sans succès, que les universités puissent avoir « une vocation dominante » comme le prévoyait la loi de 1968. M. Savary précise : « La détermination des différentes unités qui composeront les universités relève de l'autorité de celles-ci (...). Il n'est pas question que le ministre impose une quelconque unité de formation et de recherche ou un département aux universités qui ne le souhaiteraient pas. » La commission fait adopter un amendement précisant que ces établissements prépareront « notamment » à l'exercice d'un métier. L'opposition critique cette professionnalisation. M. Millon (U.D.F., Ain) déclare : « Vous êtes en train de transformer nos universités en écoles professionnelles de haut niveau. »

● L'AUTONOMIE des établissements est prévue par le projet. Mais M. Madelin estime : « Vous donnez d'une main pour reprendre

de l'autre. » Le R.P.R. et l'U.D.F. s'efforcent, donc, sans succès de supprimer toute limite à cette autonomie et contestent le système de contrats pluriannuels que les établissements d'enseignement pourraient passer avec l'Etat.

● LA CRÉATION DES ÉTABLISSEMENTS est régie par l'article 19, qui reprend l'essentiel des dispositions de la loi de 1968. M. Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine) ayant mis en cause « le monolithisme idéologique » de Lyon-III, Marseille-II et Clermont-II créées « contre l'avis » des universités dont elles étaient issues, l'opposition s'inquiète du pouvoir donné au gouvernement de « remodeler les universités », de « démanteler » celles qui lui déplaisent, de « normaliser », de « détruire le pluralisme », de « casser le lien ». M. Cassaing demande : « Une procédure comme celle de 1981 serait-elle devenue mauvaise aujourd'hui ? (...) Vous cherchez par tous les moyens à créer l'iniquité. » M. Savary ajoute : « Les établissements d'enseignement supérieur existants ne seront pas remis en cause, mais, si tel ou tel souhaite procéder à des modifications, il aura le loisir de les proposer. » L'Assemblée refuse d'admettre comme le demandait le R.P.R. et l'U.D.F. que la « spécificité » soit une cause de dérogation.

Le projet gouvernemental prévoyant des « adaptations aux dispositions » de ce texte pour une durée limitée en cas de création d'établissements, la commission fait préciser que ces adaptations ne devront pas rester en place au-delà du temps « strictement nécessaire » à la mise en forme des nouveaux établissements ; il ne pourra excéder, selon une proposition de M. Masson (R.P.R., Moselle) et du ministre, dix-huit mois. M. Cassaing demandant de préciser que ces adaptations « ne doivent pas exclure une participation du personnel et des usagers », MM. Madelin et d'Aubert (U.D.F., Mayenne) s'étonnent de cette précision, qui figurait pourtant, fait remarquer le rapporteur, dans la loi de M. Edgar Faure. Par 328 voix contre 162 l'Assemblée refuse qu'il soit ajouté, comme ils le demandaient, que ces adaptations « préservent l'autonomie et la personnalité des universités existantes ». Et revanche, comme le souhaitait M. Hage (P.C., Nord), M. d'Aubert et le gouvernement, la phrase « ne doivent pas exclure » est remplacée par « doivent assurer ».

La séance est levée avant que ne soit commencée la discussion de l'article 20.

Th. B.

L'abrogation de « sec » et « lib »

En quittant, mardi 31 mai, les députés qui venaient d'élaborer la loi Peyrefitte, M. Robert Badinter arborait la mine épuisée et ravie de Yannick Noah quelques instants auparavant à la télévision. Le score final ne prêtait pas à discussion (329 pour, 155 contre), mais la partie avait été rude.

L'estocade n'en finissait pas. Projets, contre-projets, lectures et relectures : le ministre de la justice, garde des sceaux, en avait « ras le bol » et ne s'exprimait guère autrement. Du projet « sec » et « lib », comme il avait fini par l'appeler, pour faire plus court, M. Badinter disait déjà dans le Monde du 10 mai 1980 qu'il était « aberrant », sans penser que les sténographes de l'Assemblée nationale recueilleraient un jour de sa bouche les mêmes propos.

Adversaire de la première heure du projet Peyrefitte, M. Badinter savourait visiblement le vote de mardi. Mais sa victoire lui laissait probablement un goût amer. Ayant dit, bon gré mal gré, se plier aux arbitrages d'hygiène, il doit aujourd'hui assumer la responsabilité d'un texte qui, sur les critères d'identité, est en matière de prises d'emprunts digitales et de photographies, a suscité une émotion légitime de gauche.

M. Emmanuel Aubert (R.P.R., Alpes-Maritimes) a cruellement insisté sur la querelle Defferre-Badinter qui avait pour enjeu ces courbes d'identité et sur les incohérences qui ont entraîné l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » : « Après avoir mis deux ans pour résoudre vos contradictions internes, vous avez trouvé un compromis laborieux entre l'idéologie et les responsabilités du pouvoir. » M. Charles Millon (U.D.F., Ain) n'a guère été plus tendre en parlant de « mise à mort ratée ».

Dans l'atmosphère survoûtée qui régnait mardi soir dans l'hémicycle et qui rappelle l'épisode

« sécurité et liberté » par l'acharnement avec lequel l'opposition cherchait à retarder l'adoption du projet Savary, M. Badinter a quand même souligné, avant que les députés reprennent la discussion de la réforme universitaire, que M. Chirac avait qualifié le projet Peyrefitte d'« indigne ».

Le groupe socialiste ayant demandé un scrutin public, chacun a pu constater que le président du R.P.R. refusait de voter un texte mettant fin à cette « indignité », suivi en cela, on s'en doute, par M. Peyrefitte, absent comme M. Chirac de l'hémicycle.

MM. Aubert et Millon ont dit : le texte abroge et révoque la loi « sécurité et liberté », mais laisse intacts beaucoup d'articles de cette loi. M. Badinter a expliqué pourquoi : d'autres réformes, celles du tribunal de l'application des peines et du code pénal en particulier, seront bientôt soumises au Parlement. C'est à ce moment-là que seront examinées les dispositions auxquelles on n'a pas touché, dispositions au demeurant sans danger pour les libertés. Pour le reste, le garde des sceaux l'a dit : le texte voté mardi en séance de nuit « met un terme à une période singulière de l'histoire de notre justice pénale » qui « contredisait l'orientation humaniste et la volonté d'individualisation des peines qui a marqué, sans discontinuer, l'évolution de notre droit pénal depuis le code napoléonien ».

Cela ayant été dit, M. Badinter a rappelé les étapes parcourues depuis le changement de majorité : l'abolition de la peine de mort, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, la disparition des tribunaux militaires, etc. L'abrogation de la loi « sécurité et liberté » parachève cette grande œuvre. M. Badinter a fait table rase et, comme Noah, pense déjà au tour suivant : le sauvetage de l'institution judiciaire, aujourd'hui au bord de l'asphyxie.

BERTRAND LE GENDRE.

● L'Assemblée nationale a adopté, mardi 31 mai, le projet de loi sur la réorganisation de l'auxiliaire dans la fonction publique de l'Etat dans la formulation retenue par la commission mixte paritaire. Deux articles restaient en discussion entre les deux Assemblées. A l'article 4, le texte du Sénat a été retenu ; il précise que les non-fonctionnaires ne bénéficieront pas du même régime d'assurance-maladie et d'assurance-ancienneté que les fonctionnaires. L'article 10 bis avait été supprimé par le Sénat, mais il a été rétabli par la commission mixte paritaire et donc, définitivement, par l'Assemblée dans le texte que celle-ci avait précédemment retenu ; il prévoit des dérogations pour le personnel enseignant d'éducation et d'orientation du ministère de l'éducation nationale.

● Le Sénat a adopté, après l'avoir modifié en accord avec le gouvernement, le projet de loi, voté par l'Assemblée nationale, « portant mise en œuvre de la directive du Conseil des Communautés européennes du 14 février 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissement ». Cette directive pose le principe du transfert complet des obligations du cédant au cessionnaire (le Monde du 21 avril).

grat d'éducation et d'orientation du ministère de l'éducation nationale.

● Le Sénat a adopté, après l'avoir modifié en accord avec le gouvernement, le projet de loi, voté par l'Assemblée nationale, « portant mise en œuvre de la directive du Conseil des Communautés européennes du 14 février 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissement ». Cette directive pose le principe du transfert complet des obligations du cédant au cessionnaire (le Monde du 21 avril).

M. Ralite présente le projet de loi modifiant le code du travail sur la garantie de ressources pour les travailleurs privés d'emploi

M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a présenté, mercredi 1^{er} juin, à l'Assemblée nationale, le projet de loi supprimant la garantie de ressources-licenciement, comme conséquence du droit à la retraite à soixante ans entré en vigueur depuis le 1^{er} avril.

Ce projet, adopté par le conseil des ministres le 13 avril, consiste à retirer du code du travail les dispositions relatives à la garantie de ressources.

La C.G.C., notamment, avait vivement protesté contre ce projet, qu'elle accusait de créer des inégalités. Ainsi les salariés désireux de poursuivre leur activité au-delà de soixante ans et qui étaient licenciés se trouvaient pénalisés. La retraite n'étant pas une obligation, ils devaient pouvoir faire respecter leur droit au travail. Autres victimes : les salariés qui n'ont pas trente-sept années et demi de cotisations et qui au-delà de soixante ans sont en chômage ne percevaient plus que l'allocation-chômage « de base » (42 % de leur salaire plus 34,05 F par jour) - au lieu de 70 % du salaire antérieur, comme précédemment. Ainsi les « actifs » de soixante ans et au-delà momentanément chômeurs seraient pénalisés par rapport à leurs collègues ayant démissionné, à la faveur des contrats de solidarité, avant la réforme, et touchant donc jusqu'à soixante-cinq ans 70 % de leur salaire antérieur.

M. Ralite devait apporter des précisions sur ce point, sujet à polémique. Qui seront encore les bénéficiaires de la garantie de ressources ? Certes, les droits acquis avant la publication de la loi seront maintenus. Quelques six cent mille personnes percevront encore pour quelque temps - jusqu'à soixante-cinq ans - 70 % de leur salaire antérieur. Entrent donc dans cette catégorie : les personnes admises à la garantie

de ressources avant le 1^{er} janvier 1983 ; les licenciés touchant l'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (F.N.E.) avant cette même date ; ceux qui, dans le cadre d'un contrat de solidarité conclu avant le 1^{er} janvier 1983, ont notifié leur démission - ou choisi un mi-temps - avant le 1^{er} avril et dont la rupture de travail s'est faite au plus tard à l'issue du préavis normal ; les licenciés économiques dont l'entreprise a conclu, avant le 27 novembre 1982, une convention d'allocation spéciale du F.N.E., mais qui ont renoncé au bénéfice de cette allocation avant le 27 novembre ; les licenciés économiques dont la rupture du contrat s'est faite avant le 27 novembre 1982 ; enfin, les bénéficiaires de la convention de protection sociale dans la sidérurgie intervenue avant le 27 novembre 1982.

Quelques milliers de personnes supplémentaires sont d'autre part concernées par les dispositions proposées par M. Ralite. Ce sont celles dont la situation - perte d'emploi et arrivée à l'âge de soixante ans - s'est produite dans la période frontière du changement de loi. Ces personnes toucheront 65 % de leur salaire antérieur jusqu'à soixante-cinq ans.

D. R.

AU SÉNAT

M. Chaumont (R.P.R.) s'inquiète de la « déprofessionnalisation » dans la fonction diplomatique

Le Sénat, qui, le 31 mai, consacré une partie de ses travaux à des questions orales, a examiné, en première lecture, le projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires. Ce texte vise à élargir l'accès à ce corps par l'intégration de personnalités non fonctionnaires. Cet élargissement est toutefois limité, puisque seulement un ministre plénipotentiaire sur quatre pourra être choisi parmi les non-fonctionnaires.

Le rapporteur de la commission des affaires étrangères et de la défense, M. Chaumont (R.P.R., Sarthe), estime que les dispositions s'inscrivent dans la même perspective que celles qui instaurent une troisième voie d'accès à l'ENA, et l'aggrave.

Pour M. Chaumont sont bafoués le principe de recrutement de la fonction publique par la voie du concours et celui de la neutralité des agents publics, puisque le texte prévoit la possibilité d'intégrer notamment des syndicalistes. Le rapporteur a observé que le gouvernement n'est pas privé de son droit de nommer ambassadeur qui il veut : ainsi un secrétaire général du Quai d'Orsay, à la direction des affaires culturelles, aux ambassades de Washington, Rome, Madrid, La Haye et Copenhague ont été désignés des personnalités non diplomates de carrière. M. Chaumont a affirmé que « cette politique de nomination des ambassadeurs comme [ce] texte consacrerait la déprofessionnalisation de la fonction diplomatique, confortant l'idée - hélas populaire ! - que n'importe qui peut être diplomate et que les amateurs, à la différence du sport, sont meilleurs que les professionnels ».

En revanche, selon M. Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, le gouvernement entend reconnaître « une réalité de la vie internationale », à savoir que les associations, les syndicats et les organisations professionnelles sont devenus, « à côté des États, des acteurs majeurs de la diplomatie ».

Sur proposition de la commission, et malgré l'opposition de M. Lemoine, le Sénat décide que la nomination de non-diplomates doit être subordonnée à l'avis de la commission administrative paritaire compétente. Il décide que ceux qui, non-fonctionnaires, pourraient justifier d'une expérience internationale acquise « dans les organes permanents d'administration ou de direction d'organisations professionnelles ou syndicales représentatives sur le plan national ou d'associations reconnues d'utilité publique, à caractère philanthropique, éducatif, culturel ou scientifique », ne seront pas admis « comme le prévoyait le texte - à la nomination ».

VENIR DE PARTIR
NUMERO SPECIAL
116 PAGES

Le Monde

dossiers et documents

LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS

LA GESTATION
L'ELABORATION
LE CONTENU
ET L'APPLICATION
DES LOIS AUREUX

ILLUSTRÉ PAR PIERRE
JULIEN

JUIN 1983

EN VENTE, 10 F. CEE
LES MARCHEURS DE JOURNAUX
ET AB - BUREAU

Le Monde

6, rue des Filles, 75007 PARIS CEDEX 05

NATIONAL INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION LIMERICK, IRELAND

SUMMER BUSINESS PROGRAM
15 JUIN - 9 JUILLET 1983

Intensive English
Survey of Irish History,
Culture, Politics,
Economics and
Politics of EEC



Study trip
to Irish Companies,
Dublin, Belfast,
Ring of Kerry,
Irish Coast.

Étudiants d'Université (droit, économie, gestion...)
Élèves des Grandes Écoles (scientifiques, de gestion,
de commerce et des I.E.P...)

Renseignements et Admissions : Centre d'Information pour l'Europe
32, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

« La tragédie »

AFUL

PC

8-2-1

10-1

11-1

12-1

13-1

14-1

15-1

16-1

17-1

18-1

19-1

20-1

21-1

22-1

23-1

24-1

25-1

26-1

27-1

28-1

29-1

30-1

31-1

32-1

33-1

34-1

35-1

36-1

37-1

POLITIQUE

LES ATTENTATS OUTRE-MER

« La tragédie commence maintenant pour la France »

affirme une « proclamation » de l'ARC

La rédaction du Monde a reçu à son tour, mardi 31 mai, en fin de matinée, un exemplaire du communiqué de la mystérieuse Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), qui avait revendiqué, lundi matin, à Cayenne, les dix-sept attentats perpétrés dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mai en Guadeloupe, en

Martinique, en Guyane et à Paris (le Monde du 1^{er} juin).

Ce communiqué, posté à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), était accompagné d'un texte de trois feuillets dactylographiés intitulé « Proclamation solennelle de l'ARC » et indiquant notamment : « La présence de la France en Guadeloupe, Guyane et Martinique s'est faite par la force, le massacre et la déportation. Elle se maintient par la force. Elle doit être chassée par la force. Si le colon a partiellement réussi son entreprise, il n'a pu abattre des pans entiers de résistance qui, aujourd'hui, prennent l'offensive. Guadeloupéens, Guyanais, Martiniquais, nous voici parvenus à un moment privilégié de notre histoire. Nous voici à la croisée des chemins. (...) »

LE RECOURS SATISFAIT DE L'INTÉRÊT DE M. MITTERRAND POUR LA COMMUNAUTÉ DES RAPATRIÉS

La confédération du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), qui s'est réunie en congrès national le samedi 28 mai, à Nimès, « prend acte avec satisfaction de l'intérêt porté par le chef de l'Etat à la communauté des rapatriés », à l'occasion de la réception à l'Elysée, le 26 mai, de la commission nationale permanente des rapatriés (le Monde du 28 mai).

Le RECOURS note aussi « la volonté du président de la République de veiller au règlement du contentieux franco-algérien concernant les Français d'Algérie qui ne peuvent disposer de leurs biens ». Il estime que « cette situation inadmissible doit être réglée avant le voyage officiel que le président algérien doit effectuer à l'automne prochain en France, d'autant que les Algériens disposent en France de toutes les facilités de transfert dans ce même domaine ». Le congrès a chargé le porte-parole de la confédération, M. Jacques Roseau, de « veiller à la sauvegarde des cimetières français d'Algérie, conformément au vœu du président de la République et du secrétaire d'Etat aux rapatriés ».

DÉCÈS DE M. SALLENAVE SÉNATEUR R.I. DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

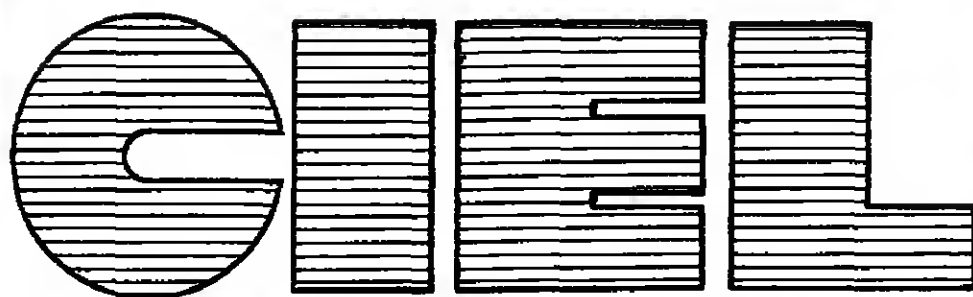
M. Pierre Sallenave, sénateur R.I. des Pyrénées-Atlantiques, est décédé, mardi 31 mai. Son suppléant étant lui-même décédé, son siège restera vacant jusqu'au prochain renouvellement sénatorial de septembre prochain.

[Né le 28 novembre 1920 à Pau, dont son père fut le maire, Pierre Sallenave, licencié en sciences, adjoignant en 1944 le Groupe des partisans socialistes, après avoir été, l'année précédente, député du travail. Fondateur du groupe des Jeunes indépendants et paysans dans son département, il avait été élu député de la première circonscription des Basses-Pyrénées (aujourd'hui Pyrénées-Atlantiques) en 1958, puis réélu en 1962. Battu en 1967, il avait de nouveau siégé à l'Assemblée nationale de 1968 à 1973, date à laquelle il avait été battu.]

Conseiller général du canton de Pau-Est de 1964 à 1976, date à laquelle il n'avait pas été réélu, Pierre Sallenave siégeait au Sénat depuis 1974, d'abord au groupe du CNIP puis à celui des R.I. Aux municipales de mars dernier, il avait conduit sans succès la liste de l'opposition contre celle de M. Labarrière (P.S.), maire sortant, actuel ministre des relations avec le Parlement. Membre du conseil régional d'Aquitaine, il était vice-président de l'association parlementaire des cadres de l'association pour la liberté de l'enseignement et du groupe sénatorial d'études économiques et techniques. Pierre Sallenave est également l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à la décentralisation, à l'enseignement et à la tribune (1973). Un ouvrage à la tribune (1973).

« M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain à l'occasion du 31 mai à Bordeaux, un appel à « toutes les forces de l'opposition nationale » pour « une manifestation massive, pacifique et si possible serénité », le 1^{er} octobre prochain à Paris. « Je souhaite, a-t-il dit, que cet appel soit entendu par toutes les forces de l'opposition. Il s'adresse bien sûr aux partis de l'U.D.F. et du R.P.R. notamment, mais également à tous ceux qui se reconnaissent dans l'opposition nationale. » La manifestation pourrait se tenir « de la Bastille à la République ».

A L'INITIATIVE DU



COMITÉ DES INTELLECTUELS POUR L'EUROPE DES LIBERTÉS

MANIFESTE POUR LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Florin AFTALION, Gilbert AMY, Raymond ARON, Fernando ARRABAL, Alexandre ASTRUC, Henri BATIFFOL, Marc REIGBEDER, Claude BOLLING, Etienne BORNE, Marcel BOZUFFI, Jean-Claude CARRIERE, Jean-Claude CASANOVA, Alfred COSTE-FLORET, Geoffrey de COURCEL, Michel CROUZET, Michel CROZIER, Jean-Louis CURTIS, Pierre DANINOS, Jean-Pierre DARRAS, Jean DAVY, Christian DEDET, Michel DEGUY, Françoise DELILLE, Sophie DESMARETS, Geneviève DORMANN, Maurice DRUON, Georges DUBY, Jacques ELLUL, Pierre ESCOUBE, Françoise FABIAN, Jacques FAIZANT, André FALCON, François de FONTETTE, Jean FOURASTIE, Pierre FOURNIER, Henri FRENAY, Roger GICQUEL, Berthold GOLDMAN, Julian GORKIN, Pierre GRIMAL, Jean GUITION, Eric HEIDSIECK, Tania HEIDSIECK, René HUYGHE, Lazare IGLESIS, Eugène IONESCO, Annie KRIEGLER, Emmanuel KRIVINE, Francis LAI, Jean LAJOY, Marcel LANDOWSKI, Raymond LATARJET, André LATREILLE, Yves LAULAN, Général Jacques LAURENT, Jacques LAUTMAN, Yvonne LEFEBURE, Emmanuel LE ROY LADURIE, Claude LEVI-STRAUSS, Michel LONSDALE, Cardinal Henri de LUBAC, Odile MALLET, Maria MAUBAN, Jacques MAUCLAIR, Georges MARCHAL, Henri MAZEAUD, Michel MOLLAT du JOURDIN, Germaine MONTERO, Michèle MORGAN, Roland MOUSNIER, Jean d'ORMESSON, Jacques NANTET, Jean NEGRONI, Philippe NEMO, René de OBALDIA, Jean ONIMUS, Gaston PALEWSKI, Jean-François PECOT, André PÉYRE de MANDIARGUES, Léon POLIAKOV, Alain RAVENNES, Philippe SAINT-MARC, Pascal SALIN, Henri SAUGUETTE, Pierre SEGHERS, Philippe SOLLERS, Evelyn SULLEROT, Claude SUREAU, Henri TAVERNIER, François TERRE, Philippe TESSON, François-Joël THOLLIER, Jean-Marc VARAUT, Lino VENTURA, Paul VIALAR, Michel VILLEY, Patrick WAJSMAN, Georges WAKHEVITCH.

PARIS, MAI 1983

TOUTE personne a droit aux libertés de pensée, de conscience et de religion. Cette évidence formelle doit être une réalité vécue. Elle passe notamment par la liberté de l'enseignement, celui que l'on reçoit, celui que l'on donne, celui que l'on choisit pour l'éducation des siens.

Cette liberté n'a de sens et de chance qu'appuyée sur le pluralisme. Valeur fondamentale de nos sociétés, parce qu'il assure et protège la liberté de l'individu, le pluralisme est également source de développement, d'innovation et de progrès. Or, le pluralisme en matière scolaire serait étouffé si les diverses écoles — catholiques, protestantes ou juives, confessionnelles ou non — se trouvaient contraintes à cette alternative : disparaître faute de moyens ou se laisser absorber dans un service public unifié.

Tel est précisément l'objectif du projet gouvernemental : le « service public laïc et unifié de l'enseignement » qui résulterait de l'intégration des écoles libres, de leurs enseignants et de leurs élèves dans le système unitaire de l'Education Nationale. Cela reviendrait à poursuivre le rêve bureaucratique de l'unification des méthodes et des consciences qui a tant de fois paralysé la France. Ce serait renforcer encore un conformisme idéologique déjà enterré au moyen des livres scolaires.

UNE telle volonté se situe à contre-courant des besoins de notre société. Celle-ci ne peut vaincre les conformismes et surmonter toute tentation totalitaire que par et dans le pluralisme. Il faudrait donc le développer davantage, non l'annihiler.

En dehors de toute considération partisane, nous alertons les parties intéressées et l'opinion publique sur la gravité du problème et de ses enjeux. Nous rappelons que la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, ratifiée par la France, souligne l'illégitimité de l'intention du Gouvernement : « (...) ce droit implique la liberté de manifester sa foi ou sa conviction, individuellement ou collectivement, par le culte, l'enseignement, etc. »

En posant comme axiome que les fonds publics doivent aller à l'école publique, le Gouvernement énonce une règle qui condamne l'existence même de l'enseignement privé.

Dans une société complexe et diversifiée, dans laquelle les sources de financement privées ne peuvent plus assurer seules des fonctions aussi coûteuses que l'éducation, il est normal, comme c'est le cas dans la plupart des pays démocratiques (Etats-Unis, Canada, Belgique, Hollande...) que l'enseignement privé soit financé à partir de ressources collectives.

De plus, il est légitime de penser qu'un citoyen ne peut être imposé deux fois. Une fois pour les écoles où il n'envoie pas ses enfants, et une seconde fois par le prix payé pour les écoles de son choix.

LA liberté est également menacée si l'on veut que, lorsque l'Etat finance, il gère directement ou indirectement. Alors même que la décentralisation est invoquée comme l'œuvre maîtresse du septennat, il est pour le moins curieux de voir surgir l'impératif : « qui paie, commande ». Au demeurant, les fonds publics ne sont pas les fonds de l'Etat, mais les fonds des citoyens.

L'unification des enseignements n'est pas le moyen d'assurer la paix scolaire, tout au contraire. Ce ne sont pas les responsables de l'école privée qui ont rallumé cette querelle, mais une minorité intransigeante qui ne représente pas la majorité de la population française et qui réinterprète l'œuvre de Jules Ferry pour en faire un exemple de dogmatisme, alors qu'il souhaitait, avant tout, préserver la liberté des consciences et l'indépendance de l'enseignement vis-à-vis de l'Etat et vis-à-vis des partis.

Quant à l'argument selon lequel il faut accomplir l'unité de la nation française, il n'a aujourd'hui pas plus de sens qu'il n'en avait au 17^{ème} siècle, quand on l'employait pour imposer la foi catholique aux protestants minoritaires ou réciproquement. Le Royaume-Uni, la Hollande, la Suisse, les Etats-Unis d'Amérique sont-ils moins unis que nous ?

A mauvais projet, fausses justifications ; mais puisque cette erreur majeure est encore évitable, évitons-la !

Abonnement à la « Lettre du C.I.E.L. »

Soutien au Manifeste

Nom _____	Nom _____
Prénom _____	Prénom _____
Adresse _____	Adresse _____
souhaite s'abonner à la Lettre du C.I.E.L. (trimestriel) <input type="checkbox"/> 1 an : 55 francs <input type="checkbox"/> 2 ans : 90 francs <input type="checkbox"/> soutien : 200 francs	
Signe le manifeste pour la liberté de l'enseignement et envoie la somme de 50 Frs en participation aux frais de diffusion. Signature : _____	

Bulletin(s) à découper et à renvoyer au C.I.E.L. - 30, rue Saint Dominique - 75007 PARIS accompagné(s) de votre (vos) versement(s) - (chèque bancaire ou postal à l'ordre du C.I.E.L.)

AFULA - YA'ACOV - ZIKHRON - JERUSALEM - YOTVATA

ASHDOD - BANYAS - AVDA

DEGANIA - CESAREE - ZOHAR

ASHQUELON - BAR'AM - BAT-YAM - BETHLEHEM

HO - EILAT - HOLON - B

HAIFA - LOD - BINYAMINA

AN - NEVE - CAPHARNAUM

T - BELVOIR - BEERSHEBA

EREM - HA-GOSHERIM - NAZARETH - GINNOSAR

'ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

SODOME - TIBERIADE - TEL-AVIV - DEGANIA - HAI-BAR

ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

SODOME - TIBERIADE - TEL-AVIV - DEGANIA - HAI-BAR

ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

SODOME - TIBERIADE - TEL-AVIV - DEGANIA - HAI-BAR

ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

SODOME - TIBERIADE - TEL-AVIV - DEGANIA - HAI-BAR

ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

SODOME - TIBERIADE - TEL-AVIV - DEGANIA - HAI-BAR

ABGHA-JAFFA-HAZIV-GIVAT-HADERA-HEBRO

HERZLIYA - AYELET-HASHAHAR - R

IR - HOLON - SHEAN - SHELOSHA-SHE

EM - MONTFORT - MC

RA - NETANYA - HAZO

525F

SEJOUR MER ROUGE

1 semaine (chambre et petit déjeuner) hôtel 3 étoiles à Eliat, 3620F dont 525F en devises.

1C 1027

1150F

LE GRAND TOUR

Circuit tout confort en pension complète, 1 semaine: 5800F dont 1150F en devises.

1C 423

600F

CLUB MEDITERRANEE

1 semaine en pension complète au Club d'Arziv: 3725F dont 600F en devises.

1C 425

• Tous les prix comprennent le voyage aller-retour en avion.
• Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages ou l'Office National Israélien de Tourisme.
14, rue de la Paix - 75002 PARIS Téléphone 261.01.97

Office National Israélien de Tourisme.



Le Monde

société

La mort de deux policiers à Paris

Plusieurs syndicats souhaitent éviter une « récupération » politique du drame

Les policiers de la brigade criminelle et de la deuxième division de police judiciaire de Paris chargés de l'enquête sur la fusillade, mardi 31 mai, avenue Trudaine à Paris (9^e), au cours de laquelle deux policiers sont morts, révélaient ce mercredi 1^{er} juin plusieurs hypothèses. Le brigadier Emile Goudry, quarante-neuf ans, et le gardien de la paix Claude Calais, vingt-huit ans, ont été tués sans avoir eu le temps de dégainer. Ces circonstances permettent aux enquêteurs d'écarter la piste de simples cambrioleurs et d'orienter leurs recherches vers la grande criminalité, le trafic de drogue ou même le terrorisme.

Mardi 31 mai, vers 14 h 30, quatre membres du corps des gardiens de la paix, trois hommes et une jeune femme en stage qui circulaient en civil, pour surveiller le quartier ont repéré quatre personnes portant chacune un sac de sport. Au moment où les policiers ont voulu les interpeller, les malfaiteurs ouvrirent le feu, tuant à bout portant deux gardiens de la paix et en blessant un troisième grièvement au bras et à l'épaule. Puis, tandis que la jeune stagiaire s'abritait derrière un véhicule, les quatre individus se repliaient dans l'avenue en menaçant de leurs armes les passants et les clients attablés à la terrasse d'un café fréquenté par les lycéens de Jacques-Decour. Quelques mètres plus loin, ils s'emparaient du véhicule de M^{me} Fedat, cinquante ans, après l'avoir blessé de force, et l'avaient blessé au bras. Puis, les malfaiteurs s'enfuyaient en direction de dix-huitième arrondissement. Ils n'ont pas été retrouvés.

Ce drame a entraîné de nombreuses réactions des syndicats de police. L'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (S.C.P.N., S.C.O., S.I.P.N.) a indiqué : « Une nouvelle fois, la démonstration est faite que la politique en matière de sécurité est un échec. La Fédération F.O. souligne que la détermination des tueurs s'inscrit dans une escalade que seule une stricte application du régime des peines pourra enrayer. Enfin, l'association « Légitime défense » déclare : « Encore deux policiers assassinés à Paris. M. Rabiner pourra se réjouir d'avoir vidé les prisons et rempli les unités. » D'autres syndicats de policiers, qui demandent que les malfaiteurs

soient « poursuivis et punis avec la plus grande fermeté » dénoncent par avance toute tentative de récupération politique.

La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), majoritaire chez les policiers en tenue, dénonce : « par avance, en de si cruelles circonstances toute tentative d'exploitation et se refuse à toute déclaration publique ». Le syndicat C.F.D.T. de la police parisienne met en garde : « contre toutes les récupérations médiocres qui ne vont pas manquer de se faire jour ».

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat, chargé de la sécurité publique, qui s'est rendu sur les lieux, a déclaré : « Je partage la douleur des familles des victimes ainsi que celles de tous les fonctionnaires de police devant cet assassinat qui enlève un corps dont le sacrifice à la protection des personnes est particulièrement lourd ».

A l'Assemblée nationale, M. Robert Badinter, au cours des débats sur la révision de la loi « sécurité et liberté », a évoqué l'affaire et précisé qu'il n'y avait pour lui pas de scandale plus honteux que l'exploitation politique de ce drame et précisé que, de 1979 à 1980, trente et un gendarmes et fonctionnaires de police avaient été tués pour le service de la nation et dix-sept depuis 1981, après l'abolition de la peine de mort.

Le Front national de M. Jean-Marie Le Pen a appelé les Parisiens, mercredi 1^{er} juin, à « assister massivement aux obsèques des deux gardiens de la paix assassinés » et à « exiger du gouvernement des mesures draconiennes contre le crime et contre l'immigration ».

Le Centre International d'Etude de Langues (C.I.E.L.) de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et de San-Réa 4, quai Kléber - Immeuble « La Concordance » - 67066 STRASBOURG CEDEX Téléphone : (03) 22-02-12 - Organisme UN COURS D'ALLEMAND COMMERCIAL du 6 au 10 juin 1983

H.A. RENTRÉE 1983-1984 : PUBLIQUE - PRIVÉ ? S.A.R.J. Les Unités de Pédagogie Active SARI

Enseignement privé par des pédagogues qui ont fait le débat ont ailleurs et que l'école n'est pas « l'ère de Buridan », assurent des cours de 2^e, 1^{er}, TERMINALES par classes de 12 à 20 élèves durant 32 semaines (1^{er} OCT. - 30 JUIN, 30 heures à 36 heures par semaine) langues et Ar.-Méd.-Lat.-Gr., de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ou 18 heures et des cours particuliers M-Phys.-LET.-MATHS SUP.-MÉD.-BIO, 17 heures à 19 heures tous les jours.

INSCRIPTIONS OUVERTES. Écrire UPA SARI 68, av. Ména, 75116 PARIS. Tél. 720-36-80/720-44-38.

esci ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE INTERNATIONAL

Chambre de Commerce et d'Industrie de Melun

REUSSIR DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

- Formation pratique de deux années avec stages à l'étranger, entraînement intensif à l'action commerciale, la négociation, les langues ;

- Préparation à l'examen d'entrée aux universités américaines (GMAT) ;

- Concours d'entrée ouvert aux titulaires d'un DEUG, D.U.T., B.T.S., Baccal.

Renseignements et inscriptions : M. SAUREL, ESCI, av. de Valvins, 77210 AVON. Tél. (6) 422-49-50

LE VIDEOTEX OPERATIONNEL

Un séminaire conçu et organisé par l'institut telesystemes

21-22 JUN. 1983

l'institut telesystemes

11-15 rue Sorreille 75014 Paris - Tél. 47.52.04.70

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Point de vue

L'impasse

par JACQUES ELLUL

DEPUIS bien des années, les politiques se sont ingérées à désintégrer l'université. Nous voici devant un nouvel avatar. Les réformes prévues s'inspirent de bons sentiments. D'un côté, on annonce qu'il faut multiplier énormément le nombre des étudiants, que tout le monde doit pouvoir accéder à l'enseignement supérieur, qu'il ne doit plus y avoir de conditions de diplôme préalable (donc aucune connaissance requise...). Et c'est très bien, ouvrons l'université à n'importe qui. Soit. Mais à l'autre bout, il est bien évident que le diplôme universitaire doit être une sorte de garantie pour acquiescer à un emploi, la « formation » doit servir à réduire le chômage en améliorant les capacités. Et si fait que l'université réponds aux demandes du « marché du travail », qu'elle corresponde aux activités économiques utiles. Et comme dans le domaine la spécialisation devient de plus en plus rigoureuse, on attend de l'université qu'elle fournisse des enseignements de plus en plus « pointus », comme on dit élégamment.

Or, qu'on le veuille ou non, il suffit de rapprocher ces exigences pour se rendre compte de leur caractère parfaitement contradictoire. Si vous accueillez sans contrôle deux fois plus d'étudiants qu'il n'y en a, cela posera d'abord des problèmes insolubles de recrutement de professeurs de haut niveau, et comment peut-on faire, à partir d'une masse d'étudiants en majorité incultes, des spécialistes très fins, qui, au préalable, devront avoir reçu une très forte culture générale en leur spécialité ? Cela implique une sélection drastique : qui devra avoir lieu à la fin de la première année (pour ne l'avoir pas été à l'entrée) (1). Et tout le monde criera au scandale, et on repartira de sélection par l'échec. Mais si on ne fait pas cela, l'université livrera en fin d'études des incapables. On ne peut pas sortir de ce dilemme.

Une formation désintéressée

Or je pense que nous sommes là en présence de la suite du contournement majeur concernant l'université, comme il y a vingt ans. A savoir, l'université distribue du diplôme utile pour avoir aussitôt un débouché professionnel. En face de cela, il faut nettement dire non. Jamais l'université ne donnera de tels diplômes, jamais un jeune juriste ne sera capable de tenir directement à la sortie de l'université un emploi de spécialiste juridique concret. Alors pour rassurer l'enseignement universitaire au « concret », on décide de rapprocher l'université de l'industrie ou de l'entreprise. Cela, il y a quelques années, fit criser la gauche : c'était la soumission de l'université au patronat. Maintenant, c'est entré dans le programme de la gauche. Peu importe. Ce qui importe, c'est le contournement. Ce qui importe, c'est l'université n'est en rien faite pour distribuer des diplômes pratiques et utiles, et, réciproquement, que la déflation d'un diplôme universitaire n'est pas la garantie pour une aptitude à l'exercice d'une profession. Je dis qu'elle ne l'est pas, mais, bien plus, qu'elle ne doit pas l'être. Elle est une autre fonction, qui fut le sien autrefois et qu'il serait grand dommage de voir disparaître.

Autrement dit, il me semble qu'il faille distinguer totalement des écoles professionnelles et l'université. Il n'y a rien de péjoratif à parler d'école professionnelle. Centrale, Saint-Cyr, l'École navale, étaient des écoles professionnelles. Il faut seulement qu'il y ait des écoles professionnelles de niveaux multipliés, certaines d'entre elles impliquant que l'on soit passé par l'université. La « finalisation » des études ne peut se faire que là. La garantie de compé-

Mais, ici, je suis tout à fait d'accord pour qu'on ouvre largement cette université. Un ouvrier de cinquante ans peut avoir autant d'expérience de la vie, de compréhension des questions de fond, d'aptitude à saisir un ensemble de connaissances (à condition que le professeur fasse abstraction du charabia pseudo-scientifique) qu'un jeune bachelier. J'ai rarement vu des étudiants aussi attentifs et aptes à comprendre en profondeur que les travailleurs auxquels je faisais un cours d'histoire sociale (difficile) à la demande d'un syndicat.

Croire que personne ne viendra dans cette université inutile, est superficiel. Il y a beaucoup plus de gens que l'on imagine désireux, à un certain âge, d'acquiescer à une culture ; qu'ils n'ont pas reçue jeunes. Il suffit de voir le succès des cours du soir, de la formation permanente, des universités du troisième âge, etc. Et là se rencontrent des gens de catégories sociales différentes, et seront posées de vraies questions sociales et humaines.

Bien entendu, cela implique un aménagement d'horaires, un système très élaboré de bourses, etc., mais ce n'est pas plus compliqué que ce que l'on imagine actuellement. D'autre part, les examens deviennent moins nécessaires, le cursus universitaire moins astreignant, la pluralité des possibilités d'enseignements nouveaux plus grande. Et le suis convaincu que cette orientation là de l'université, bien loin de la marginaliser parce que « non pratique », lui rendra au contraire une place centrale et la fera bien plus attrayante parce qu'on y viendra volontairement.

Enfin, un dernier mot ! J'ai insisté sur la caractéristique « non pratique » de cette formation. Pour l'apprécier ainsi de façon radicale, il faut oublier la société dans laquelle nous

INSTITUT

DOUBLE ÉLECTION : A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française devrait, le jeudi 2 juin, pourvoir deux sièges vacants. Celui du duc de Lévis-Mirepoix, qui a déjà fait l'objet de trois « élections blanches », est brigué par M^{me} la duchesse de La Rochefoucauld, le président Léopold Sédar Senghor et M. Charles Trenet (qui récidive).

C'est au fauteuil occupé en dernier lieu par Pierre Gaxotte que M. Jacques Soustelle, cette fois, a posé sa candidature. Cette double élection ne semble pas réserver de surprises. A moins que...

Parce qu'une langue étrangère s'apprend « sur place », Depuis 1928, l'Organisation Scolaire Franco-Britannique assure aux jeunes, en

- Grande-Bretagne • Allemagne
- Espagne • États-Unis • Autriche

l'accueil individuel en famille, les cours, l'encadrement, les loisirs et les sports.

RICHLAND ENGLISH LANGUAGE COLLEGE. Cours intensifs pour adultes pendant toute l'année.

O.S.F.B. 43, rue de Provence - 75009 PARIS Tél. 526.63.49

M. MICHEL IMBERTY PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS X

M. Michel Imberty, professeur de psychologie, a été élu, lundi 30 mai, président de l'université de Paris-X (Nanterre), en remplacement de M. Carol Heitz. Ce dernier, réélu en mars 1982, avait démissionné le 16 mai pour raisons de santé. M. Imberty, vice-président depuis 1981, a été élu au troisième tour de scrutin par 48 voix sur 70 votants.

[Né le 1^{er} février 1943 à Besançon, M. Michel Imberty, docteur en psychologie, a enseigné cette discipline comme assistant à l'université de Nanterre dès 1966. Maître-assistant, il exerce de 1972 à 1974 les fonctions de directeur de l'unité d'enseignement et de recherche de psychologie. Nommé professeur en 1978, il est spécialiste des questions de psychologie et de psychanalyse de l'art et de la musique. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur ce sujet.]

(1) Ce sera de nouveau une année préparatoire inutile pour une partie, décourageante pour les autres !

APPEL POUR L'ÉDIFICATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Événement majeur de notre histoire, la Résistance n'est pas seulement l'affaire de ceux qui la vécurent, y participèrent, l'organisèrent.

Bien au-delà du souvenir, elle continue, de génération en génération, à dispenser à tous son lucide enseignement. Si la France malheureuse fut alors, comme jamais, aimée et animée par son peuple, c'est bien que les Français et les Françaises ont en ces temps noirs que le salut ne résidait pas seulement de la force retrouvée et de la victoire militaire. Il portait aussi le nom de l'union, de la justice sociale, de l'égalité fraternelle, de l'indépendance nationale. Devant toute menace, ces vertus auxquelles on appelle la Résistance demeurent efficaces. Et le poète a raison de dire, songeant à ceux qui combattirent, souffrirent et tombèrent pour que renaisse l'avenir :

Si l'écho de leur voix faiblit, nous périrons.

Cet événement majeur réclame un lieu majeur, dans lequel on puisse non seulement l'honorer et le célébrer, mais avant tout le comprendre ! Incessante pédagogie de l'esprit, la Résistance reste à l'œuvre dans la mémoire collective des Français. Elle est une des forces profondes qui structurent notre durée, proclament notre passion de la liberté et donnent un sens véritable à notre héritage. La création, l'enrichissement, l'efficacité d'un MUSÉE DE LA RÉSISTANCE sont ainsi un devoir pour tous ceux et celles, anciens combattants, résistants, déportés, patriotes, municipalités, élus des conseils généraux et du Parlement, membres des partis politiques, des organisations syndicales, des associations culturelles, des mouvements de la jeunesse, qui savent cette place que tient et doit continuer à tenir la Résistance pour que notre pays soit ce qu'il doit être.

C'est à eux tous que nous faisons appel.

COMITÉ DE PARRAINAGE (1^{re} liste)

- Lucie AUBRAC, résistante ;
- Raymond AUBRAC, commissaire de la République à la libération ;
- Renée AUBRY, résistante ;
- Vincent BADIE, ancien ministre, résistant ;
- Gilbert BADIA, historien ;
- Jean-Louis BARGERO, maire de Champigny, conseiller général ;
- Hervé BAZIN, écrivain, président de l'Académie Goncourt ;
- Renée et François BEDARIDA, historiens ;
- Général BINOCHÉ ;
- Pasteur Aimé BONIFACE, déporté, résistant ;
- Roger BORDIER, écrivain ;
- Jean CASSOU, écrivain, résistant ;
- Robert CHAMBERLON, secrétaire général adjoint du C.N.R. ;
- Marie-José CHOMBARTE DE LAUWIE, maître de recherche au C.N.R.S., déportée, résistante ;
- Henri CORDESSE, ancien préfet ;
- Gaston CUSIN, commissaire de la République à la libération ;
- Jacques DEBUT-BRIDE, membre fondateur du C.N.R. ;
- Igor EICHENBAUM, ancien de l'école de Normaliens-Niemen ;
- Rabbin Joy EISENBERG ;
- Charles FOURNIER-BOCQUET, lieutenant-colonel F.F.I. (F.N.-F.T.P.F.) ;
- Général d'armée GAMBIEZ ;
- Jacques GAUCHERON, écrivain ;
- André GEORGES, veuve du colonel FABIEN, déportée-résistante ;
- Jean-Paul LE CHANVOIS, écrivain, résistant ;
- Michel GERBA, président du conseil général du Val-de-Marne ;
- Auguste GILLOT, membre du C.N.R. ;
- Mireille GLODEK-MIALHE, artiste peintre ;
- Fernand GRENIER, ancien ministre ;
- Alain GUERIN, historien ;
- Léon HAMON, vice-président du C.F.L., ancien ministre ;
- Joseph JACQUET, résistant, militant syndical ;
- Michel JANKEL, écrivain, professeur honoraire à la Sorbonne, résistant ;
- Charles JOINBAE, déporté, résistant ;
- Jacques LALOE, maire d'Ivry-sur-Seine ;
- Hélène et Michel LANGEVIN, physiciens, directeurs de recherche au C.N.R.S. ;
- Hélène LANGEVIN-PARREAU, déportée, résistante ;
- Jean-Paul LE CHANVOIS, écrivain, résistant ;
- M^{me} Charles LEDERMAN, résistante, président de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (U.J.R.E.) ;
- Joël LÉTAZ, résistant ;
- Sébastien MALLERET-JOINVILLE, résistante ;
- Jean-Marcenac, écrivain, résistant ;
- Pierre MEYER, directeur général du C.N.R. ;
- Jacques MEYER, historien ;
- Fernand MOLETTE, président de l'Association des architectes de l'Église de France ;
- Georges MONTARON, directeur de Témoignage chrétien ;
- Charles MORAND, résistant ;
- René PIERRE MOREAU, déporté ;
- Paul MORICE, président de l'A.N.A.C.R. du Val-de-Marne ;
- Henri NODDIER, historien ;
- Jean NORDMANN, avocat, résistant ;
- Pierre PARAK, résistant ;
- Robert PERANET, écrivain ;
- Jacques PETTE, conseiller d'Etat ;
- Charles PINEAU, ancien ministre, déporté ;
- Gilbert PLAGNIN, conseiller général de la F.I.R. (Fédération internationale des résistants) ;
- Gaston PLESSONNIER, résistant ;
- Guy POUSSY, conseiller général du Val-de-Marne ;
- Maria RABATE, résistante ;
- Henri-René RIBIERE, liquidateur national de Libé-Nord ;
- Madeleine RIFFAUD, écrivain, résistante ;
- Marcel RIGOUT, ministre de la Formation professionnelle, résistant ;
- Colonel ROUJANOUY ;
- René ROUSSEL, liquidateur national du Front national ;
- Yvonne SAMPAD, veuve de fusillé ;
- Pierre SEGHERS, poète, résistant ;
- Georges SÉGUY, déporté, résistant ;
- Pierre SUDREAU, ancien ministre, déporté, résistant ;
- Boris TASSLITZKY, artiste peintre, déporté, résistant ;
- Louis TERRENOIRE, ancien ministre ;
- Jacqueline TIMBAUD, fille de fusillé ;
- André TOLLAT, président du Comité parisien de libération, président de l'Association pour la création d'un musée de la Résistance ;
- Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER, vice-présidente honoraire de l'Assemblée nationale, déportée, résistante ;
- Robert VOIRREY, lieutenant-colonel F.F.I.-A.S. (Armée secrète) ;
- Germaine WILLARD, historienne ;

Les versements sont à adresser (chèque bancaire ou chèque postal) à : Association pour la création d'un musée de la Résistance 76, rue Lénine, 94200 IVRY-SUR-SEINE C.C.P. 22.365.22 PARIS

JUSTICE

Nouvelle inculpation du docteur Solange Trostier

Déjà poursuivi depuis le 16 mars pour « fabrication et usage de faux certificats », le docteur Solange Trostier, ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, s'est vu notifier mardi 31 mai, par M. Christian Rayssiguier, juge d'instruction à Marseille, un nouveau chef d'inculpation pour « corruption ».

Ces nouvelles poursuites seraient liées aux résultats des perquisitions effectuées chez M. André Fraticelli, l'avocat marseillais en fuite depuis le 16 mai. Selon l'article 177 du code pénal, le docteur Trostier est passible d'une peine de deux à dix ans d'emprisonnement. Une nouvelle information judiciaire a d'ailleurs été ouverte à la fin de la semaine dernière à propos des importants mouvements de fonds relevés sur les comptes de M. Fraticelli. L'avocat aurait notamment tiré une importante somme d'argent deux jours avant de s'échapper du cabinet du magistrat instructeur qui venait de lui notifier son inculpation d'usage de faux certificats, complicité et recel.

M. André Fraticelli, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt, a accordé, un entretien au journal *le Méridional* du 1^{er} juin. Au cours de cet entretien, qui a eu lieu le 21 mai dans un endroit qui n'est pas précisé, l'avocat déclare : « Je n'ai pas, à ma connaissance, de mandat d'arrêt décerné à mon encontre. Je suis donc en toute liberté, ici, dans une retraite où il m'appartient de réfléchir et de méditer sur les décisions que je vais devoir prendre. » Ceux qui croient, poursuit M. Fraticelli, voir dans mon attitude un aveu (...) sont aux antipodes de la réalité. L'avocat a également déclaré que Mme Françoise Albertini, premier substitut au tribunal de Marseille, « est le chef d'orchestre des poursuites dont je fais l'objet. » J'attends ici, a-t-il conclu, que la justice et ses magistrats recouvrent la sérénité dont ils n'auraient jamais dû se départir.

AU PROCÈS DE HEINZ BARTH A BERLIN-EST

Des témoins sans haine devant un accusé silencieux

Berlin-Est. — Durant trois heures, Heinz Barth a écouté, mardi 31 mai, les cinq rescapés français du massacre d'Oradour-sur-Glane venus raconter, devant la chambre criminelle de Berlin-Est, ce que fut la journée du 5 juin 1944, qui constitue, avec les exécutions de 1942 en Tché-

coslovaquie, l'une des deux charges dont a à répondre l'ancien lieutenant SS.

Il a seulement écouté, n'ayant pas à discuter des dépositions dont les auteurs, avec une grande loyauté, devaient tous dire qu'ils étaient incapables de reconnaître en lui,

quarante ans après, l'un de ces SS en tenue de campagne qui, pour eux, se ressemblaient tous.

Barth n'a jamais nié avoir été de l'expédition. Mais ce qu'il a entendu, mardi, ne pouvait que contribuer à remettre en mémoire cette tragédie consommée, à en montrer l'étendue et l'horreur.

De notre envoyé spécial

trouvés dans un groupe d'une quarantaine d'hommes. On les a conduits dans une grange. Ils étaient massés là, face à un fusil-mitrailleur, mais encore sans inquiétude, si ce n'est qu'un Allemand qui se trouvait parmi eux leur dit : « Ils vont nous tuer. »

Et puis on a entendu quelque part dans la villa une détonation. Comme si c'était un signal, les tirs commencèrent partout. « On a été tous massacrés, on est tombés en tas les uns sur les autres. » M. Hébras a été l'un des premiers à terre, MM. Darthout et Roby l'ont suivi.

« Alors, disent-ils, les SS sont montés sur les corps pour achever tout ce qui bougeait. » M. Darthout a même senti sur son épaule la botte d'un soldat qui déchargea son arme sur un de ses voisins.

Après, il y eut une accalmie. « Mais dix minutes plus tard, les Allemands revenaient jeter sur nous du foin, de la paille, et ils ont mis le feu. C'est le feu qui nous a fait sortir. » M. Hébras avait le bras gauche brûlé, plus de cheveux ; M. Darthout, des blessures aux jambes ; M. Roby, lui, était à peu près indemne. Chacun de leur côté ils ont réussi à sortir du brasier, et, en se traînant derrière des haies, des murs, ils ont atteint un hangar. Mais là encore un SS est arrivé. Ils l'ont entendu craquer une allumette qui s'éteignit, en craquant une autre et mitrailla le feu.

Ils sont sortis, là encore, de cette fournaise. « Quand je suis parti, dit M. Hébras, toutes les maisons du village étaient en flammes. » M. Beau-

breuil, lui, a dû son salut à un instinct : « J'avais vingt ans et dès que je les ai vus dans le village, je ne sais pourquoi, je me suis caché. » Avec son frère, ils se dissimulèrent dans un sous-sol. De là ils entendirent les cris des femmes et des enfants. Ils entendirent aussi des bruits de sacs et des coups de marteau, comme si l'on fabriquait une caisse, cette caisse, peut-être, de grenades fumigènes qui allaient être mises à feu quelques instants plus tard dans l'église. Ils entendirent les crépitements de l'incendie, le bruit des carreaux qui éclataient, des tuiles qui tombaient.

Ils ont dit quel spectacle s'offrit à eux le lendemain, les ruines fumantes, les cadavres partout.

Déclaration

Heinz Barth dans l'affaire ? Ils l'ont tous regardé avec, comme eux, ces quarante ans de plus, et chacun pour dire : « Non, je ne peux pas le reconnaître. » Du moins attendaient-ils qu'il dise pourquoi avait été choisi Oradour. Il ne les a pas satisfaits. Il a murmuré, congestionné, qu'il avait reçu l'ordre de ses supérieurs qui devaient le tenir eux-mêmes d'autres supérieurs.

Et puis il y eut cette déclaration finale de M. Yvon Roby. Il l'avait écrite et l'a relue : « Monsieur le président, je suis venu à Berlin, ancienne capitale du nazisme, pour dire ce que j'avais vu, entendu et subi à Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944. Oradour a été l'un des lieux du monde où la barbarie nazie s'est manifestée avec le plus de mépris pour l'homme. Au-

jourd'hui, près de quarante ans après ce drame, nous voyons, dans plusieurs pays du monde, renaitre ce même système politique avec la même idéologie et les mêmes slogans. Dans de nombreux pays, les droits de l'homme ne sont plus respectés et la délation et la torture sont souvent pratiquées. Cela me rappelle la sombre période de l'occupation nazie. Pour tous ceux qui, comme moi, ont pu se lever de dessus les cadavres après le mitraillage, quelle tristesse de voir apparaître de nouveau ce qui fut la honte et le malheur de l'humanité. Jeunes de tous les pays, soyez vigilants plus que jamais. Rassemblez-vous, unissez-vous, soyez le rempart contre toute tyrannie car si vous n'y prenez pas garde, demain, vous serez des esclaves. »

Le président Hugot a remercié M. Roby pour une déclaration « qui condamne le fascisme et sert la cause de la paix... ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

■ Nouvelle inculpation après l'attentat de Marseille. — Une cinquième personne, M^{me} Christiane Bertrand, trente-cinq ans, a été inculpée, mardi 31 mai, par le juge d'instruction, M^{me} Bernadette Augé, d'association de malfaiteurs et complicité dans l'affaire de l'explosion de la bombe, le 8 mars, près de la grande synagogue de Marseille. On lui reprocherait d'avoir loué ou prêté au local, à Marseille, à Mare Monge, l'un des inculpés de cette affaire, eu compagnie de Robert Marcel et de M^{me} Michèle Pantalacci et Annick Pillaert (le Monde date 29-30 mai).

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.



RENE BRISACH. LEADER FRANÇAIS ET EUROPEEN POUR LA FABRICATION DE CHEMINEES.

En 1961, René Brisach est artisan à Grenoble. 20 ans après, il réalise un chiffre d'affaires de 96 millions de francs et commence à exporter en particulier vers la République Fédérale Allemande, la Belgique, la Grande Bretagne et la Suède. 170 personnes sont employées dans la société.

Dès l'installation de René Brisach à Sainte-Maxime en 1969, le CCF a fait confiance à l'entreprise et a financé ses investissements en matériel, en immobilier, ainsi qu'un important programme de recherche dans le domaine des matériaux. Des milliers d'entreprises petites et moyen-

nes comme la société René Brisach sont clientes du CCF.

Que vous soyez entrepreneur ou particulier, le CCF vous fait profiter de toutes ses compétences et des informations qu'il reçoit du monde entier. Il sait tout le prix qu'attachent ses clients aux réactions

rapides. Pour vous aider à réussir, vous ne pouvez trouver de partenaires plus responsables que les hommes du CCF. **Crédit Commercial de France.**



SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Noah la Hargne...

C'est sûr, il est en train de se passer quelque chose à Roland-Garros. Les sociologues devraient lever le nez de leurs études et venir du côté de la porte d'Auteuil : il y a du fait de société dans l'air.

Par fait de société, on n'entend pas cet événement bien parisien où les personnalités « branchées » viennent se montrer plutôt que voir. On parle de cet étrange phénomène — mélange d'engouement populaire et de snobisme — produit par un événement sportif dans un contexte donné. Il y a eu le cyclisme avec le Tour de France. Il y a eu le football avec la Coupe du monde. Il y a le tennis.

On n'expliquera pas autrement que le stade soit pris d'assaut quotidiennement depuis le début de la quinzaine par plus de vingt mille personnes. On n'expliquera pas autrement que la petite balle ait supplanté, mardi soir, le ballon rond à T.F.1. Et on n'expliquera pas autrement l'extraordinaire climat du quart de finale Noah-Lendl.

C'était un match de tennis et c'était beaucoup plus qu'un match de tennis : un choc entre deux cultures, entre deux conceptions du jeu. Il régnait l'ambiance des arènes de Bilbao dans le Central lorsque, vers 18 heures, les deux joueurs ont foulé la brèche piécée. De la tribune présidentielle aux « populaires », les spectateurs — surexcités par la chaleur soudaine et par l'élimination préalable de Connors — attendaient qu'un des deux hommes sortit du court « les pieds devant ». Règlement de comptes à O.K. Central. Enjeu : un billet pour la demi-finale et la revanche d'un match au coude de Coupe Davis gagné ici même en cinq sets par Noah l'an passé.

Première manche : les deux joueurs étaient d'une fébrilité extrême lorsqu'ils ont entamé leurs échanges. Ils perdirent d'abord leur premier service puis s'appliquèrent à

conceder le moins de points possible jusqu'à 6-6. Lendl ne céda que 7-5 dans le jeu décisif. La foule trépanait.

Deuxième manche : le Tchécoslovaque avait de plus en plus de mal à passer sa première balle de service et son grand péda de coup droit fit souvent long feu. Noah boucla le set en alignant quatre jeux au cours desquels il concéda quatre points seulement. Troisième manche : même scénario. Lendl à la dérive comme son ex-compatriote Martina Navratilova quelques jours auparavant. Noah a le match gagné. Lendl lui sert sur un plateau deux balles de match à 5-2. Le stade a la fièvre. Mais le Tchécoslovaque avait touché le fond, il ne pouvait que remonter. Il sauva le point en concluant étrangement à la volée, sur sa deuxième balle de service. Et il aligna quatre autres jeux. « J'ai eu très peur, j'ai cru qu'il allait m'arriver la même mésaventure qu'à Monte-Carlo contre Oranier et à Lisbonne contre Willander, quand j'avais perdu après avoir eu une balle de match », explique Noah. Pour partager tout à coup par tout le public, car Lendl s'était déjà sorti d'une situation aussi compromise en finale du tournoi des Maltres 1981 contre Gerulaitis.

Mauvais génie

Ce n'était pourtant que le dernier sursaut du moribond. Incapable de fixer Noah sur la ligne de fond, le Tchécoslovaque fut transpercé par les smashes et les volées du Français. La quatrième balle de match fut la bonne. Au terme d'un calvaire de deux heures quarante-quatre minutes, Lendl disait : « Sans service et sans coup droit, je ne pouvais rien faire. » Cruel aveu d'impuissance pour le Morave, qui a échoué encore une fois dans sa quête d'un

tournoi du grand ehelem. Sans avoir l'exuse, cette fois, d'avoir été volé comme au coin d'un bois par l'arbitrage. Pour éviter le renouvellement des incidents qui avaient émaillé la rencontre de Coupe Davis, M. Jacques Dorfmann, le juge-arbitre du tournoi, avait pris lui-même place sur la chaise, d'où il exerça une autorité sans faille. « Il y avait eu deux contestations par jeu lors du match de Coupe Davis ; il y en a eu deux pendant tout le match », reconnaît Lendl.

Noah, qui avait déjà interrompu début 1982, à Palm-Springs (Etats-Unis), une longue série de victoires du Tchécoslovaque, serait-il devenu le mauvais génie de Lendl ? Quoi qu'il en soit Noah a confirmé qu'il avait remarquablement bien préparé ce tournoi. Même si son adversaire n'était pas dans la condition qui lui avait assuré une victoire nette au dernier tournoi des Maltres, le numéro un français a montré qu'il avait les ressources nerveuses pour ne pas céder à la panique — pendant le match — après avoir raté deux occasions de conclure. Quitte à « décompresser » devant les caméras de la télévision, de manière étonnante, quelques minutes plus tard.

C'était une nouvelle étape qu'avait franchi Noah dans sa carrière en suivant le chemin d'une demi-finale française avec Christophe Roger-Vasselin. Et cela aura des conséquences encore inappréciables sur l'avenir du tennis en France. Quelques mois après la finale de la Coupe Davis disputée contre les Etats-Unis, un joueur français est en effet assuré de disputer la finale de Roland-Garros dimanche prochain. Ce n'était pas arrivé depuis 1972, année où Patrick Proisy, devenu depuis le beau-frère de Noah, s'était incliné en quatre sets face à l'Espagnol Andrés Gimeno.

ALAIN GIRAUDO.

TENNIS

Coups de soleil et coups de cœur à Roland-Garros, mardi 31 mai, pour la neuvième journée des Internationaux de France. Le drapeau bleu blanc rouge flotte sur le Central : Roger-Vasselin et Noah éliminent, en quart de finale, respectivement Connors, numéro un mondial, et Lendl, numéro trois mondial. Le Français de mère anglaise ou le Français de père camerounais, il y aura un Français en finale, dimanche 5 juin, pour la première fois depuis 1972. C'était suffisant pour que la petite balle éclipse le ballon rond à la télévision. C'était suffisant aussi pour éclipser les performances d'Andreas Jaeger et de Chris Evert-Lloyd.

et Roger-Vasselin le stratège

Le premier auteur du triomphe des Français, au début de cette journée en surechauffe de Roland-Garros, aura été Christophe Roger-Vasselin. Ayant déjà réalisé un excellent parcours dans les Internationaux en éliminant successivement Balleret, Fritz, Guothard et Lana, le flegmatique droitier (1,87 m, 75 kg) eut l'homme insigne de « tomber », la tête de série n° 1, champion du monde en titre, Jimmy Connors.

Certes, celui-ci se présenta sur le Central complètement épuisé et ne cessa, dès que la première balle fut en jeu, de commettre des erreurs qui ne lui permirent que rarement de prolonger ces échanges endiablés qu'il ponctue d'expectorations bruyantes. Il s'était néanmoins présenté dans ce quart de finale avec les sculps de McNamee, Gildemeister et Fromm bien accrochés à sa ceinture.

Dès que la partie fut engagée, on s'aperçut très vite que la balle de notre représentant gênait au maximum le jeu de relance à outrance du champion américain. Celui-ci, on le sait, est gaucher, et rien ne lui plaît autant que d'être attaqué à fond sur son revers à deux mains.

Christophe Roger-Vasselin, sans doute le joueur le plus avisé du clan français, se garda donc bien de donner à Connors une cadence française sur le revers. Mieux : il le verrouilla obstinément sur le coup droit, ce à l'aide de balles sans cesse variées dans la longueur et la frappe. On peut même dire que notre homme joua ses deux premiers sets, bouclés par 6-4 et 6-4, uniquement sur un demi-court.

Quand on sait l'effort de volonté phénoménal que représente le maintien sans défaillance d'un recul rétrograde, l'oubli absolu, déterminé, de toute diversion sur la zone de revers adverse, on ne peut que s'émerveiller devant la poursuite de cette stratégie intelligente.

On savait déjà que Jimmy Connors ne prêtait pas les balles connues et les échanges en l'air depuis que Jean-François Caujolle, aux Internationaux 1980, lui avait longtemps tenu la dragée haute, si l'on ose dire. Caujolle avait même possédé une balle de match, menant sur le score ébouriffant de 6-3, 6-2, 5-2, 40-30 (deux mois plus tôt à Monte-Carlo, il avait été jusqu'à battre Connors).

Mais avant d'obtenir non pas une, mais deux balles de match dans sa requête, Roger-Vasselin avait dû remonter une situation très compromise, dans le troisième set, que Connors avait attaqué d'une manière plus flamboyante en prenant le commandement par quatre jeux à zéro.

Le Français se garda bien alors de « paniquer », de changer de tactique, de se précipiter au filet (il monta en tout et pour tout une fois à la volée). Le deuxième souffle, « cette brise tombée du ciel », le souleva de nouveau dans ses entreprises de longue haleine. Il refit surface au score non sans que Connors parvint à mener dangereusement 5-

4, puis 6-5. Lorsque fut venue la minute de vérité au tie-break et qu'on vit Roger-Vasselin mener à son tour par 3 points à 1, on crut alors vraiment à ses chances. Beaucoup plus encore, dans le stade retentant son souffle, quand « Christophe » eut une première balle de match à 6 points à 3, puis une seconde à 6-5. Mais cette dernière était la bonne et la foule électrisée pouvait enfin libérer les émotions qui la poignaient depuis deux heures.

Ce triomphe de Christophe Roger-Vasselin était d'autant plus sympathique que le grand faucheur, tout en jouissant de l'affection fraternelle de ses amis de l'équipe de France de Coupe Davis — au sein de laquelle il joua à Prague en 1979 — était un peu le parent pauvre des sélections.

Le voici à l'honneur à vingt-six ans pour la joie de ceux qui l'estiment.

A l'égard de Jimmy Connors, on ne peut se défendre de ressentir quelque pitié : sa tentative de gagner les Internationaux une fois de plus aura été vaine.

O. M.

LU

« PROFESSION CHAMPION-TENNIS », d'Alain Giraudo

Pour soutenir l'échange de vues

La son mat et l'ennemi des échanges, sur le court de tennis, nous envoie. Il n'y a pas si longtemps, on ne l'entendait guère qu'à la faveur d'une promenade dominicale, rythmée à travers une hale le calme d'un quartier résidentiel.

Aujourd'hui, ce battement sourd se confond avec celui du cœur de la ville. On l'entend dans le rue, au voisinage des marchés de légumes, il pénètre dans les immeubles de bureaux. Il a sa place au Café des sports, et dans le salon familial. Au club de tennis, il se dédouble en provenance de deux sources : celle des courts où s'écroulent les amoureux, celle du match des professionnels rétrogradés par le rôle, au club-house : la stéréophonie n'est pas parfaite.

Avec la Pentecôte, Roland-Garros est arrivé, annoncé par Monaco et précédant Wimbledon. Le tennis, c'est comme les archange : il y en a toute l'année et beaucoup à la pointe saisonnière. La différence, c'est que, d'une part, la télévision nous déverse à domicile les excès de jeu et de ses et, d'autre part, que le tennis fascine son monde, constellé de photos pugilistiques qui devint très vite fameux et lui rapporta un confortable revenu pendant près de quarante ans. Au cours de l'un de ses derniers voyages en Europe, Dempsey avait envisagé de s'installer sur la Côte d'Azur. Georges Carpentier, auquel il liait une amitié vieille de cinquante ans — une des plus belles pages de la fraternité sportive — l'avait détourné de ce projet. Peu de temps après, le 27 octobre 1973, Carpentier mourut. Dempsey, déjà en mauvaise santé, n'avait pu venir lui rendre à Paris ses derniers devoirs. Cet arrêt du destin l'avait frappé davantage que la fameuse « droite » au cœur, décochée par le Français, qui avait failli l'abattre, le 2 juillet 1921, au cours du « match du siècle », le premier de tous dans la légende (3).

OLIVIER MERLIN.

BOXE

La mort de Jack Dempsey

(Suite de la première page.)

Taillé dans le roc, mesurant 1,86 mètre pour 87 kilos, doté d'une allonge phénoménale, Dempsey possédait le plus beau jeu de jambes de tous les poids lourds des Etats-Unis. Il était ainsi devenu champion du monde toutes catégories à Toledo, en 1919, en terrassant pour le compte au troisième round le géant Jess Willard (1,98 mètre).

La figure un peu indienne aux yeux légèrement bridés de Jack Dempsey devint mondialement célèbre lors du match qu'il livra devant la multitude new-yorkaise (1) au pur-sang français Georges Carpentier le 2 juillet 1921, au Stadium of Jersey-City, match qu'il gagna par K.O. à la quatrième reprise. Comment les Parisiens de sa génération auraient-ils pu oublier l'événement qu'il vécut ce soir-là, incrédules et le cœur serré, en contemplant dans la nuit de la capitale les fusées blanches que faisaient cligotter les avions de la défense ?

Dempsey remit son titre en jeu deux ans plus tard au Polo Grounds de New-York face au flegmatique argentin Luis Firpo. Celui-ci avait commencé par envoyer Dempsey à l'extérieur du ring, jusque sur la table des journalistes, d'une formidable droite à la mûche. Après avoir récupéré miraculeusement pendant la minute de repos, le champion du monde était passé à une contre-attaque furiuse au second round, ne tardant pas à mettre Firpo hors de combat.

En 1926, un nouvel astre poids lourd, Gene Tunney, montait au firmament pugilistique. A la surprise générale, Dempsey fut deux fois battu par cet intellectuel du ring. La première fois, le 23 septembre 1926 à Philadelphie, devant 120 757 spectateurs (2), et sous des torrents d'eau. Dempsey perdit son titre aux

points en dix rounds, terminant littéralement épuisé. La seconde fois, le 22 septembre 1927, à Chicago, devant 104 000 spectateurs, le résultat fut identique — bien que très légitimement contesté — et mit fin à la carrière de Dempsey. Celui-ci se contenta alors de faire des exhibitions lucratives. En 1935, il se retira officiellement du ring, totalisant des gains alors considérables pour un boxeur : 10 568 114 dollars.

Jack Dempsey avait épousé la jolie star de Hollywood Estelle Taylor. Déjà, vers 1930, il avait ouvert sur Broadway un restaurant aux murs constellés de photos pugilistiques qui devint très vite fameux et lui rapporta un confortable revenu pendant près de quarante ans. Au cours de l'un de ses derniers voyages en Europe, Dempsey avait envisagé de s'installer sur la Côte d'Azur. Georges Carpentier, auquel il liait une amitié vieille de cinquante ans — une des plus belles pages de la fraternité sportive — l'avait détourné de ce projet. Peu de temps après, le 27 octobre 1973, Carpentier mourut. Dempsey, déjà en mauvaise santé, n'avait pu venir lui rendre à Paris ses derniers devoirs. Cet arrêt du destin l'avait frappé davantage que la fameuse « droite » au cœur, décochée par le Français, qui avait failli l'abattre, le 2 juillet 1921, au cours du « match du siècle », le premier de tous dans la légende (3).

OLIVIER MERLIN.

(1) 80 153 spectateurs payants.
(2) Assises record à l'époque où la T.V. n'existait pas.
(3) Dempsey avait déclaré en 1966 au cours d'un gala à New-York : « Au deuxième round de notre match, j'ai été K.O. debout sans que nul autre que moi le sache. Carpentier n'avait qu'à me pousser, le terrain tombé il fallait bien qu'il l'apprenne avant que je ne meure ».

LES RÉSULTATS DU MARDI 31 MAI

SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale
Christophe Roger-Vasselin (Fr., 130) b. Jimmy Connors (E.-U., 1), 6-4, 6-4, 7-6 ; Yannick Noah (Fr., 6) b. Ivan Lendl (Tch., 3), 7-6, 6-2, 5-7, 6-0.

SIMPLE DAMES

Quarts de finale
Andreas Jaeger (E.-U., 4) b. Gretchen Rush (E.-U., n.c.), 6-2, 6-2 ; Chris Evert-Lloyd (E.-U., 2) b. Hanna Mandlikova (Tch., 9), 6-6, 6-3, 6-2.
* Entre parenthèses figurent les classements A.T.P. des joueurs et W.T.A. des joueuses.

A LA TÉLÉVISION

MERCREDI 1^{ER} JUIN

TF 1
- En direct 15 h à 18 h : quarts de finale messieurs (McEnroe-Willander, suivi de Vilas-Figueroa).
- Résumé à 22 h 50.

JEUDI 2 JUIN

TF 1
- En direct : 14 h à 18 h : demi-finales dames (M. Jauovec-J. Durie, suivi de C. Evert-Lloyd-A. Jaeger).
- Résumé à 23 h 10.

gauthier
FRANCE

Grand Tennis
Mid-Size
Traditionnel

UNE GAMME COMPLÈTE DE RAQUETTES



10^e ANNIVERSAIRE BRADERIE DE PARIS

27 MAI - 5 JUIN C.N.I.T. PARIS/LA DEFENSE

TOUTS LES JOURS DE 11H A 22H
SAMEDIS DIMANCHES LUNDI JUSQU'A 21H

UNE ANIMATION PERMANENTE
avec l'Office de Tourisme de la ville de Paris et Radio Service Tour Eiffel. Des voyages au Pays de Galles en Pub Hôtel offerts par Brittany Farries. Jaux S.N.C.F. Concours de rock et de chant amateur.

UN RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES
pour les consommateurs. Un coin boutique et des nouveautés : Sports et loisirs, Vélos d'intérieur, Planches à voile, Equipements moto.

ROMO 07/83

55.5 من الال

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MUNICH

LE FESTIVAL DU THÉÂTRE

Joutes franco-allemandes au Jardin Anglais

Le Festival de Munich (1) est le seul à avoir pu inviter hors de France le Théâtre du Soleil avec ses Shakespaires, et Patrice Chéreau avec *Combat de nègre et de chiens*. Il y avait également les *Petites Filles modèles*, par Antoine Vitez, *Léonce et Léna* par les Fédérés, l'*Enlèvement* par l'Ensemble de Marseille, les *Blouses*, par Jérôme Deschamps, et Farid Chopel, Colette Magny, Yvette Theraulaz, Michel Harmon pour les « mid-night shows ».

Le public est veiné, traductions en main, avec une avidité redoublante, et pas seulement chez Ariane Mnouchkine et Patrice Chéreau, pour qui c'était la ruse. « Je vais tout voir, a dit un spectateur, qui d'ailleurs parle un peu français, parce que c'est différent, plus coloré. Oui, même *Combat de nègre et de chiens*, plus vivant. J'y vais systématiquement pour connaître, on n'a jamais de tournées ici, pas pour le théâtre ».

En plus des spectacles français, une trentaine de pièces contemporaines ont été traduites. A part Ionesco, Sartre, Camus, Anouilh, le seul auteur dont on semble connaître ici le nom est Jean-Claude Grumberg, régulièrement édité. Les pièces ont été proposées à de jeunes metteurs en scène. Ils ont choisi Bruno Bayen : *Schlimmann*, Denise Chalem : *A cinquante ans elle découvre la mer*, Simone de Beauvoir : *La Femme rompue*, Bernard-Marie Koltès : *La Nuit juste avant les forêts*, René Kalfus : *Le Pique-nique de Charlotte*, qui raconte la dégradation du fascisme, à travers une dérisoire cérémonie du souvenir en l'honneur de Mussolini et de sa maîtresse Clara Petacci.

Dans la réalisation de Jutta Waschmann, les grands bourgeois qui se complaisaient dans leur nostalgie sont devenus des forains, des gens frustes dont les rapports de force ont un côté brutal, vital, primitif. Pourtant elle a présenté le spectacle non sous un chapiteau, mais dans une toute petite salle. Son rêve est de monter l'œuvre-fléuve de Karl Kraus, les *Derniers Jours de l'humanité*. « Bon, dit-elle, puisque je ne pouvais pas me battre contre la guerre, j'ai voulu dénoncer le fascisme. La pièce de Kalfus m'a plu parce qu'elle n'est pas linéaire et qu'elle permet l'humour. Ce n'est pas si souvent le cas ici ».

Des spectacles français, elle a retenu avant tout le « plaisir visuel affirmé ». De même Sigrid Herzog, qui a choisi la *Nuit juste avant les forêts*. Elle rêvait du livre de Guyotat, *Tombent pour cinq cent mille soldats*, mais « c'était trop dur, trop cher, trop compliqué. Malgré tout, je n'ai pas voulu laisser passer la chance. J'aime la pièce de Koltès parce qu'elle est complexe et qu'elle permet un jeu physique. Le théâtre allemand est trop souvent cérébral ».

Sigrid Herzog — elle est la sœur de Werner — n'a pas envie de travailler à l'intérieur d'une institution. Elle en connaît les problèmes, elle a dirigé l'entraînement corporel des acteurs chez Peter Stein, entre autres, et dit qu'il faut être vraiment très fort pour ne pas se laisser neutraliser.

Les défauts de centralité excessive et de pesante gravité se sont trouvés réduits dans la *Médée*, jouée par Eva Mathe, qui a souhaité, elle aussi, échapper à l'institution comme au cinéma, et a formé son « groupe ». Mais son spectacle ressemblait à un catalogue de tics : costumes sans époque, misérabilistes, jeu ébuchoté, pontifiant. Décevant également le show d'Armin Mueller-Stahl, malgré sa présence émouvante. Ce grand comédien — on l'a vu dans *Lola*, de Fassbinder, on peut le voir dans *L'Homme blessé*, de Patrice Chéreau — vient de l'Est. C'est la première fois qu'il se présente à l'Ouest comme interprète de chansons.

Pour la plupart, il en est l'auteur. Elles nous paraissent déviantes, loin de nous et de ce qu'on entend dans le même domaine en République fédérale. A travers la chanson, cet art de l'air du temps, on reçoit brutalement cette vérité qu'on nous rassure : il n'y a plus d'Allemagne coupée en deux, mais deux pays qui n'ont en commun que la langue. Comme si leur passé commun était une simple histoire livraque.

Des rapports de domination

Le festival n'a pourtant pas été le tombeau des stars. Il y a eu, dans un splendide parterre d'œuvres aux couleurs fraîches, *Nelken*, par Pina Bausch, enchaînement de séquences burlesques, violentes, dures, étonnantes, fondées sur des rapports de domination, avec des moments fascinants de cruauté ambiguë. On en reparlera puisque le spectacle doit venir à Avignon, ainsi que *Clara S.*, une sorte de réverie dans laquelle Elfriede Jelinek dénonce le fascisme-machisme grâce à un D'Annunzio couvert de femmes, à qui Clara Schumann vient demander de l'aide. La mise en scène est d'Ulrike Ottinger dans la façon flouïon grinçant de ses films.

On aura pu découvrir un jeune metteur en scène : Michael Simbrück, qui a été l'assistant de Bob Wilson et a appris de lui la magie des images simples, le mystère des séquences fantastiques et le temps du rêve. On aura découvert, parce qu'il n'est jamais sorti d'Allemagne, un homme étrange, chorégraphe au Théâtre de Heidelberg : Hans Kresnik. Sur une musique de Walter Haspel, il a donné un spectacle de théâtre-dance : *Mars*, d'après le livre de Fritz Zorn, biographie d'un jeune homme prisonnier d'une famille, à ce point pétrifié dans sa morale des convenances qu'elle le détruit.



plus sûrement que le cancer qui ronge son corps. Un piano funèbre roule entre les rideaux noirs. Les personnages se tordent dans des attitudes exagérées qui se répètent — violence morbide, litanie de fureurs obsessionnelles. Hans Kresnik apparaît lui-même comme un prisonnier qui, tout en sachant que c'est inutile, secoue ses barreaux, se tape la tête contre les murs.

Il accorde l'interview et pose question sur question, raconte sa famille, ses débuts comme danseur chez Balanchine : « Porter les danseuses, faire des gestes sans savoir pourquoi ! Quand on a dansé dix fois Apollon, on s'ennuie. Comme homme, je me sentais ridicule ». Il répète : « Je suis un homme », boit de la bière, s'intéresse aux conditions de travail en France, vitupère contre les journalistes, les chorégraphes américains, les missiles, la politique (« J'ai été expulsé deux fois d'Allemagne »), sourit avec grâce quand il sent que la colère l'a mené à l'insulte, s'attriste et dit qu'il va prendre sa retraite en Autriche (il est Autrichien) et boire. Chez lui, la hargne et l'inquiétude s'unissent comme deux rivières pour former un grand fleuve de révolte débridée qui porte le spectacle et lui donne sa sombre beauté.

Et les spectacles français ? Il a eu un geste vague. Le festival franco-allemand a cependant opéré un miracle : les enthousiasmes d'un metteur en scène pour un autre metteur en scène, ceux de Syberberg pour Ariane Mnouchkine : « Je suis heureux que ma fille, qui a quinze ans maintenant, ait pu voir Richard II et la Nuit des rois, qu'elle ait la chance d'aimer le théâtre à travers des spectacles aussi parfaits ».

COLETTE GODARD.

(1) Le Festival de Munich s'est tenu du 16 au 29 mai. Il est financé par la ville et par la firme BMW. Cette année, il a été soutenu et coproduit par l'Action artistique, le Centre national des lettres, le ministère de la culture, car il célébrait le vingtième anniversaire des accords franco-allemands.

BARCELONE

La « période bleue » de Miro

Il a aujourd'hui quatre-vingt-dix ans et rêve dans son grand atelier de Palma de Majorque où il ne peut pour ainsi dire presque plus, n'y voyant guère. Toute sa vie Miro avait rêvé d'un grand atelier, non pour la lumière du nord dont il se moque, étant un inventeur d'images, mais pour avoir de l'espace. Pour étaler ses tableaux afin de pouvoir les regarder de loin, savoir où il va, ce qu'il fait...

A présent il s'y rend sans but précis pour rôder parmi les petites fantômes auxquels il a donné le jour, retrouver leur intimité qui le quitte. Toute sa vie Miro s'est rendu dans son atelier — petit ou grand — sans jamais savoir ce qu'il allait peindre. Antoni Tàpies, qui le connaît bien, le dit dans un texte du catalogue de cette exposition qui rend hommage au vieux maître catalan, dont l'art fut d'un bout à l'autre marqué par la jeunesse et la fraîcheur d'expression.

Les œuvres réunies dans ce musée Miro, bâti sur le haut d'une colline de Montjuïc dominant le paysage de Barcelone, sont rares. Jamais elles n'avaient été rassemblées comme cette fois sur le thème langoureux du peintre. C'est Miro, au moment où il devient Miro, le peintre de la modernité poétique... Jusque-là c'est un artiste local très pauvre, mais très curieux, s'informant dans les revues pour tenter de sortir de cet impressionnisme catalan auquel nul peintre n'échappe à Barcelone, en regardant avec lenteur et application du côté des volumes cassés du cubisme tardif.

Pour lui, l'arrivée dans la ville, en 1917, de Picabia qui

fuyait la guerre, en même temps que Robert Delaunay, change tout. Il est pour la première fois en contact direct avec l'art d'avant-garde. Ça lui donne des idées, l'œuvre de ce Picabia qui fait des tableaux modernes dans la joie, avec presque rien, lui qui s'échine péniblement à peindre en détail et d'après nature un monde de figures et d'objets naïvement modifiés.

Ce Miro-là est tout entier dans la *Femme*, de 1923, tableau commencé dans la maison familiale de Montroig et achevé plus tard à Paris. On n'avait jamais vu en Europe cette œuvre depuis qu'il l'avait vendue cinq mille francs à Hemingway au temps où tous les deux jouaient les expatriés à Paris, l'Espagnol dans un total dénuement et l'Américain bénéficiant — à l'époque aussi ! — d'un taux avantageux du dollar.

La *Femme* montre un Miro encore intégré à la catalanité rurale, sensible au poids des choses, le contraire du Miro à l'hélium typique des années suivantes, où une clarté et pimpante couleur perd son assise terrienne, prend l'air et s'envole au gré des courants de la poésie parisienne matifiée de souvenirs du pays, avec ses drapés et ses chapeaux rouges. S'il en était resté à la *Femme*, tableau dans lequel les Catalans voient un fort symbole de leur culture traditionnelle, Miro n'aurait été qu'un peintre régionaliste, sensible aux valeurs du bien-peindre, mais il aurait probablement laissé dans l'ombre l'artiste éclatant qu'il est devenu à Paris au contact des poètes qui lui ont indiqué la voie latente de l'imaginaire vagabond.

Des rêves reportés au carré

Il avait un tout petit atelier au 45, rue Blomet, séparé par une simple cloison de celui d'André Masson, grand intellectuel dont les conversations lui ont ouvert les perspectives inconnues de la ligne légère dans l'espace pictural. Rue Blomet, Miro, le peintre d'après nature de Montroig, ne peint plus que d'après ses rêves. Il en a d'autant plus la tête pleine que son ventre est vide : la faim — quelques figues et une rondelle de saucisson un jour sur deux — accroît son pouvoir fantasmagorique. Il a en fait des hallucinations durant ces années de misère et de quête de salut par la peinture. Tout est dit dans le monde éclaté du *Carnaval d'Arlequin* (1924-1925), tableau peuplé de mille petits objets et personnages non identifiés.

Ses carnets de dessins que conserve le musée de Montjuïc nous éclairent sur sa manière de procéder. C'est sur ces petites feuilles de papier que Miro d'abord se livre, dessine, efface, recommence... avant d'agrandir ses trouvailles au carré pour les reporter à la manière des peintres académiques sur la toile finale. Là il ne se permet aucune fantaisie. Il travaille en manieque, se contente de transcrire proprement les frémissements surgis dans ses feuilles.

La peinture est une thérapie : l'éclatement schizophrénique du *Carnaval d'Arlequin*, une fois formulé, s'oriente peu à peu dans les œuvres suivantes vers l'unité. La fièvre étant tombée, l'espace pictural se calme, se simplifie, il s'y passe peu de chose. Le rêve tient à quelques lignes serpentine naviguant dans un nuage de matière tout bleu. L'azur domine la peinture de ces années, et l'accrochage de l'exposition le

fait spectaculairement apparaître dans la succession de la *baïnette bleue*, de la *Sieste bleue* et d'autres peintures, où compositions également bleues, chaque tableau ayant à ses côtés le poisson-pilote du dessin préparatoire.

Miro, en ces années 20, rêve bleu, il est dans des nuages d'avant pour montrer que quelques lignes fragiles que le moindre souffle fait vibrer. De grands aplats de couleur plus uniformes, opaques, le ramènent à terre et lui font retrouver la ligne d'horizon où un petit chien aboie à la lune.

Pendant ces années de découverte du langage plastique, de schématisation des formes par la ligne souple (ce qu'Arp avait certes exploré avant lui, mais sans sa baroque énergie), Miro avait travaillé en artisan de la poésie, n'avançant qu'à coup sûr, une fois ses trouvailles faites sur les petites feuilles de papier sans importance. C'est plus tard, dans sa maturité, comme on peut le voir dans les œuvres récentes, galerie Adrien Maeght, que Miro a laissé aller sa spontanéité directement, sur la toile même, prêt par un sentiment obscur qui lui fait constamment inventer ses techniques et trouver l'expression juste. Mais, en ces années, c'est le militant catalan qui s'exprime, brutal, en colère, romme pour dire qu'il n'est pas celui qu'on pense : l'artiste absent dans son rêve, vivant dans ses ouages...

JACQUES MICHEL.

* Joan Miro, aux années 20, au Musée Miro de Montjuïc de Barcelone, à l'occasion du 90^e anniversaire du peintre. Exposition organisée par Rosa Maria Malet.

* Miro, œuvres récentes. Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac.

Les enjeux du succès

NAPOLEON a campé dans le Jardin Anglais de Munich où, pendant deux semaines, des Français sont venus jouer au théâtre. Habituellement on y promène à bicyclette, on y boit de la bière, on s'y baigne nu dans la rivière... Mais sont venus le froid et la pluie. Les alliés soigneusement entretenus ont viré au cloaque. Le vent a fait tourner le parfum des fleurs d'ognon sauvage autour des chapiteaux, où se donnaient la plupart des spectacles. Pour les autres, ceux qui ne pouvaient pas s'adapter à la piste, on avait trouvé des entrepôts, une gare désaffectée. Tout sauf les salles de théâtre qui ne manquent pas pourtant à Munich.

Le festival ne s'oppose pas par principe aux institutions, il a été créé — en 1977 — pour donner l'exemple d'une alternative possible, en offrant aux « groupes libres » une audience inhabituelle et depuis l'air dernier des coproductions. Les groupes libres sont les cousins germains de nos compagnies indépendantes. Leur existence est encore plus aléatoire, puisqu'ils naissent en marge des salles officielles et qu'ils sont plus nombreux, plus puissants, plus riches que chez nous, malgré — effet de la crise — des subventions diminuées.

Le festival met côte à côte l'établissement et les autres, venus d'Allemagne et de l'étranger, sans esprit de concurrence, pour rendre compte des mouvements de la vie. Il répond sans aucun doute à l'attente d'un public qui n'est pas frustré : Munich est une capitale culturelle, un centre d'activités très importantes au cinéma, au théâtre, à la télévision. Le nombre de spectateurs augmente chaque année autour de deux cent mille pour 1983. Ils ne sont pas, nous dit-on, les abonnés des théâtres installés : ils achètent leurs billets par avance, font confiance au festival, qui — signe de maturité ? — s'est fait pour la première fois violemment attaquer.

Les programmes officiels près des roulettes qui servent de bureaux sont bariolés de graffiti : « Qui est concerné ? ». Des tracts ont été distribués : un « off expérimental » a été organisé à l'université ; la radio a donné en direct un débat

contradictoire qui a duré deux heures. Une partie de la presse munichoise s'est déchaînée, attaquant personnellement le directeur, Hans-Georg Berger : parce qu'il a réalisé une mise en scène (1) : parce qu'il est « républicain » ; parce qu'il n'a pas de projet artistique ; parce que son projet artistique est trop ambitieux...

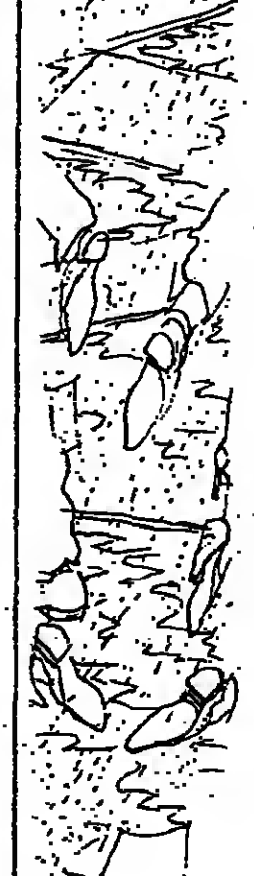
Une question revient, plus ou moins clairement exprimée : est-ce que Munich a vraiment besoin d'un festival international — en arrière-plan effluve le chauvinisme. Les journaux en tout cas répondent oui. On a même rencontré une spectatrice exaltée, qui voulait fonder une association des « amis du festival ».

« Il devrait y en avoir de semblables partout, dit Benjamin Henrichs, critique dramatique à l'hebdomadaire *Zeit*, qui changerait un peu les perspectives. Actuellement, le « mouvement » du théâtre allemand dans son ensemble, c'est l'absence de mouvement, le repli. Les hommes de théâtre se disent qu'on est parti pour une longue période de conservatisme et qu'ils seront bien vieux quand Helmut Kohl laissera sa place... Naturellement, si les villes et les régions doivent faire un choix budgétaire, supprimer un festival est moins risqué que fermer un théâtre dont les abonnés sont des notables, une entreprise qui fait travailler des centaines d'employés bien syndiqués ou en licencie quelques-uns. En Allemagne, les villes et les régions dépendent tellement d'argent pour le théâtre qu'elles lui accordent une grande attention ».

Phénomène classique : le succès d'une manifestation dont l'existence dépend des subventions fait sa fragilité. Les détracteurs de fonds ont envie de la contrôler et de s'en servir. Elle devient un enjeu. Et les pressions se font d'autant plus vives que se préparent les élections municipales.

C. G.

(1) *Steaming*, de Nell Dunn, l'un des seuls spectacles drôles du festival, et admirablement joué.



ISTANBUL

CIVILISATIONS ANATOLIENNES
DE LA PRÉHISTOIRE A NOS JOURS

Les maillons de la chaîne

L'ÉGLISE Sainte-Irène, Hagia Erene, un des premiers sanctuaires de Byzance, le plus important après Sainte-Sophie. Hagia Sophia, avec laquelle elle communique, ne fut pas convertie en mosquée après la conquête ottomane, mais on l'utilisa comme arsenal, puis elle abrita un musée militaire, que personne du reste ne visitait en dehors de la période du festival où on y donnait des concerts.

Aujourd'hui débarrassée de ses armes, consolidée, nettoyée, elle a retrouvé beaucoup de sa noblesse pour accueillir la première partie de la grande mise en perspective historique des civilisations anatoliennes, la plus importante des expositions et celle qui donne véritablement la dimension internationale à l'ensemble des manifestations d'Istanbul.

Huit mille ans d'histoire

Elle couvre en effet quelque huit mille ans de préhistoire, d'histoire et d'art, depuis les outils et les armes de l'âge néolithique jusqu'au plat d'argent de l'époque byzantine, en passant par les disques solaires et les dieux sculptés dans la pierre des Hittites, les pots en forme d'animal des Phrygiens, les pieds de rosettes, les chapiteaux éoliques, les céramiques à décor géométrique, les vases corinthiens, les korymbes et quarante-deux portraits romains jalonnant tout l'empire.

C'est une expérience muséographique d'envergure, parfaitement réussie, dans un monument ancien, où la disposition des vitrines ne dénote pas l'espace architectural, d'une part, où d'autre part le parcours (et quel parcours) est clair et correctement balisé, où les reconstitutions, les repères, les documents (nécessaires, croyez-le) ne gênent pas la vision pour elles-mêmes des pièces venues souvent des fins fonds de la Turquie. Des pièces qui ne sont pas toutes forcément les plus spectaculaires qui aient vu le jour au-delà du Bosphore — on ne pouvait tout de même pas déplacer murs et montagnes ni ramener de Londres le grand autel de Pergame — mais qui représentent souvent des découvertes récentes majeures, éclairant certains points obscurs d'une histoire compliquée.

dont on voudrait maîtriser toutes les articulations. Et parmi lesquelles on trouve des chefs-d'œuvre depuis longtemps répertoriés.

L'écarter, le profane, l'esthète, le spécialiste... chacun peut donc y trouver son compte, ce qui relève de la performance. L'écarter et le profane liront soigneusement les panneaux et apprendront à situer les grands moments de ce formidable panorama. L'esthète jublera devant quelque idole au corps en violon, quelque vase au galbe parfait, quelque très juste représentation animale, ou quelque pli coté de vêtement archaïque. Quant au spécialiste, il ira droit à sa période préférée, comptera les vitrines et les œuvres qui lui sont attribuées, et jugera si sa partie est comme il faut prise dans la chaîne des civilisations anatoliennes, ici pour la première fois toutes mises en perspective, sinon toutes minutieusement étudiées.

L'exposition a ses points forts et ses faiblesses, qu'en jugeront-ils ceux qui nous sommes nous n'aurions pas envisagés de la sorte. La Byzance de l'histoire turque, c'est Hattusa, la capitale du premier grand empire hittite, et symbole d'une possible unification politique et culturelle de l'Anatolie. Et c'est sur cet empire, sa naissance, ses développements tardifs, et sur les nombreux royaumes qui se sont épanouis sur le territoire anatolien après eux, que l'accent est mis. Tandis que notre Byzance et ses mille ans d'histoire tiennent à Sainte-Irène, en une travée de 24 mètres de long. Ce qui, au dire des byzantologues étrangers, représente un immense progrès.

Ekmek Akurgal, une des figures de l'histoire de l'art et de l'archéologie en Turquie, reconnaît (1) que, de par sa configuration, l'Anatolie n'a pas connu jamais été le terrain approprié à l'éclosion d'États puissants ni de civilisations aussi brillantes que celles qui se sont épanouies en Égypte ou entre le Tigre et l'Euphrate, mais que, par contre, grâce à l'émulation de nombreuses petites principautés qui se sont affirmées en toute indépendance et ont produit à l'est, à l'ouest comme au centre de la péninsule, des œuvres parfaitement originales, elle semble avoir favorisé la naissance des civilisations les plus importantes de l'histoire.

Notre histoire. C'est bien dans cet esprit qu'il faut lire le sigle qui coiffe

toutes les manifestations d'Istanbul : ces deux petites idoles accablées trouvées à Alaca Höyük, et qui datent du troisième millénaire avant J.-C., ainsi que l'insistance renouvelée avec laquelle sont présentées les statuettes de déesses-mères.

Tout le gros travail passionné que les spécialistes turcs ont fait pour réarticuler leur passé est pensé et présenté, combien de fois ne faut-on pas entendu dire, lors des journées inaugurales, non seulement comme un héritage personnel, mais aussi comme « le bien de toute l'humanité ».

En fait, l'exposition reflète des années de recherches et d'investigations au plus profond du sol anatolien, recherches lancées et stimulées par le grand patron Atatürk, dont la déclaration, « Une nation qui n'est pas pleinement consciente de son passé ne peut avoir la pleine maîtrise

de son avenir » trouve ici aujourd'hui son illustration.

On doit pouvoir contester au moins en partie la vision turque de l'histoire, mais, après tout, peut-être pas plus que celle qui dans nos universités a longtemps prévalu, à savoir, grosso modo, que l'Anatolie n'aurait fait que subir invasions et influences de toutes parts.

C'est depuis la dernière guerre que les archéologues turcs ont entrepris sérieusement de fouiller eux-mêmes leur sol. Ils n'ont pas cherché à récupérer les grands sites prestigieux de la côte ionienne-supérieure depuis le milieu du dix-neuvième siècle, puis fouillés régulièrement depuis le début du vingtième par des missions étrangères : Ephèse, Milet, Didymes, Pergame, Priène, Halicarnasse... Troie.

Ils ont travaillé sur les sites néolithiques, hittites, phrygiens. Après Alaca Höyük, où ils avaient commencé à fouiller dès les années 30 (à la demande d'Atatürk), ils sont allés notamment à Kültepe (à partir de 1948), où ils ont trouvé les premiers documents écrits d'Anatolie (en cunéiforme). Puis ils ont déplacé leurs équipes vers le sud-est pour suivre les développements et la fin de l'empire hittite. En même temps, ils ont étudié dans les villes de la côte ionienne le moment de la fondation des colonies grecques (lancées Smyrne, Érythrée, Phocée, Kaunos...). Maintenant, ils participent avec des équipes internationales aux fouilles d'égences indécouvertes par l'installation du barrage de Keban, sur l'Euphrate. Vers la côte sud, ils sont à Pergé, Side, notamment, à l'est, près du lac de Van, à Cevusapa. Ils ont Aphrodisias, un

des plus remarquables sites d'époque romaine, où, depuis 1960, le professeur K.T. Erim a mis à jour des théâtres de sculptures de grande qualité, et dont on voit plusieurs exemples à Sainte-Irène.

Depuis peu les Turcs ont ouvert des chantiers à Pasa, Cizne, Apollon Smintheos, tandis que les missions étrangères consacrent leur travail de recherche et de restauration (2). Cizne Ephèse, bien sûr, où les Autrichiens, avec de gros moyens (privés) et beaucoup d'intelligence, continuent de remonter la bibliothèque de Celsus (ils en ont au troisième étage) et de dégager les riches maisons décorées de peintures. Cizne Sardes, où les Américains ont restauré la paléstra et la synagogue attenant, faisant du site quelque chose d'assez hollywoodien, pour le bonheur des touristes; et Xanthos, la capitale lycienne, pour mentionner la présence des Français en Anatolie (3), où les professeurs F. Demargne et M. Metzger ont mené d'importantes campagnes depuis 1950, et trouvé notamment cette stèle trilingue permettant de déchiffrer l'écriture lycienne (en 1973); et où il faudrait beaucoup d'argent pour que Christian Le Roy puisse poursuivre les investigations dans la zone du Létion.

L'Anatolie, étudiée, fouillée (régulièrement et sérieusement), pillée aussi depuis plus d'un siècle, n'a encore beaucoup de richesses et de secrets à révéler. Le symposium international où tous les archéologues présents sur le plateau devaient faire état de leurs travaux de 1982, la prouve assez. Et l'exposition de Sainte-Irène, aussi importante soit-elle, ne festoie qu'un aspect-gout de ce que l'on peut trouver in situ et dans les musées d'aujourd'hui. Les richesses des sites, des ruines, qui sont parmi les plus belles qui soient.

GENEVIEVE BREERETTE.

(1) L'art en Turquie, 1981, Office du livre, Fribourg, Société française du livre, Paris.

(2) Annuaire, soixante-quinze sites sous l'égide de fouilles en Anatolie, dans cinquante crédits par des archéologues turcs. Il y a quinze ans, le rapport était inverse.

(3) Outre Xanthos, les Français étudient les sites de Pasa, sous la direction d'O. Fellous, et de Myranchik (sous la direction d'E. Laroche), mais il est à craindre que les travaux s'arrêtent, faute de crédits.

L'UNESCO EN CAMPAGNE

Sauver Istanbul et Göreme

Istanbul se dégrade, chaque année un peu plus. Ce n'est pas original de le dire. Si cela continuait, on se pourrait même plus gaudir de l'Anatolie de cette ville, car elle serait engloutie sous les eaux de la mer. Les autorités turques ont, semble-t-il, véritablement conscience de cette menace : l'exposition des « Civilisations anatoliennes » le montre, qui a été l'occasion de restaurer, de rénover, de consolider plusieurs monuments, et des lois sont à l'étude qui faciliteraient la tâche d'entretien qui revient aux propriétaires de palais et de maisons anciennes.

Il y a des choses sur lesquelles on ne peut revenir : les grandes perches « hautes-montées » dans l'échec du développement des fouilles et des vestiges sur les pentes des collines, inspirées des « plans régulateurs » de M. Prost, urbaniste français; les grands hôtels de luxe qui, comme Taksim, cassent le paysage; les souverains des mosquées, de la terre, du ciel et des eaux, mais offrent aux hommes d'affaires, aux congressistes de tout poil et aux touristes fortunés des vues imprenables sur le Bosphore dorénavant balisé de trois ponts (sans compter les pontons de la pétrolierie romaine entré en collision avec un cargo grec en 1979 et dont l'explosion avait alors ébranlé tout le palais de Topkapı).

Mais il reste à faire pour que les promoteurs ne profitent pas un peu plus des lacunes et de la dégradation des villes pour en tirer profit pour ouvrir des garages, pour que la ville conserve ses palais, ses églises,

ses musées. Ne parlons pas des mosquées détruites par le feu ou les rénovées. Les autorités turques ont, semble-t-il, véritablement conscience de cette menace : l'exposition des « Civilisations anatoliennes » le montre, qui a été l'occasion de restaurer, de rénover, de consolider plusieurs monuments, et des lois sont à l'étude qui faciliteraient la tâche d'entretien qui revient aux propriétaires de palais et de maisons anciennes.

Un casino au cœur des ruines

Plus sûr, la situation économique dans le pays est trop difficile pour que, à lui seul, cela-ci ne vienne à l'esprit. Les autorités turques ont, semble-t-il, véritablement conscience de cette menace : l'exposition des « Civilisations anatoliennes » le montre, qui a été l'occasion de restaurer, de rénover, de consolider plusieurs monuments, et des lois sont à l'étude qui faciliteraient la tâche d'entretien qui revient aux propriétaires de palais et de maisons anciennes.

A Istanbul, il n'y a d'ailleurs la pollution de la Corne d'Or, des fumes de laquelle montent des odeurs qui n'ont rien de celle de l'eau de rose et qui seraient probablement fait Pierre Loti lui-même; de protéger et de restaurer les ruines de la ville, les silhouettes de la mosquée de Süleymaniye (pour les auteurs de l'ère), les palais de Yildiz et bien sûr celui de Topkapı.

A Göreme, c'est contre l'érosion naturelle qu'il faut lutter, sans compter les dommages occasionnés par le trop-plein de touristes engouffrés dans les grottes de la cathédrale d'églises peintes, et ceux qui peuvent entraîner les déformations des équipements hôteliers; des efforts comme à Pamukkale, où l'on a carrément installé un casino et une piscine au cœur des ruines de l'ancienne Héracée, sont toujours à craindre.

Le programme de l'UNESCO prévoit, en Cappadoce, la restauration de caravansérails adjoints et de plusieurs églises peintes de grande envergure d'art byzantin, notamment celles d'El Nazar, de la vallée de Zelve, de Kilicli, ainsi que l'église Sombre, l'église à la Pomme, l'église Barbare.

G. B.

AMERICAN CENTER
261, bd Raspail (14) - 321-4220
LUXURIANCES
LAURA BLAW
HARMONY HAMMOND
JANIS PROVVISOR
Vernissage le 1^{er} juin
à partir de 19 heures
Du 1^{er} juin au 8 juillet
lundi au vendredi 12 h-19 h
samedi 12 h-17 h

GALERIE DE LA COUR DE VARRON
42, rue de Varron, 75007 Paris
Autour de 1900 FEMMES...
25 mai - 30 juin
Galerie SAMY KINGS
54, rue de Varron - Paris 7 - 261-29-07
Victor BRAUNER
Tableaux, céramiques originales
25 MAI - 14 JUILLET

GALERIE ARIEL
143 bd Haussmann Paris 8
MARFAING
JUN

LUMIÈRES SUR LA PEINTURE
XIX^e et XX^e SIECLES
11 MAI - 16 JUILLET
SCHMITT
396, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS
TEL. : 260-36-36

MAIRIE ANNEXE DU IV^e
Place Beudoyer
CANOVA et PARIS
244 dessins
26 mai-10 juillet
du 10h à 19h, de 11h à 18h
sur rendez-vous gratuits

SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX ARTS
SALON 1983
Grand Palais des Champs-Élysées
29 Mai - 19 Juin

GALERIE MEDICIS
23, place des Vosges, PARIS (4)
278.24.83 et 278.21.19
OGIER
Huiles et aquarelles
jusqu'au 14 juin
Tél. de 14 h à 19 h dimanche compris

GALERIE LEMPEUR
61, rue Bonaparte, PARIS Saint-Sulpice - Tél. : 326-97-10
CHABAUD
31 mai au 24 juin

FÊTE DE L'ÉTÉ DE LA RUE GUENEGAUD
jeudi 2 juin
de 18 h à 24 h

Galerie Vanuxem Dabin
134, rue de Flandre-Saint-Honoré - Tél. 359-72-18
JUSQU'AU 18 JUIN
Tous les jours, de 10 h à 13 h et de 15 h à 19 h, sauf dim. et lundi mat.

CENT-NEUF
PEINTRES et SCULPTEURS
GRAND PALAIS
L'ART ET LE SPORT
31 mai-19 juin, au du Président-Wilson, Paris. De 11 à 20 heures

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE
LIDO
COCORICO
20h
Dîner Dancant
Champagne et Revue
370 F
22h30 et 0h30
Champagne et Revue
255 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS

du 31 mai au 4 juin
GRANDE SEMAINE DU JAZZ
Projection de films d'archives
Triptyque Quartet
+ 1 concert par jour
2 formules:
consommation et concert: 90 F
menu: 180 F
Le Gotham
Hôtel Nova-Park Elysées
51 rue François Ier, 75008 Paris
562.63.64

NOUVELLE REVUE
Bal du Moulin Rouge
20h Dîner Dancant
Champagne et Revue
370 F
22h et 0h
Champagne et Revue
255 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS
MONTMARTRE-PLACE BLANCHE-604.00.19 ET AGENCES

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - 8^e École
un expressionniste danois
WILIAM SKOTTE OLSEN
Peintures et eaux-fortes (1966-1982)
Tél. de 12 h à 18 h, dim. et fêtes de 10 h à 18 h
Entrée libre - 06 2 30 00 00 3 JUILLET

DU 4 AU 26 JUIN
EXPOSITION-RÉTROSPECTIVE
"PEINTRES et SCULPTEURS RUSSES DE FRANCE"
HOTEL de MALESTROIT 2, Grande-Rue
94360 BRVY-S/MARNE
Tous les jours de 14 h à 19 h
Tél. : 881-34-14

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS
13 peintres et sculpteurs
27 MAI - 10 JUILLET 1983
Salle Saint Jean - Hôtel de Ville de Paris

galerie taménaga
GUIRAMAND
26 mai 25 juin
18 av. Matignon 75008 Paris 266 61 94

السلامة من الحرائق

une image plus douce, qui en masquerait une autre et ferait oublier les purges dans les universités, sans parler du reste. Comment ne pas voir là une grande démonstration politico-culturelle qui redonne à la Turquie meurtrie et divisée une image de marque : celle d'un pays qui peut s'enorgueillir de n'être pas un sacro-saint mesquin que l'on croit souvent qu'il est, et d'avoir su engranger, produire et créer des œuvres originales, aussi loin que l'on remonte dans son histoire.

L'inauguration des expositions, dont les comptes ne sont pas encore faits, mais dont on sait déjà que la Turquie y a investi de 300 à 500 millions de livres, était précédée par le lancement d'une campagne internationale pour la sauvegarde d'Istanbul et de Göreme, et suivie d'un symposium tout aussi international (du 23 au 27 mai) sur l'état des fouilles et des recherches conduites par les archéologues et les historiens en Anatolie au cours de l'année 1982.

G. B.

ISTANBUL

LA DIX-HUITIÈME EXPOSITION
DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les chemises du calife

A peine débarqué à Istanbul — puisque même le Petit Larousse écrit maintenant Istanbul à l'anglo-saxonne de préférence à Istanbul, nous reviendrons à Istanbul, mot qui s'insère si bien dans la phrase française et qui est tout de même plus commode que Constantinople, terme long comme l'orient-Express... — un monsieur du Conseil de l'Europe m'a glissé

déployer, ou alors les visiteurs, notamment étrangers, n'auraient pas été légion. En 1980, quand les généraux ont déposé les autorités civiles, les terroristes de divers bords faisaient figurer les rues turques parmi les plus sanglantes du monde. Jusqu'à nouvel ordre, elles sont redevenues sûres, et de Galata à la mosquée Bleue, on peut choisir la voie pédestre pour parcourir la ville baignée de merveilles que la Turquie nous offre en cette année 1983 (le Monde du 27 mai) qui, par coïncidence, marque le trois-centième anniversaire de l'arrêt des Ottomans devant Vienne... (une riche exposition est organisée sur ce thème dans la capitale autrichienne).

que. « C'est vrai, c'est une absence », a désapprouvé un grand écrivain turc musulman dont nous taillerons le nom, de peur d'aggraver ses rapports avec son gouvernement. Quand même, à l'aéroport de Yelil-koy, comme à regret, il y a une affiche anonyme sur laquelle quiconque a une petite notion d'art anatolien reconnaît une église arménienne du lac de Van.

Tout au long des expositions, ce qui éclate, en revanche, et fait

saire musclé, Nasuh fut aussi et surtout misanthropiste, mathématicien et correspondant de guerre avant la lettre, le tout avec génie. Que faisait-il, il y a cinq siècles, au large de la future Promenade des Anglais ? Il accompagnait Barberousse qui venait chasser les Impériaux de la ville pour complaire à François I^{er}.

Devant d'autres vitrines, c'est au tour de Michael Rogers, le célèbre orientaliste du British Museum, de

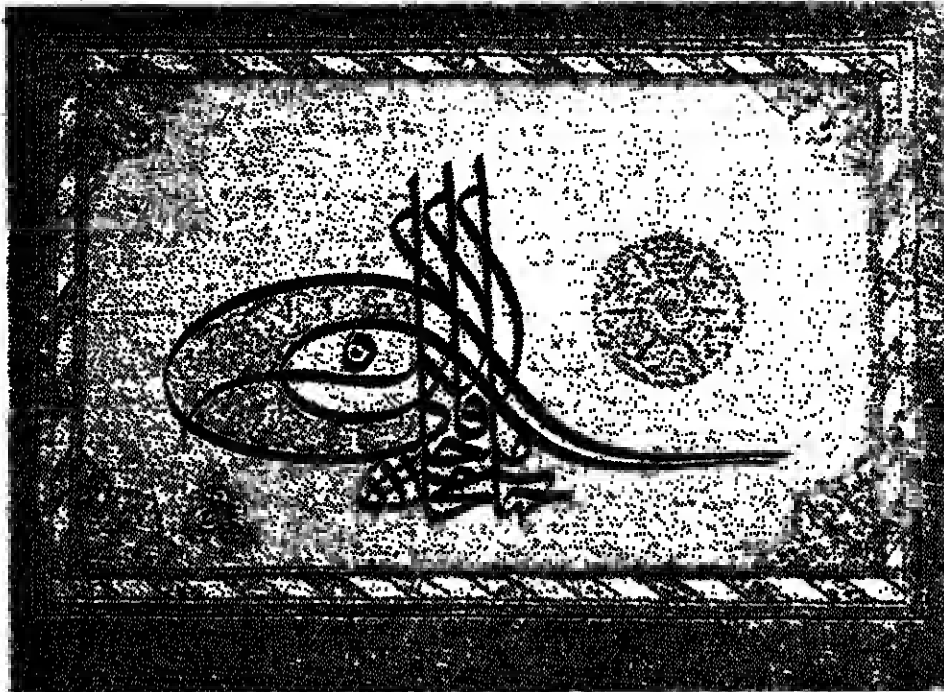
Sa Hauteurs, et jusqu'à ses calcons ! Grâce à ces soins auxquels avait droit même les souverains pontifes assassinés, on peut admirer aujourd'hui à Istanbul, enfin dépliées, ces chemises talismaniques du calife, fameuses dans tout l'Islam, et que revêtait le monarque souffrant. Toute une constellation d'invocations islamiques et de dessins labyrinthiques, réalisés par les premiers artistes du temps sur les indications des meilleurs théologiens,

main (interdits pas toujours respectés, comme le montre, entre autres, le beau portrait — attribué à Sinan — de Méhémet II, le « tombeur » de Byzance sentant une fleur) ont conféré à l'écriture cette place de premier plan dans l'art islamique, notamment en Turquie. Les monogrammes du sultan-calife devaient d'immenses échafauds peints, tendus sur les murs ou de minuscules agrafes en diamant pour les turbans quand ce n'était pas, lorsque vint la décadence politique, le seul élément d'un firman auquel on prêtait garde...

Un pouvoir
moribond

Sur le Bosphore, l'art vivait encore quand le pouvoir était déjà moribond. Partout ailleurs en Islam, la création universelle ne survécut pas à la déchéance des royaumes. L'enseignement majeur de la partie islamique des expositions de Istanbul, c'est qu'en Turquie ottomane la civilisation avait atteint de tels sommets qu'elle continuait sans se rendre compte que le pouvoir politique avait échu en chemin. Face au vieux Topkapı, sur cette même rive d'Extrême-Europe, le palais de Dolmabahçe et son long débarcadère de marbre blanc, construits en plein dix-neuvième siècle, et regrettablement laissés en dehors du magnifique circuit des « civilisations anatoliennes », témoignent splendide-ment, eux aussi, de cette tragédie.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



Reproduction, dix-huitième siècle. Musée de Topkapı

Les dix expositions

- Église Sainte-Sophie : De la préséance à Byzance, en passant par les Hittites.
- Églises impériales de Topkapı : L'art islamique sous les Seldjoukides et les Ottomans.
- Palais de Topkapı :
 - a) L'écriture et la calligraphie en Turquie, des origines à nos jours.
 - b) Les bijoux et les monnaies à travers les âges en Anatolie (salle des portraits et miniatures).
- Palais d'Élvanlı Paşa :
 - a) Tapis turcs anciens.
 - b) Vie quotidienne traditionnelle en Anatolie.
- Couvent des dévotches tour- nées de Galata : Instruments de musique orientale.
- Musée militaire : Tapis de guerre et de voyage à l'époque ottomane.
- Jardins de Sainte-Sophie : Stèles funéraires, antiques, chrétiennes et islamiques.
- Musée d'archéologie : L'art coextemporal turc.

La clôture de toutes les expositions est fixée au 30 octobre.

que les expositions anatoliennes, patronnées par cette organisation dont de Gaulle disait qu'elle servait « à émettre les timbres », avaient été programmées « avant la prise du pouvoir par l'armée turque. Sinon, vous pensez bien ».

Ce haut fonctionnaire à la mémoire courte (il n'était pourtant pas français...) n'a pas eu l'accueil compliqué qu'il attendait. Le régime d'Ankara a certes une montagne de défauts, mais, s'il n'était pas là, le grand spectacle artistique de Istanbul n'aurait sans doute pas pu se

L'affaire arménienne

Avant de jeter un œil aux principales expositions islamiques de cette nouvelle Corne d'or, décrivons-nous vite de ce qu'il y a encore de désagréable à dire. Les Turcs s'imaginent qu'une foule de nations, France en tête, passent leur temps à nuire à la Turquie et, en tout cas, à la dénigrer. L'expression « tête de Turc » n'est pourtant que la pauvre revanche des bateleurs français de jadis face à la sainte crainte inspirée à nos ancêtres par les Ottomans. Et « fort comme un Turc » est un compliment, non ?

Où, mais vous n'iez le bon droit turc dans l'affaire arménienne, nous rétorque-t-on. Ça y est, le mot était lâché ! Invité en Turquie pour raison d'art, j'étais d'emblée placé devant le drame psychopolitique turco-arménien.

Toujours à force de maladresse, mes hôtes turcs avaient surtout réussi à me rappeler l'apport arménien à cette « civilisation anatolienne » dont « tous les aspects, selon le discours officiel, sont actuellement illustrés à Istanbul ».

Mille regrets : pas le moindre petit objet, parmi les douze mille pièces exposées, ne porte le label arménien. Un seul l'aurait arboré et nous aurions eu le réel plaisir de louer *urbis et orbis* l'objectif tur-

contraste avec la brouille actuelle, c'est l'érosion des relations entre la France royale et l'Empire ottoman. De qui est cette superbe miniature de Nice au début du seizième siècle, où l'on retrouve sans peine le port, Cimiez, la baie des Anges ? Mais, voyons, de Matrakchi Nasuh, nous soufflé le grand turcologue français Robert Maunier. Guerrier présumé d'origine bosniaque, jani-

nous indiquer les pièces de premier ordre inconnues, provenant de réserves jamais ouvertes ou de découvertes récentes, notamment des fouilles seldjoukides de M^{re} Nimet Ozguc sur l'Euphrate.

A Topkapı, quand s'éteignait le sultan-calife, cet homme à la fois empereur et pape, on empaquetait soigneusement les affaires de

l'islam d'or, de bleu roi, de bleu de Prusse, de noir, la fine étoffe blanche encore amidonnée pour quelque Bajazet ou Méhémet.

La quintessence de l'art ottoman, c'est sans doute dans la salle des calligraphies qu'on la trouve, bien loin de l'anecdote. La foi en Dieu et la grandeur de l'Empire confrontées à certains interdits mahométans relatifs à la reproduction du visage hu-

● ERRATUM : Dans l'article déjà consacré par le Monde (le 27 mai) aux manifestations de Istanbul, la traduction libre du vers de Ahmet Arif devait être : « Noé n'est qu'un niston » (un enfant) et non pas un « miston ». D'autre part, le peintre turc Abidine Dino nous signale de Paris que, contrairement à ce que nous avions écrit, sur la foi d'indications fournies en Turquie, le poète Ahmet Arif est toujours de ce monde.

Le Théâtre des Deux Arts donnera mardi 7 juin, en soirée, la dernière de « A VOS BORDS... FISC ! » avec P.-J. Vaillard et les chansonniers.
(Réouverture en septembre).

DE LA CAVE AU GRENIER
M. LONDELLE, M. MAGRE, M. SOU
Jeu-Ven-Sam - 21h30
abou-THÉÂTRE DES MALADES
26, rue Fiers-Cole - BICHSEL
Lundi : 24.57.28 - 3 Fiac

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE
L'AMERICAN CENTER
SUREMENT
261, bd Raspail 75014 Paris
Tél. : 633-67-28
Séances hebdomadaires
ENGLISH FOR EVERYBODY
20 heures de cours (2 h par jour)
du lundi au vendredi
pendant 2 semaines
Renouvelables
toutes les deux semaines

JAPONES
MAISON DES CULTURES DU MONDE
THÉÂTRE NATIONAL DE CHARLOT
2/5 JUIN
GAGAKU
BUGAKU
8/11 JUIN
MARIONNETTES
BUNRAKU
THÉÂTRE DU ROND-POINT
COMPAGNIE RENAUD BARBAULT
LOC. 256.70.80-727.81.15

le Palais des Glaces accueille la Péniche Opéra
opéra
M. LONDELLE, M. MAGRE, M. SOU
Jeu-Ven-Sam - 21h30
abou-THÉÂTRE DES MALADES
26, rue Fiers-Cole - BICHSEL
Lundi : 24.57.28 - 3 Fiac

Seul à Paris au STUDIO CUIS
Un film de PETER WEIR
LA DERNIERE VAGUE
(THE LAST WAVE)

PARIS U.G.C. ERMITAGE - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - U.G.C. OPÉRA
PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION St-CHARLES - PARAMOUNT GOBELINS
PARAMOUNT MONTPARNAISE - PARAMOUNT ORLÉANS - LES 3 SECRETAN - LES 3 MURAT
U.G.C. GARE DE LYON - ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE

2 grands comédiens, 2 grands comiques
ROBERT CASTEL KATIA TCHENKO MICHEL GALABRU
C'EST FACILE ET ÇA PEUT
RAPPORTER... 20 ANS
UN FILM DE JEAN LURET

Théâtre Ouvert
prolongation
TRANSAT
de Madeleine Laik
Un bon neuf, LE FIGARO Un texte savoureux, généreux, boule-
versant. TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN Affrontement de deux
« bêtes de théâtre » dans un combat à la fois très charnel et très
secret. LE MONDE La mise en scène accompagne de rire et
d'émotion l'intensité mystérieuse, la violence de cette ren-
contre. L'EXPRESS Peu de spectacles en ce moment, à Paris,
sont aussi intelligents, drôles et raffinés. FRANCE INTER Les
comédiens sont à la fête. Nous aussi. Mercredi à 16 h et 21 h
du mardi au vendredi à 21 h - samedi à 16 h et 21 h
4 bis Quai Véron 18^e - le Jardin d'hiver - loc. 262.59.49

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - ST-ANDRÉ-DES-ARTS
OLYMPIC ENTREPOT - 7 PARNASSIENS
Un film de RAYMOND DEPARDON
FAITS
UN "VRAI" FILM POLICIER - Libération
DU TRÈS GRAND CINÉMA,
DU LOUFOQUE IRRÉSISTIBLE
AU DRAME LE PLUS NOIR - Le Point
DIVERS

Orchestre National de Lille

Région Nord/Pas-de-Calais
Directeur : Jean-Claude CASADESUS

CONCOURS DE RECRUTEMENT
DE MUSICIENS

- 1 Harpe Solo Le 4 Juillet 83
- 1 Violoncelle Tuitiste Le 4 Juillet 83
- 1 Cor Solo Le 5 Juillet 83
- 1 Trompette Solo Le 6 Juillet 83

Date limite de dépôt des candidatures :
20 Juin 1983

Orchestre National de Lille
BP 35 - F 59010 LILLE Cédex
Tél. : (20) 31.03.22

GAUMONT invite les lecteurs du Monde à une projection
exceptionnelle en avant-première du film de

JEAN-PIERRE DENIS

La Palombière

avec Jean-Claude BOURBAULT et Christiane MILLET
le mardi 7 juin 1983 à 20 h 30
au cinéma GAUMONT COLISÉE,
38 avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des
demandes, dans la mesure des places disponibles.

Invitation pour : 1 personne
2 personnes (*)

A retourner au Monde, J.-F. COUVREUR,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09,
accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE
non timbrée à vos nom et adresse.

(*) Rayez la mention inutile.

FORMES

Kijno

Ladislav Kijno a toujours travaillé en symbiose avec les poètes. Pas étonnant que ces rencontres au sommet fournissent le thème d'une exposition en milieu poétique (1). Lad y célèbre à sa manière, la bonne, ses interlocuteurs élas : Apollinaire, Malakovsky, Henri Pichette (variations sur le *Rouge-Gorge*), Antonin Artaud (pulvérisation d'une résille neigieuse sur un *Théâtre de la cruauté* en effervescence) etc. Les *Stèles pour Neruda* ouvrent, dix ans après, des plaies toujours douloureuses. Et soutenues par un texte de Kijno, un poème de Nazim Hikmet, les deux évocations d'Hiroshima plaquent sur des fonds lisses des froissements incandescentes.

Un livre en est le prétexte. Conçu et réalisé par Mathias Pérez, il s'intitule *Linot-Froissage* parce qu'il comporte cinq lignes froissées à la main, une préface de Bernard Noël (« Kijno ramasse et simplifie : il ramène à la source, au naïf, à l'origine... Nous sommes dans l'organique, même s'il a parfois une peau de métal »), des textes de Jean-Claude Hauc et de Jean-Luc Parant, des photos de Marc Pataud. Kijno rend en outre un hommage concret à Francis Ponge avec une foule d'objets insolites resurgis, sous vitrine, du *Parti pris des choses*.

Valls

On croit avoir tout dit sur Xavier Valls, musicien du silence, et devant cette nouvelle et abondante moisson d'œuvres sur papier, aquarelles et dessins (2), on s'aperçoit que l'essentiel vous a échappé, vous échappe, vous échappera toujours. Revoici, avec plus de mystère peut-être, l'alliance d'une précision extrême dans le détail et de la sublimation du visible dans l'immatériel. Banni, le flou. Une poussière lumineuse accentue encore l'identité de ces *still life*, vases, grappes de raisin, poires, de tant d'objets de la vie quotidienne soudain sacrifiés ; elle distend jusqu'à l'infini l'espace des paysages.

On retrouve non sans joie les coloris fluides et vibrants de Valls, ses roses, ses verts, ses ocres, ses teintes adoucies. Et lorsque discrètement la palette s'efface, le grisaille prend le relais, et, au gré de ses plus imperceptibles nuances, prolonge ses enchantements dans un halo de rêve éveillé.

Edelmann

Il fait bon vivre avec la peinture de Jean Edelmann qui réécoute que son propre penchant (3). A lui aussi suffisent son univers familier, sa cuisine peuplée d'ustensiles amicaux et le reste de la maison, bien sûr. Un art de tout repos ? Oui et non.

Cette réalité à portée de l'œil et de la main, Edelmann lui demande de servir de tremplin au geste créateur. Il la transpose, la déforme sciemment, la pile à ses ordres, à son ordre à lui, la rend plus vraie comme toute en la transformant en peinture pure. Elle lui procure les éléments de constructions solides et équilibrées où les couleurs tendrement se marient. Sans heurts, loin de tout paroxysme. Les blancs et les beiges d'*Après le déjeuner, de la Table de chevet* aux volumes savamment superposés, les bleus et les roses de *L'Après-midi*, entre autres, nous apaisent. Des notes plus vives ne rompent jamais l'harmonie de l'ensemble, la font valoir, tels la saveur acide d'un citron ou le rouge brique de *Bouillottes et théâtre*.

Sperling

Chez Marie Sperling, partisan tenace de l'abstraction, la couleur régit en maîtresse, même lorsqu'elle s'air d'y renoncer et demande, par exception, à l'encre lithographique de quoi réaliser de somptueux camaïeux (4). D'ordinaire, ses gouaches, voire ses collages, chantent en accords de couleurs toujours justes, parfaitement modulés, soit en farfouilles éclatantes où flamboient les rouges et les orangés, soit en tonalités aussi riches mais mates et assourdies.

Marie Sperling présente en outre des mosaïques faites en bonne partie avec des pierres taillées venues de Venise, revêtues d'or notamment. Assemblages scintillants, polychromes, comme ceux d'une belle composition horizontale : des rythmes concentriques animent ce monde minéral.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Le Soufflet vert, 18, rue Orfila.
- (2) Galerie Henriette Goussé, 6, rue du Cirque.
- (3) Galerie d'art international, 12, rue Jean Ferraud.
- (4) Galerie Valsay, 22, rue de Seine.

FESTIVALS DE MUSIQUE

A PARIS ET DANS SA RÉGION

FESTIVAL MOZART DE L'ORCHESTRE DE PARIS (16 juin-9 juillet). — Deuxième année avec une nouvelle production de *Così fan tutte*, mise en scène, décors et costumes de Jean-Pierre Ponnelle, direction Daniel Barenboim et en solistes K. Cieleski, Janet Perry, J. Varady, S. Dickson, C. Faller et D. Rendell. Suite de l'intégrale des sonates piano et violon (Barenboim), airs de concert (C. Faller) et des concertos pour piano (Barenboim) par D. Fischer-Dieskau, etc. (Rens. Salle Pleyel ; tél. : 563-07-40.)

18^e FESTIVAL ESTIVAL (15 juillet-22 septembre). — Des concerts tous les jours dans une quinzième de lieux de la capitale et les châteaux de Meudon et de Versailles. Un hommage spécial sera rendu à Henri Dutilleul (rétrospective, rencontres et analyses). Rameau sera bien entendu à l'honneur, notamment avec la représentation de *Pygmalion* et une série de concertos le dimanche à Maisons-Laffitte, en relation avec le 6^e Concours international de clavecin qui débute à Paris (1^{er} 7 septembre) et s'achèvera à Dijon (6-11). Des rendez-vous fixes seront proposés : chœurs le lundi ; piano, le mardi ; quatuors, le mercredi ; orchestre et musique de chambre, les jeudi et vendredi ; les bateaux-mouches organiseront des promenades-concerts-tous les samedis. On notera aussi des cours

d'interprétation (D. Weyenberg et R. Jacobel), des stages de construction de luth et de rebec. (Rens. 5, place des Terres, 75017 Paris ; tél. : 227-12-68 et 766-23-47.)

FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE (jusqu'au 14 juillet). — Des concerts-promenades dans les châteaux, parcs et monuments historiques ; de deux à quatre heures de musique, par exemple avec l'Orchestre J.-F. Paillard à la Grange-aux-Clères et à l'église Saint-Médard de Tremblay-la-Gonnesse, avec l'Orchestre de chambre tchèque à Saint-Cloud et à Versailles, avec l'Orchestre de l'Île-de-France (Requiem allemand) au Pavillon de Baudouin, etc. Dans une trentaine de villes de la région parisienne. (Rens. 15, avenue Montaigne, 75008 Paris ; tél. : 723-40-84 ou 720-23-87.)

VERSAILLES (jusqu'au 25 juin et du 2 au 28 septembre). — Concerts, opéras, théâtre, spectacles historiques et fêtes populaires. On retiendra plus spécialement, à l'Opéra royal, *Flaminio de Pergolèse*, par le San Carlo de Naples (11 et 13 juin), et un *Requiem G. Janovitz* (le 15 juin). Le festival se poursuivra en septembre pour célébrer Rameau avec *Placide*, dirigé par J.-C. Magloire (le 27), et un *Hommage anglais* à l'English Bach Festival Dancers (le 28). Mais il y a bien d'autres concerts et fêtes vénitiennes, célébrations de

l'indépendance des États-Unis et du bicentenaire de la première montgolfière... (Rens. théâtre Montansier, 13, rue des Réservoirs, 78000 Versailles ; tél. : 950-24-51.)

ÉTAMPES (3-18 juin). — Huitième édition de cet excellent festival de musique ancienne consacré cette année à la Hongrie avec des ensembles qui joueront et chanteront des pièces de la Renaissance, des musiques traditionnelles, des mélodies archaïques et grégoriennes, ou interpréteront des danses de Transylvanie. (Rens. Service culturel municipal, 81 - Étampes ; tél. : 494-80-90 ou 494-32-11.)

ROYAUMONT (juin et septembre). — A côté d'un programme très fourni de sessions d'études consacrées à la voix, quelques beaux concerts le dimanche à 17 h 30 : Scott Ross (le 5 juin), The Hilliard Ensemble (le 12), l'Organo de Paris (le 19) et, en septembre, E. Indjic, le Quatuor Vie Nova, l'Orchestre de l'Île-de-France. (Rens. Fondation Royaumont, 95270 Asnières-sur-Oise ; tél. : 035-40-18.)

SAINT-DENIS (jusqu'au 26 juin). — Des manifestations comme tous les jours de haute qualité : Ton Koopman et la Grande École (le 10), le Requiem de Verdi par l'Opéra de Paris, avec de grands solistes (le 15), Renée Brusson, les Indes galantes en concert sous la direction de J.-C. Magloire, le Requiem de Mozart (J.-C. Casadesu), la Symphonie Réurrection de Mehler (S. Ozawa), à un concert-promenade baroque avec William

Christie. (Rens. 61 boulevard Jules-Guesde, 93200 Saint-Denis ; tél. : 243-33-55.)

SAINT-SULPICE-DE-FAVIÈRES (17-26 juin). — Cinq « moments musicaux » dans une splendide église gothique, près d'Arpajon, avec en particulier l'Ensemble Sereata, Scoloro barocco, le Chœur grégorien de Paris et le Débuté de Paris. (Rens. Les Moments musicaux, 48, rue Pierre-Charon, 75008 Paris ; tél. : 720-61-50.)

QUINZIÈME FESTIVAL DE SCEAUX (du 27 juin au 2 octobre). — Quarante concerts (les vendredis, samedis, dimanches) dans la belle

Orangerie du parc, avec des musiciens tels que M.A. Escalier, le Deller Consort, le Quatuor Invidé, le Trio Rouvier, etc. On remarquera particulièrement une intégrale de la musique de chambre de Brahms, des programmes pour différentes formations en trio, la commémoration de Rameau, cinq grands récitals de piano, des concerts de jeunes lauréats des concours internationaux, des cours d'interprétation (Parron, Gardon, Loewenguth, K. Gilbert) et des répétitions publiques commentées. (Rens. S.M.E.S., 1, rue des Imbroglios, 92330 Sceaux ; tél. : 560-07-79.)

CHATEAU DE BRETEUIL (juillet-septembre). — Des récitals de piano et de clavecin, une célébration de Rameau en juillet, et tous les jours du 7 au 15 août un festival international du piano. (Rens. château de Breteuil, Châteaufort, 78460 Chevreuse ; tél. : 052-05-02.)

Pour suivre l'année Rameau

Le vigoureux effort entrepris par le ministère de la culture pour faire partager connaître Jean-Philippe Rameau l'année de sa centenaire de naissances semble avoir porté ses fruits, bien relayé par des organismes tels que l'Institut de musique et de danse anciennes de l'Île-de-France et l'Association musicale Rameau de la Côte d'Azur. Ce qui est significatif et réjouissant, c'est l'enthousiasme suscité partout : plus de cent trente villes célèbrent notre grand musicien, et l'on a recensé pour cette année au moins quatre cents manifestations diverses, représentations, concerts, récitals, spectacles chorégraphiques, expositions, colloques, stages, séminaires, etc.

Il y a aussi pas moins de soixante-dix exécutions d'ouvrages lyriques et l'on pourra voir, entre autres, les *Indes galantes* (Paris et Dijon), *Hippolyte et Aricie* (Albi-Provence), *Placide* (Versailles),

Dardanus (en Auvergne), le *Guillemo* (Strasbourg), *Pygmalion* (dans de nombreuses villes), ainsi que des divertissements chorégraphiques. Une grande manifestation d'importance nationale aura lieu à Versailles le 25 septembre.

Au point de vue scientifique, on notera un colloque international Rameau à Dijon (27-28 septembre) et le début d'une édition monumentale franco-anglaise de son œuvre, qui durera vingt ans ; elle s'ouvrira dès cette année par deux volumes consacrés aux *Paladins* et aux *Motets*.

On trouvera le détail des quatre cents manifestations, mois par mois et ville par ville, et de nombreux autres renseignements dans un petit guide éloquent et fort bien fait publié par l'Association Rameau (55, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

J. L.

SÉLECTION

CINÉMA

Les films du Festival de Cannes

« L'année de tous les dangers » de Peter Weir

Djakarta, 1965. Un jeune journaliste débarque et tente de faire son chemin dans la chaleur moite, les menaces, l'actualité trouble. L'actrice Linda Hunt fait merveille dans le rôle d'un nain, catalyseur des destins.

« Furyo »

de Nagisa Oshima

Java, 1942. Des prisonniers anglais, des geôliers japonais. Civilisations et valeurs aristocratiques s'affrontent, en un grand spectacle fondé sur la fascination, la moine forte n'étant pas celle du cinéaste pour David Bowie.

« Faits divers »

de Raymond Depardon

L'homme-caméra dans un commissariat du cinquième arrondissement à Paris. Ni pour ni contre la police, simplement avec, au moment où l'événement, minime ou grave, ou cocasse, appelle l'intervention des forces de l'ordre.

ET AUSSI : *L'Argent*, de Robert Bresson (proposition d'une perfection cinématographique) ; *L'Histoire de Pierre*, de Marco Ferreri (les relations mère-fille revues et corrigées) ; *L'Homme blessé*, de Patrice Chéreau (une tragédie de l'amour).

THÉÂTRE

Le mois de juin sera actif à Paris. En dehors du Festival du Marais, qui commence le 8 et se poursuit jusqu'au 13 juillet, on attend deux événements : *Le Prince travesti*, de Marivaux, par Antoine Vitez, à Chaillot, à partir du 3, et, à partir du 4, *Les Parents*, de Jean Genet, par Patrice Chéreau, à Nanterre.

Vera Baxter, de Marguerite Duras, avec Martine Pascal et Jean-Marc Bory, continue jusqu'au 9 juillet au Poche-Montparnasse. L'Aquarium annonce *Le Débutant* d'après *Mademoiselle Else*, de Schnitzler, à partir du 4 juin.

MUSIQUE

Électronique, Strauss et toujours Rameau

Le XIII^e Festival des musiques expérimentales débute à Bourges avec une participation de choix ; on pourra entendre des premiers jours des productions de province (Lyon, Albi, Auch, Metz, Toulouse) et du CEMAMU (Eloy, Estrada, Maché, Xenakis, etc.), ainsi que deux concerts Ferrari (les 2 et 3), et ensuite Marseille, le G.R.M., Gand, Israël, la Finlande, l'IRCAM, les lauréats du concours international de Bourges, etc. Une cuvée qui s'annonce très riche (jusqu'au 12 juin : rems. C.M.E.B. place André-Malraux, 18000 Bourges ; tél. : (48) 20-41-87).

A Paris, on retiendra surtout l'audition de *Capriccio*, le dernier et merveilleux opéra de Strauss, conversation en musique, sous la direction d'un chef allemand qui excelle dans ce répertoire, Ferdinand Leitner, et avec Celestina Caspietra et Franz Mazura, entre autres (Champs-Élysées, le 4, à 20 h).

L'année Rameau se poursuit avec surtout *Hippolyte et Aricie*, dirigé par Jean-Claude Malgoire (Opéra de Lille, le 3 ; T.M.P.-Chaillot, le 6), un *Requiem* Forqueray-Rameau par un claveciniste exceptionnel, Scott Ross (Royaumont, le 5, à 17 h 30), et enfin un concert-promenade à Versailles (Orangerie, bouquet des Rocailles, salon d'Hercule, chapelle royale), où l'on entendra l'Orchestre du Conservatoire, l'Orchestre de chambre de Prague et l'Ensemble orchestral de Paris.

ET AUSSI : A. Lagoya (Pleyel, le 2) ; *Scènes de la vie italienne*, d'A. Closter, par le Théâtre musical d'Angers (Espace-Cardin, les 3 et 4) ; Brahms, par M. Dalberto, C. Danguin et R. Pidoux (Radio-France, le 6) ; la Camerata de Boston (Théâtre de la Ville, du 7 au 11, à 18 h 30) ; J. Boyer, orgue (la Salpêtrière, le 8).

DANSE

Spectacle Balanchine à l'Opéra

Ce programme prévu depuis plusieurs mois devient par la force des choses un hommage posthume à George Balanchine. Trois ballets de styles fort différents sont à l'affiche, le *Fils prodigue*, créé par les Ballets russes de Diaghilev, le *Capriccio* du *Concerto pour violon* de Stravinsky et Agon, sur une musique écrite et commandée à Stravinsky et dont les figures épurées sont réglées sur des danses aux noms bien français (sarabande, branle, gaillarde).

Le Crowsnest Trio au Théâtre de la Ville

Il s'agit quatre maintenant, Martha Clarke et Robert Barnett, venus du Philadelphie dont ils ont largement

dépassé la géométrie dans l'espace, et Felix Bloch, toujours en quête de lui-même, qui a amené à l'équipe Marie-Foucauld.

ET AUSSI : Sanjukta Panigrahi, danseuse indienne révélée au Festival d'automne 1974, qui interprète des danses d'Odissi (le 2 juin à l'amphi de la faculté de droit, le 4 juin à Mandapa) ; Catherine Diverres et Bernardo Montet au Théâtre-18 (à partir du 7 juin) ; la compagnie lyonnaise de Michel Hallet à la Maison des arts de Créteil (4 juin), suivi du Ballet-Théâtre français de Nancy (7, 8, 9 juin).

VARIÉTÉS

Claude Nougaro

Pour la première fois, Claude Nougaro se présente au Palais des sports avec ses chansons-poèmes arrachées à la vie, dans une langue magnifiquement maîtrisée et qu'il offre dans tout son naturel, sa limpidité, avec ses emportements, ses cris, ses rencontres, avec ses musiciens de jazz (jusqu'au 4 juin).

EXPOSITIONS

Pastels des dix-neuvième et vingtième siècles au Petit Palais

Une sélection des pastels des dix-neuvième et vingtième siècles de la collection du Petit Palais, exposée à l'occasion de la parution du catalogue des cent soixante-dix pastels du musée. De Carpeaux (1860) à Roussel (1930), l'ensemble illustre une page de l'histoire du pastel moderne en France et comprend notamment des œuvres de Renoir, Morisot, Cassatt, Gauguin, Guillaumin, Tisserot, Roussel, Redon, Aman-Jean...

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE — PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT ODÉON — PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT MONTPARNASSE — CONVENTION ST-CHARLES

JEAN-YVES DUBOIS
PASCAL GUILLE
RICHARD SOHRINGER
VERONIQUE WILHE
RICARD BILLY
OBERLANDINO
MARQUE MARTIAL SOLAL
avec la participation du groupe
LOOK DE PARIS

BALLADE A BLANC

UN FILM DE
BERTAND GAUTHIER

V.F. aux cinémas : GRAND UGC NORMANDIE (Son stéréo)
GRAND REZ 2800 places (Son stéréo) • GRAND PARAMOUNT MONTPARNASSE
KINOPANORAMA (70 mm son stéréo) • V.O. : UGC DANTON
PERIPHERIE : MYTEL Reauv VF • MYTEL Créteil VF • CARREFOUR Pantin VF
A TEMPS La Défense VF
Copies neuves dans toutes les salles

un film de NICHOLAS RAY
avec
Charlton HESTON • Ava GARDNER • David NIVEN

LES 55 JOURS DE PEKIN

réalisé par NICHOLAS RAY • produit par NICHOLAS RAY
SUPER TECHNICOLOR
AMBI PLEIN

السلامة

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h ; le samedi, de 11 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

DE LA ROSIÈRE À LA MÈRE. La jeune fille dans les films populaires. Salle d'actualité. Entrée libre. Jusqu'au 6 juin.

WILLIAM KLEIN. Jusqu'au 12 juin.

ROBERT MAPPLETHORPE. Salon photo. Jusqu'au 12 juin.

AU CARREFOUR DES CULTURES LATINES. Musée Latin. Carrefour des cultures. Jusqu'au 3 juillet.

TOUS LES JOURS LA DANSE. Photographies de Marc Talamo. Jusqu'au 15 août.

HOMMAGE À FRANÇOIS DURENNE. 1930-1982. Petit foyer. Jusqu'au 13 juin.

PLEIN VIDE. Enveloppe. Atelier des enfants. Sauf mardi et dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 juin.

DE LA CRÉATION À LA LECTURE. Lapis exposita. Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 27 juin.

CCL. EUREKA 83. Un siècle d'illustration française. Jusqu'au 27 juin.

AU TEMPS DE L'ESPACE. Jusqu'au 17 septembre.

Musées

MANET, 1832-1883. — Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill (261-54-10). Sauf mardi de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 27 juin). Jusqu'au 1^{er} août.

LA PEINTURE NAPOLÉONNE. Du Caravage à Géricault. Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 4 juillet. Jusqu'au 29 août.

DAMIAN-RAVNAUD. Les œuvres de Jean. L'habitation de l'homme. Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (voir ci-dessus). Entrée : 11 F. Jusqu'au 27 juin.

L'ART ET LE SPORT. Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill. Tous les jours, de 11 h à 20 h. Jusqu'au 19 juin.

FERNAND BOUDIER, 1853-1918. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-99-21). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 14 F. Jusqu'au 24 juillet.

PASTELS DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES. Des collections de Petit Palais. Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 31 juillet.

UTRILLO. Musée Jacquemart-André, 150 boulevard Haussmann (277-38-99). Sauf mardi, de 13 h à 18 h.

GEORGES ROUAULT, dans les collections permanentes du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Essai : un rapport sur l'Égypte au temps des Pharaons. — La peinture française au XVIII^e siècle. — La nature morte et l'objet de l'histoire à l'époque. — Le fond. Essai sur le musée d'Orsay. Musée d'Art et d'Essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-66-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'au octobre.

JEAN-PIERRE CHARBONNIER, 309 photographes : 1944-1982. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mardi, de 10 h à 20 h 30. Jusqu'au 1^{er} juillet.

BERNARD BOURGEOIS : Naïfs. — DANIEL BUREN : Points de vue. — MAX NEUHAUS : Sound Installation. — WONDER PRODUCTS : Technopop la Wonder. — APEC au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 juin.

LAPRADE ET BOURDELLE, vers 1900. Musée Bourdelle, 19, rue Antoine Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. De 3 juin à 2 octobre. Jusqu'au 12 juin.

MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES. Jusqu'au 12 juin. ROUCHON, pionnier de l'affiche illustrée. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

GLIS BOFA et ses illustrations de l'époque. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

CARRÉGA. Musée de la Mémorie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dimanche (jours fériés), de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 juillet.

1913. Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (261-82-83). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

PASCAL DOLEMIEX. Prix Nispey 1983. Galerie de photographes de la B.N., 4, rue Louvois. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 juillet.

CHINE : LES FRESQUES DU DÉSERT DE GOBI. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-11). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

L'ART MURAL EN FRANCE AU JOURD'HUI. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (354-95-00). De 11 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 5 juin.

CHARLES DE GAULLE 1932. Au III^e étage. Musée de l'Ordre de la Libération, 51 bis, bd de Latour-Maubourg (551-32-33). De 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 18 juin.

ART ET SANTÉ À L'ASSISTANCE PUBLIQUE. Hôtel de Miramini, 47, quai de la Tourneille (633-01-40). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au juillet.

Centres culturels

HELMAN. Peintures 1943-1983. Ouverture du parc de Bagatelle (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 juin.

LEVEUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

HOMMAGE AUX GABRIEL. — Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple. Sauf mardi, de 10 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

LA PLACE ROYALE DU PEYRER. A. MONTPELLIER. — Orangerie de l'Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

DESSINS NAPOLÉONIENS, XVII^e-XVIII^e siècles. — Chapelle des Petits-Augustins, 14 rue Bonaparte (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h à 20 h. Jusqu'au 10 juillet.

ITINÉRAIRES ARCHÉOLOGIQUE. — Naples et ses environs. Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (222-12-78). Sauf samedi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} juillet.

L'APRÈS-MIDI. Exposition de la revue « Art et Essai ». — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (543-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 10 juin.

CLAUDE MONET AU TEMPS DE GIVERNY. — Transparences. — Photographies. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 17 juillet.

ÉMIGRÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE/ÉMIGRÉS ALLEMANDS EN FRANCE, 1685-1945. — Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf samedi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 10 juin.

URSEL STUHLER. Centre culturel allemand, 31, rue de Condé sauf samedi, de 10 h à 18 h. Entrée : 13 F à 19 h. Du 3 au 28 juin.

JOVAUX ET SARIS DE L'INDE, du XVIII^e au XIX^e siècle. — Printemps, 64, boulevard Haussmann (3^e étage, magasin Havre) (245-22-22). Jusqu'au 25 juin.

ELI. Exposit, architecte (1883-1955). — Institut français, l'architecte, 6, rue de Tournai (633-90-36). Jusqu'au 18 juin.

BEAUX-ARTS 83. Sculpture. — Ecole des beaux-arts, palais des études, 14, rue Bonaparte. Sauf dimanche, de 13 h à 20 h. Jusqu'au 18 juin.

JEUNE SCULPTURE. Espace ouvert, espaces construits. — Parc d'Austerlitz. Tous les jours, de 10 h 30 à 17 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 26 juin.

SALON DE MAI. Espace Pierre Cardin, 1-3, avenue Gabriel (266-92-25). Tous les jours, de 11 h à 18 h 30. Du 4 au 29 juin.

W.S.O. ou expressionnisme dans. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 12 h à 19 h. Entrée libre. Du 2 juin au 3 juillet.

LUXEMBOURG. — Musée d'Art Moderne, 261, boulevard Raspail (634-10-09). Sauf dimanche, de 12 h à 19 h ; samedi, de 12 h à 17 h. Jusqu'au 8 juillet.

5 AMÉRICAINS EN PARIS : Chesley, Kim, Quinn, Nease, W. G. R.I.M.C. Galerie, 52, rue de l'Hôtel de Ville (274-67-08). Sauf dimanche, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 22 juin.

GUINOVART. Œuvre 1968-1983. Centre d'études catalanes, 9, rue Croix de la Bouteillerie (277-45-69).

VERONIQUE HIGGINS. Salon Richard, 35, avenue Franklin-Roosevelt. Sauf samedi et dimanche. Jusqu'au 10 juin.

JLÉ. — Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-66-16). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

MACHINES DE PAUL GUGELMANN. — Porte de la Seine, 11 bis, rue Scabie (073-63-30). Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 juin.

SALON DES ARTISTES DU V^e. — rétrospective. — Chapelle de la Sorbonne. De 10 h à 19 h. Jusqu'au 5 juin.

ESPACE ET MATIÈRE 1983. — Centre culturel ARSAS, 2, place Jussieu (336-25-25, poste 5289). Sauf dimanche, de 9 h à 12 h ; samedi, de 9 h à 15 h. Jusqu'au 16 juin.

PORCELAINES PARISIENNES, 1700-1870. — Musée du XVIII^e arrondissement, 71, avenue Henri-Martin. Tous les jours, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 12 juin.

TREIZE PEINTRES ET SCULPTEURS. — Hôtel de ville, salle Salomon. Jusqu'au 10 juillet.

DESSINS DE CANOVA. Musée du 4^e arrondissement, place Bonaparte. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 10 juillet.

JEUNES ARTISTES YUGOSLAVES. Centre culturel de la R.S.P. de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Jusqu'au 10 juin.

GONTAUD. KOTTIS, MONTEUIL, TOUNIS, VIGNAUD. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel de Ville (278-71-22). De 13 h à 19 h. Du 3 au 14 juin.

MYRA LANDAU. L'acheminement des œuvres. — Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bonaparte (555-79-15). Sauf dimanche, de 10 h à 18 h ; samedi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 juin.

GALERIES

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie D. Malingue, 26, avenue Matignan (266-60-33). Jusqu'au 18 juin.

LUMIÈRES SUR LA PEINTURE, XIX^e-XX^e siècles. Galerie Schmidt, 396, rue Saint-Hippolyte (260-36-36). Jusqu'au 16 juillet.

L'AVANT-GARDE AU FÉMININ. Musée, Saint-Petersbourg, Paris, 1907-1938. CHADWICK. Vingt ans de sculpture, 1903-1983. Artcurial, 9, avenue Matignan (256-32-50). Jusqu'au 31 juillet.

SCULPTURES ET DESSINS : Bosquet, Bouquillon, Collin, Fances, Giacomini, etc. Galerie de des arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-02-01). Jusqu'au 10 juillet.

TEXTILES TRADITIONNELS DE L'ARCHIPEL INDONÉSIEN. Galerie d'Or, 10, rue de Valenciennes (260-67-31). Jusqu'au 18 juin.

ELISABETH GAROUSTE-MATTIA

BONNETT. Galerie C. Breguet, 19, rue Guénégaud (613-40-06). Jusqu'au 28 juin.

ADAMI. Peintures récentes. TADINI. Galerie Magli, 13-14, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 13 juillet.

ALONSO. Œuvres récentes. Galerie Cahiers d'art, 14, rue du Dragon (548-76-73). Jusqu'au 17 juin.

GESYO AWOKI. Galerie R. Lussan, 7, rue de l'Odéon (633-37-50). Jusqu'au 15 juin.

GERARD BARTHELEMY. Peintures et dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 25 juin.

MARIE-CAROLINE BELLOY. Œuvres récentes. Galerie Cotzaris, 8, rue Gédégand (633-12-16). Jusqu'au 11 juin.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Out of the blue. Galerie G. Leroy, 40, rue Mazurine (326-84-35). Du 2 au 30 juin.

VICTOR BRAUNER. Tableaux, céramiques originales. Galerie Samy-Kings, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Jusqu'au 14 juillet.

SOPHIE CALLE. L'Œuvre C. Galerie C. Calais, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 25 juin.

JORGE CAMACHO. Impressions. Galerie du 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 1^{er} juillet.

CHEUNG. Galerie C. Corre, 14, rue Guénégaud (354-57-57). Jusqu'au 30 juin.

MARC DENJEAN. Art contemporain. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-45). Jusqu'au 11 juin.

DI-MACCO. Galerie R.A.T., rue du Turbigo (236-45-74). Juin-juillet.

JEAN EDELMANN. Œuvres récentes. Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-38). Jusqu'au 25 juin.

FLAVIO-SHIRO. Peintures récentes. Espace latino-américain, 44, rue du Rod-Stolte (278-25-49). Jusqu'au 11 juin.

ALAIN FLEISCHER. La chambre noire de Barbe-Bleue. Studio 666, 6, rue Maître-Albert (354-59-29). Jusqu'au 2 juillet.

GERARD FROMANGER. Abstra. 1981-1983. Galerie A.B.C.D., 30, rue de Lisbonne (563-25-42). Jusqu'au 10 juillet.

HAMISH FULTON. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Bonaparte (278-11-71). Jusqu'au 7 juin.

GARGALLO. Sculptures et dessins. Galerie Marwan-Hoss, 12, rue d'Alger (296-37-96). Jusqu'au 24 juin.

GRANET. Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 11 juin.

JEAN GRISOT. De sel au mar. Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 25 juin.

PAUL GUERAND. Peintures récentes. Galerie Taménage, 18, avenue Matignon (266-61-94). Jusqu'au 28 juin.

GUTHRIE. Aquatiques. L'œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 2 juillet.

ANDRÉ HAMBURG. A New York. Wally Findlay Galleries, 2, avenue Matignon (225-70-74).

HELMAN. Peintures récentes, 1962-1983. Galerie Karl-Finkler, 25, rue de Tournai (325-18-73). Jusqu'au 25 juin.

HELMAN. Galerie Heyraud-Brunson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Jusqu'au 2 juillet.

DANIEL HUMAÏR. Œuvres récentes. Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 18 juin.

ROMET. Galerie J. Bréchet, 23-25, rue Guénégaud (326-85-21). Du 3 juin au 9 juillet.

GEORGES KOSKAS. Galerie Raphaël, 12, rue Pavée (887-80-36). Du 3 juin au 15 août (sauf le dimanche et le soir).

FERDINAND KULMER. Œuvre 1975-1983. Paris art center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 11 juin.

ISADORE LEVY. Peintures récentes. Galerie Daril, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 2 juillet.

BAUDOUIN LUQUET. Quelques impressions. Galerie C. Calais, 80, rue Quincampoix (278-41-07). Jusqu'au 30 juin.

MACCHERONI. Œuvres récentes. Galerie Regard, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 25 juin.

JOAN MIRO. Œuvres récentes. Saatchi and Saatchi, Galerie A. Magli, 46, rue du Bac (222-12-59).

MARFAING. Galerie Arlet, 140, boulevard Haussmann (563-13-09). Jusqu'au 30 juin.

PAUL-ÉMILE PAJOT (1873-1929). Portraits de femmes. Galerie Mesnager, 1, avenue de Messine (562-25-04). Jusqu'au 24 juin.

JEAN-MAXIME RELANGE. 28 ans de peinture. Espace Du, 81, rue Saint-Hippolyte (260-36-36). Jusqu'au 25 juin.

ALFRED RETH, 1884-1966. Peintures-dessins. La Pocharde, 11, rue Quénégaud (354-89-03). Jusqu'au 16 juillet.

GILLES SACKSICK. Galerie Art Yom, 5, quai de Conti (329-13-35). Jusqu'au 20 juin.

SANDORFI. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 9 juillet.

TAL-COAT : Es chapeaux affrontés. Lavis. Galerie Cingra, 46, rue de l'Université (296-69-77). Jusqu'au 22 juillet.

TOMASELLO. Reliefs récents. Galerie M. Guil, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 25 mai.

PATRICK TOSANI. Galerie Dorand-Dorand, 3, rue des Hauts-de-Seine (277-63-60). Jusqu'au 9 juillet.

VELICKOVIC. Peintures 1980-1983. Galerie du France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Dessins. Galerie le Dessin, 27, rue de Valenciennes (633-04-66). Du 3 juin au 25 juillet.

VELLIOT. Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazurine (354-71-91). Jusqu'au 30 juin.

ANN WARE. Travaux de verre. Galerie des formes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 18 juin.

MADELEINE WEBER. Espace corbe et verticalité. Galerie Spies, 4, avenue de Messine (256-06-41). Jusqu'au 30 juin.

WISNIEWSKI. En 80 mondes autour de sa table. Galerie des Lombards (278-40-99). Jusqu'au 9 juillet.

En région parisienne

BOIGNY. Gérard Tisserand : Le peuple guidant la liberté. Maison de la

culture, boulevard Léna (831-11-45).

Sauf lundi et mardi, de 16 h à 19 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

BOULOGNE-BILLANCOURT. La pierre, le bois, le métal : Cent ans de livres et de gravures sur bois. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (604-82-92). De 10 h à 21 h ; dimanche, de 10 h à 12 h. Jusqu'au 14 juin.

BRETAGNE. Debours. Propositions II. Francis Lussan, C.C.C., rue Maubour, 108-38-68). Sauf dimanche, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'en septembre.

CRETEIL. Se voir en peinture. Maison des arts A. Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Jusqu'au 25 juin.

JOUY-EN-JOSAS. Cadoret. H.E.C. Hall d'histoire CESA, 1, rue de la Libération (956-80-00). Tous les jours, jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 6 juin.

MEUDON. Sculptures des années 80. Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Pierres (023-15-76). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Du 3 juin au 3 juillet.

MONTREUIL. Six peintures éboulées : Lugnet, Hérbert, Lambilliotte, Lamiel, Maréchal, Paschal. Église Saint-Pierre-Saint-Paul, 2, rue de Romainville (858-91-82). De 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

PONTOISE. Le retable de Nucourt et l'écographie de Saint-Quentin. Musée Taverne-Delaunay, 4, rue Lemercurier (031-93-00). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre. Louis Hayet, 1854-1940. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 octobre.

SAINT-DENIS. — Journaux. — peintures et dessins de Jean Mirat. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde (241-00-59). Sauf dimanche, de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES. Philippe Galois. — Comprendre, savoir, restaurer. Musée, villa Médicis, 5, rue Saint-Hilaire, à La Varenne-Saint-Hilaire (848-33-28). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 10 juillet.

SCEAUX. Colbert au pavillon de l'Armure. Musée de l'Île-de-France, château (661-06-71). De 14 h à 18 h ; mercredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; samedi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

En province

AMIENS. Anne-Marie Millot. Maison de la culture, place Léon-Gonier (91-83-36). Jusqu'au 11 juillet.

ANTIBES. Bonjour, monsieur Picasso. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 16 juin.

ARRAS. De l'architecture formelle au concept. Centre culturel Nord, 9, rue des Capucins (21-50-12). Jusqu'au 3 juillet.

BLOIS. Rémi Bédout, un peintre. Galerie Saint-Laurent, 46, rue Saint-Lubin. Jusqu'au 24 juin.

A partir du 4 juin

la débutante

d'après Arthur Schnitzler



THEATRE DE L'AQUARIUM
CARTOUCHERIE 374.99.61

THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OISEAUX - Carot Silvia Monfort (531-28-34), 21 h, les 1^{er}, 2, 3, 7, le 4 à 16 h et 21 h.
LE MUSÉE NOIR - Parnassiens (320-00-61), 20 h 30 (1).
L'YVONNE DANS LA BROUSSE - Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30 (1).
LA VOUTE - Théâtre 18 (226-47-47), 22 h, dim. 18 h (1).
TRIO - American Center (321-42-20), 21 h (2).
LE PRINCE TRAVESTI - Châliot (727-81-15), 20 h 30, les 3, 4, 7, le 5 à 15 h.
LA DÉBUTANTE - Aquarium (374-99-61), 20 h 30, dim. 17 h 30 (4).
LES PARAVENTS - Nausica, Annamiers (721-22-25), 20 h 30, les 4, 6, 7, le 5 à 17 h.
LA SURPRISE - Petit Marigny (225-20-54), 21 h (7).
CUCKOO'S NEST (en anglais), Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h 30 (7).
TCHERKHOV - Théâtre de Mélanie (258-00-43), 20 h 45 (7).

LES SOLDATS - Montmartre, TEM (858-65-33), le 7 à 21 h.
HORS PARIS
NANTES - Archéologie du sonnet, par le Living Theatre, à la Maison de la culture, (40) 73-07-11, du 1^{er} au 4 juin.
AVIGNON - Caste d'Elipse, par l'Or Théâtre, à l'Eglise des Chéniers, jusqu'au 7 juin, et à Lyon, au Théâtre de la Plaine, du 14 au 25 juin.
BOULEVARD - La Rose et l'Anémone, d'après Thackeray, par le Théâtre du Quadrant, à l'Espace Drouot, (55) 62-27-87, du 1^{er} au 10 juin.
VALÉRIE - Faut-il attention aux villes, d'après Marcel Dussault, par le Théâtre Impromptu, le 2 juin au Théâtre municipal, le 10 à la M.J.C. du Polygone.
THONVILLE - Bistrot, par le T.P.L. au Théâtre municipal, (5) 253-33-95, du 3 au 5 juin.
LA CHAUX-DE-FONDS - Parnassiens, de Vissac (intégrale), par le T.P.R., 19 (039) 23-05-66, du 3 au 5 juin.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), les 1^{er}, 4, 6 à 19 h 30; L'oiseau Miller; les 3, 7 à 19 h 30; Soirée Balanchine.
SALLE FAVART (296-06-11), le 1^{er} à 18 h; récital E. Chojnacka, clavessin (Schaubert, Kravtsov, Liszt...); 20 h 30: concert autour de la contrebasse, sol. F. Rabath (Schubert, Bazzani, Bach...); 22 h 30: musique traditionnelle kurde.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 1^{er}, 3, 4 à 20 h 30; les Estivants; les 1^{er}, 4 à 14 h 30; les 5, 6, 7 à 20 h 30; le Médecin volant; Amphitruon; le 2 à 20 h 30; Andromaque; Thémis de Chamy; les 1^{er}, 2, 3 à 21 h; le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc.
CHÂLIOT (727-81-15), T.N.C. - Théâtre du Rond-Point les 2, 3 à 20 h 30; les 4, 5 à 15 h et 20 h 30; le Gogol.
ODÉON (325-70-32), relâche.
PEIT ODEON (325-70-32), les 1^{er}, 2, 3 à 5, 7, 8 à 18 h 30; Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu.
TEP (797-96-06), les 1^{er}, 2, 3, 4 (dim.) à 20 h 30; Eréndira; 7 à 20 h 30; M. Portet. Petit TEP, relâche.
BEAUBOURG (277-12-33), - Débats et rencontres-musées: le 1^{er} à 18 h 30; Filles des avant-gardes? à 20 h 30; Pourquoi philosophes en France? Science ou morale? Pourquoi choisir? le 2 à 18 h 30; Europe 1923-1983, Soixante ans d'aventure littéraire; à 20 h 30; Pourquoi philosophes en France? Que reste-t-il à espérer? le 3 à 20 h 30; Rencontre avec J. Sroog; le 4 à 15 h; A l'occasion de la sortie du numéro de la revue Autrement: «Fous de danse», Les jeunes chorégraphes de Polyphonie 5; le 5 à 18 h 30; Les 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 à 13 h; Solange Gréard, née Tschéder; Au nom de la raison: 16 h; Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable; Images, rue, images; 19 h; Le film avec la film; le 1^{er} à 14 h 30; Scènes des enfants; Rostand et Ludmilla; le 3 à 15 h et 18 h; Alain Fleischer: Paul Klossowski, portrait de l'artiste en souffrance; - Concert-musiques: le 1^{er} à 20 h 30; Rencontre avec Yves Bouffery; le 6 à 20 h 30; Ensemble Intercontemporain; - Danse: Soirée solos, à 18 h 30; «White Light-White Heat», par M. Lelèvre; à 19 h 30; «Appareil», «Version solo d'un soliste», un cours de création, par R. Kovich; à 20 h 30; «D.D. Blue Gold Digger», par D. Petit.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), les 1^{er}, 2, 3, 4 à 20 h 30; les Indes galantes; le 6 à 20 h 30; Hippolyte et Aricie.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-70-77), le 1^{er} à 14 h 30; les 1^{er}, 2, 3, 4 à 20 h 30; Coup de soleil.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), le 3 à 21 h; Toulouzain Hirschi; le 7 à 20 h 30; Toulouzain Hirschi.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVARD (355-27-10) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
ATELIER (606-49-24) (D. soir. L.) 21 h, dim. 18 h; le Nôtre de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-27) (S. soir. D., L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
BASTILLE (357-42-14) (D. soir. L.), 21 h, dim. 17 h; Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-51) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; le Deuil éternel du bonheur; Prélude à K. Massfield.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; Paganini, patineur dans l'air; - Téméraire (328-16-30) (D. soir. L.), 21 h, dim. 16 h; les Amis de W. Gogol; Aquarium (374-99-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h 30; la Débutante (à partir du 4).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Mar.), 20 h 30; Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46) (Mar.), D., 20 h 30; L'Arbre de la Vie.
CINO DIAMANTS (380-18-62), (D.), 21 h; Montmartre Millard.

CITÉ INTERNATIONALE (389-38-69)

Relâche (D., L., 20 h 30; Dialogue de l'Europe - Rostand (D., L.), 20 h 30; la Musica. - Grand Théâtre (D., L., Mar.), 20 h 30; Rostand et Juliette.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mar., D. soir.), 21 h, dim. 15 h 30; Rostand et Juliette.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D., L.), 21 h; Commissaire Nicolas Bontan.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.), 20 h 30; Si Guilty n'est pas châté.
DAUMONT (261-69-14) (Mar., D.), 21 h, D., 15 h; Un coup de cœur.
DECHARGEURS (236-00-02) (D.), 20 h 30; Mourir à Colone.

EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h; Joyeux Pégues.
ELDORADO (208-45-42) (D. soir. L.), 20 h 30, sam. et dim. 15 h 30; Théâtre de Boulevard.
ESCALIER D'OR (523-15-10) (D. soir. L.), 20 h 30; Abraham et Samuel.
ESPACE-GAÏTÉ (327-13-54) (D., L.), 18 h 30; les Gros.

ESPACE-MARAI (271-10-19) (D., L.), 20 h 30; le Mariage de Figaro; dim. à 17 h 30; les 10 à la Montagne.
FONDATEUR DE LA MEURTHE (797-33-05) 21 h; les 3, 7 à 19 h 45; les Noces de Figaro.
FONTAINE (874-74-40) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; S. Joby.

GAITE-MONTMARTRE (322-16-18) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; Des jours et des nuits.
GALLIE (326-63-31) (D., L.), 21 h; Hay et agita, Sam.
HUCHETTE (326-38-99) (D.) 19 h 30; la Cantatrice charme; 20 h 30; la Lope; 21 h 30; Théâtre d'ombres; 22 h 30; les Amis de Noël.

JARDIN D'HYVER (255-74-40) 21 h, sam. 16 h; Toulouzain Hirschi.
LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h; Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 18 h 30; Un amoureux à la mer (dernière le 4); 20 h 30; les Muses de la comédie; 22 h 15; Archéologie; - Il (D.) 18 h 30; Fragments; 20 h 30; les Enfants du bûche (dernière le 4); Petite salle (D.), 22 h 15; Pour le plaisir de voir.

MADEIRNE (265-06-28) (D. soir. L.), 20 h 45, D., 15 h; l'Amour fou.
MARAI (275-50-27) (D.), 20 h 30; le Plaisir berliozien.
MARIGNY, salle Gabriel (225-30-74) (D.), 21 h; la Surprise (à partir du 7).
MICHEL (265-33-02) (D., L.), 21 h 15, sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30; On dînait au lit.

MICRODIE (742-95-22) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30; le Vieux royaume.
MONTMARTRE (320-69-00) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h; R. Doves; Petit Montmartre (D. soir. L.), 21 h 15, dim. 15 h 30; Petit Montmartre.
NOUVEAUTES (770-52-76) (D. soir. L.), 20 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h; l'Enfer.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir.), 20 h 30, dim. 16 h; Sarah ou le Cri de la langue.
PALAI DES GLACES (607-49-93), les 1^{er}, 2, 3, 4 à 21 h; le 5 à 17 h; Opéra-Louise.
PALAI ROYAL (297-59-81) (D. soir. L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h; 15 h 30; la Fille sur la banquette arrière.

PENICHE OPÉRA (607-49-93); 21 h; Folies d'opéra; Rostand et Juliette (à partir du 4).
POCHE (548-92-97) (D.) 21 h; Vieux Bateau.
RANELAGH (238-64-44), les 1^{er}, 2, 3 à 20 h 45; Toulouzain Hirschi.

SAINT-GEORGES (878-43-47) (D. soir.), 20 h 45, dim. 15 h; Six heures au plus tard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir. L.), 20 h 45, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.

TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30; le Fantôme à bascule.
TEATRO D'ESSAI (278-10-79) (D. soir. L.), 20 h 30, dim.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 1

EGLISE SAINT-MEDARD, 20 h 30 : Ensemble instrumental Ch. Fauré (Mozart, Calkins, Vivaldi...)
LUCERNAIRE, 21 h : T. Marmos, J.-C. Stéphan (Schumann, Hahn...)
EGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Ensemble orchestral Harmonia Nova (Vivaldi...)
FIAP, 20 h 30 : M. Brun, J.-P. Desvieux (Händel, Bach, Glinka...)
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : M. Pollak (Beethoven, Schubert...)
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : D. Henry, A. Poudouy (Mahler, Duparc, Ravel...)
ÉCOLE ALSACIENNE, 18 h 30 : B. M. M. (Mozart, Haydn, Vivaldi...)
J. B. (Prokofiev, Messiaen, Liszt...)

JEUDI 2

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 1^{er}.
CENTRE CULTUREL DE L'ARRABE, 21 h : Quintet de saxophones contemporains (Poussier, Legret, Scarlati...)
MUSÉE GUINÉE, 21 h : H. de la Harpe (Mozart, Fauré, Duparc...)
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Bartók, Dvorák, Mahler...)
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : A. Lagoya (Prokofiev, Albiniz, Copland...)
ARTS HERBERTOT, 20 h 30 : J. Taitou, P.-Y. Arcand, G. Perrenetier (Caplet, Dukas, Ravel...)
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : G.-A. Rabit, B. Stankovic (Grieg, Beethoven, Smetana...)

VENDESDI 3

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Orchestre français de jeunes musiciens, dir. Ch. Gouingneau (Mozart, Chopin...)
LUCERNAIRE, 21 h : T. Marmos, G. Campena (Mendelssohn, Strauss, Scriabin...)
FIAP, 20 h 30 : O. Yagoubi (Yagoubi...)
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : Ensemble F. Poulenc (Rimsky-Korsakov, Poulenc...)
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : Orchestre des Pays de Loire, dir. M. Smetrot (Cioran...)
EGLISE SAINT-PIERRE DE MONT-MARTRE, 21 h : G. Lohr, M. Teller, P. Hannon, J. Bursfeld, K. Vaiskars (musique de la Renaissance...)
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : T. Pimock (Bach, Rameau...)
SAMEDI 4
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : voir le 3.
LUCERNAIRE, 21 h : voir le 3.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : R. Petrosian (Bach, Schumann, Schubert...)

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 16 h 30 : Journée Strauss : Andantino 105, 18 h 30 : La Marseillaise.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Lohr (Strauss...)
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h : Ensemble Vozara et Nova (Copland...)
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 45 : Ensemble Carlos Vito.
THÉÂTRE DE PARIS, 18 h : Quintet de Tabas de Paris (Mozart, Prokofiev, Wagner...)
KIOSQUE DU JARDIN DU LUXEMBOURG, 15 h : American Youth Symphony.
EGLISE SAINT-GERVAISE, 16 h 30 : J. Ver-Hasselt (Copland...)
CONCIERGE, 17 h 30 : Concert de Paris, J.-C. Vellian (Vivaldi...)
EGLISE SAINT-MERCI, 21 h : Choral Kammerchor Schmellenberg (Monteverdi, Dreyer, Mendelssohn...)

DIMANCHE 5

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h 45 : G. Bonati (Cimarra, Gharardachi, Zampieri...)
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE, 16 h 30 : D. M. (Bach, Brahms, Widor...)
EGLISE SAINT-MERCI, 16 h : A. Goyen, S. Lannes (Monteverdi, Frescobaldi, Bach...)
LUCERNAIRE, 18 h 30 : Musique Electro-acoustique.
EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALES, 17 h : Chœur de Schellenberg (Frank, Vienne, Langlais...)
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 19 h : Choral Andin Nova (Haydn, Mendelssohn, Brahms...)
EGLISE DES MILLETTES, 17 h : P. Bide, M. Bardon (Viotti, Haydn, Vivaldi...)
SORBONNE, Grand Amphithéâtre, 21 h : Chœur et Orchestre de Paris-Sorbonne : Chœur national, dir. J. Grimbert (Glinka...)

LUNDI 6

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Musiques de l'Inde du Nord : Grand Auditorium, 20 h 30 : M. Delbert, G. Dangain, R. Fidiou (Brahms...)
THÉÂTRE DU BOND-POINT, 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Corvea (Rahm, Carter, Dopraz, Schoenberg...)
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Rampal (Cimarra, Marcello, Stravinsky...)
THÉÂTRE LA BRUYÈRE, 20 h 30 : Ensemble La Bruyère (Ibert, Milhaud, Auric...)
EGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : G. Sabrier.

MARDI 7
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : L. Drenhoff (Mozart, Clementi, Schumann...)
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : P.-Y. Arcand (Tahiri, Rimet, Lefant...)
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h : Orchestre et Chœur P. Kozak, M. André (Bach, Marcello, Rossini...)
EGLISE SAINT-AMÉROISE, 20 h 30 : Orchestre symphonique Paris rive droite, dir. M. Podolak (Beethoven, Mozart, Schubert...)
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 20 h 30 : L. Mammheim (Debussy, Haydn, Liszt...)
SALLE ROSSINI, 20 h 45 : A. Robert (Liszt, Chopin...)
CENTRE MUSICAL BOSENDORFER, 20 h 30 : K. Tanabe (Rameau, Haydn, Schubert...)
EGLISE SAINT-ÉTIENNE DU MONT, 20 h 45 : Chœur et Orchestre des solistes de Paris, dir. H. Reiner (Vivaldi, Bach...)
EGLISE SAINT-MEDARD, 20 h 30 : Les Madrigaliers (Rachini, Lejeune, Bertrand...)

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), le 5 à 16 h 30 : B. Few, Trio Butterfly.
ABC (723-61-27), le 1^{er} à 20 h 30 : J. Kuba, B. Richmond, R. Wallace, D. Humair ; le 2 à 20 h 30 : H. Popl, H. Solal, W. Fischel.
ATMOSPHÈRE (249-74-30), le 1^{er} à 20 h 30 : S. S. et C. ; le 2 à 20 h 30 : S. Kappel, D. Levallet ; à 23 h : Intercommunal Percussion Ensemble ; le 3, 4, 5 à 20 h 30 : M. Buhler ; à 23 h : A. More.
BATACLAN (700-30-12), le 6 à 20 h : Eloy.
CAVEAU DE LA BUCHETTE (526-65-05), 21 h 30 : R. Swing Quartet ; le 6 : Four Bones.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), le 2 à 18 h et 21 h : Jo Le-maire.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) (D.L.), 22 h 30 : Pakistak.
CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), les 5, 4, 5 à 23 h : Apathie not.
DEPOT-VENTE (637-31-57), le 2 à 21 h 30 : Anconina ; le 5 : V. Lead ; le 4 : J. Nacouet et Sany Band.
ESPACE BALARD, le 1^{er} à 20 h 30 : Weather Report ; les 6, 7 à 21 h : Cerrone.
FORUM (297-53-39), les 6, 7 à 21 h : Gwendal.
GIBUS (700-78-88), le 1^{er} à 24 h : The De-creators.
MANU MUSICALE (239-05-71), 21 h 30 : le 2 : B. Boudin, G. Andrieu, Maher ; le 5 : C. François, P. Jacques, J. Querier, B. Girard, B. Tocaine ; le 4 : J.-F. Canepa, F. Mechali, Mouthans, J. Sicaud.

NEW MORNING (523-51-41), les 1^{er}, 2 à 20 h : M. Cullier ; les 3, 4 à 20 h : Slick-phonia ; les 5, 6, 7 à 20 h : Lounge Li-zards.
OLYMPIA (742-25-49), le 7 à 20 h : The Residents.
PETIT JOURNAL (326-38-59), 21 h 30 : mer. M. Slim ; jeu. Watergate Seven-One ; ven. Barboues ; sam. Swing at Six ; lun. mar. S. Diste.
PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Richard, N. et S. Rahousson, M. Hery (dura, le 5) ; à partir du 6 : J.-L. Chautemps, L. Fuentes, R. Urte-gor, A. Cullax, Ch. Belloni.
PHILONE DEFENSE (776-44-26), le 1^{er} à 21 h : O. Lake ; les 2, 3, 4 : Zaka Percussion.
RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-15), le 2 à 18 h 30 : A. Jean-Marie, P. Artero, E. Barret, J. Berdy, Ch. Bel-lozzi.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : les 1^{er}, 2 : M. Saur ; les 3, 4 : R. Franc ; le 7 : L. Laiter.
TH. DE PARIS (280-09-30), le 7 à 21 h : M. Solal.
VIEILLE HERBE (521-53-01), le 2 à 20 h : Hootenanny.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30, dim., 20 h 30 : M. Vossen, S. Kessler.
ASSEM (334-79-78), le 7 à 19 h 30 : J. So-lane.
BASTILLE (557-42-14), les 1^{er}, 2, 5, 4, 5 à 20 h : Intérieur rouge.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), le 1^{er} à 20 h 45 : Dances Derviches ; le 2 à 21 h : S. et R. Paigrali, danc. de l'Inde ; le 4 à 20 h 30 : S. et R. Paigrali ; le 7 à 20 h 45 : Bharata Naryam.
CENTRE MATHIS (241-50-80), les 1^{er}, 2, 5 à 21 h : M. Harmel.
EPICERIE (547-50-85), les 6, 7 à 20 h 30 : S. Nijedra, R. Dumez.
MAISON DE L'ALLEMAGNE, les 1^{er}, 2 à 21 h : Quator pour trois.
SUNSET STUDIOS, les 3, 4 à 21 h : P. Camoen.
TH. PARIS 12 (343-19-01), le 5 à 18 h 30 et 21 h 30 : Cie Danzine.
TH. DE PARIS (280-09-30) (D. soir), 20 h, dim. 16 h : Cie Danse Concert (dura, le 5).
TH. DE PARIS (280-09-30) (D. soir), 20 h 30, sam. et dim. 15 h : Ballet A.-Gades (dura, le 5) ; le 7 à 20 h 30 : C. d. de Séville.
Les comédies musicales
BOUFFES-PARIISIENS (236-60-34), (D. soir, 1^{er}), 21 h, dim. 15 h : Phi-Psi (à par-tir du 5).
POTINIERE (261-44-16), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Il signor Fagotto.

En région parisienne

ARGENTEUIL, C.C.M., (961-25-29), le 3, à 20 h 45 : M. A. Estrella (Bach, Beethoven, Ravel...)
ASNIERES, C.C.A., (790-63-12), le 6 à 20 h 45 : Orchestre P. Kucenz.
AUVERS-SUR-OISE, Église Notre-Dame (056-71-19), le 5, à 17 h : Chœur et orchestre du Conservatoire national de Val-de-Marne (Mozart, Purcell, Bizet...)
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), les 2, 3, 4, à 21 h 30 : De la cave au grenier, un corps entier de songes.
BEZONS, C.A.C. (982-20-88), le 3, à 21 h : En sortant de l'école.
BOULOGNE-BILLANCOURT, conservatoire, le 7, à 21 h : Concert symphonique (Bach, Kodaly, Jolas) ; T.B.R. (603-60-44) : les 3, 4, 7, à 20 h 30 : le 5, à 15 h 30 : Yves Duteil.
CERES-POISSON, C.A.C. (032-79-00), les 1^{er}, 2, 5, 4, de 10 h 30 à 23 h 55 : III^e Biennale des théâtres de marionnettes.
CHATELAIN-MALABRY, Église Sainte-Barbe, le 1^{er}, à 20 h 30 : K. Alameirov, G. Camme, Th. Dumas (Mozart, Jacob, Bruch...)
CHATOU, M.J.C. (071-13-73), le 4, à 21 h : E. Daniel, H. Lavandier, V. Meyer, P. Lemoine.
CHOISY, Théâtre P. Elard (890-89-79), le 4 à 20 h : Grand orchestre de jazz du Conservatoire.
CLICHY-LE-GARENNE, Th. Bataclan (res. : 636-74-54), les 1^{er}, 2, 3, 4, à 21 h ; le 5, à 15 h : L'entre Don Juan.
COURBEVOIE, Maisons pour tous (333-63-52), le 2 à 21 h : C. Dupin ; le 4, à 21 h : Suspense.
EAUBONNE, Église du Sacré-Cœur, le 3, à 21 h : Ensemble vocal L. Morezino (Bach, Schubert, Bruckner...)
ELANCOURT, APASC (062-82-81), le 5, à partir de 14 h : V. P. rencontre folklorique internationale.
FRANCONVILLE, Cie H. Langlois (413-54-96), le 1^{er}, à 15 h : Duo Perche ; le 4, à 15 h : Th. Miniature ; le 7, à 21 h : Revue à six mains.
GENNEVILLIERS, Théâtre (792-26-30), les 1^{er}, 2, 5, 4, à 20 h ; le 5, à 17 h : Dura-Laine ; les 1^{er}, 2, 5, 4, à 21 h 45 : le 5, à 18 h 45 : les Emigrés.
JUVISY, Salle des fêtes, le 5 à 19 h : Ars Nova, Ensemble instrumental de Juvisy (Bouché, Micciani, Hayward...)
LAGNY, Église N.-D.-des-Anglais, le 3, à 21 h : Musique baroque.
MARLY-LE-ROI, Maisons J. Vilar (958-74-87), les 1^{er}, à 15 h ; le 5, à 17 h : le Cirque des rats ; à 21 h 30 : Strip Street ; le 2, à 21 h 30 : X. Lacouture ; le 4, à 21 h : Popcorn.
MARNE-LA-VALLÉE, Maisons de temps libre (005-92-24), le 7, à 21 h : La fête en plein air.

AVIS DE CONCOURS

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS
Un concours est ouvert au Théâtre National de l'Opéra de Paris pour le recrutement d'Artistes dans les Chœurs.
PREMIERS ET SECONDS TÉNORS
Le concours aura lieu à l'Opéra le MERCREDI 29 JUIN 1983, à 10 h ÉLIMINATOIRE à 14 h la FINALE
Inscription : écrire à la RÉGIE DES CHŒURS T.N.O.P.
8, rue Scribe, 75008 PARIS
Date limite d'inscription : Samedi 25 juin 1983.

GAUMONT AMBASSADE - OLYMPIC BALZAC - GAUMONT EVRY - GAUMONT RICHELIEU - CUCHY PATHÉ - PAGODE - 3 SECRETAN - BRETAGNE - LES PARNASSIENS
GAUMONT CONVENTION - NATION - QUINTEPATHE - GAUMONT HALLES - GAUMONT OUEST Boulogne - PARAMOUNT MAILLOT - 4 MOUSQUETAIRES St-Michel-sur-Orge
AVIATIC Le Bourget - FLANADES Sarcelles - C2L St-Germain - 4 TEMPS La Défense - ENGHEN - CLUB Maisons-Alfort

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 83



Partner's productions, Renn productions, Oltane productions, Azor Films et FR3 présentent



Un film de
PATRICE CHÉREAU

L'HOMME BLESSÉ

A.J.O. avec Jean-Hugues ANGLADE, Vittorio MEZZOGIORNO, Roland BERTIN et la participation de Lisa KREUZER.
Scénario et dialogue Patrice CHÉREAU et Hervé GUIBERT. Décor Richard PEDUZZI. Photo Renato BERTA. Produit par Ariel ZEITOUN, Claude BERRI, Marie-Laure REYRE.



INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

COMMUNICATION

ETENDANT SON EMPIRE

M. Robert Hersant prend le contrôle du « Dauphiné libéré » et entre au conseil d'administration du « Soir » de Bruxelles

M. Robert Hersant, patron du groupe Socpresse et propriétaire, notamment, du Figaro, continue d'étendre son empire, inquiété par la justice - il est inculpé, depuis

1978 d'infraction à la législation sur la presse - et par les impôts - le fisc lui réclame un redressement d'environ 200 millions de francs - le voici pratiquement à la tête du

Dauphiné libéré, le deuxième groupe de la presse de province et, à la faveur d'une querelle de famille, avec un pied dans le quotidien bruxellois le Soir.

De nos correspondants

« Si ça avait été convenable, j'aurais embrassé les juges ! » Quelques secondes après l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble, mardi 31 mai, M. Hersant a laissé éclater sa satisfaction. En donnant raison à MM. Marcel Fournier et Robert Hersant contre M. Paul Dini, dans le conflit qui les opposait pour la propriété du Dauphiné libéré (le Monde du 27 avril), la cour a replacé en outre l'un des fondateurs, M. Louis Richerot, quatre-vingt-cinq ans, à la tête de l'entreprise. Ce dernier avait, en effet, fait un retour spectaculaire en faveur du rachat Hersant-Fournier en retirant ses plaintes contre lui.

Reste maintenant à M. Robert Hersant à trouver 84 millions de francs, afin de rembourser le prix

des actions indûment rachetées par la société Finacom, que dirige M. Paul Dini - 44 millions - et le prêt consenti par ce dernier au Dauphiné libéré, soit 40 millions de francs. Le patron du groupe devra ensuite, pour assainir la situation financière du quotidien dauphinois, réintroduire une somme importante. Des chiffres qui ne semblent pas effrayer outre mesure M. Hersant.

Dès mercredi 1^{er} juin, le comité central d'entreprise faisait état de ses inquiétudes dans les colonnes du quotidien: il affirme que le personnel « n'acceptera pas d'être mis devant le fait accompli en cas de restructuration, abandon de zones de

diffusion, disparition ou concentration de titres » et souhaite que la désignation de l'encadrement « se fasse en accord avec les représentants du personnel ». La veille, M. Hersant a voulu rassurer les salariés du Dauphiné libéré qui « doivent être satisfaits en dépit des légendes et des propagandes ».

Une querelle de famille

Une querelle dans la famille propriétaire du quotidien bruxellois le Soir pourrait permettre à M. Hersant de prendre pied en Belgique. Cette nouvelle a provoqué mardi 31 mai beaucoup d'émotion dans les milieux de la presse belge, et plus

particulièrement parmi les collaborateurs du journal.

Le Soir a toujours été le « bateau amiral » du groupe de presse Rossel. Avec une diffusion moyenne de quelque deux cent vingt mille exemplaires par jour, il est le plus important des journaux francophones de Belgique. Si la ligne politique a parfois connu quelques évolutions, son indépendance à l'égard des partis n'est pas discutée. Mais au sein des actionnaires s'opposent deux fractions de la famille propriétaire, héritiers du fondateur, Victor Rossel. La majorité du conseil d'administration, autour de M. Marie-Thérèse Rossel et du directeur du journal, M. Jean Corvillain, a finalement confié à M. Robert Hersant le siège d'un des « minoritaires », M. Jacques Declercq, arrière-petit-fils du fondateur.

Dans l'état actuel des choses, ce résultat est d'autant plus difficile à comprendre que la direction du journal n'hésite pas à exprimer publiquement sa « répulsion » à l'égard du magnat de la presse française. Un communiqué publié à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires assure que les deux nouveaux administrateurs, MM. Conrad Matrice, actuellement directeur général de la Meuse (journal lié au Soir) et Robert Hersant, « ne sont chargés d'aucune autre fonction dans la société. Leur présence au conseil d'administration ne modifiera ni le fonctionnement de l'entreprise, ni la répartition des pouvoirs, ni la conduite du journal ».

La rédaction, qui partage les mêmes soucis que la direction, se réunit ce mercredi 1^{er} juin. Mais l'affaire n'est pas définitivement conclue et, de part et d'autre, on annonce le recours à des procédures judiciaires.

● La société des cadres du « Monde », réunie le 31 mai en assemblée générale, s'est prononcée favorablement sur le projet de constitution d'une société « Régio-Monde » constituée à parts égales avec Régio-Presse (Publicis) qui devait assurer la régie publicitaire d'un magazine le Monde illustré. Deux cent trente parts étaient présentes ou représentées; deux cent vingt-six ont pris part au vote qui a donné le résultat suivant : 70,80 % pour; 18,14 % contre; 9,73 % d'abstentions (il y a eu 1,33 % de bulletins nuls).

● La cour d'appel de Monaco a estimé, dans un arrêt du 19 mai, que le licenciement de M. Michel Bassi, directeur général de Radio-Monte-Carlo jusqu'au 7 juillet 1981, était « abusif », et a condamné la station à un franc de dommages-intérêts. L'avocat de M. Bassi, M. Jean-Marc Varaut, a souligné, dans une déclaration à l'Agence France-Presse, que la cour fait état d'un licenciement « à la demande de la SOFIRAD » (holding d'Etat détenant la majorité des parts dans la radio monégasque) intervenu « pour des motifs professionnels ».

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 2 JUIN

— M. Maurice Volron, président de la Fédération nationale des transports routiers, est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.-M.-C., à 8 h 30.

— M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., est reçu au journal de 12 heures sur Radio-C.V.S., 91,3 MHz, Versailles, Yvelines.

— M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, est invité d'un « Club de la presse exceptionnelle », sur Europe 1, à 19 heures.

— M. Daniel Leone, secrétaire général de la Confédération nationale du logement, participe à l'émission « Le grand débat », à 19 h 15, sur Radio-92, 92,8 MHz, Nanterre, Hauts-de-Seine.

(Publicité)

CURE THERMALE 1983
Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De FOCEAN à la MÉDITERRANÉE, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil. Documentation gratuite (hebergement et cures) : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS, tél. 742.67.91 +

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès

de M. Henri CANAC, directeur adjoint honoraire de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, le 25 mai 1983, à Meudon-la-Forêt. De la part de sa famille, 23, avenue Emile-Augier, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— La directrice, La directrice adjointe, Les élèves et le personnel de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles, ont le triste devoir de faire part du décès survenu le mercredi 25 mai 1983, de

Emmanuelle DUMONT, élève littéraire (96^e promotion). Réunion au cimetière de Montrouge. Entrée principale : avenue de la Porte-de-Montrouge, le vendredi 3 juin, à 10 h 45.

— Le Père Froissart, vicaire capitulaire de Nanterre. Les prêtres du diocèse, Les aumôniers du mouvement A.C.O., J.O.C.F., J.O.C.F. de la région Ile-de-France. Sa maman, sa famille et ses amis, font part du décès de

Philippe DUVIVIER, prêtre, aumônier national de la J.O.C.F. et J.O.C.F., le 29 mai 1983.

C'est à la cathédrale Sainte-Genève de Nanterre (28, rue de l'Eglise) que nous nous retrouverons pour célébrer ses obsèques, le jeudi 2 juin, à 15 h 30.

A la demande de Philippe : ni fleur ni couronne, mais éventuellement des dons qui seront répartis entre la J.O.C.F. et la J.O.C.F., l'aumônerie J.O.C.F.-J.O.C.F. et la recherche sur le cancer. (Dons à adresser à Daniel Coffigny, C.C.P. 23 873.80, Paris).

— M. Edmond GUÉRAUD, M. et M^{me} Jean-Michel GUÉRAUD et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Piquand et leurs enfants, Les familles GUÉRAUD et GAMBAY, son épouse, ses enfants, petits-enfants, frères, belles-sœurs, neveux et parents ont le deuil de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Edmond GUÉRAUD, ingénieur I.E.G. (1922), ancien directeur de la Compagnie des signaux et entreprises électriques,

pieusement décédé à Paris, en son domicile, le 30 mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Bourg-d'Oisans (Isère), le jeudi 2 juin 1983, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

128, boulevard Périère, 75017 Paris.

— M. Jacques Guez et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Jean-François GUEZ, son fils et leur frère, disparu subitement à Munich, le 28 mai 1983, à l'âge de vingt-huit ans.

Priez pour lui. Valmanne F.I. 13009 Marseille.

— Le président, le comité de direction et le personnel de la F.N.A. ont le regret de faire part du décès, le 29 mai, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans de

M. Clément HAREL, président de l'Aéro-club de Basse-Normandie, ancien administrateur général, trésorier général et vice-président de la F.N.A., secrétaire général, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'aéronautique.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 juin, à 14 heures, à l'église Notre-Dame de Claison, 4, place Sainte-Marie (près du pont de Claison, 78).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Claison.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Witold LANGROD, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 17 mai 1983, à son domicile, ses enfants, ses amis, ses neveux, ses nièces, ses petits-enfants.

Né en Pologne, combattant des deux guerres dans les troupes polonaises, décoré à plusieurs reprises, auteur de plusieurs travaux sociologiques et historiques, M. Langrod était, pendant de longues années, jusqu'à sa retraite, haut fonctionnaire des Nations unies.

— Au-en-Provence. Le docteur et M^{me} Pierre Latil, M. et M^{me} Philippe Bessard et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Latil et leurs enfants, M^{me} Anne Latil, Le docteur et M^{me} François Latil et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Olivier Latil et leurs enfants, M. et M^{me} Christophe Latil.

Les familles Charpin, Latil, Camardel, Regaud, font part du décès de leur frère, oncle et allié, rappelé à Dieu, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

A Toulouse, le 29 mai 1983. Les obsèques ont eu lieu à Toulouse, dans la chapelle des Petites-Sœurs-des-Pauvres, en présence de Mgr l'évêque de Toulouse et de ses confrères.

— Le docteur et M^{me} André Pignon, François, Isabelle et Hélène Pignon, M^{me} Colette Barraud, Le capitaine de frégate (C.R.) et M^{me} Jean-Pierre Petit, Dominique et Nicolas Petit, M. et M^{me} Michel Bouquet, Marie-Anne, Véronique et Vincent Bouquet.

Le docteur et M^{me} Hugues Scherbach, Philippe Scherbach, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Léon PIGNON, née Elise Labacherie,

leur mère, grand-mère et belle-mère, survenue le 30 mai 1983.

Les obsèques auront lieu à Jurignac (Charente), le jeudi 2 juin 1983, dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à Paris, le samedi 18 juin 1983, à 10 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-vous, Paris-12^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

73, boulevard Sout, 75012 Paris.

— M. et M^{me} Jacques Sourdille et leurs enfants, M. et M^{me} Jean François, leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Sourdille, Vincent, Branelle, Blanchard et Bourgain, ont le deuil de faire part du décès de M^{me} venue Maurice SOURDILLE, née Anne Vincent,

leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante, survenue le 28 mai 1983 dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux en l'église Saint-Nicolas de Nantes, suivi de l'inhumation au cimetière de la Boutellerie, ont eu lieu le 31 mai 1983 dans l'intimité familiale.

194 bis, rue de Rivoli, 75001 Paris, 211, rue de l'Université, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Pierre URBAIN, née Thérèse Delle, architecte D.E.S.A.,

survenue à Angers le 28 mai, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de Ses enfants, Le pasteur et M^{me} Guy Wagner, 18, rue A.-Boulin, 69100 Villeurbanne.

M. et M^{me} Pierre Recoules, 100, rue Chéret, 49000 Angers.

Le pasteur et M^{me} Daniel Urbain, 5, rue Jeanne-d'Albret, 69000 Tarbes.

De ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, De ses neveux, nièces, parents et alliés.

« C'est dans le calme et la confiance que sera votre force » (Esaïe 30.V.15.)

L'incinération aura lieu le jeudi 2 juin, à 15 h 30, au crématorium de Père Lachaise, où l'on se réunira.

— Lucette Valensi et Avram Udovitch, André et Lina Valensi, Suzanne Chemla et Paulette Tartour, Suzanne Valensi et Kurt Ruderman, Françoise Valensi et Gérard Maurel, Sa famille, ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

Denis VALENSI, survenue le 27 mai 1983, à l'âge de vingt et un ans.

1, villa Bianqui, 75013 Paris.

— M^{me} Marcel Van Kote, née Madeleine Weill, son épouse, M. Jacques Henri Van Kote, son fils, Gilles, Fabrice, Sébastien, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de

M. Marcel VAN KOTE, survenue dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu jeudi 2 juin, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise. Ni fleurs ni couronnes. 40, rue des Potemiers, Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

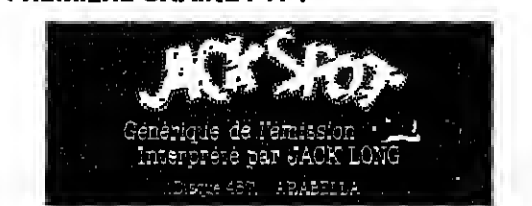
— M. Isak Epelbaum et sa famille, Très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M^{me} Georgette EPELBAUM, née Gelvaks, expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Le 2 juin 1977, notre cher Roger KUKAWKA, nous a quittés. Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Mercredi 1^{er} juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1



20 h 35 Le cœur du débat. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et M^{me} Alice Sauvier-Saint, ancien ministre, face à des étudiants et des professeurs.

21 h 55 Concert : Symphonie n° 3, de Brahms, par l'Orchestre de Paris, sous la direction de D. Barenboim.

22 h 50 International de tennis R. Roland-Garros.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Une mort trop naturelle, réal. R. Day. Avec H. Holbrook, K. Ross, B. Bostwick. L'épouse d'un hypnotiseur monte un plan machiavélique pour tuer son mari.

22 h 10 Magazine : Résistances. Au sommaire : reportages sur la Pologne, le Salvador, les objectifs de conscience ; un entretien avec l'ex-ministre de la défense du Chili, et Anna Prucnal, qui interprète Loin de Pologne.

23 h 35 Téléfilm : Bon anniversaire Juliette. de M. Bozzuffi, avec O. Laure, P. Moreau, G. Boustan... Si le thème du fossé des générations a encore sévi, ce téléfilm aux personnages insipides est davantage une apologie complaisante de Marcel Bozzuffi, le père, qu'une réflexion sur l'incommunicabilité entre les parents et les enfants.

22 h 10 Série : Lettres d'un bout du monde. Réal. J.-E. Jeunesson. La Grèce : L'hiver cretota. Première d'une série de trois consacrée à la Grèce, ce reportage sur un village pauvre où les habitants conservent le deuil de quatre siècles d'occupation turque n'a pas toujours réussi à débrider les visages et à délier les langues.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE. 12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Téléfilm : No man's land, de J. Amyes, d'après H. Pinter.

Un soir d'été dans la banlieue londonienne, un écrivain alcoolique invite un poète dans le défilé : atmosphère inquiétante, jeu de cache-cache verbal.

16 h 40 Magazine : Un temps pour tout.

17 h 45 Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord pas d'accord.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Planète bleue : le cours aux transports, de L. Broomhead.

Mémos, bus, voitures, vélos. Comment améliorer le stationnement, multiplier les transports en commun, ouvrir de nouvelles voies de circulation.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.

Crosby, Stills and Nash et les rubriques habituelles.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Académie mondiale pour la paix.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 50 Océan animé : Tintin.

Les jeux.

20 h 35 Cinéma 16 : Micro-Bidon, d'André Halimi avec J. Mills, Ch. Delauche, M. Guybet...

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadence 3. Émission de Guy Lux.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Téléfilm : La mémoire de la porte de bois. A. Glasberg, avec M.-M. Bonafé, A. Robery, J.-L. Blain.

Mémoire et témoignages des anciens ouvriers du chantier naval de Port-de-Bouc : un reportage désordonné, plat.

22 h 45 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 50 Prélude à la nuit. Cinq Valses, de J. Brahms, par Genevieve et Bernard Picavet au piano.

FRANCE-CULTURE

19 h 30 La science en marche : Dis-moi comment tu t'habilles ou l'anthropologie du vêtement.

22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 19 octobre 1982 à Playell) : Divertissement n° 10, de Mozart. Concerto pour violon et orchestre, de Nijinsky. Concerto pour piano et orchestre, de Liszt, par l'ensemble orchestre de Paris, dir. A. Girard, soliste J.-P. Walzer, violon, Y. Boukoff, piano.

22 h 30 Fréquence de nuit : œuvres de Gounod, Chabrier, Hahn, Chausson, Duparc, Fauré, Debussy, Poulenc, Satie, Auric.

Ascension et déclin d'un minable dans le show-biz. A priori, le scénario est amusant, mais il ne tient pas la distance et se perd dans une mélasse sentimentale.

22 h 5 Journal.

22 h 25 La vie en face : Écolos, métalliers, même combat.

Magazine de P. Alphonse et P. Pesnot.

A Choc, dans les Ardennes, le projet de construction d'une deuxième centrale nucléaire tombe en même temps que la fermeture d'une usine sidérurgique juste à côté. Écologistes et métallurgistes se sont retrouvés sur les mêmes barricades. Malgré une générosité dans le regard, les interviews donnent l'impression de s'accumuler sans être digérées.

23 h 15 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

L'album inachevé de Sarah Moore.

22 h 20 Prélude à la nuit.

Archipel, d'A. Boucourechliev, par l'Orchestre Puppier 14, avec R. Ney-Campagnolle, percussion.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : Soleil amer, richesse et détresse de l'immigration.

8 h 2. Les chemins de la connaissance : René Dubos et les célébrations de la vie : à 8 h 32, Louise Labé, poétesse du seizième siècle : à 8 h 50, la valise aux loupes.

9 h 7. Matinale de la littérature.

10 h 45. Questions en zig zag : à S. de Tervagne ; « le collier magique ».

11 h 2. Musique : Auprès de Garcia Lorca (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5. Agora.

12 h 45. Panorama.

14 h 5. Son.

14 h 45. Les chemins de la connaissance : de H. Troyat.

14 h 45. Les après-midi de France-Culture : Départementale au Croisic : 17 h, French is beautiful.

18 h 30. Fousillis : Parents à des enfants.

19 h 25. Jazz à l'ancienne.

19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : la dermatologie, avec J.-P. Escande.

20 h. Nouveau répertoire dramatique : « Vagues souvenirs de l'année de la peste » et « Histoire d'amour », de Jean-Luc Lagarce, suivis d'un entretien avec l'auteur.

22 h 30. Nuits magiques : des femmes en Chine.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin.

7 h 5. Concert : œuvres de Mozart.

8 h 45. Le Journal de musique.

15.50 من الـ 15

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Jeudi 2 juin 1983 - Page 25

OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,82
DEMANDES D'EMPLOI	82,00	81,87
IMMOBILIER	82,00	81,87
AUTOMOBILES	82,00	81,87
AGENDA	82,00	81,87
PROP. COMM. CAPITALISME	181,88	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/col.	Le m/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société de 3000 personnes dont 650 Ingénieurs et Cadres
grand équipementier aéronautique constructeur de tests et constructeur informatique
notre CA dépasse 1 Milliard de Francs dont 50 % à l'exportation - recherche

Ingénieurs d'Application Test Automatique

Ils seront chargés d'assurer l'assistance technique des clients et l'interface avec les études, l'assistance, démonstration, support technique, formation et conseil. Ces postes s'adressent à des ingénieurs compétents et expérimentés en électronique digitale.

Réf 1160

Ingénieur Logiciel Qualité

Il aura à créer et à développer la fonction « Assurance Qualité Logicielle » pour l'ensemble des activités de la société. Le poste s'adresse à un ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans en logiciel. Nous souhaitons qu'il connaisse les équipements avioniques.

Réf 1161

Ingénieurs Commerciaux

Pour la Division Informatique qui conçoit et réalise des mini et micro-ordinateurs. Ils seront chargés :
- du développement de la clientèle actuelle,
- de la prospection de nouveaux secteurs d'activité,
- de la négociation des contrats,
- du suivi commercial.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant une expérience de la vente des mini et micro-ordinateurs.

Réf 1162



5 500 personnes dont 630 cadres

CADRE INFORMATIEN DE GESTION AU SEIN DE LA DIRECTION DU PERSONNEL

Responsable de la conception et de la maintenance de tous les projets liés à la paie, à l'administration et à la gestion prévisionnelle du personnel, il créera la fonction et assurera l'interface avec le service informatique et son centre de calcul. Il doit avoir au moins 30 ans et une première expérience professionnelle. Lieu de travail : PARIS XV

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H. Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernel 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions.



5 500 personnes dont 630 cadres

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES D'UN ENSEMBLE DE 500 PERSONNES

La fonction comporte l'administration du personnel, la gestion humaine et l'animation des relations. Elle relève hiérarchiquement du Chef d'Etablissement et fonctionnellement du Directeur du Personnel. Le titulaire, de formation supérieure, aura au moins 35 ans et une expérience de Chef de Personnel.

FUTUR CHEF DE PERSONNEL D'UNITE APRES 2 ANS EN FORMATION-RECRUTEMENT

Au sein du service Cadres-Emploi-Formation de la Direction du Personnel, il prendra personnellement en charge l'organisation du déroulement d'un important projet de formation, il participera à la conception de programmes et d'outils pédagogiques et également au recrutement des cadres. Une réelle expérience (au moins 5 ans) dans la fonction personnel est exigée, mais un ingénieur d'au moins 32 ans serait très apprécié dans l'équipe. Lieu de travail : PARIS XV

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H. Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernel 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions.



emplois régionaux

ILFORD S.A. LYON - ST-PRIEST

CHEF DE SERVICE FINITION

- IL SERA RESPONSABLE :
- De la marche du service finition : coupe et conditionnement de surfaces photographiques,
 - De la réalisation des programmes de production et des objectifs de productivité, de rendement et de qualité,
 - Des indicateurs et de l'optimisation de l'atelier,
 - De l'exploitation optimale des équipements,
 - D'une équipe d'une dizaine de personnes (en majorité féminines)
 - De la sécurité et des conditions de travail.
- IL CONTRIBUERA :
- A l'amélioration progressive des moyens de production en prenant en charge, en particulier, la réalisation des projets.
- IL DEVRA :
- Etre âgé de 30 à 35 ans,
 - Avoir bénéficié d'une formation supérieure appropriée : IUT ou ECOLE D'INGENIEUR,
 - Détenir une expérience pratique du commandement en atelier de production,
 - Faire preuve de dynamisme, d'efficacité, d'autorité, de sens des contacts humains et d'esprit d'équipe,
 - Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise, parlée et écrite.
- Transmission en rapport avec expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions réf. 11455/L à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Béchervaise 69363 LYON CEDEX 07.

Cabinet de propriété industrielle

INGENIEUR RESPONSABLE DE SON SERVICE BREVETS

Mission : diriger et animer un service brevets.
Profil : ingénieur grande école, le candidat aura plusieurs années d'expérience en Cabinet ou en entreprise.
Dynamique, aimant les contacts humains, il sera amené à de fréquents déplacements.

Lieu de travail : Strasbourg.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Monsieur Arbores-Berthe, 20, rue de Copernic, 67000, Strasbourg.

CENTRE DE RECHERCHE BATIMENT

INGENIEUR GRANDE ECOLE

On cherche à la recherche de chercheurs à Grenoble dans son service acoustique-vibrations.

Adresser C.V. détaillé à C.S.T.B. 24, rue Joseph-Fourier, 38400 Saint-Martin d'Hères.

Le Comité régional de Tourisme de Franche-Comté recherche un cadre responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son schéma régional. Solide expérience exigée. Adresser C.V. à M. le Président du C.R.T., sous pli fermé avec mention « recrutement C.R.T. » au 11, rue de l'Office du Tourisme, 25000 BESANCON.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRÉCISION 1000 km de Paris recherche pour son service Études et Développement

INGENIEUR AM OU EQUIVALENT

Après 2 à 3 ans de pratique. Anglaise souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous pli fermé à : PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 08, qui transmettra.

emplois internationaux

SOCIÉTÉ RECHERCHE Pour postes expérimentés :
- ECONOMISTES
- AGRO-ECONOMISTES
- ZOOTECHNICIENS
Expérience 3 à 4 ans minimum. Envoyer C.V. et prétentions à : 50320 La Motte Pub services ANNONCES CLASSEES 5, rue de l'Inde, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

POSTES A POURVOIR PARIS.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Expérience COROL - DOS - V.S.E. sur IBM 43-41. M. CARPENTIER EVELINE, E.T.T. 291-23-59 pour R.V.

La Direction Comptabilité d'un GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS IMPORTANT proposé à un

EXPERT-COMPTABLE

un poste au sein de son service Comptabilité Générale.
Il sera exigé du candidat une expérience d'au moins 5 ans dans ce domaine.
Ce poste susceptible d'intéresser un candidat de valeur est situé à Paris.
Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous référence 3519 M à PUBLIPANEL - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 08, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE 16° arrondissement recherche

UN CADRE CHARGÉ DE LA GESTION FINANCIÈRE

(budget, comptabilité, informatique) d'un important service.
Les candidats, dépourvus des obligations militaires, doivent être titulaires d'une MAÎTRISE DE GESTION ou de SCIENCES ÉCONOMIQUES.
Expérience soignée.

Écrire sous n° 265.158 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

AUDITEUR CONFIRMÉ

5 ans d'expérience bancaire indispensable. Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 040.556 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Sté de négoce en exportation (vendition de (Theodora) recherche

DIRECTEUR GÉRANT

- Sera des responsabilités - Profil commercial.

Écrire sous le n° T 040.558 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGENIEURS M.G.

SOPHAB E.T.T. - 780-40-40.

Sté INDUSTRIELLE rech.

CHEF DE PRODUIT JUNIOR

SITUATION ÉVOLUTIVE Anglais exigé, allemand souhaité. Env. C.V. photo et prét. H.K. 94, bd R.-Lancol, 20.

FORM. D'ADULTES

pr cours d'ALPHABÉTISATION EXPÉR. PÉDAGOGIQUE exigée. Téléphone : 328-21-44 2 km de 9 h à 18 heures.

L.I.M.M.

Conseil et réalisation recherche

INGENIEURS LOGICIEL

Responsables et autonomes, avec première expérience informatique, télécom-réseaux, X.A.O....

Pour s'intégrer à une petite équipe de consultants. Conditions moyennes. Adresser C.V. et prétentions, 22, avenue Emile-Zola, 75018 PARIS.

Le département Droit et Fiscalité du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires recherche un enseignant permanent (25/35 ans environ), niveau docteur, spécialisé en droit des sociétés et droit financier, expériences professionnelles et pédagogiques indispensables. Envoyer C.V. détaillé à : C.E.S.A. DÉPARTEMENT DROIT ET FISCALITÉ 1, rue de la Liberté 78360 JOUY-en-Josas.

secrétaires

M.J.C. recherche Secrétaire de Direction niveau B.T.S. de comptabilité poste à pourvoir en septembre. Envoyer C.V. à : Club de Créteil rue Charly 94000 CRETEIL.

Association Secteur social recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION B.T.S. ou équivalent

Salaire mensuel brut : 8.950 F + prime 7,5 % Embauche immédiate.

Envoyer C.V. détaillé à : F.T.D.A. 29, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

BERTIN & Cie

recherche pour sa
DIVISION MÉCANISMES
ET SYSTÈMES INDUSTRIELS

INGENIEUR METHODES

ayant une expérience significative en
GESTION DE PRODUCTION INFORMATISÉE
pour définir et mettre en œuvre des équipements et automatisations
dans le cadre de notre activité :
AUTOMATISATION D'USINES

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée
réf. 665 à :
Mr DUFOURMANTELLE
BERTIN & Cie
B.P. 3 - 78373 Plaisir Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche

INGENIEUR

Spécialiste en Bio-Technologie avec une
expérience de quelques années en laboratoire ou en production sur lementeur pour développer son laboratoire et préparer la boulangerie de demain.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous réf. 61654 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Nous sommes une entreprise de haute technicité, située en proche banlieue ouest, comportant une majorité de jeunes ingénieurs et techniciens dynamiques.
Notre croissance le prouve.
Il faut manager, en conseil et appui de la Direction Générale, cette équipe qui croît sans cesse : Recruter, gérer, informer, communiquer. Vous êtes un

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

Impérieusement juriste de formation, expérimenté, homme de terrain, sûr de vous.
Vous voulez accompagner le développement de notre société.
Vous avez du tempérament, des idées, vous croyez aux hommes et en vous.
Nous attendons votre lettre.
Nous sommes pressés...
Envoyer dossier et photo à POLYMONT S.A. Service du Personnel 5, Avenue Caroline - 92210 SAINT-CLOUD - Tél. : 771-94-59.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

M. JOURDAIN
ANGLE DE RUES
EPLENDIDE BOUTIQUE

PRIX : 1.800.000 F
TUDE BOGQUET 705-08-76.

ES ARQUEBUSIERS
REVAL : 277-62-23.

(95) ROISSY, PROCHE
Transmission verbale

11- M^e PARMENTIER
1 000 m² divisibles.

Locations

Entrepôts/ter
de 700 à 3.000 m²
SARL 776-44-88
(92) PONT-DE-SÈVRES
Activités/bureaux

SARI. 776-44-88.

50

linguistiques
ANGLETERRE, U.S.A.
10 à 21 ans! Été, encadrement
par prof. Tél. (1) 322-85-14.

STAGES D'ÉTÉ
Piano, guitare, saxo, chant,
batterie, aux Mesnuls (78), à
l'Orangerie du Château.
Téléphone: 887-18-22.

**OISE 4^e Age - Valides,
Invalides et séniors surveillance**

isme - Loisirs

PRATIQUE

ET JEUNES
avec ou sans hébergement

Loue VAR, 28 km St-Raphaël
propriété, 3.500 m arborés
110 m. confort, pour 4 pers.
quinz. 6.000 F. mois 7.000 F.

Location juillet, villa 7 personnes, à Aix-en-Provence
Téléphone : (42) 57-71-50.

A louer juillet, proximité Uzès
Avignon, grande maison
(10 lits, 2 salles de bains) et
pleine nature. Piscine 17 x 6
m. 120 000 F. 04 90 21 10 00

LOUVE appart. 4 pers. 500 m
piépié Mourillon Toulon
Tél. : (04) 75-44-87 (16 soir)

PYRÉNÉES : rando, à pied
cheval, escalade CIME
61-66-40-10, 3, sq. Balagu
09200 SAINT-GIRONS.

GORGES
L'AGENCE MATHIEU
vous propose
ses locations saisonnières
PROPRIÉTÉS, VILLAS, APPTS
Téléphone : (80) 72-01-76.

Corse Sud, Porto-Vecchio, loué
juillet, septembre, villa, 11 ch
4 chbres, vue imprenable, site
classé, très calme.
Tél. 624-37-44, après 20 h.

Condition	Control (%)	MCI (%)	AD (%)
A	~95	~85	~75
B	~90	~75	~65
C	100	80	60
D	~95	~85	~75

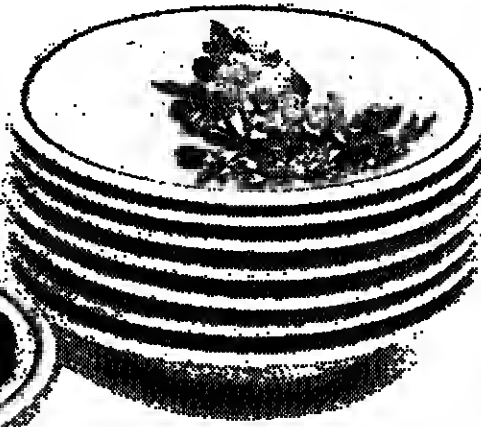
Nos prix permettent de casser la vaisselle sans briser son ménage.



TUMBLER-Verres 31 cl.
Par 4: **9,50F.**



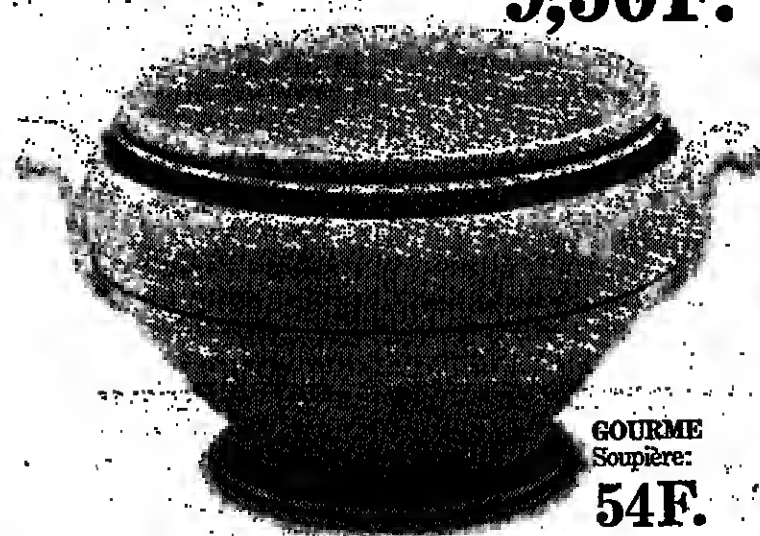
BLÅBÅR
Petites assiettes
creuses. Par 4: **45F.**



IKEAGLAS
Verres à vin. 24 cl.
Par 4: **24F.**



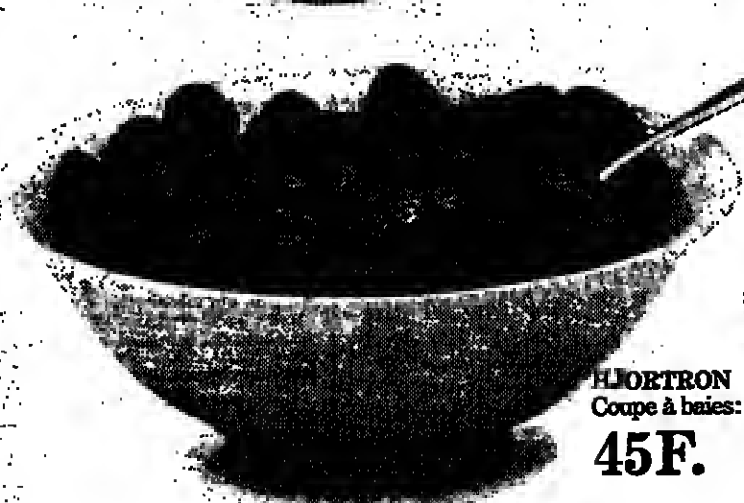
TUMBLER
Verres 25 cl. Par 4: **9,50F.**



GOURME
Soupière: **54F.**



CHOPE
Motif chien
et chat: **9F.**



HJÖRTRON
Coupe à baies: **45F.**



Assiettes plates
2 dimensions. Par 4: **24F.**

Une soupière qui glisse des mains pour se retrouver (et dans quel état!) sur le carrelage de la cuisine. Une pile d'assiettes qu'on laisse tomber pendant une discussion un peu agitée. Des coupes se sont brisées pour bien moins que ça. Il fallait faire quelque chose pour la paix des ménages. Et c'est ce qu'a fait IKEA.

Avec toute une gamme d'articles de vaisselle dont vous ne pourrez pas dire qu'ils ne cassent rien! Mais IKEA, ce n'est pas seulement la vaisselle. C'est aussi tout ce qui concerne la maison et le jardin. Tous les articles que nous vous proposons, nous les concevons. Nous les faisons

fabriquer. Et le plus souvent, quand il s'agit de meubles, nous vous les faisons monter. Résultat: IKEA arrive à concilier la qualité et un prix juste.

Si nous ne pouvons pas garantir que notre vaisselle est incassable, en revanche, nos prix sont à toute épreuve.

Ils sont fous ces Suédois.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
Tél.: 882.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et
ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Contemporain et tout simple

Une nouvelle chaîne de distribution française vient d'ouvrir, à Paris et dans ses banlieues, quatre magasins de meubles prêts à emporter.

Pendant du principe que se meubler et décorer sa maison doit être simple comme A + B, les dirigeants de cette chaîne ont adopté ces deux lettres comme enseigne. Deux années de préparation et une coopération entre le bureau d'études de A + B et des fabricants (en majorité français) ont abouti à la mise au point d'une collection où figurent de nombreux produits exclusifs. C'est le contre-attaque française à l'implantation, en région parisienne, du suédois Ikea, géant international de la vente en kit.

Les quatre magasins A + B se répartissent en deux groupes : en périphérie (à Vitry et à Saint-Germain-des-Bois) avec une surface de vente de 1 500 mètres carrés et une zone d'entreposage équivalente, dans le même toit, où tous les produits sont disponibles ; en ville (dans le dix-septième arrondissement et à Levallois) où la surface est entièrement consacrée à l'exposition-vente. Là, seuls les tissus, luminaires et objets sont à emporter, les meubles étant à prendre dans un entrepôt de proximité ou à venir chercher au magasin dans les quarante-huit heures. Dans les quatre magasins, les pièces volumineuses peuvent être livrées à domicile.

Tout n'est pas nouveau dans ces points de vente où le client s'impressionne d'être libre, même s'il est subtilement tenté. On connaît déjà ces grandes surfaces où la signalisation et l'équipement sont assez explicites pour suppléer à l'absence de vendeurs. Mais l'originalité de A + B réside dans son choix de

meubles : tous contemporains, simples, mais de bon goût et faciles à monter soi-même. Dans chaque magasin, l'espace est divisé en trois zones où sont regroupés tous les produits destinés aux mêmes pièces. Les meubles sont exposés dans des ambiances décoratives et les accessoires réunis dans des boutiques, au centre de chaque zone, et par thème : matières et couleurs (avec un grand choix de tissus), la cuisine et le table, le sommeil et le bain.

Parmi les meubles exclusifs et de fabrication française, le programme d'éléments en kit «384» est en frêne naturel, avec façades à lames horizontales, ou en mélamine blanc, uni ou encadré de bois. Ces rangements, à composer selon ses besoins, sont présentés en situation dans toutes les ambiances de pièces. Dans le domaine des sièges, quelques exclusivités également françaises : en particulier le canapé et le fauteuil «Petapouf», de lignes arrondies, habillés d'un tissu écru ou brique à larges piqûres (1 690 F le canapé deux places, 1 290 F le fauteuil), et le canapé-lit «Saurmur», tout en mousse et recouvert d'une couette amovible, en tissu noir bordé de rouge ou écru, et jeune, 2 795 F. Une bonne idée pour une maison de vacances : un léger coffre, à montants en pin et profond sac en toile, où ranger une couette dans la journée.

JANY ALJAME.

* A + B, 110-116, boulevard de Stalingrad, 94400 Vitry; ZAC de la Croix-Blanche, 5, rue du Hurepoix, 91700 Saint-Germain-des-Bois (ouvert le dimanche, fermé le mardi); 71-73, avenue des Terres, 75017 Paris; Centre Gustave-Eiffel, 93300 Levallois (fermé le dimanche).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 1^{er} juin :

DES LOIS

- Portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse ;
- Portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales.

DES DÉCRETS

- Modifiant le décret du 25 juillet 1964 relatif à l'organisation du ministère de la justice ;
- Portant publication de la convention entre la République française et le royaume du Maroc relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire.

UN ARRÊTÉ

- Relatif au remboursement des sommes souscrites à l'emprunt obligataire 1983. Barème fixant le montant des intérêts dus.

UN AVIS

- Relatif aux opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour.

MARIUS ET JANETTE

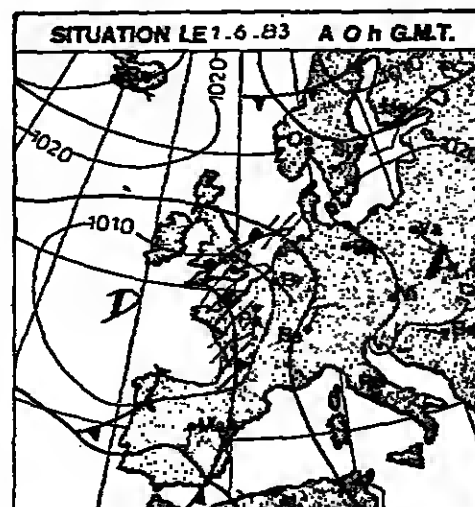
TERRASSE PLEIN AIR
Chapons - Bouillabaisse - Bourride
Loup grillé au fenouil et toutes les spécialités provençales.
Déjeuner servi jusqu'à 14 h 30 et dîner jusqu'à 23 h.
Fermé le samedi et le dimanche
4, av. George-V - 723-41-88 et 723-84-38

Le Monde

Dans son numéro du 5 juin 1983

- L'ARRIVÉE DE « KING SUNNY » ADE
- Le « Roi Soleil » de la musique africaine à l'assaut de l'Occident
- Reportage d'Alain Wais
- Les quarante prix littéraires bretons.
- Les squatters tranquilles de Sevres.
- Gérard Genette et le grand jeu de la littérature.
- Nouvelle : « Les Deux Nounous » d'Alain Elkann.

MÉTÉOROLOGIE



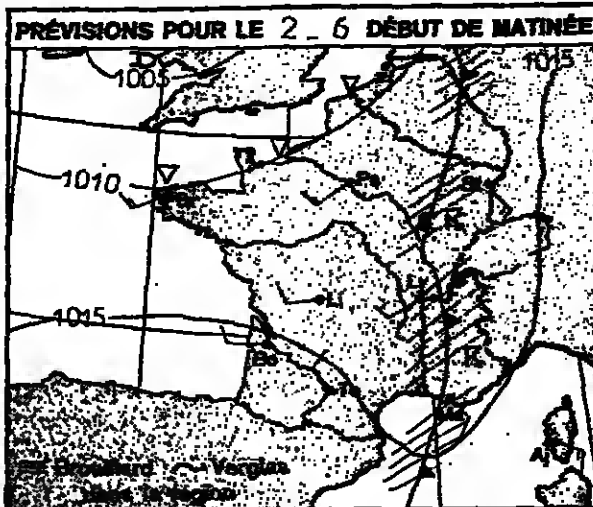
Évolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} juin à 06 heures et le jeudi 2 juin à minuit.

Le minimum des Haes Britanniques dirige un thalweg sur la France ; des masses d'air chaud et orageux remontent sur notre pays à l'avant de ce thalweg, tandis qu'à l'arrière l'air devient rapidement plus stable, mais plus frais.

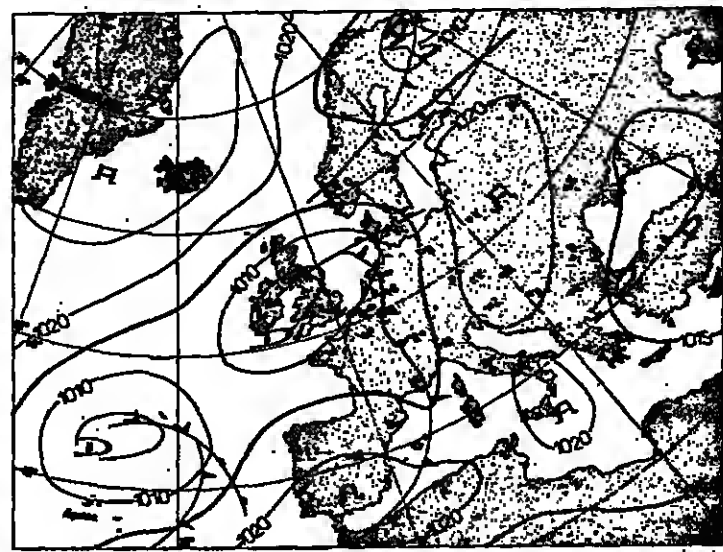
Jour matin, des orages isolés seront observés sur la moitié est du pays et pourront être forts sur les versants sud du relief. Cette activité orageuse s'élargira vers l'est dans la journée et de belles éclaircies apparaîtront, malgré quelques averses toujours possibles sur l'extrême est. Sur les autres régions, après la dissipation rapide de quelques bancs de brouillard, le temps deviendra beau et ensoleillé. Un faible risque d'averses existera près des côtes de la Manche. Dans la soirée, les masses d'air deviendront plus abondantes sur la Bretagne. Les vents, faibles en général, souffleront par rafales sous les orages. Les températures en légère baisse avoisneront l'après-midi 18 à 23 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 1^{er} juin, de 1010 millibars, soit 757,6 millimètres de mercure.

Ajaccio, 23 et 12 degrés; Biarritz, 28 et 13; Bordeaux, 24 et 13; Bourges, 25 et 14; Brest, 17 et 11; Caen, 22 et 13; Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 24 et 15; Dijon, 24 et 13; Grenoble, 21 et 14; Lille, 24 et 14; Lyon, 22 et 15; Marseille-Marinade, 26 et 19; Nancy, 26 et 13; Nantes, 24 et 13;



PRÉVISIONS POUR LE 2^e JOUR À 06 HEURE (G.M.T.)



Nice-Côte d'Azur, 22 et 15; Paris-Le Bourget, 25 et 14; Pau, 26 et 14; Perpignan, 21 et 15; Rennes, 23 et 13; Strasbourg, 26 et 14; Tours, 24 et 14; Toulouse, 21 et 16; Poitiers-Poitou 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés; Amsterdam, 22 et 15; Athènes, 26 et 17; Berlin, 21 et 11; Bonn, 24 et 14; Bruxelles, 24 et 14; Le Caire, 31 et 19; Les Canaries, 24 et 17; Copenhague, 15 et 8; Dakar, 26 et 22; Djéba, 32 et 18; Genève, 21 et 11; Jérusalem, 32 et 18; Lisbonne, 19 et 12; Londres, 23 et 13; Luxembourg, 24 et 13; Madrid, 25 et 11; Moscou, 24 et 15; Nairobi, 25 et 15; New-York, 22 et 14; Palma-de-Majorque, 31 et 21; Rome, 25 et 13; Stockholm, 14 et 9; Téhéran, 35 et 22; Tunis, 28 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ANCIENS COMBATTANTS

Un appel pour la création d'un Musée de la Résistance

En vue du quarantième anniversaire de la libération, qui sera célébré en 1984, un appel a été lancé en faveur d'un Musée national de la Résistance, signé par de nombreuses personnalités :

« Événement majeur de notre histoire, la Résistance n'est pas seulement l'œuvre de ceux qui la vécurent, y participèrent, l'organisèrent, déclara notamment cet appel.

« Incessante pédagogie de l'espoir, la Résistance reste à l'œuvre dans la mémoire collective des Français. Elle est une des forces profondes qui structurent notre durée, proclament notre passion de la liberté et donnent un sens véritable

à notre héritage. La création, l'enrichissement, l'efficacité d'un Musée de la Résistance, est ainsi un devoir pour tous ceux et celles, anciens combattants, résistants, déportés, patriotes, municipalités, élus des conseils généraux et du Parlement, membres des partis politiques, des organisations syndicales, des associations culturelles, des mouvements de la jeunesse, qui savent cette place que tient et doit continuer à tenir la Résistance pour que notre pays soit ce qu'il doit être. C'est à eux tous que nous faisons appel. »

Parmi les soixante-quatorze signataires, on relève les noms de M. Marcel Rigout, ministre, de MM. Vincent Badie, Léo Hamon, Christian Pineau, Pierre Sudreau, Fernand Grenier et Louis Terrenoire, anciens ministres, des généraux Gambiez, Binocet et Pagnon, du colonel Rol-Tanguy, de M^{me} Marie-Josée Chombart de Lauwe, Claire Morand, Marie-Claude Veillant-Couturier, de MM. Hervé Bazin, Jacques Debré, Vladimir Jankélévitch, Joël Le Tac, Pierre Mouren, Jacques Piette et Georges Séguier.

* Association pour la création du Musée de la Résistance, 76, rue Lénine, 94 Ivry-sur-Seine.

13^e BROCANTE
A LA BASTILLE
20 MAI 5 JUILLET
de 12 à 20 h.
jeudi de 12 à 22 h.
du 10 à 20 h.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 3 JUILLET

- Paris gallo-romain, 15 heures, musée de Cluny, cour (Caisse nationale des monuments historiques).
- Mazet, 16 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).
- Hôtels Roban-Soubise, le Marais, 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filles).

Musée de l'Affiche, 15 heures, 18, rue de Paradis (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

- 14 h 30, 2, place du Palais-Royal : « L'évolution du marché de l'art 1982-1983 » (Œuvre des antiquaires).

BREF

ENSEIGNEMENT

COURS D'ALLEMAND. — Le Centre culturel allemand Goethe-Institut Paris organise trois cours intensifs d'allemand : du 1^{er} au 30 juin à la Cité universitaire, 27 boulevard Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589-32-26 (1 200 F) ; du 1^{er} au 29 juillet à l'Institut Goethe 17, avenue d'Éna, 75116 Paris. Tél. : 723-61-21 (1 200 F) et du 30 juin au 13 juillet, à la même adresse (900 F).

L'ITALIEN EN ITALIE

Cours intensifs de langue italienne, sous direction, à Padoue. Cours mensuel (90 heures) + hébergement = 2250 FF.

ISTITUTO CULTURALE BERTRAND RUSSELL
Via Cervino 1 - 35100 PADOVA
Italie - Tél. (49) 654051

Changez vos vieilles fenêtres

SOCIÉTÉ PARIS RENOV
FABRICANT
INSTALLATEUR
Prix direct
d'usine

Ménagerie en P.V.C.
CREDIT GRATUIT 6 MOIS
CREG
Dédution fiscale possible
1 fenêtre de 185 x 100
Équipée en verre 4 mm
3.350 F TTC POSÉE
Devis gratuit
Pose Paris/Banlieue
Z.I. DE LOUVRES - 95380
Tél. : 468.18.10

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3462

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Les membres les plus rigides de l'académie. — II. Jeux de raquettes. — III. Parfumé chez les Canques. — IV. Partir passé ignoré du passé. Peut être lavé ou insalubre. — V. Base de départ pour une montée en ballon. Note. — VI. Préposition. Note. On la grave vivante et on la bouffe une fois morte. — VII. Minuscule carnassier. Leur arrivée est le corollaire de nombreux départs. — VIII. Facette de Neptune chez les Nippons. — IX. Contestait. — X. Prise de pêcheur ou travail de merlan. En Espagne comme en France, il se situe au nord-ouest. — XI. Le fait d'être plat ne l'empêche pas d'avoir du montant. Pratiques.

VERTICALEMENT

1. Saint homme ayant dispensé la bonne parole évoquant une dispute pén catholique. — 2. Descendants d'une lignée hautement combattive. Meurt dans la joie et remplit l'algèbre. — 3. Aires réservées aux gens du voyage. Sale. — 4. Envers d'un sigle dont l'endroit prévient outre-Atlantique. Comble de nature à combler un amateur de rossignols. — 5. Ancien pays d'Asie. Jumelles flamandes. — 6. Les blancs sont chantés par les nostalgiques d'une époque révolue. Œuvre d'un esprit solitaire. — 7. Ses frères vivent dans la communion des saints. Mot d'affection sans charme pour l'oreille. — 8. Préposition. S'insurge quand les rossignols poudrent des canards. Alternative. — 9. Peuvent être habités par un solitaire.

Solution du problème n° 3461

Horizontalement

- I. Méridien. — II. Avoisiner. — III. Ge. Voleur. — IV. Nihiliste. — V. El. Noé. Or. — VI. Mai. An. — VII. Etre. — VIII. Sage. Bi. — IX. Out. Cas. — X. Ultra-sons. — XI. Ressource.

Verticalement

1. Magnésium. — 2. Eveil. Le. — 3. No. Mégas. — 4. Divorce. — 5. Isolée. Tao. — 6. Cliché. Et. Su. — 7. Inex. As. Cor. — 8. Tenton. Banc. — 9. Erreur. Lisse.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 989 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F
ÉTRANGER
(par mandat)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
361 F 634 F 867 F 1 140 F
IL. — SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 185 F 1 438 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre un chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Lauerne, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », S. r. l. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0395 - 2037

LES ANTIQUAIRES AU CHATEAU DE VERSAILLES

LES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES VOUS ACCUEILLENT AU CHATEAU DE VERSAILLES.

Dans l'Orangerie de Versailles... 85 des plus grands antiquaires exposent sur 5000 m² des centaines de chefs-d'œuvre de l'art. Agréé par le Ministère de la Culture, le Salon des Antiquaires à Versailles se veut un hommage au patrimoine artistique.

Un rendez-vous exceptionnel avec l'exceptionnel.

Du 3 au 12 juin 1983 de 10 h à 21 h à l'Orangerie de Versailles

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Bourgogne

Thorey-sous-Saône

Un village devenu île

De notre envoyé spécial

Thorey. — « Pour nous, les gens de Thorey, résumer la situation, c'est aussi simple que rapide : à faire : nous sommes submergés à cent pour cent. Voilà, c'est tout. » Thorey, un hameau de la commune de Saint-Germain-du-Plain (Saône-et-Loire), c'est quatre-vingt-cinq maisons cachées derrière une haute ligne de peupliers sur la rive gauche de la Saône. Depuis deux semaines maintenant, le village est totalement isolé, les eaux de la Saône grossies, s'il en était besoin, de celles de la Nour, une petite rivière paisible en apparence mais capable des plus exès, ayant submergé les champs et les pâturages, noyant les 2 kilomètres de routes et de ponts menant à Saint-Germain-du-Plain. « De fait, dira notre interlocuteur, nous sommes pratiquement dans l'eau depuis la première crue du 9 avril. »

Pour la troisième fois en trois ans, Thorey s'est changé en île. Encore une chance que, dans ces pays où un pêcheur sommeille dans tout homme, nombreux soient ceux qui possèdent une solide barque, voire une coque en plastique dotée d'un petit hors-bord. Ainsi s'en va, c'est le cas de le dire, veiller au grain et s'organiser.

Si quelques vieilles personnes ont accepté, parfois en rechignant un peu, d'aller attendre des jours meilleurs sur la terre ferme, la majorité des familles sont restées sur place, en patinant dans leurs cuisines, quatre-vingt-cinq maisons de village, sont à présent peu ou prou touchées par la crue — et patageant de plus belle dans les étangs où les vaches vivent les pieds dans l'eau.

Depuis le vendredi 27 mai, une section du 19^e régiment du génie de Besançon bivouaque au sec. Ses vingt-cinq hommes ont pour mission première d'assurer, chaque jour, le ravitaillement en fourrage des cent vingt-cinq pauvres laitières restées prisonnières des eaux.

L'homme regardé tout autour de lui et baissé les bras : « C'est catastrophique. Au point qu'on ne

peut pas dire aujourd'hui, croyez-moi, comment on s'en sortira. Si j'ai mais on s'en sort... »

Il est vrai que les crues précédentes s'étaient produites durant les mois d'hiver, c'est-à-dire des périodes où les champs se refont une santé en attendant de nouvelles semences, et où il y a encore au fond de quoi voir venir. Mais la crue de mai, c'est une tout autre affaire. « On venait juste de semer pour la deuxième fois, puisque l'inondation d'avril avait déjà tout foutu en l'air. Ce qui veut dire qu'à présent nous ne récolterons rien. Vous entendez : ni grain, ni paille, ni fourrage avant l'été de 1984. »

Encore quatre semaines

Brut de meurtre loin sur l'eau. Deux dames âgées, bottées jusqu'aux cuisses et enroulées dans des gilets de sauvetage, causent là où la route prend d'étranges allures de ponton. « Il faut bien aller faire les courses, hein ? », dit l'une d'elles en riant. « C'est égal, dit l'autre, on s'en va quand même pour les courses, ça n'a pas grande importance. C'est les jeunes qu'il faut plaindre, monseigneur. Je doute qu'ils s'en remettent jamais d'un coup comme celui-ci. »

Les soldats vont et viennent, peaufinent pas mécontents dans le fond de ces « manœuvres », imprévues qui leur font oublier la routine de la caserne. « La Saône a baissé de 1 centimètre aujourd'hui mardi », annonce l'un d'entre eux. Propos que nous confirme l'instant d'après un capitaine de gendarmerie qui un hélicoptère vient de déposer dans les hautes herbes d'un pré voisin. « Tout devrait s'arranger, dit-il. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : si la décrue s'amorce vraiment et se poursuit, il faut bien compter au minimum quatre à six semaines pour que les eaux rentrent dans le lit. » Les « bien- » de Thorey ne sont pas encore au bout de leurs peines.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

M. Defferre : onze décrets d'application de la loi Paris-Lyon-Marseille vont paraître avant le milieu de l'été

De notre correspondant

Marseille. — M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, maire de Marseille, a réagi aux propos tenus le 30 mai par M. Jacques Chirac déplorant que la loi « P.L.M. », qui fixe le nouveau statut municipal de Paris, de Lyon et de Marseille « ne soit pas appliquée, à Marseille aussi loyalement que dans la capitale ». « Selon mes informations, avait déclaré le maire de Paris, les maires d'arrondissement ne sont pas encore installés à Marseille et les conseils d'arrondissement n'ont, pour l'instant, tenu aucune réunion utile » (le Monde du 31 mai).

« M. Chirac, a rétorqué le ministre, comme ça lui arrive souvent, traite une question sans la connaître, à moins qu'il n'ait du goût pour les contre-vérités. Les conseils d'arrondissement sont installés à Marseille. Des locaux très importants ont été attribués aux représentants de la liste Gaudin-Santoni dans les arrondissements où ils sont majoritaires. La loi P.L.M. est appliquée à Marseille dans les mêmes conditions qu'à Paris et à Lyon. Les maires d'arrondissement ont été élus le 9 avril. »

Pour ce qui concerne les décrets d'application, dont une douzaine n'ont toujours pas été publiés, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a tenu à mettre les choses au point. Le texte fixant l'ordre du tableau des membres du conseil d'arrondissement a été signé le 3 mai 1983. Celui relatif à la consultation des conseils d'arrondissement en matière d'urbanisme (art. 9 de la loi) a été modifié « après concertation avec les organisations syndicales des personnels et les représentants des trois communes concernées ». La publication devrait intervenir vers le 15 juin. Il en va de même pour les textes organisant la procédure d'attribution des logements et les demandes de participation au comité d'initiative et de concertation d'arrondissement (CICA).

Le projet de décret relatif à la répartition des crédits entre les arrondissements fait l'objet d'une consultation auprès des trois villes. Il sera soumis pour avis au syndicat de personnels et au comité des finances locales début juillet avant sa transmission au Conseil d'Etat. Sa publication devrait intervenir courant juillet. Il en va de même du projet de texte concernant l'affectation d'agents de la commune auprès du maire d'arrondissement qui suit une procédure identique.

En revanche, le décret relatif à la mise à disposition du maire d'arrondissement des services de la mairie centrale ne sera pas publié avant la fin de l'année. On préfère attendre que la loi ait commencé à être appliquée pendant quelques mois et que la liste des équipements qui seront gérés par les arrondissements soit établie.

M. Gaston Defferre a annoncé pour le courant du mois de juin la publication de trois autres décrets : les uns concernent les bureaux d'aide sociale, notamment celui de Paris, l'autre les commissariats urbains. Enfin, le texte relatif à l'agence des espaces verts de l'Île-de-France devrait paraître dans le courant du mois de juillet. Ainsi, selon le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, sur les douze décrets restant à publier, onze devraient l'être avant le milieu de l'été.

JEAN CONTRUCCI

Corse

L'assemblée ajourne ses travaux pour protester contre les attermoissements du gouvernement

De notre correspondant

Ajaccio. — En boudant la première séance de la première session de l'assemblée de Corse, le 31 mai — pour protester contre le retard apporté par le gouvernement à la désignation des douze chargés de mission qui doivent être mis à la disposition de la région, — les sept élus communistes ont, involontairement sans doute, provoqué l'ajournement des travaux. Leur absence provoqua des mouvements divers parmi les membres de l'opposition, où l'on entendait dire : « Allons-nous laisser aux communistes le monopole d'une action de désapprobation du gouvernement ? »

Le président de l'assemblée, M. Prosper Alfonsi, a annoncé, à l'ouverture de la séance, que le nouveau commissaire de la République de la région, M. Paul Bernard, souhaitait venir saluer l'assemblée, ce qui calma les esprits. Mais, après le départ du préfet, qui avait prononcé une allocution bien accueillie sur le thème de la décentralisation et de la concertation, M. Charles Santoni (Mouvement corse pour le socialisme) proposait, au nom de l'intergroupe des huit « non-alignés » — six élus sous des étiquettes diverses, deux exclus de l'U.P.C. — une

motion d'ajournement fondée sur « l'absence de moyens véritables mis à la disposition de l'assemblée et la non-association de celle-ci à la préparation de la visite officielle » que M. François Mitterrand doit faire les 13 et 14 juin.

Radicaux de gauche et socialistes se sont alors efforcés de faire entendre « la voix de la raison », tandis que M. Edmond Simeoni (U.P.C.) a lancé : « Faisons tous attention à l'enjeu, au dérapage, dans huit jours, c'est dans les mêmes conditions que nous aborderons l'ordre du jour. »

Par la voix de MM. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.) et José Rossi (U.D.F.), les vingt-six élus de l'opposition se sont associés d'autant plus volontiers à la demande d'ajournement qu'ils avaient, lors de la session budgétaire (le Monde du 5 mai) vainement multiplié les manœuvres dans un même but.

Mais les « non-alignés » avaient alors voté le budget avec l'ensemble de la gauche et les autonomistes. Finalement, par trente-quatre voix contre vingt, il a été décidé d'ajourner les travaux aux 8, 9 et 10 juin.

PAUL SILVANI.

Île-de-France

LES NUISANCES DU SALON DU BOURGET

120 décibels contre les élèves

Inattention et dissipation chez les plus grands — on se précipite aux fenêtres des classes pour entrevoir un looping, réactions de peur chez les plus petits qui causent des ravages dans les couches-culottes, agitation et énervement chez tous à la fin de la journée : tous les deux ans, on observe les mêmes phénomènes chez les enfants des environs du Bourget, à l'occasion du Salon international de l'aéronautique et de l'espace.

Soit trois bonnes semaines de perturbations, notamment scolaires, qui comprennent : la période des entraînements en vol, le Salon proprement dit, et le temps, ensuite, comme le déclare cette institutrice, de « récupérer psychologiquement les élèves ». D'autant que, en raison du trafic aujourd'hui très restreint du Bourget, les enfants ne sont plus « habitués » aux bruits de l'aéroport.

Cette année, à Dugny, commune de la Seine-Saint-Denis située juste en bordure des pistes d'envol et d'atterrissage et à la verticale de la gare d'Orly, l'association des parents d'élèves (A.P.E.) et la sous-section du Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général des collèges (SNI-P.E.G.C.) ont décidé, faute de se faire entendre, d'alerter la presse, avec plus d'insistance que naguère.

Dugny, 10 000 habitants, 11 établissements scolaires, 2 300 enfants rassemblés sur 389 hectares, selon les données fournies par l'A.P.E. et le SNI-P.E.G.C. : les deux organisations dénoncent, selon elles, par le Salon du Bourget, « Troubles physiologiques et psychologiques chez les élèves, conditions de travail inacceptables pour les enseignants », et, surtout, « risques d'accidents provoqués par la fuite des multiples catastrophes précédentes ».

Les habitants de la région restent traumatisés par la chute d'un Tupolev prototype, le 4 juin 1973, sur la cité de Goussainville, drame qui fit treize morts. Pour sa part, le docteur Jean-Louis Godier, médecin-directeur du centre de santé de Dugny, qui a proposé une étude sur « l'apparition éventuelle de modifications comportementales et psychologiques chez des enfants (...) soumis à des nuisances sonores temporaires », rappelle cet incident de 1981 : un avion de chasse américain, enfreignant toutes les consignes de sécurité, est passé à 150 mètres d'altitude au-dessus de la commune, « décrochant » le plafond de la mairie. Le pilote d'essai a été sanctionné pour la forme.

Jongleries

Les intérêts en jeu sont tellement considérables, pour l'économie française, que personne ne songe sérieusement, à Dugny, à réclamer la mort des grands oiseaux. « Mais que l'on se préoccupe au moins de la sécurité de nos enfants », réclame une représentante des parents.

Lettres, pétitions, démarches — toutes les autorités responsables ont été alertées, — constat d'huissier (par exemple, un bruit assourdissant de 120 décibels, un après-midi à 14 h 30), n'ont pas, jusqu'à présent, abouti à de grands résultats.

Que demandent l'A.P.E. et le SNI-P.E.G.C. ? Que soient mis à leur

disposition, durant la période du Salon, un certain nombre de cars pour éloigner au moins les enfants des classes maternelles et primaires des terrains de manœuvre. Il en aurait fallu, cette année, 21 pour le primaire et 6 pour les trois maternelles, ces dernières comptant de 400 à 450 enfants. N'ont été accordés que les véhicules pour les maternelles, avec l'aide de la municipalité et des organisateurs du Salon.

Pour le reste — d'une autre importance numérique (21 cars), — la réponse a été négative. Du plutôt, il n'y a pas eu de réponse. Des ministères intéressés à la préfecture de la Seine-Saint-Denis, en passant par l'inspection d'académie et la municipalité, on a jonglé avec le dossier. Il en aurait coûté, selon l'A.P.E. et le SNI-P.E.G.C., qui ont réalisé un « planning d'évacuation », jour par jour, avec des visites au château de Versailles, au Jardin des plantes et aux musées de Compiègne, etc., une somme globale d'environ 400 000 F. « Huit cents firmes exposent au Bourget, remarque la sous-section du SNI-P.E.G.C. On y brasse des milliards de francs. Les autorités reconnaissent qu'il y a un problème, mais personne ne veut payer la location et le fonctionnement des cars. »

Résultat : « On ne peut plus faire classe après 11 heures du matin », affirment les enseignants. Alors, ce sont des sortes de garderies, l'après-midi, et l'inspection d'académie a même demandé aux parents qui le pouvaient de ne pas envoyer leurs enfants à l'école après l'heure du déjeuner. Le C.E.S. Jean-Baptiste Clément a, lui, carrément fermé ses portes à la mi-journée.

Au risque de passer pour un « anti-enseignant », selon sa propre expression, le docteur Godier remarque : « Arrêter les cours, c'est une position confortable. Ce 35^e Salon est plutôt moins bruyant que les précédents. Les organisateurs y ont

mis du leur. Pourquoi ne pas consacrer cette période à des travaux pratiques dans les établissements scolaires ? Je vous signale, par ailleurs, que les enseignants de la ville ont refusé, durant le temps du Salon, d'assurer des classes vertes. »

Oui, mais : on est en pleine période d'examen, par exemple, au LEP (lycée d'enseignement professionnel) Rabalais de Dugny, avec, au-dessus des copies et des machines, le passage des avions à réaction. Alors, quelle solution ? « Il n'y en a pas », dit finalement le médecin-directeur. Avec un peu de bonne volonté, de la part de tous les intéressés, des accords auraient pu être trouvés. Est-il vrai, notamment, que stationnement, sur la base aérienne 104 de Dugny des cars militaires inutilisés, qui ne demanderaient qu'à être décollés ?

MICHEL CASTANG.

EXPO 89 : UN PARC D'ATTRACTIONS A MARNE-LA-VALLÉE ?

MM. Gilbert Trigano et Robert Boudaz, les organisateurs de l'Exposition universelle de 1989, ont rencontré MM. Jacques Chirac, maire de Paris, et Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Île-de-France, le 31 mai. Les deux premiers ont annoncé que le projet de parc bâti de Tolbiac qui devait relier les deux sites est de l'Exposition était abandonné (ce qui rassure M. Chirac) et que, en revanche, un parc de type Disneyland serait installé à Marne-la-Vallée (ce qui est de nature à contenter M. Giraud).

MM. Chirac et Giraud ont proposé que soit créé un groupe de travail mixte pour préparer notamment une loi de programmation financière.

37,5" AUX 1000m...* DIESEL FULGURANT!

Moteur exceptionnel capable de développer 66,5 ch DIN (48 kW ISO) et ne consommer que 4,7 l à 90 km/h. Une performance de puissance et d'économie. La Renault 18 Diesel.

Modèle présenté : Renault 18 GTD. Boîte 5 vitesses. Prix clés en main au 10.02.83 : 64.400 F. Millésime 83. Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée : 4,7 l à 90 km/h - 6,7 l à 120 km/h - 7,5 l en cycle urbain. * 37,5" aux 1000 m, départ arrêté.

Renault 18: 19 versions berlines ou break, essence ou diesel, boîte mécanique ou automatique. RENAULT présente elf



RENAULT 18 LA PERFORMANCE

VOUS VOULEZ DES JOURS MEILLEURS ? J'ARRIVE.

Je vous observe tous depuis quelques mois !... Je vous sens comme coincés, paumés, à la recherche d'ouvertures... Pour délivrer vos esprits de nuages qui les empêchent d'imaginer et d'agir, j'arrive à la rescousse. Dans l'Actuel, ce mois-ci, le secret des jours meilleurs.

ACTUEL

AFFAIRES

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE PHILIPS

- L'Europe est et restera notre centre de gravité
- Notre accord dans le téléphone avec A.T.T. est ouvert à C.I.T.-Alcatel

L'industrie électronique mondiale connaît une nouvelle et profonde redistribution des cartes. Dans ces grandes manœuvres à l'échelle planétaire, Philips joue un rôle clé. Plus multinationale que néerlandaise, la firme occupe, avec ses 336 000 employés répartis sur quatre continents, le monde, et ses 110 milliards de francs de chiffre d'affaires, des posi-

tions de premier plan, voire dominantes, dans l'électronique grand public, l'électroménager, l'électronique professionnelle, les composants, les télécommunications.

Cette position clé a placé Philips sous les feux de l'actualité ces derniers temps. Président depuis dix-huit mois de Philips, M. Wisse

Dekker s'explique ici sur l'affaire Grundig, les accords avec A.T.T., Zanussi, et plus globalement sur ce qu'est, à ses yeux, une multinationale européenne. Il réaffirme son désir de relancer les négociations avec C.I.T.-Alcatel en vue d'une coopération dans l'industrie du téléphone et avec Thomson pour le secteur grand public.

L'entrée de C.I.T.-Alcatel, qui a une grande expérience et des positions à l'étranger, renforcerait l'association.

Que C.I.T.-Alcatel participe ou non à cette association, il reste que cet accord avec A.T.T. s'inscrit dans une logique profonde et déjà ancienne. A l'intérieur du groupe, le poids relatif de l'Europe diminue au profit de l'Asie et de l'Amérique. Philips se « délocalise », tant du point de vue de son chiffre d'affaires que de ses acquisitions et surtout de ses emplois. Les syndicats européens l'ont souvent dénoncé.

Nous sommes une firme multinationale, convient M. Dekker. L'électronique est un marché mondial et il faut être présent dans tous les pays en profitant de leurs avantages. Si Philips veut rester dans les domaines de l'audiovisuel et de la hi-fi, l'existence d'usines à Singapour et à Taiwan est un impératif absolu. Quant aux Etats-Unis, c'est le premier marché du monde.

Mais l'Europe passe d'abord, réaffirme M. Dekker. Quand je prends une décision, je pense dans l'ordre à Philips, puis à l'Europe, puis aux différents pays où nous sommes installés. L'essentiel est de maintenir une « capacité technologique » sur le vieux continent. Les accords signés, le redéploiement géographique du groupe, visent d'abord à cela. L'Europe est et restera notre centre de gravité.

ERIC LE BOUCHER et J.-M. QUATREPOINT.

M. Dekker s'est toujours présenté comme un « européen » convaincu : un partisan des alliances entre firmes du vieux continent, condition nécessaire pour maintenir « cette compétence technologique » sans laquelle l'Europe risque selon lui d'être ravalée au second rang, derrière les Etats-Unis et le Japon. C'est-à-dire que le récent accord entre le groupe français Thomson et la firme japonaise J.V.C. lui laisse un goût amer. « Comment pourrais-je me satisfaire d'un tel accord, alors que j'ai toujours pensé qu'une coopération entre Thomson et Philips était la meilleure solution. Pour notre part, nous y étions prêts ».

M. Dekker rappelle que son groupe, qui avait le pouvoir de s'opposer au rachat des 75,5 % du capital de Grundig par Thomson, ne l'a pas fait. Dès les premiers contacts, il y a un an, avec Thomson (mais aussi avec l'ambassadeur de France à La Haye et le conseiller du président de la République venus expliquer le projet de rachat de Grundig), « nous avons clairement indiqué que nous ne nous opposerions pas à l'opération. Mais nous avons également précisé que nous n'abandonnerions pas nos 24,5 % dans Grundig ».

Plus tard, lorsque l'Office des cartels allemands a fait savoir qu'il rendrait un avis négatif si nous conservions cette participation, M. Dekker, le président de Thomson, m'a demandé si j'étais prêt à céder nos 24,5 %. J'ai dit non ! Les affaires sont les affaires. Il était pour le moins évident que l'on nous demandait d'abandonner nos intérêts dans une société avec laquelle nous avons de multiples liens techniques et commerciaux.

Le groupe n'aurait-il pas pu peser de son poids - qui est grand - en R.F.A. pour appuyer Thomson ? Face à l'hostilité de nombreux milieux, notamment financiers, d'autre-Rhin, il lui était difficile de faire le « forcing ». Mais dans toute cette affaire, Philips estime avoir adopté une attitude de « neutralité positive » à l'égard du projet français.

Après l'échec de ce dernier, quel peut être l'avenir de Grundig ? « Nous sommes convaincus que notre partenaire naturel en R.F.A. est Grundig. Mais Grundig est convaincu que son partenaire naturel est Philips. Nous sommes donc prêts à poursuivre une reprise d'une partie du capital. Mais c'est à M. Max Grundig de décider ».

Grundig : la balle est dans le camp de Thomson

En fait, Philips aimerait prendre 30 % de Grundig, le reste étant racheté par d'autres partenaires, notamment... Thomson. M. Dekker ne désespère donc pas de relancer son idée de coopération européenne. « Pour former ce bloc technologique européen, un accord avec la France est indispensable. Mais nous ne pouvons pas attendre indéfiniment : le monde avance. Désormais, la balle est dans le camp de Thomson ».

Le nouveau standard de magnétoscope (8 mm) pourrait-il être l'occasion. Philips suit de près l'évolution des marchés de trois produits : le vidéodisque, le magnétoscope classique et le 8 mm. Pour le vidéodisque, « qui démarre très lentement, nous pensons désormais qu'il vaut mieux commencer par le marché institutionnel et descendre peu à peu vers le grand public ». Mais pour le 8 mm l'idée du bloc « européen » réapparaît. Le standard existe et Philips en maîtrise la technologie.

Nous pourrions lancer le 8 mm dans un délai de six mois. Tout dépend de l'évolution des courbes de vente car « le public connaît l'existence de ce nouveau standard et risque de retarder ses achats de magnétoscopes classiques ». « Nous pouvons certes le faire tout seul », mais le mieux serait de s'entendre au niveau européen : « Cela permettrait de définir ensuite ce qu'on veut faire avec les Américains et les Japonais ». Ce bloc européen, Philips le cherche aussi, aujourd'hui, avec l'Italien Zanussi, avec qui les négociations ne portent pas sur l'électroménager mais sur l'électronique grand public.

Philips prône donc la coopération européenne, la nécessité de conser-

ver une compétence technologique en Europe. Il est pourtant un domaine - les télécommunications - où l'Europe, en l'occurrence la France, a une réelle compétence. Or Philips a conclu à l'automne dernier un accord avec le géant américain A.T.T., et ce au moment-même où le groupe néerlandais demandait à Thomson et à la France de former un bloc européen en électronique grand public. Double langage ?

« Non, répond M. Dekker. Pendant dix ans, nous avons eu des négociations avec le groupe français C.I.T.-Alcatel sur le téléphone. Plusieurs projets d'accords avaient même été conclus entre nos deux sociétés. Le dernier remonte à 1979. Jamais ils n'ont pu se concrétiser, en raison de l'attitude des gouvernements français ».

On peut se demander pourquoi le groupe n'a pas repris ces discussions à zéro après le 10 mai 1981. « Lorsque l'on a négocié sans succès pendant dix ans, l'ajoute-t-il, entre-temps, la situation a évolué. De mon point de vue, nous n'avons plus aujourd'hui en Europe la technologie la plus moderne en matière de communication téléphonique. Il faudrait dans le futur proche - deux ou trois ans - des centres plus modernes que ceux existant aujourd'hui », rétorque le patron de Philips.

Pour M. Dekker, le central S.S.S. de A.T.T., qui fonctionne déjà aux Etats-Unis, est totalement numérique. Non seulement il préfigure les futurs systèmes, mais il en sera en quelque sorte la base. De plus, ajoute-t-il, « le marché européen du téléphone est trop fragmenté, trop étroit, pour financer les énormes investissements en recherche-développement qu'il faudrait consentir pour rester au « top niveau » de la technologie. Aujourd'hui, Philips a une compétence certaine dans le téléphone. Elle est cependant insuffisante pour couvrir les demandes futures du marché mondial. Je suis convaincu qu'une seule société a les moyens de recherche et de développement pour développer les prochains systèmes téléphoniques : c'est A.T.T. ». D'où l'accord avec le géant américain.

Travailler avec A.T.T. sur les composants

Un accord où le téléphone de Philips ne pèse pas très lourd face à A.T.T. ? C'est vrai, admet M. Dekker. Mais il y a les composants. Depuis longtemps il existe une coopération entre nos laboratoires et les Bell Labs d'A.T.T. Nous nous respectons et notre compétence dans les composants est reconnue. Philips espère donc devenir un des fournisseurs privilégiés de A.T.T. en composants. « Il ne s'agit pas seulement d'une question de livraisons, mais également de recherche-développement. La compétence en composants conditionne toutes les autres activités, notamment le grand public ». Ainsi, en coopérant avec les Bell Laboratories, Philips peut prendre part aux recherches sur les futurs composants aux multiples applications. Ainsi, actuellement l'accord ne porte pas sur les nouveaux produits de la communication, la télématique, mais il serait logique que ces domaines soient abordés dans notre coopération.

Pour l'heure, l'accord concerne les centraux téléphoniques. Philips admet abandonner son propre matériel pour « adapter » le S.S.S. d'A.T.T. aux normes européennes. Ce qui « prendra deux ans ». « Il n'est pas question que nous tombions sous la dépendance technologique totale d'A.T.T. Le principe de notre coopération prévoit qu'il y aura aujourd'hui et dans le futur des recherches communes, avec une contribution importante de Philips. Nous pensons qu'avec un système fondé sur un S.S.S. amélioré et adapté par Philips nous maintiendrons ainsi un centre de compétence en Europe ».

M. Dekker estime que ce matériel, avec les améliorations qui seront apportées par la suite par Philips et les Bell Laboratories, répondra aux besoins du marché pour une décennie. Déjà, le groupe néerlandais propose le S.S.S. aux administrations allemande et belge. A l'évidence les deux partenaires misent tout à la fois sur une normalisation

HORLOGERIE

Les banquiers suisses changent l'état-major de l'ASUAG

La plupart des dirigeants du groupe suisse ASUAG (Algemeine Schweizerische Uhren Aktien Gesellschaft) vont être remerciés, comme en leur temps ceux de la S.S.I.H. (Société suisse pour l'industrie horlogère).

Devant l'ampleur du désastre industriel (156,5 millions de francs de pertes consolidées pour 1982, soit 564 millions de francs), les banquiers de la Confédération, appelés en renfort, ont décidé de prendre en main non seulement les opérations d'assainissement et de rassemblement - l'ASUAG fusionnera ce novembre prochain avec la S.S.I.H. - mais aussi la direction du nouveau groupe Industrie horlogère suisse (I.H.S.) (Le Monde du 17 mai) qui résultera de la fusion.

Le conseil d'administration de la holding, qui coiffa les trois nouvelles entreprises opérationnelles formant l'I.H.S., sera essentiellement composé d'administrateurs provenant des grandes banques, à savoir : MM. Rolf Beeler, directeur général de la Banque populaire suisse, Walter Frei, directeur général de la Société de banque suisse, Peter Gross, directeur général de l'Union de banques suisses, Paul Risch, directeur général de la Banque cantonale, entourés de quelques hommes déjà mis en place par leur soit-disant S.S.I.H. : MM. Ulrich Spycher, Norbert Schenkel et Francis Milliet. Seul rescapé de l'ancienne équipe, M. Ernst Thomke, directeur général de la filiale Ebauches S.A., siègea au conseil, dont la présidence sera confiée à M. F. Milliet.

Le mandat de M. Pierre Renaldi, ancien président de l'ASUAG, ne sera pas renouvelé. Déjà informé sur son sort, ce dernier n'avait même pas assisté à l'assemblée du 26 mai dernier où les banquiers, toujours eux, furent seuls à prendre la parole. Cette prise en main de la destinée de l'ASUAG grossi de la S.S.I.H. s'explique dans la mesure où les banques suisses vont injecter 600 mil-

liards de francs suisses (2,16 milliards de francs) dans le nouveau groupe pour restaurer sa situation financière. En outre, elles vont consentir des abandons de créances pour 45 millions de francs suisses (162 millions de francs) dont 30 millions pour l'ASUAG. L'objectif est d'arrêter très vite l'hémorragie financière. Seule est considérée comme irrémédiablement perdue une somme de 230 millions de francs suisses (838 millions de francs) provenant des pertes passées de la S.S.I.H. (114 millions de francs suisses), dont le déficit pour 1982 a été limité à 14 millions de francs suisses, des abandons de créances et de l'apurement des comptes qui sera réalisé avant la fusion (71 millions de francs suisses).

Selon le schéma retenu, l'I.H.S. sera composée de trois groupes opérationnels. Le premier, qui reprendra le nom de S.S.I.H., sera chargé de commercialiser les produits, à savoir les trois marques internationales haut de gamme (Longines, Omega, Rado) et les marques de gammes moyennes. Le second groupe conservera la désignation d'Ebauches S.A. Il fabriquera les mouvements et les composants, mais aussi les boîtiers, les bracelets et la montre à quartz, ban marché (la « Swatch », le troisième, coiffa toutes les activités de diversification.

Les banques suisses espèrent un retour aux bénéfices dans les trois ans à venir, mais s'attendent, d'ici là, à une baisse du chiffre d'affaires (1,7 milliard de francs suisses en 1982, soit 6,7 milliards de francs). Elles s'efforceront, d'autre part, de réduire le personnel employé à l'étranger. Ensuite, toujours dans le but de rentabiliser, un rapprochement d'Ebauches électronique (usine de Martin fabriquait les composants) avec Faselco (groupe Philips) est envisagé. Les banques suisses s'entendent pour conserver éternellement le contrôle de l'I.H.S. Elles ont manifesté leur volonté d'élargir dès que possible le capital au grand public.

La fusion du siècle dans l'horlogerie suisse ne sera pas une affaire facile à mener. La concurrence entre l'ASUAG et la S.S.I.H. a toujours été vive, surtout dans la chronométrie. Il faudra du doigt pour amener les équipes à composer et créer un climat maison.

ANDRÉ DESSOT.

CONSUMMATION

Le bilan de la commission des clauses abusives

M^{me} LALUMIÈRE SOUHAITE LA NÉGOCIATION DE CONTRATS-TYPES

A l'occasion de la présentation du cinquième bilan annuel de la commission nationale des clauses abusives (I), M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, a précisé, mardi 31 mai, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes de ce que sera son action en la matière.

Au-delà des quatre recommandations émises par la commission depuis un an (sur les transports maritimes, les démenagements, les contrats d'installation de cuisines, le développement des films photographiques), M^{me} Lalumière souhaite améliorer la diffusion des travaux de la commission et préparer, pour septembre prochain, la publication d'une brochure rassemblant en langage clair et accessible les recommandations formulées par la commission depuis sa création. Le secrétaire d'Etat a, par ailleurs, l'intention d'intervenir directement auprès des professionnels qui ne tiendraient pas un assez grand compte, dans leurs contrats, des recommandations qu'ils ont énoncées.

Enfin, plutôt que d'adopter la procédure lourde des décrets rendant obligatoires certaines dispositions, M^{me} Lalumière souhaite inciter associations de consommateurs et organisations professionnelles à négocier des contrats-types, selon la procédure des contrats d'amélioration de la qualité. La voie réglementaire du décret ne serait qu'un ultime recours au cas où la concertation se révélerait inefficace.

(1) Créée en 1978 par la loi Servier sur la protection et l'information des consommateurs.

« Un plan de redressement de la société Nicoletti, importante entreprise de travaux publics de la Côte d'Azur (qui construit le Palais des congrès de Nice), vient d'être homologué par le tribunal de commerce.

(Publicité)

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie 32, rue Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNE DE NANTERRE

RÉHABILITATION DES BORDS DE SEINE

ENQUÊTES CONJOINTES

Prévisible à la Déclaration d'Utilité Publique entraînant la modification de Plan d'Occupation des Sols

Parcellaire

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article L. 123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou approuvé ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan et si, en outre, l'acte de déclaration d'utilité publique est précédé d'une enquête publique portant sur la modification du plan ».

La loi du 10 juillet 1976 relative à l'urbanisme et notamment son article

SOCIAL

La grève à E.D.F.-G.D.F. a été très largement suivie Vives protestations du patronat

« Record historique de participation depuis 1964 », ainsi juge-t-on à la direction d'E.D.F.-G.D.F. la demi-journée de grève, le 31 mai, entre 8 heures et 12 heures, organisée par les syndicats à l'exclusion de la C.G.C. pour protester contre l'éventuelle suppression des avantages acquis en matière de personnel.

Selon la direction, le pourcentage de grévistes s'est élevé à 85 % du personnel, en moyenne sur l'ensemble du territoire. 40 % de la clientèle a subi des coupures.

Le C.N.P.F. dans un communiqué ce même 31 mai, « condamne avec vigueur la grève à E.D.F. qui a perturbé l'activité économique, à travers toutes les régions ». « Cette grève est d'autant plus inacceptable qu'elle vise à défendre les privilèges exceptionnels dont disposent les salariés d'E.D.F. C'est un manque de solidarité face aux difficultés du moment ».

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises « proteste » elle aussi contre ce mouvement pour des raisons analogues et demande « une réglementation

tion du droit de grève dans les services publics ».

A Chuses (Haute-Savoie), une cinquantaine de membres du Syndicat national du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.) ont occupé les locaux d'E.D.F., où l'on pratiquait des coupures, afin de protester contre cette grève. « Nous voulons prouver qu'après tout, nous aussi nous pouvons faire ce qui nous plaît », a déclaré un des manifestants à l'A.F.P. Selon la police, des dégâts matériels ont été causés au cours de cette action.

M. Brice Lalonde, dirigeant des « Amis de la Terre », a pour sa part estimé « indécente » cette grève. Il critique « ceux qui des Français entretiennent ainsi à grand frais (et qui) voudraient continuer à consommer gratuitement la luxueuse énergie qu'ils produisent ».

A Paris, en fin de matinée, le 31 mai, une manifestation défilait sur les slogans de « Nous ne nous laisserons pas tondre » ou encore « Les vrais privilégiés sont ailleurs » a rassemblé selon la C.G.T. dix mille personnes, trois mille cinq cents selon la police.

Un nouveau rendez-vous pour l'allocation de remplacement des chômeurs âgés

Les partenaires sociaux n'ont pu aboutir à un accord, le 31 mai, sur la définition d'une « allocation de remplacement » destinée, pendant un an, aux salariés licenciés, âgés de plus de soixante ans, justifiant de trente-sept ans et demi de cotisations, mais désireux de retrouver un emploi plutôt que prendre leur retraite.

La C.N.P.F. proposait l'attribution de l'« allocation de base » (42 % du salaire antérieur plus une partie fixe, 36 % du 1^{er} avril 1983), estimant qu'il y avait eu un obstacle juridique à vouloir créer une nouvelle allocation ou à accorder au-delà de soixante ans « l'allocation spé-

ciale », prévue en cas de licenciement économique (65 % du salaire antérieur plus 36 % pendant le premier trimestre, puis 60 % et 36 % durant la deuxième trimestre et ensuite l'allocation de base), comme le voulait la C.G.T. et la C.C.C.

La C.F.D.T. se montrait prête à accepter la proposition du C.N.P.F. : F.O. souhaitait que l'allocation spéciale demeure réservée aux licenciements économiques, et la C.F.T.C. suggérait un système intermédiaire (55 % du salaire antérieur le premier semestre et 50 % le second).

Les partenaires sociaux ont pris un nouveau rendez-vous le 13 juin.

LE SMIC HORAIRE EST PORTÉ À 21,65 F AU 1^{er} JUIN

À la 1^{re} juin le taux horaire du SMIC est relevé de 3 %, soit la répercussion automatique - dans le mécanisme « comp de poche » - de l'évolution des prix des services de l'énergie, et avril 1983.

Le montant du SMIC est donc passé à 21,65 F de l'heure au lieu de 21,02 F au 1^{er} mars soit un salaire mensuel brut de 3 658,85 F pour 169 heures, et 3 752,59 F pour 173,33 heures.

Conformément à la loi sur le nouveau relèvement du SMIC devant intervenir au 1^{er} juillet après la réunion de la nouvelle Commission nationale de la négociation collective.

OCCUPATION DU DERNIER Puits EN ACTIVITÉ DANS LA LOIRE

(De notre correspondant)
Saint-Etienne - Les derniers mineurs du fond du bassin stéphanois espèrent-ils conjurer l'irréversible ? Depuis le vendredi 27 mai, ils occupent le carreau du dernier puits en activité dans la Loire, le puits Pigeot, à La Ricamarie, pour obtenir le report, ou, qui sait, l'annulation de la décision de fermeture du puits, qui doit intervenir le 1^{er} juillet prochain.

Cette fermeture avait été annoncée, dès 1977, pour cause de non-rentabilité, le coût d'exploitation à la tonne sur le site stéphanois étant le double de son prix de vente. Les effectifs des Houillères ont d'ailleurs sensiblement diminué, tombant de sept cent cinquante à deux cents personnes entre 1979 et 1983, dont cent quarante mineurs de fond.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. voudraient obtenir un nouveau suris de cinq ans avant la cessation d'exploitation du puits Pigeot, encore que des dispositions de concession soient prévues pour chaque mineur par mutation à la centrale du Boc et aux ateliers de Basses-ville, voisins du centre d'extraction.

L'occupation de la mine intervient à quelques jours de l'ouverture du congrès de la Fédération nationale du sous-sol C.G.T., qui aura lieu à Saint-Etienne du 6 au 11 juin. A cette occasion, la Fédération célébrera son centenaire anniversaire.

PHILIPPE MEINERT.

« La production d'acier brut dans la C.E.E. (sauf la Grèce), pour les quatre premiers mois de l'année, est en baisse de 16,6 % par rapport à la même période de 1982, avec 35,5 millions de tonnes contre 42,5 millions de tonnes au mois d'avril; la production d'acier brut a été de 9 millions de tonnes, soit 14,4 % de moins qu'en mars dernier.

AÉRONAUTIQUE

AIRBUS INDUSTRIE ET BOEING PRÉCISENT LEURS PROJETS

Grandes manœuvres autour d'un avion de cent cinquante places

Moment faste que ce dernier jour de mai pour la construction aéronautique civile : quelques heures après l'annonce par Airbus Industrie d'une commande de six A-310-200 par Singapore Airlines (le Monde du 1^{er} juin), Boeing faisait savoir à son tour que la même compagnie venait de lui acheter six 747-300 à port supérieur allongé, et quatre bimoteurs moyen-courrier B-757, marquant la première percée de cet appareil de nouvelle génération sur le marché asiatique. En tout, la commande passée au constructeur américain avoisine le milliard de dollars.

Ces nouvelles ont animé ce trentième Salon international de l'aéronautique et de l'espace qui aura été aux couleurs du temps, plutôt morne, en dépit d'attractions telles que la navette spatiale ou le radar volant AWACS, lui aussi produit par Boeing, et qui voudrait bien sortir vainqueur de la bataille qui l'oppose à un modèle moins coûteux de Grumman pour l'équipement de l'armée française.

Pourtant, sous une apparence léthargique et pour tout dire un peu triste, le Salon du Bourget 1983 restera peut-être celui qui aura vu se figer le destin de l'avion de transport futur de cent cinquante places. Certes on ne l'aura pas vu voler au Bourget; ce vieux serpent de mer annoncé en 1975 par un engagement du premier ministre français de l'époque, et qui a réellement pris corps quelques années plus tard avec le projet A-320 d'Airbus Industrie, aura encore été l'Arlésienne de cette

grande fête de l'air, mais il semble qu'après deux ans d'attentes et d'hésitations les choses soient en train de se décanter et que les grandes manœuvres préliminaires au lancement réel d'un tel appareil aient bel et bien commencé, et pas seulement du côté européen.

Airbus Industrie doit impérativement élargir sa gamme de produits pour conserver les parts du marché mondial qu'il a durement conquises. Et son administrateur - gérant, M. Bernard Lathière, a confirmé que ses vendeurs avaient commencé à proposer aux compagnies des performances, des dates de livraison, et surtout des prix pour le A-320, un avion devant lequel, selon lui, s'ouvre un marché d'au moins quatre mille exemplaires d'ici à la fin du siècle. Les résultats de cette campagne sur laquelle M. Lathière se montre très optimiste seront connus dans le courant de l'été. Il restera alors quelques mois pour prendre la décision stratégique de lancer le projet et pour répartir entre les différents partenaires intéressés les investissements (2 milliards de dollars) et les charges de travail.

M. Lathière est confiant : « Nous percevons tous les premiers signes d'une reprise », affirme-t-il; tout en recommandant que l'« hiver » de l'aéronautique civile tarde à finir. Il voit dans la commande de Singapore Airlines « l'hydravion qui annonce le printemps ». M. André Etienne, directeur de la division avions de la SNIAS (Société nationale industrielle aéronautique), un des partenaires majeurs du programme Airbus, partage cette confiance. Il voit dans le A-320 une planche de salut, alors que le marasme actuel a contraint à limiter à cinq avions par mois la production des « gros »

manœuvres de retardement ne suffisent plus à contenir la concurrence, et que, fatalement, le concept d'un nouvel avion va s'imposer.

Et, brusquement, les contours de son incertain projet 6-7 se sont précisés au point que c'est un avion à peu près définitif que M. Joseph Sutter, vice-président de Boeing Commercial Aircraft Company, a présenté au Salon du Bourget; ce serait donc un dérivé du modèle 757, mais faisant appel à des matériaux et à des procédés de construction très avancés - en particulier l'alliage aluminium-lithium grâce auquel le Jumbo 747 va s'alléger de plus de 7 tonnes sur sa masse totale. Le 7-7 aura encore une aile nouvelle plus aérodynamique et plus lisse, une meilleure stabilité de freins en courbe, etc.

Surtout, M. Sutter a annoncé que cet appareil pourrait être disponible fin 1988 ou début 1989 (en même temps que le A-320); c'est la première fois que Boeing s'est hasardé à donner une date de sortie possible du nouvel appareil. D'ici là, il lui faudra trouver à son tour un moteur adapté, car pour l'instant le 7-7 est lui aussi un « beau planeur ».

Le projet multinational de réacteur étudié par Pratt et Whitney et Rolls-Royce avec l'aide des Allemands, des Italiens et des Japonais ne suscite encore qu'une prudente expectative : un sait trop, chez Boeing comme ailleurs, combien les coopérations internationales sont difficiles. Il n'empêche que pour Boeing le temps des imprécisions est terminé à propos du projet d'avions futurs, celui de la compétition commence. Aux Européens d'en être conscients.

JAMES SARAZIN.

FAITS ET CHIFFRES

« La production mondiale de céréales va baisser en 1983, estime l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Après deux années de récoltes exceptionnelles, la production, dans le meilleur des cas, devrait s'établir entre 1,43 et 1,54 milliard de tonnes contre 1,56 milliard en 1981-1982, estime la F.A.O. dans son dernier bulletin Perspectives de l'alimentation.

La production mondiale de sucre devrait aussi diminuer en raison des conditions climatiques défavorables au moment des plantations, tant en Europe occidentale que dans les pays producteurs des Indes, du Brésil, d'Argentine et d'Australie. On estime que la production devrait diminuer de 1 million de tonnes par rapport au chiffre record de la campagne précédente (98,8 millions de tonnes).

« L'inflation dans la Communauté européenne - Les prix de détail ont augmenté de 1 % en moyenne dans la Communauté européenne en avril, au lieu de 0,7 % en mars. En un an, d'avril 1982 à avril 1983, les prix ont progressé de 8,7 %, ce qui représente le taux d'inflation le plus bas depuis quatre ans.

Pour les douze derniers mois, la hausse des prix a été de 3,3 % en Allemagne fédérale, de 8 % en Belgique, de 7,6 % au Danemark, de 9,3 % en France, de 4 % en Grande-Bretagne, de 21,5 % en Grèce, de 16,3 % en Italie, de 9,5 % au Luxembourg et de 2,5 % aux Pays-Bas (le chiffre de l'Irlande n'est pas connu car le coût de la vie y est évalué par trimestre).

« Le Crédit foncier de France (C.C.F.) a accru son activité de 35 % en 1982, avec un volume de prêts qui a atteint 31 milliards de francs, indique mardi 31 mai, M. Georges Bonin, gouverneur de cet établissement. Les prêts aidés d'accession à la propriété (PAP) ont doublé (29 milliards de francs) par rapport à 1981.

En revanche, le volume des prêts privés a baissé de 2,1 milliards de francs à 900 millions de francs. Compte tenu des crédits inscrits au budget de 1983, le C.C.F. doit délivrer cette année pour 46 milliards de francs de PAP. Pour les quatre premiers mois connus, les autorisations s'élevaient à 13,1 milliards de francs, en augmentation de 37 % sur la même période de l'an dernier.

« L'indice trimestriel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 131 au quatrième trimestre contre 129 au troisième (+1,5 %) après correction des variations saisonnières. Par rapport au quatrième trimestre 1982 la baisse est de 1,5 %. L'indice avait fortement baissé au troisième trimestre 1982, revenant de 132 à 129 (-2,3 %).

C'est en tout cas un avion qui représente une avancée technologique très nette sur les appareils de la génération actuelle comme sur leurs dérivés présents et à venir, et qui, à ce titre, peut faire basculer la compétition franco-américaine en sa faveur.

Un projet incertain

Boeing semble l'avoir très bien compris. Ce dernier avait longtemps affecté une grande indifférence à l'égard d'un nouvel avion de cent cinquante places et n'exhibait que de très vagues projets dans lesquels les points d'interrogation dominaient. L'état-major du constructeur américain prétendait une insuffisante avancée technologique et l'absence de moteur approprié pour justifier son refus de lancer, dès maintenant, un projet nouveau, et il préférait proposer en attendant à ses clients des dérivés d'appareils actuels, qui, disait-il, feraient parfaitement l'affaire. Boeing offre toujours des dérivés du B-737, se proposant d'en changer les moteurs, d'en allonger les ailes et le fuselage pour lui permettre d'emporter à bon compte cent cinquante-quatre passagers. Mais il semble avoir compris que les

ÉTRANGER

LA REPRISE SE CONFIRME AUX ETATS-UNIS

L'indice des indicateurs économiques, élaboré par le département du Commerce, et qui annonce la tendance probable aux Etats-Unis pour les six prochains mois, a progressé de 1,1 % en avril. Cette progression, la dixième consécutive, semble indiquer qu'après un plat la reprise économique est en train de s'accélérer. En outre, l'indice de mars a été révisé en hausse, sa progression ayant finalement été de 2,2 % au lieu de 1,5 %, comme il avait été estimé.

Le temps de travail moyen hebdomadaire est la composante de l'indice, qui a enregistré la plus forte progression en avril. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a qualifié cette progression « d'excellente nouvelle, montrant que la reprise était solidement accréditée ».

Certaines études - publiques et privées - sur la productivité de l'économie américaine confortent l'impression d'une reprise durable. Ces études tablent en effet sur un véritable « boom » dans ce domaine, le plus spectaculaire peut-être depuis 1945, et qui pourrait renverser la tendance défavorable enregistrée dans les années 70. Des gains annuels de 10 % et 11 % sont, par exemple, annoncés pour le second semestre.

Comment établir la situation

de ce client en moins d'une heure ?

SAMINFOR de CISI vous donne la réponse.

L'informatique, en réduisant considérablement les délais de traitement et en assurant une parfaite fiabilité des résultats, permet aux experts-comptables d'offrir à leurs clients un service de premier ordre.

SAMINFOR est un ensemble de programmes de traitement informatique de la comptabilité générale, qui répond aux besoins des professionnels.

En effet, pour le mettre au point, CISI a fait appel aux conseils d'un groupe d'experts-comptables. SAMINFOR traite l'ensemble des opérations de comptabilité et tient à jour les documents fiscaux et de situations, et produit à chaque période de traitement des ratios de

structure et d'exploitation. Outillage professionnel, adapté aux cabinets comptables comme aux centres de gestion agréés, SAMINFOR est un ensemble « clé en main » qui se distingue par la grande souplesse d'utilisation : traitement à façon, traitement local sur micro-ordinateur autonome, saisie sur terminal portable, utilisation mixte des différentes méthodes.

L'expert-comptable peut choisir sa solution qui lui permet à tout moment d'offrir la meilleure efficacité et le meilleur service. Le savoir-faire des hommes, les références des produits, la qualité de l'assistance font de SAMINFOR de CISI une solution sûre.

CISI

L'INFORMATIQUE EN ACTION.

Pour recevoir la brochure SAMINFOR, écrivez ou téléphonez à CISI-SAMINFOR 35, boulevard Bruna 75014 Paris. Tél. : 545.88.72 - 545.88.00

VOUS VOULEZ DES JOURS MEILLEURS ? J'ARRIVE.

Je vous observe tous depuis quelques mois ! ... Je vous aide à la recherche d'opportunités. Pour réaliser vos projets, je vous aide à imaginer et à agir, j'arrive à la rescousse. Dans Actuel, meilleurs.

ACTUEL

CONJONCTURE

LES EFFETS DU RESSERREMENT DU CRÉDIT

Sacrifier les faibles ?

Après avoir laissé entendre, à la fin d'avril dernier, qu'il ne renforcera pas l'encadrement du crédit, M. Jacques Delors, se rendant aux raisons de ses collaborateurs, a dû se résoudre à donner un nouveau tour de vis à la distribution des encours bancaires (la Monde du 1^{er} juin).

Un demi point de moins pour la croissance des prêts accordés aux entreprises et aux particuliers (2,50 % contre 3 %), deux points de moins pour celle des crédits à la consommation (3 % contre 5 %), une diminution de 10 % des possibilités de dépassement des normes d'encadrement au prorata des emprunts obligataires émis par les banques : tout l'arsenal classique y est pour réduire la création de monnaie.

Des considérations immédiates ont conduit à ces concessions, à savoir une augmentation de 3 % du rythme de croissance des crédits à l'exportation - déficit commercial oblige - un maintien des normes pour le crédit au logement - le bâtiment va très mal - et de l'enveloppe de prêts à long terme pour les entreprises (l'investissement est en jeu).

Pourquoi ce tour de vis ? Il s'agit de ramener la croissance de la masse monétaire en 1983

de 10 % (objectif fixé fin 1982) à 9 %, comme il a été promis à nos partenaires européens. Une telle mesure est tout à fait en conformité avec l'objectif de réduction de la consommation des particuliers, phénomène en train de s'amorcer. En revanche, elle paraît très ambitieuse pour les entreprises, puisque, globalement, elle consiste à ramener à 10 % la croissance des crédits à l'économie, qui avait atteint 17 % en 1982. En haut lieu, on estime que, l'an dernier, un « dérapage » certain s'est produit sur ce point, et qu'il convient de réagir.

Reste à savoir quelles seront les conséquences de cette décision pour les entreprises. Certes, comme pour les particuliers, la réduction de l'activité est susceptible de réduire la demande de crédits. Mais il est bien connu qu'en période de récession la productivité diminue et que l'endettement augmente. Les banques devront donc faire un choix entre les entreprises, pour éviter que le mauvais crédit ne chasse le bon et que les forts ne soient inutilement pénalisés par rapport aux faibles. Faudra-t-il aller jusqu'à sacrifier des firmes ? Les temps sont décidément difficiles... - F.R.

Contraintes et volontarisme

(Suite de la première page.)

A défaut, il ne faut pas avoir peur de sortir du S.M.E., afin d'éviter d'épuiser nos réserves de changes et de nous endetter encore davantage. L'argument est à sa valeur dans la mesure où, tant que l'écart d'inflation avec l'Allemagne n'est pas réduit, la seule question qui se pose est de savoir quand aura lieu le nouvel ajustement - ainsi qu'a pu le déclarer M. Chevènement. Le seul ennui est qu'avec des ajustements mensuels le concept de stabilité monétaire (même si certains ajustements étaient prévus), qui présidait à la création du S.M.E. à l'automne 1978, risque de disparaître, et avec lui le S.M.E. lui-même. De plus, la contrainte qui fait peser sur les gouvernements le maintien des parités de change et l'impossibilité de les modifier sans l'accord des partenaires est beaucoup moins vive.

En fait, l'atténuation de cette contrainte, ou même l'affranchissement total des obligations du S.M.E., est une tentation constante pour les chefs d'entreprise et les milieux politiques, comme le relève le rapport du groupe de travail du IX^e Plan sur la « stratégie internationale de la France ». Pour réussir, le fléchissement du franc implique, par exemple pour M. Barre, le rétablissement de la confiance des milieux financiers internationaux dans la politique française, confiance que susciterait seulement un plan d'austérité encore plus sauvage que l'actuel.

Tel n'est pas l'avis des auteurs du contre plan, tout au moins en ce qui concerne l'austérité : pas de remise en cause des mécanismes d'indexation des salaires. Il n'y a pas de liaison entre la baisse du pouvoir d'achat des salariés et le ralentissement de l'inflation, soulignent-ils, et il faut sortir de la crise par une reprise de la croissance en stimulant l'offre intérieure au lieu de la réduire, en menant une politique budgétaire et une politique de crédit incitative. L'inflation ? Elle sera combattue par une véritable « politique de la répartition » : réduction des inégalités et contrôle renforcé des revenus non salariaux. Autre grand souci des promoteurs de cette solution de rechange : le maintien du taux d'épargne des ménages, notamment par des mécanismes d'épargne

forcée pour les revenus les plus élevés.

La contrainte extérieure ? Outre le fléchissement éventuel du franc, la réduction et même la disparition rapide du déficit commercial seront obtenues par des mesures de sauvegarde qui porteront essentiellement sur les importations de produits européens (biens de consommation allemands et italiens, électroménager, véhicules). La réaction brutale des partenaires européens ? « Contrairement aux apparences, ces mesures ne sont pas contradictoires avec la dimension européenne de notre politique. Il faut trouver une issue globale à la crise : un problème de négociation globale avec la C.E.E. se pose ».

Voilà bien le cœur du problème : comment imposer sa volonté aux phénomènes économiques et ne pas les subir, la régulation par le plan devant l'emporter sur la régulation par le marché. C'est une attitude véritablement « autarcique », dotée d'un souffle idéologique et qui refuse de soumettre les hommes aux prétendues « lois » du capitalisme, malhonnêtes, restrictives, mutilantes et frustrantes. Les chances de succès de cette « solution » ? Sur le plan intérieur, la réussite impliquerait une adhésion des cadres et des classes moyennes à une profonde remise en cause de leur niveau de vie et à leur « remobilisation », ainsi qu'un quasi-blocage des prix des services. Comme ces prix résistent en grande partie du niveau des salaires, il conviendrait d'obtenir l'adhésion des syndicats à un quasi-blocage des rémunérations. Sur le plan extérieur, nos partenaires ne paraissent nullement prêts à faire des sacrifices sur leurs échanges avec la France, ni même à jouer, à leur tour, la locomotive, comme il leur est demandé. Le rapport du IX^e Plan souligne ainsi à quel point l'Allemagne a été traumatisée par l'échec de sa tentative de relance en 1979-1980.

Il reste que la contre-proposition de M. Chevènement et de ses amis - même si elle sous-estime gravement la force des marchés - pose une véritable question : comment relancer la voie royale de la croissance et de l'industrialisation ?

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-L.	7,6215 7,6235	+ 190 + 225	+ 360 + 410	+ 990 + 1110
S. can.	6,1955 6,1990	+ 135 + 185	+ 270 + 330	+ 790 + 875
Yen (100)	3,1775 3,1800	+ 155 + 180	+ 300 + 330	+ 940 + 1005
DM	2,9985 3,0005	+ 175 + 200	+ 360 + 390	+ 1035 + 1100
Franc	2,6460 2,6480	+ 145 + 165	+ 275 + 300	+ 760 + 815
F.R. (100)	15,0115 15,0135	+ 115 + 145	+ 230 + 260	+ 640 + 700
F.S.	3,6125 3,6155	+ 230 + 260	+ 445 + 485	+ 1355 + 1435
L. (1 000)	5,8517 5,8544	- 775 - 130	- 330 - 260	- 1240 - 1100
S. franc.	12,1255 12,1345	+ 280 + 275	+ 410 + 525	+ 1255 + 1450

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9	9 5/16	9 1/16	9 5/16	9 3/8	9 5/8	9 3/4	10
S.E.-L.	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 3/8	5 5/8	5 11/16
DM	5	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 3/8	5 5/8	5 11/16
F.R. (100)	10	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 3/8	11 5/8	11 11/16
F.S.	3 1/8	3 7/8	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 3/8	4 5/8	4 11/16
L. (1 000)	14	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 3/8	16 5/8	16 11/16
S. franc.	12 3/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 7/8	12 9/8	12 11/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

L'assemblée générale, réunie le 27 mai 1983 sous la présidence du Gouverneur Ratier, a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui font apparaître un bénéfice de 26 494 006 F.

Elle a adopté à l'unanimité les résolutions qui lui ont été soumises et décidé la distribution d'un dividende de 12,90 F par action, payable le 6 juin 1983.

Dans son allocution, le Président a notamment indiqué : « La situation nette globale du Groupe, qui était de 150 000 000 de F à fin 1974, est passée à 507 000 000 de F à fin 1981 et à près de 515 000 000 de F à fin 1982 : soit une progression de 243 % sur huit ans ».

La part de l'Union Industrielle de Crédit, intérêts minoritaires déduits, a augmenté encore plus rapidement puisque la valeur de l'action a progressé pour la même période de 139,85 F fin 1974 à 573,30 F fin 1981 et à 627 F fin 1982, ce qui représente une progression de 350 %, après être tombé de 66,90 F par action en 1980 à 38,50 F en 1981 et ramené à 60,40 F l'an dernier.

A l'égard des actionnaires, la distribution a été multipliée en huit ans par 3,6. Parallèlement, il en est résulté une progression significative du cours de Bourse, qui - compte tenu des distributions d'actions gratuites - a un peu plus que quadruplé au cours de cette même période.

Quant à l'exercice en cours, il devrait être marqué par une progression importante des résultats qui devrait permettre de continuer la politique d'amélioration régulière du dividende tout en renforçant les fonds propres par de substantielles mises en réserves.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a désigné M. François Caries comme Président du Conseil d'Administration en remplacement de M. Gabriel Ratier, atteint par la limite d'âge.

Le Conseil a exprimé à M. Ratier, qui exerçait ses fonctions depuis 1975, sa vive gratitude et lui a conféré le titre de Président d'Honneur de l'U.I.C.

M. Christian de Longeville, vice-président, a été confirmé dans ses fonctions de Directeur Général.

ASSOCIC

Société d'Investissement à Capital Variable

Sous cette raison sociale, les banques associées au Groupe CIC sont convenues de constituer avec des institutions à but non lucratif telles que des associations, des fondations et des caisses de congés payés, une SICAV adaptée aux nécessités de la gestion financière de ces organismes. La société sera présidée par M. Jean CARRIERE, Président-Directeur Général de la Société Lyonnaise de Banque.

La SICAV ASSOCIC sera ouverte au public le 6 juin 1983 avec un capital initial de F. 100.000.000 représenté à plus des deux tiers par les apports de diverses associations. Son portefeuille est exclusivement constitué d'emprunts d'Etat ou d'emprunts bénéficiant de sa garantie.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

Assemblée du 27 mai 1983

Après approbation du bilan et des comptes de l'exercice écoulé, les assemblées annuelles de la Compagnie du Crédit universel et de ses cinq filiales, qui ont été plus de 99 %, ont arrêté comme suit leurs bénéfices nets après impôts de 1982 :

Compagnie du Crédit universel : 44 619 994,40 F (dont 27,8 MF de revenus nets des titres des filiales). Crédit universel : 1 465 875,67 F. Locafrance : 8 670 454,29 F. Uaifinor : 1 504 477,41 F. Locafrance : 1 138 454,87 F.

Intérêts des tiers exclus, le bénéfice net consolidé de la Compagnie du Crédit universel ressort à 54,4 MF, ses fonds propres consolidés s'élevant à 360,8 MF après affectation des résultats de 1982.

La Compagnie du Crédit universel mettra en paiement, à compter du 13 juin 1983, un dividende global de 48 F par action (coupon n° 34 de 32 F net, plus dividende fiscal de 16 F), contre 45 F pour l'exercice précédent.

Les dividendes de ses filiales seront également payables à partir du 13 juin prochain (contre estampille des titres, tous obligatoirement nominatifs), à savoir : 38 F net pour Crédit universel (case n° 36), 15 F net pour Universal Factoring (case n° 17), 80 F net pour Locafrance (case n° 13), 10 F net pour Uaifinor (case n° 10) et 100 F net pour Locafrance (case n° 1).

La Compagnie du Crédit universel va recevoir ainsi de ses filiales des revenus de l'ordre de 37 MF, ce qui représente 105 % environ des dividendes qu'elle distribue elle-même au titre de 1982.

CODETEL

Réunis en assemblée générale ordinaire le 26 mai 1983, sous la présidence de M. Jacques Caplain, les actionnaires de CODETEL ont approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le résultat net s'élève à 124 263 386,58 F. L'Assemblée a décidé de distribuer une somme de 114 000 000 F, soit un dividende de 14,25 F, identique à celui de l'an dernier, à chacune des 8 millions d'actions qui constituent le capital. Le report à nouveau s'élève à 27 784 998,66 F.

L'assemblée générale a renouvelé pour six exercices le mandat de la Société civile professionnelle de commissaires aux comptes Borden, Viala, Buchalet et autres, et a nommé pour six exercices comme commissaire aux comptes le bureau d'études financières et de contrôle comptable Mulquin et Associés.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée, a fixé au 16 juin 1983 la date de mise en paiement du dividende en échange du coupon n° 13.

Le Carnet des Entreprises

FELIX POTIN

M. JACQUES-PAUL VINCENT.

a été nommé Président de Félix Potin. Il succède à Mme André Montzopoulos qui reste Administrateur.

Mme CORINNE MENTZELOPOULOS-PETIT.

devient pour sa part Vice-Président Directeur Général de Félix Potin. Elle succède à Jacques-Paul Vincent.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-65-33

Locafrance

L'assemblée générale ordinaire de Locafrance qui s'est tenue le 25 mai 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

An cours de cette assemblée, le président Gérard Billand a prononcé l'allocution suivante :

« Les traits dominants de l'exercice 1982 peuvent se caractériser par une progression particulièrement sensible de votre société sur le marché des biens d'équipement. Nos opérations de crédit-bail ont progressé de 39 % chez Locafrance, de 49 % pour l'ensemble du groupe : leur montant a dépassé pour la première fois 3 milliards de francs ».

« Les encours financiers en France sont passés de 4 359 millions de francs à 5 220 millions de francs. Compte tenu des filiales internationales détenues en quasi-totalité par Locafrance, l'encours financier global atteint 6 milliards de francs, contre 5 milliards de francs à fin 1981 ».

« Le résultat financier de Locafrance, pour l'exercice 1982, a marqué, avant amortissement des frais d'émission de l'emprunt obligataire de novembre 1982, une progression de 31 % : ramené du fait de cet amortissement à 50,3 millions de francs, il permet de porter le dividende de 15 à 16 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 8 francs. Pour apprécier les résultats du groupe Locafrance, il convient de noter que les résultats de l'ensemble des filiales ont atteint 19,7 millions de francs ».

« Les prévisions d'activité au titre de l'exercice 1983 sont raisonnablement optimistes, dans un environnement économique qui reste marqué par la crise. Les investissements des entreprises françaises, mois de l'exercice sont en progression de

17 % par rapport à la période de référence de l'exercice précédent.

« Face à une demande soutenue, la poursuite du développement des activités de votre société implique la réalisation de deux opérations financières dont les assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 30 mars 1983 ont approuvé le principe : une augmentation de capital en numéraire et l'émission d'un nouvel emprunt obligataire ».

« L'augmentation de capital s'effectuera en deux tranches d'accroître les fonds propres de votre société de 100 millions de francs. Les actions nouvelles seront créées le 1^{er} janvier 1983 et donneront droit, de ce fait, à un dividende plein au titre de l'exercice 1983 ».

« Le développement des activités de crédit-bail et de location devrait permettre de maintenir la dividende sur un capital augmenté de 50 % ».

« Pour pérenniser le marché des matériels de micro-informatique et d'ordinateurs personnels, dont les perspectives apparaissent très larges pour le grand public dans les années à venir, nous avons créé la société Agema, filiale de Promodata, dont Locafrance a la totalité du capital. Cette société est, d'ores et déjà, opérationnelle ».

« Ainsi renforcée dans ses fonds propres, confortée par l'augmentation de ses capitaux permanents, Locafrance semble bien armée pour franchir, malgré les vicissitudes du moment, une nouvelle étape dans la voie de son développement et au service des investissements productifs des entreprises françaises, tant en France qu'à l'étranger ».

BAIL INVESTISSEMENT

L'Assemblée générale s'est tenue le 30 mai 1983 sous la présidence de M. Maurice Gaudier.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par un bénéfice net de 121 487 732,11 F. Elle a décidé la distribution à compter du 11 juillet 1983 d'un dividende de 40 F par action, en augmentation de 12,66 % sur celui de l'exercice précédent.

An cours de cette Assemblée, le Président a prononcé l'allocution suivante :

« Mesdames, Messieurs,

« Le rapport du Conseil d'Administration, dont vous venez d'entendre la lecture, s'est efforcé de vous rendre compte de l'activité détaillée et des résultats de votre société au cours de l'année 1982 ».

« En dépit d'une conjoncture économique toujours difficile marquée par une croissance faible, BAIL INVESTISSEMENT a connu au cours des quatre premiers mois de 1983, une activité soutenue tant en matière de crédit-bail immobilier que de location simple ».

« La société a accepté 21 opérations nouvelles représentant un engagement global de 129 millions de francs, montant en progression sur celui afférent à la même période de l'année précédente ».

« Les engagements nouveaux de crédit-bail ont porté sur 18 opérations auxquelles il convient d'ajouter quelques ajustements sur des contrats antérieurs. L'ensemble se traduit par un accroissement d'engagements de 85 millions de francs ».

« BAIL INVESTISSEMENT, qui entend poursuivre activement sa poli-

que d'investissement immobilier en pleine propriété au profit des secteurs dynamiques de l'économie, a, à ce titre, pris des engagements sur 3 opérations nouvelles qui représentent un investissement de 44 millions de francs. L'un de ces investissements concerne la réalisation, en participation avec plusieurs SICOMI, du centre d'activités industrielles et artisanales à Paris 18, dit CAP 18 : la première tranche, achevée en juillet 1982 est actuellement louée dans sa totalité ».

« L'émission d'un emprunt obligataire dans les semaines à venir doit permettre à BAIL INVESTISSEMENT de consolider ses engagements tout en maintenant l'équilibre entre ressources propres et dettes à long terme ».

« Au 30 avril 1983, le montant des loyers émis a atteint 185 millions de francs hors taxe contre 156 millions pour la même période de 1982, marquant une progression de 18,6 % ».

« Sauf événements exceptionnels, l'exercice 1983 devrait donc se traduire par des résultats en progression ».

« Le cours du titre BAIL INVESTISSEMENT, qui a sensiblement progressé en 1982, atteignait à la fin du mois de mai 1983 446 F, ce qui correspond à une plus juste estimation de la valeur de la société ».

« La qualité du patrimoine, une structure financière solide sous-tant d'écoulements qui devraient jouer dans le sens de la poursuite de la valorisation de l'action BAIL INVESTISSEMENT, et la progression régulière du dividende ne devraient pas décevoir les actionnaires ».

A partir du 1^{er} juin 1983, la BCT Midland Bank change sa dénomination en celle de Midland Bank s.a.

Midland Bank s.a. unit l'ensemble des intérêts bancaires du Groupe Midland Bank en France.

Cotée à la Bourse de Paris, Midland Bank s.a. anime un réseau d'activités financières et bancaires entre les grandes régions de France et le reste du monde.

Son expérience des financements internationaux et immobiliers, des activités de change, de trésorerie et de gestion de fortune, un outil informatique performant, des professionnels hautement spécialisés en font l'un des premiers groupes bancaires privés en France.

Midland Bank s.a.

Bureaux parisiens : 2, place de Rio de Janeiro 2, place de la Madeleine 75008 PARIS Tél. : 563.22.11

Française par son implantation et ses équipes. Britannique par ses capitaux et son ouverture internationale.

31 MAI

NEW-YORK

En baisse

Après un long week-end de trois marchés new-yorkais s'est ensuivi, repêlé mardi dans la crainte d'une chute des taux d'intérêt aux Etats-Unis et de la baisse des cours de la Dow Jones des industrielles accusées d'être trop chères. Le dollar a touché une baisse de 16,15 points pour finir à 119,98 points, les échanges contractés à 73,9 millions d'actions, 76,3 millions la veille.

Cette séance de mardi était la plus calme depuis la publication des statistiques mensuelles de la masse monétaire, lesquelles traduisent aussi une croissance supérieure aux prévisions, et une activité américaine assez vive. David Regan, a précisé à l'issue d'une interview plus particulièrement consacrée au récent débat de la Chambre sur l'administration américaine, que le marché continuait de restreindre le volume des échanges, compte tenu du rythme très élevé de la hausse des cours (13 % à 14 %) de la croissance mesurée enregistre au cours des derniers mois.

Les observateurs craignent que le volontat de resserrement se traduise par une remontée du loyer de l'argent et, du fait du taux d'intérêt constaté lors de la adjudication de bons du Trésor s'est élevé à son plus haut niveau depuis deux ans.

Un tassement des cours en est résulté sur le marché obligataire et on apprendait que le Trésor allait lever cette semaine l'équivalent de 23 milliards de francs sous la forme d'effets à court terme.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

la marge brute d'autofinancement de 12,7 milliards de FB (1,9 m de FF).

Du son côté, la maison mère a vu son endettement passer de 1,9 milliard à 2,2 milliards de FF, selon le rapport. Au dernier, pas de 1,9 milliard à 3,2 milliards de FF, 178 millions à 230 millions de FF).

Ce redressement, selon le rapport, est dû à la politique de rationalisation que Solvay a menée : économie d'énergie, réduction des investissements dans les secteurs peu productifs, réduction de la consommation de produits chimiques et compression de 5 000 emplois. Il s'explique également par une amélioration de la demande dans les secteurs plastiques responsables de 10 % de la production.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE - base 100 = 31.12.1983)

Valeurs françaises	30 mai 126,8	31 mai 127
Valeurs étrangères	133,5	133,1
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Boue 100 : 31 dec. 1962)		
Indice général	30 mai 125,5	31 mai 126

Taux du Marché Monétaire
Effets privés du 1^{er} juin 12 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
31 mai	1 ^{er} juin
228 60	226 45

Compte tenu de la baisse de prix qui nous

Compte tenu de la diversité du terrain qui nous
dans nos dernières éditions, nous pourrions en
derniers jours. Dans ce cas peut-être figurerait

31 MAI

[illegible]

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'ÉGLISE D'ANTIOCHE : « La vocation de l'Orient chrétien », par Olivier Clément ; « La nostalgie de l'unité », par René Habachi ; « Aux avant-postes », par Youkik Moubarek.

ÉTRANGER

3-4. LES RÉPERCUSSIONS DU SOMMET DE WILLIAMSBURG
5. ASIE
5-6. PROCHE-ORIENT
- « L'iran en mal de normalisation » (II), par Jean Guéyran.
6. AFRIQUE
6. AMÉRIQUES
8. EUROPE

POLITIQUE

9. La préparation du congrès du P.S.
10. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
11. Les attentats outre-mer.

SOCIÉTÉ

12. ÉDUCATION : le débat sur l'enseignement supérieur. POINT DE VUE : « L'impression », par Jacques Ellul.
13. JUSTICE : le procès de Heinz Barth, à Berlin-Est.

SPORTS

14. TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15. MUNICH : le Festival du théâtre.
- BARCELONE : la période bleue de Miro.
16-17. ISTANBUL : civilisations antérieures de la préhistoire à nos jours.
18. FORMES.

19. Programme des expositions.
23-24. COMMUNICATION.
- « Câble et télévision payante au Québec » (II), par Jean-François Lacan.
- M. Robert Hersant prend le contrôle du Dauphiné libéré.

RÉGIONS

25. Onze décrets d'application de la loi Paris-Lyon-Marseille vont paraître avant le milieu de l'été.
- Les inondations en Bourgogne.
- CORSE.
- ILE-DE-FRANCE.

ÉCONOMIE

30. AFFAIRES.
31. SOCIAL.
32. CONJONCTURE : les effets du resserrement du crédit.

RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS « SERVICES » (28) :
La maison : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
Annonces classées (25-26) ; Carnet (24) ; Programmes des spectacles (20 à 22) ; Marchés financiers (33).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} juin 1983 a été tiré à 496 120 exemplaires

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

FORUM DES STAGES INTENSIFS 21-30 juin par jour de 11 heures à 18 heures

734-36-36

Équipe par DUNLOP

COUPON DE REPRISE

pour acheter encore moins cher les dernières nouveautés à nos prix alignés

Présentez cette annonce avec votre ancien matériel, la meilleure estimation vous sera réservée.

PHOTO-CINÉ DU Cirque

9-9 bis, bd des Filles du Calvaire (entre Bastille et République)
75003 PARIS - 887.66.58

LE SPECIALISTE DE LA REPRISE

OLYMPUS OM 30
avec obj. ZUIKO 1,8/50 mm

2330 F

et votre reprise viendra encore en déduction

NOUVEAUX MASSACRES EN OUGANDA

L'armée serait responsable de l'assassinat de deux cents civils

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'Ouganda vient d'être le théâtre d'un nouveau massacre. Environ deux cents personnes ont été assassinées la semaine dernière par des hommes en armes, à une soixantaine de kilomètres au nord de Kampala. Selon les milieux diplomatiques de la capitale, cette tuerie est l'œuvre d'éléments de l'armée gouvernementale. Un porte-parole du gouvernement a confirmé le massacre mardi 31 mai, tout en faisant état d'un bilan moins lourd — une quarantaine de morts, — mais il a accusé les opposants armés au régime d'en être les auteurs.

Les assaillants ont commencé leur carnage, jeudi à la tombée de la nuit, en attaquant le camp de Kikusa qui abrite plus de cinq mille civils « déplacés » de leurs villages d'origine, en raison des opérations lancées depuis plusieurs semaines par l'armée de résistance nationale (N.R.A.). La garnison de soixante soldats chargés de garder le camp avait quitté les lieux, laissant les réfugiés sans protection. Les meurtriers étaient armés de fusils, de haches et de lances. Ils sont revenus au camp le lendemain matin afin de poursuivre leur sinistre besogne.

Le régime a rejeté la responsabilité du massacre sur les maquisards anti-gouvernementaux. Mais les informations qui circulent dans les milieux diplomatiques sont tout à fait différentes. Elles s'appuient sur des témoignages de survivants — cent soixante personnes ont été admises à l'hôpital Mulago de Kampala — et des médecins qui les ont soignés.

Selon ces informations, une bande de deux cents hommes a attaqué la population civile du camp. Parmi eux, les villageois ont reconnu certains des soldats qui étaient chargés de protéger et qui avaient disparu de façon inexplicable avant l'assaut. On ignore les raisons du massacre. Mais on souligne dans les milieux diplomatiques que nombre d'éléments de l'armée semblent à nouveau avoir échappé au contrôle du pouvoir central, car les violences de Kikusa viennent après plusieurs autres tueries récentes.

Le gouvernement met systématiquement les meurtres de civils sur le compte d'« hommes en uniforme de l'armée ». Cette expression passe-partout vise tout aussi bien d'authentiques militaires, des rebelles ou de simples brigands. Pourtant, l'armée fait figure de principal accusé. Ainsi, la semaine dernière, des témoins avaient vu, dans un village à l'ouest de Kampala, des inconnus décharger d'un camion cinquante cadavres. Or ces corps — on en a, à ce jour, découvert soixante — sont ceux d'anciens prisonniers de Makindye, la principale geôle militaire de Kampala. On apprend-on de bonne source. Ces détenus ont été transférés, le 24 mai, à la prison civile de Luzira, sur le bord du lac Victoria, et abattus sur place. Les témoins avaient d'ailleurs été frappés par la maigreur de certains morts. On estime, de même source, que les forces de sécurité ont tué entre quatre cents et cinq cents personnes au cours des dernières semaines. Fin avril, un officier avait reconnu que l'armée avait abattu « par erreur » trente paysans innocents.

La N.R.A. a catégoriquement démenti les accusations lancées contre elle par le pouvoir. Un porte-parole de Nairobi de cette organisation, que dirige M. Yoweri Museveni, chef politique de l'ethnie des Ankole, a déclaré mercredi matin que son mouvement épargnait les civils. « S'attaquer au peuple, a-t-il déclaré, c'est s'attaquer à soi-même. » Selon lui, l'armée a également tué quarante personnes à la fin de la semaine dernière à Bombo, une petite ville à 40 kilomètres au nord de Kampala.

Une chose est sûre : les civils sont les principales victimes de l'insécurité qui règne toujours à Kampala. Les autorités ont vidé la forêt de ses habitants et les ont parqués dans des camps improvisés. Dans le district de Luwero, par exemple, plus de dix mille personnes sont regroupées depuis des semaines dans une école secondaire. Périodiquement, le pouvoir annonce son « offensive finale » contre les rebelles, mais celle-ci paraît sans cesse repoussée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

En Inde

PREMIÈRE RÉUNION DE LA COMMISSION MIXTE INDO-PAKISTANAISE

(De notre correspondant.)

New-Delhi. — L'ouverture, ce mercredi 1^{er} juin à Islamabad, de la première réunion de la commission bipartite indo-pakistanaise marque le début d'un processus de détente longtemps recherché par les deux pays. Ces quatre journées de discussions exploratoires sont l'aboutissement d'une proposition formulée en février 1982 par le premier ministre indien, M^{re} Indira Gandhi, qui visait à élever un dialogue jusqu'alors cantonné dans le cadre des échanges diplomatiques.

Conduites par leur ministre des affaires étrangères respectif, M. Narasimha Rao pour l'Inde et M. Sahabzada Yaqub Khan pour le Pakistan, les deux délégations doivent d'abord désigner des sous-commissions chargées d'étudier un rapprochement dans trois domaines : commerce, télécommunications, information et coopération économique. Une autre sous-commission devra proposer une simplification de la procédure d'obtention de visas.

Cette première réunion se déroule à un moment relativement inopportun. New-Delhi vient en effet d'accuser Islamabad de soutenir l'agitation sikh au Pendjab. De son côté, le Pakistan a marqué sa mauvaise humeur devant l'intranséquence de M^{re} Gandhi sur la question du Cachemire. Les deux délégations espèrent néanmoins que leurs travaux pourront déboucher sur des propositions concrètes.

(Interim.)

LA SAISON PROCHAINE A L'OPÉRA

Les options françaises de M. Bogianckino

Au cours de la conférence de presse qu'il présentait, enfin, le mardi 31 mai, la prochaine saison de l'Opéra de Paris, le nouveau directeur Massimiliano Bogianckino a paru pleinement à l'aise et assuré de son pouvoir, ayant fait la croix sur les attaques venues de l'intérieur du palais Garnier (le Monde du 11 mars).

M. Jack Lang, ministre de la culture, ne lui a d'ailleurs pas nié son appui en ouvrant la séance : « Je tiens à dire, au nom du gouvernement, que, en dépit de la rigueur légale qui fixe à trois ans le mandat des chefs d'entreprises nationales, c'est pour une longue période que vous dirigerez cet établissement, l'inauguration de l'Opéra de la Bastille » (toujours prévu pour 1988).

La ligne de conduite de M. Bogianckino prend compte « le patrimoine français qui est très riche, y compris les œuvres écrites par les étrangers pour le palais Garnier », ce qui se traduira la saison prochaine par neuf opéras donnés en français : le *Moïse de Rossini*, l'*Iphigénie en Tauride*, de Gluck, *Jérusalem*, de Verdi, et la *Châtaignier*, de Henze, s'ajoutant à *Werther*, *Manon*, la *Damoiselle élue*, le spectacle *Vive Offenbach*, et surtout la création mondiale du *Saint François d'Assise* de Messiaen.

Les autres spectacles seront *Madame Butterfly* (Jonée parallèlement dans les versions primitive et définitive), *L'Enlèvement au sérail*, *Boris Godounov*, *Tannhäuser*, *Didon et Enée* et le *Mariage secret*.

Pour les chanteurs, pas question d'écarter des stars à l'importe quel prix. On entendra cependant des vedettes du chant, telles que Shirley Verrett, Raina Kavalanska, Anna Tonomura-Sintov, Jessye Norman, Tatiana Troyanos, Catherine Malfitano, Cecilia Galdia, pour ne parler que des dames. La présence des Français ne sera pas négligeable : cent vingt-huit rôles représentant mille trois cents participations. Signalons à ce propos que la direction de la musique semble résolue à met-

tre en œuvre une véritable politique du chant français. Nous y reviendrons.

Les metteurs en scène seront tous étrangers (sauf Jean-Marie Simon), mais les Français auront la part plus belle à l'Opéra-Comique, avec Martinoty, N. Joël, Coutance et Dhéry.

Notons que le nombre de représentations sera de deux cent quarante (contre deux cent vingt-sept l'an passé) avec moins de lyrisme et plus de ballet. Les abonnements passeront de onze à quatorze et trois cents places seront mises en vente pour chaque représentation (cent soixante-dix à l'avant), sauf pour les soirs de gala. Les prix seront les mêmes qu'au Palais Garnier, ou trouve la nouvelle augmentation hebdomadaire de la masse monétaire américaine (2 milliards de dollars) qui fait suite au bond de 7 milliards de dollars la semaine dernière. Depuis plusieurs semaines, on le sait, cette masse augmente à un rythme annuel de 15 %, presque le double de celui fixé par les autorités monétaires (la Réserve fédérale). A vrai dire, suivant les déclarations de M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, à un petit groupe de journalistes, rapportées par notre correspondant à Washington, la dite Réserve « ne comprend pas » pourquoi la masse monétaire a augmenté de 15 milliards de dollars au cours des quatre dernières semaines.

Si le phénomène continue en juin, s'il s'agit d'un effet d'annonce, on peut s'attendre à ce que la masse monétaire américaine continue à augmenter de 15 milliards de dollars au cours des quatre dernières semaines.

Sur les marchés des changes, les interventions, très réduites, de la Bundesbank ne peuvent faire grand-chose, tandis qu'en France, on est consterné par l'absence d'un « billet vert » qui coûte au pays, sur un an, 2 milliards de dollars d'intérêts, les États-Unis acceptant d'y participer.

A ce sujet, le même Donald Regan a insisté sur l'importance de maintenir (chez les pays industrialisés) en faveur d'une intervention, les États-Unis acceptant d'y participer.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT AMÉRICAINS ET DU DOLLAR INQUIÈTE LES EUROPÉENS

La hausse du dollar s'est accélérée mercredi 1^{er} juin sur les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine passant de 2,52 DM à 2,54 DM sur le place de Francfort, de 2,09 FS à 2,10 FS sur celui de Zurich et de 7,56 F à 7,62 F sur celui de Paris, où un nouveau record historique a été établi après celui de la veille à 7,55 F.

Cette hausse a été provoquée par la tension croissante des taux d'intérêt aux États-Unis, le foyer de l'argent au jour le jour s'élevant de 8,5 % à 9 %, celui de Francfort à dix mois atteignant 10 % contre 9 1/2 % à la veille du week-end et le rendement des bons du Trésor à l'échéance retrouvant son niveau d'il y a deux mois. A l'origine de ce regain de tension, on trouve la nouvelle augmentation hebdomadaire de la masse monétaire américaine (2 milliards de dollars) qui fait suite au bond de 7 milliards de dollars la semaine dernière. Depuis plusieurs semaines, on le sait, cette masse augmente à un rythme annuel de 15 %, presque le double de celui fixé par les autorités monétaires (la Réserve fédérale). A vrai dire, suivant les déclarations de M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, à un petit groupe de journalistes, rapportées par notre correspondant à Washington, la dite Réserve « ne comprend pas » pourquoi la masse monétaire a augmenté de 15 milliards de dollars au cours des quatre dernières semaines.

Si le phénomène continue en juin, s'il s'agit d'un effet d'annonce, on peut s'attendre à ce que la masse monétaire américaine continue à augmenter de 15 milliards de dollars au cours des quatre dernières semaines.

Sur les marchés des changes, les interventions, très réduites, de la Bundesbank ne peuvent faire grand-chose, tandis qu'en France, on est consterné par l'absence d'un « billet vert » qui coûte au pays, sur un an, 2 milliards de dollars d'intérêts, les États-Unis acceptant d'y participer.

A ce sujet, le même Donald Regan a insisté sur l'importance de maintenir (chez les pays industrialisés) en faveur d'une intervention, les États-Unis acceptant d'y participer.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait, notamment, tous les actifs d'Adria Laboratories (760 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale à 50/50 de Hercules et de Montedison aux États-Unis. La firme de Milan contrôlerait l'affaire à 70 %, et les 30 % restants du capital seraient répartis entre Hercules et le public américain.

Montedison et Hercules s'associeront dans la pharmacie. — Le groupe chimique italien Montedison s'approprie à signer un nouvel et très important accord avec l'entreprise américaine Hercules, dans le secteur de la santé. Une société pharmaceutique, Erbmont, serait créée dans les Antilles néerlandaises, qui reprendrait,